



Systeme de suivi et de capitalisation du FFU Région Sahel et Lac Tchad

RAPPORT S1 2021
RESULTATS JUSQU'AU 30 JUIN 2021

Altai Consulting pour l'Union européenne – décembre 2021



This project is funded by the EU



© Union européenne

Décembre 2021

Sauf indication contraire, toutes les photos de ce rapport sont créditées à Altai Consulting.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Altai Consulting et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Photo de couverture : Casamance, Sénégal, 2019

ALTAI CONSULTING

Altai Consulting fournit des services de recherche et de suivi et d'évaluation aux institutions publiques et aux organisations internationales dans les pays en développement.

Nos équipes opèrent dans plus de 50 pays d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie centrale. Depuis sa création il y a 18 ans, Altai Consulting a mis l'accent sur la migration, la gouvernance et le développement durable dans la recherche et les évaluations de programmes.

Contacts

Philibert de Mercey (Directeur de projet) : pdemercey@altaiconsulting.com

Eric Davin (Partenaire) : edavin@altaiconsulting.com

www.altaiconsulting.com

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par Eric Davin, Justine Rubira, Philibert de Mercey, Garance Dauchy, Sarah Akesbi, Solène Cros, Catherine Crowley, Paul Olivier et Rim Wazni.

Nous remercions chaleureusement les partenaires de mise en œuvre qui ont pris le temps de discuter avec nous et de se conformer à nos exigences pour ce rapport. Nous sommes redevables à :

- ACF, ADA, AICS, APESS, DGLPAP, Diakonia, Eau Vive, Educo, Expertise France, GIZ, Humanité & Inclusion, IOM, Keoogo, LVIA, Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation au Burkina Faso, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement au Burkina Faso, OXFAM, PMLAL, Promediation, SEMFILMS, Solidar Suisse, Terre des Hommes et VSF au Burkina Faso ;
- ACF, AFD, GIZ, OIM et SNV au Cameroun ;
- AFD, Berthy, Caritas Suisse, COGINTA, Concern Worldwide, Geysers SA, GIZ, Humanité & Inclusion, OXFAM, Société moderne de construction au Tchad, HCR et Vergnet au Tchad ;
- CIVIPOL en Côte d'Ivoire ;
- Enabel, GIZ, ITC, PNUD, UNCDF et PAM en Guinée ;
- ICMPD, SNV et UNCDF au Ghana ;
- AECID, AFD, CIVIPOL, Enabel, Expertise France, GIZ, Humanité & Inclusion, OIM, LuxDev, LVIA, *SNV World* et SOS SAHEL au Mali ;
- AECID, Croix-Rouge Française, Expertise France, GIZ, GRET, OIT, OIM, OXFAM et *Save the Children* en Mauritanie ;
- ACTED, AFD, AICS, CISP, CIVIPOL, Enabel, FIIAPP, Garkua, GIZ, HACP, IOM, Karkara, LuxDev, *SNV World* et le HCR au Niger ;
- British Council, RDC, FAO, OIM, IRC, Mercy Corps, NRC, PNUD, UNICEF, ONU Femmes et PAM au Nigéria ;
- 20STM, ACTED, AECID, AICS, AF Consulting, AFD, CIVIPOL, Enabel, GRET, CICR, OIM, LuxDev et PPI au Sénégal ;
- Enabel, GIZ, IMVF, OIM et ITC en Gambie ;
- ACH, AFD, Camoes, Caritas Suisse, Centre pour le Dialogue Humanitaire, CIVIPOL, DIHR, Expertise France, EU-DGEAC, FIIAPP, HD, Humanité & Inclusion, Investisseurs & Partenaires, Interpol, OIM, ITC, LuxDev, l'Organisation internationale de la Francophonie, OXFAM, PMLAL, Croix-Rouge Espagne, *Save the Children*, Sequa, HCR et PAM au niveau régional.

Nous tenons également à remercier les délégations de l'Union européenne (UE) au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal et en Gambie, ainsi que l'équipe du Fonds Fiduciaire à Bruxelles.

CONTENU

CONTENU	4
SYNTHÈSE	5
1. INTRODUCTION	8
1.1. Contexte.....	8
1.2. Le FFU SLC en S1 2021	8
2. METHODOLOGIE	10
2.1. Méthodologie du MLS.....	10
2.2. Défis et limites du rapport S1 2021	12
3. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE	13
3.1. Budget et nombre de contrats par statut.....	13
3.2. Répartition du budget par pays, partenaire de mise en œuvre et objectif stratégique	17
3.3. Budget alloué à la réponse à la COVID-19	19
4. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS	21
4.1. La région du Sahel et du Lac Tchad en S1 2021	21
4.2. La réponse du fonds fiduciaire – aperçu des résultats	22
5. ANALYSE PAR PAYS	48
5.1. Burkina Faso	48
5.2. Cameroun	58
5.3. Tchad	64
5.4. Côte d'Ivoire	74
5.6. Ghana	78
5.7. Guinée	83
5.8. Mali	90
5.9. Mauritanie	101
5.10. Niger	108
5.11. Nigéria.....	116
5.12. Sénégal.....	123
5.13. Gambie	132
CONCLUSIONS	137
6. INDEX	140
6.1. Tables	140
6.2. Graphiques.....	140

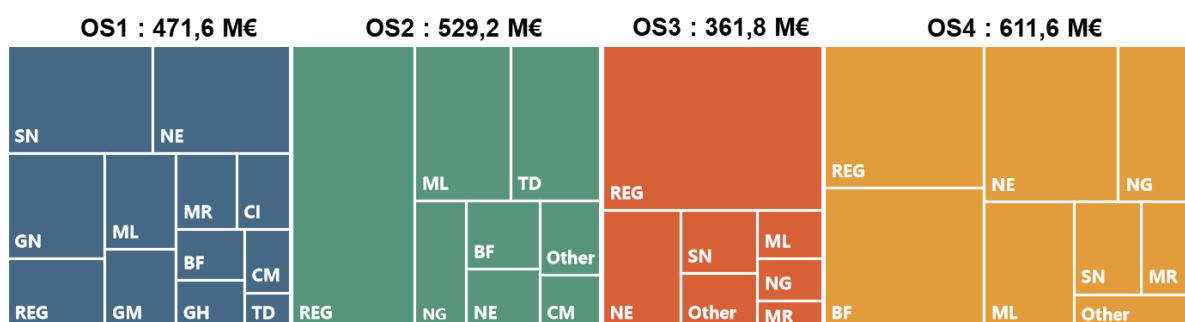
SYNTHÈSE

Ceci est le huitième rapport préparé par le Système de suivi et de capitalisation (MLS) pour le volet Sahel et lac Tchad, couvrant tous les résultats obtenus grâce au financement du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne pour la stabilité et s'attaquant aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (EUTF) dans la région du Sahel et du lac Tchad (SLC) depuis le début des activités jusqu'en Juin 2021, avec un accent particulier sur les extrants générés au cours du premier semestre (S1) de 2021.

Ce rapport comprend les résultats des programmes mis en œuvre au Burkina Faso, au Bénin, au Cap Vert, au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal, en Gambie et au Togo.¹

En septembre 2021, le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique avait engagé (c'est-à-dire les fonds alloués à la suite des décisions du comité opérationnel) 4,92 milliards d'euros, dont 2,21 milliards d'euros à 114 décisions dans la fenêtre SLC. Au total, 202 projets opérationnels ont été contractés dans la région SLC, dont 53 projets achevés, 128 projets en cours de mise en œuvre et 21 projets en phase de démarrage. 125 des projets actuellement en cours de mise en œuvre ont des données à rapporter au MLS et trois sont soit trop peu avancés dans leur phase de mise en œuvre pour être en mesure de rendre compte de résultats, soit leurs activités n'ont pas encore généré de réalisations pertinentes pour les indicateurs du FFU. Le présent rapport comprend des données sur 178 projets (équivalant en financement à 1,84 milliards d'euros), comprenant 53 projets achevés, ainsi que 125 projets en phase de mise en œuvre avec des données à rapporter.

Graphique 1: Répartition du budget par pays et par objectif stratégique, septembre 2021²



Objectif stratégique 1 : Accroître les opportunités économiques et les perspectives d'emploi

Alors que les économies des pays en développement se remettent de la première récession de la région en un demi-siècle, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont contribué à la création d'emplois et à la réduction de la vulnérabilité financière grâce au développement de moyens de subsistance pour atténuer les effets de la crise. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu la création de 14 335 emplois (indicateur 1.1) au cours du S1 2021, dont 38% ont bénéficié aux femmes. La plupart des emplois ont été créés dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de la production ou de la transformation, ce qui reflète la dynamique de la main-d'œuvre dans la région. Le secteur représentait 4 à 8% des emplois pour lesquels la nature de l'emploi était précisée au S1 2021.

¹ Les résultats au Bénin, au Cap Vert, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux.

² Part du budget alloué à des projets contractés et pertinents pour le MLS. Le total affiché dans le visuel ne reflète pas le budget alloué aux activités transversales, qui représentent 5 M€.

Objectif stratégique 2 : Renforcer la résilience des communautés et, en particulier, des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées

La région SLC reste touchée par l'insécurité persistante, provoquant des déplacements massifs et des besoins humanitaires croissants. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu les secours, la résilience et le relèvement des populations par le renforcement de la sécurité alimentaire et la fourniture de services de base. Au S1 2021, 326 199 personnes ont bénéficié d'une aide directe sous forme de transferts monétaires (indicateur 2.9). Cela représente 29% de tous les transferts monétaires dans la région depuis 2018 et une augmentation de 66% par rapport au S2 2020. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont également fourni à 378 542 personnes une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) au S1 2021, dont 86% au cours du deuxième trimestre 2021 pour renforcer la résilience avant la période de soudure. Enfin, 91 870 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de base (indicateur 2.9) grâce à la construction de nouvelles infrastructures, principalement au Niger et au Mali.

Objectif stratégique 3 : Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination¹

Au cours du S1 2021, les migrants ont continué d'utiliser de plus en plus la Route Atlantique, tandis que l'utilisation de la Route de Méditerranée Centrale a repris après avoir diminué en 2020 en raison des restrictions liées à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Ces deux itinéraires sont dangereux pour les migrants et les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu des activités de sensibilisation aux risques de la migration irrégulière, ainsi que de protection des migrants en transit. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont sensibilisé des migrants (potentiels) grâce à des campagnes d'information à travers 420 événements sur la migration (indicateur 3.11) au premier semestre 2021. En outre, au cours du premier semestre 2021, 1 798 personnes ont été formées à la protection des migrants et la gestion des migrations (indicateur 3.7), soit une augmentation de 74% par rapport au S2 2020. La plupart des personnes formées (1 162) étaient des acteurs de la protection. En outre, 22 860 personnes en déplacement ont été protégées et assistées au cours du premier semestre 2021 (indicateur 3.2), soit 71 % des personnes assistées depuis le début des activités financées par le Fonds Fiduciaire.

Objectif stratégique 4 : Amélioration de la gouvernance, de la sécurité et de la prévention des conflits

La situation sécuritaire dans la région du Sahel et du bassin du lac Tchad est restée instable au premier semestre 2021. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu la consolidation de la paix par la formation des forces de sécurité et par des activités de sensibilisation et de prévention des conflits. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont organisé des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix qui ont touché 265 651 personnes au cours du S1 2021, dont 155 638 personnes par messagerie radio (indicateur 4.3). Au cours du S1 2021, 1 730 membres des forces de sécurité ont été formés dans le cadre de programmes financés par le Fonds Fiduciaire (96% étaient des forces de sécurité nationales et le reste local, indicateur 4.2). En outre, 10 026 pièces d'équipement ont été fournies aux forces de sécurité (94% de tout l'équipement de gouvernance fourni, indicateur 4.1 bis). Pour soutenir le déploiement et les capacités de combat des armées nationales, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont notamment soutenu la création, la formation et l'équipement d'unités intégrées dans les systèmes nationaux.

¹ Les résultats des indicateurs 3.2 et 3.7 n'incluent pas les données de l'OIM, sauf 99 (OIM IC Burkina Faso) et 219 (OIM IC Mauritanie) pour 3.2 et 25 (OIM IC Burkina Faso), 52 (OIM IC Cameroun), 220 (OIM IC Guinée Conakry), 147 (OIM IC Sénégal) pour 3.7, tous au T1 2019.

Réponse à la COVID-19

En juin 2021, l'Afrique de l'Ouest avait enregistré près de 525 000 cas de COVID-19 et 7 600 décès. Avec le pire de la pandémie apparemment passé pour les pays de la région SLC, les activités liées à la réponse à la COVID-19 ont généralement diminué ce semestre par rapport à 2020. En particulier, les programmes liés au traitement, au dépistage et aux interventions d'urgence semblent avoir été réduits. Par exemple, 98% des personnes assistées au S1 2021 (indicateur 6.2) ont reçu un soutien qui n'était pas principalement de l'équipement médical ou de protection individuelle (EPI) comme des activités de prévention ou d'atténuation des impacts socio-économiques de la pandémie. Par comparaison, seulement 4% des personnes assistées pendant le S2 2020 (indicateur 6.2) avaient reçu un soutien qui n'était pas de l'EPI ou un traitement médical. Alors que le besoin d'assistance médicale d'urgence diminuait au S1 2021, la réponse à la COVID-19 s'est de plus en plus concentrée sur le rétablissement après la pandémie.

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE

Le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (FFU pour l'Afrique ou FFU) a été lancé en novembre 2015. Il est composé de trois « fenêtres » ou volets géographiques : « Afrique du Nord » (NoA), « Corne de l'Afrique » (HoA) et « Sahel et lac Tchad » (SLC), cette dernière comprenant officiellement 12 pays : le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad. Les pays voisins sont également éligibles à participer à certains programmes régionaux. Le présent rapport comprend des résultats de programmes mis en œuvre dans 16 pays : les 12 mentionnés ci-dessus ainsi que le Bénin, le Cap Vert, la Guinée-Bissau et le Togo.¹

Ceci est le huitième rapport préparé par le Système de Suivi et de Capitalisation (MLS) pour la fenêtre SLC, couvrant tous les résultats obtenus grâce au financement du FFU dans la région depuis le début des activités jusqu'à la fin du mois de juin 2021, avec un accent particulier sur les résultats générés au premier semestre (S1) de 2021. Les rapports précédents peuvent être trouvés [ici](#).²

En réponse à la pandémie de COVID-19, l'Union Européenne (UE) a décidé de réorienter des fonds du portefeuille SLC, et certains Partenaires de Mise en Œuvre (PMO) ont choisi d'apporter des ajustements à leurs activités. Trois nouveaux indicateurs spécifiques à la COVID-19 ont été ajoutés aux indicateurs communs du FFU afin d'inclure les résultats générés par ces initiatives dans les rapports du MLS.

1.2. LE FFU SLC EN S1 2021

En septembre 2021, le Fonds Fiduciaire avait engagé (c'est-à-dire alloué des fonds à la suite de décisions des comités opérationnels du FFU) 4,92 milliards d'euros (mds€).³ La fenêtre SLC est la première en taille, avec 2,21 millions d'euros (M€) engagés dans 114 décisions, dont 96% ou 2,11 M€ ont été contractés pour 374 projets dans la région. Sur ces 374 contrats signés, 202 sont opérationnels et présentent un intérêt pour le MLS.⁴ Parmi ceux-ci, 53 projets d'une valeur de 333 M€ sont achevés, 128 projets d'une valeur de 1,52 mds€ sont en cours de mise en œuvre et 21 projets (129 M€) sont en phase de démarrage. Sur les 128 projets actuellement mis en œuvre, 125 ont des données à rapporter.⁵ Ce rapport présente les données de 178 projets, dont 53 projets achevés, couvrant un montant total contractuel de 1,84 mds€. A ce titre, il couvre 12 projets et 98 M€ de plus que le rapport S2 2020. Le financement et la mise en œuvre continuent de suivre les quatre objectifs stratégiques⁶⁷ (OS) du Fonds

¹ Les résultats au Bénin, au Cap Vert, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux et sont présentés dans la section Aperçu des résultats (4.2) du présent rapport.

² https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en

³ Bien que le présent rapport présente des données sur les résultats jusqu'au 30 juin 2021, les données du portefeuille sont valides en septembre 2021.

⁴ Les projets sont considérés comme opérationnels lorsqu'ils produisent des résultats pour les bénéficiaires. Les projets administratifs et les projets non opérationnels (tels que les projets contractés dans le cadre du *Research and Evidence Facility* et du *Technical and Cooperation Facility*, les études de faisabilité, les audits, etc.) ne sont pas inclus dans l'analyse.

⁵ Trois projets sont soit trop peu avancés dans leur phase de mise en œuvre pour pouvoir rendre compte de résultats, soit leurs activités n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du Fonds Fiduciaire.

⁶ Les 98 M€ d'augmentation du budget comprennent 83 M€ pour les 12 projets nouvellement inclus ainsi que 15 M€ de compléments et/ou de modifications budgétaires de projets déjà inclus.

⁷ Les quatre objectifs stratégiques (OS) du Fonds Fiduciaire sont les suivants : OS1 « De plus grandes possibilités économiques et d'emploi »; OS2 « Renforcement de la résilience des communautés et en particulier des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées », OS3 « Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et

Fiduciaire et les priorités stratégiques fixées par le Conseil Stratégique du Fonds Fiduciaire et ratifiées en septembre 2019, à savoir i) les retours et la réintégration; ii) la gestion des réfugiés; iii) l'achèvement des progrès en matière de sécurisation des documents et du registre civil; iv) les mesures de lutte contre la traite des êtres humains; v) les efforts essentiels de stabilisation; et vi) le dialogue sur les migrations.

2. METHODOLOGIE

2.1. MÉTHODOLOGIE DU MLS

Le MLS utilise les données produites par les systèmes internes de suivi et d'évaluation (S&E) des projets pour informer 38 indicateurs communs de résultats du FFU. Ces indicateurs sont communs aux trois fenêtres du FFU. Avec chaque partenaire de mise en œuvre (PMO), l'équipe du MLS sélectionne les indicateurs communs de résultats pertinents pour chaque projet, et crée le fichier de collecte de données correspondant. Compte tenu de la complexité et de la diversité du portefeuille du FFU, des différentes limites et capacités de chacun des PMO et systèmes de S&E, et des niveaux de progression variables pour chaque projet, le MLS a essayé d'offrir autant de souplesse que possible en ce qui concerne la quantité, la désagrégation et le format des données collectées auprès des PMO.

Le MLS agrège ensuite les données collectées en utilisant une méthodologie standardisée (et les désagrège à nouveau selon diverses lignes d'analyse pour écrire les rapports). Cette approche permet au MLS d'aider les PMO à mettre en lien leurs propres activités et résultats, avec la liste des indicateurs du FFU et d'avoir accès à un niveau de désagrégation plus précis (par sexe, type de bénéficiaire, lieu, etc.). Cela donne également au MLS une grande souplesse pour modifier la manière dont les données sont analysées ou présentées selon les besoins.

Sur la base des informations reçues, l'équipe MLS établit des cartographies des indicateurs de résultats pour chaque projet, collecte les données pertinentes de chaque PMO, vérifie la qualité des données et les saisit dans la base de données pour agrégation, contrôle de qualité et analyses supplémentaires.

Au cours du premier semestre 2020, à l'issue d'un processus de consultation avec les Partenaires de mise en Œuvre, les délégations de l'UE et le siège de l'UE, le FFU a révisé ses indicateurs de production communs et leurs méthodologies respectives afin de mieux saisir les résultats du portefeuille, d'assurer la cohérence méthodologique et la cohérence entre les partenaires et les régions de mise en œuvre en minimisant la marge d'interprétation et d'améliorer l'alignement avec les indicateurs de développement de la Direction Générale (DG) INTPA.¹ Les spécialistes thématiques pertinents de la DG INTPA ont été consultés pour tous les objectifs stratégiques et pour les trois fenêtres dans le cadre de ce processus. Les révisions qui en résultent ont été formalisées au moyen d'un ensemble de notes méthodologiques, dont une version simplifiée se trouve dans les annexes du rapport S1 2020. Pour plus d'informations sur ce processus, veuillez consulter le rapport MLS de S1 2020.

2.1.1. ANALYSE DES RÉSULTATS

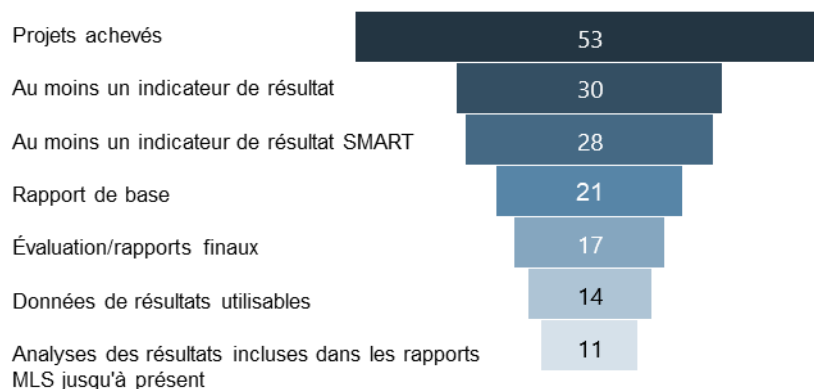
Outre le suivi des extrants, le MLS FFU a commencé à inclure une analyse des résultats au niveau des projets et des programmes dans le S2 2020 sous la forme d'encadrés pour les projets achevés pertinents. Étant donné qu'il n'existe pas d'indicateurs de résultats communs (ni de bases de référence communes et divers systèmes de S&E) entre les projets du Fonds Fiduciaire, il n'est pas possible d'agréger les données sur les résultats pour le portefeuille du Fonds Fiduciaire, car les projets ne peuvent généralement pas rendre compte des indicateurs de résultats pour lesquels les données de référence n'ont pas encore été collectées. En outre, l'agrégation des résultats des projets mis en œuvre dans différents pays, avec des échéanciers différents, et contribuant à divers objectifs stratégiques, peut ne pas être pertinente en raison de l'importance de situer les résultats dans leur contexte. Par conséquent, il a été convenu qu'au lieu d'une agrégation quantitative d'indicateurs de résultats entre les projets, le MLS se concentrerait sur les données de résultats de projets spécifiques dès qu'elles seront disponibles, afin de fournir une image indicative des changements auxquels le Fonds Fiduciaire

¹ Direction Générale des Partenariats Internationaux, anciennement DG DEVCO.

contribue sur le terrain. Pour plus d'informations sur la composante résultat, le MLS a produit une note qui peut être récupérée [ici](#).¹

Pour le présent rapport, l'équipe MLS a examiné les études de référence, à mi-parcours et finales qui ont été mises à la disposition des projets terminés et a appliqué une approche d'entonnoir pour fournir une indication du nombre d'analyses des résultats potentiels qui pourraient être effectuées dans les rapports futurs.

Figure 2: Projets admissibles à l'analyse des résultats, octobre 2021



Sur un total de 53 projets achevés dans la fenêtre SLC, 30 ont été considérés comme ayant au moins un indicateur de résultat « réel » dans leur cadre logique.² Parmi les 23 projets restants, certains n'ont pas mentionné de résultats dans leur cadre logique ou n'ont pas présenté d'indicateur pour les mesurer. D'autres avaient un ou plusieurs indicateurs présentés au niveau des résultats, mais il s'agissait en fait d'indicateurs d'extrants plutôt que d'indicateurs de résultats.

Sur les 30 projets avec au moins un indicateur de résultats, deux ne les avaient pas rendus SMART (Spécifiques, Mesurables, Réalisables, Pertinents et limités dans le Temps), ce qui les rendait difficiles à exploiter.

Sur les 28 projets ayant au moins un indicateur de résultat SMART dans leur cadre logique, 21 avaient partagé une base de référence ou un rapport qui pourrait servir de référence (comme une évaluation des besoins) avec Altai Consulting. Il convient de noter que les sept projets restants ne sont pas nécessairement tous dépourvus d'une base de référence (certains d'entre eux ont en fait inclus des données de référence dans leur rapport final), mais ils n'ont pas mis le rapport à la disposition de l'équipe MLS au moment de la rédaction de ce rapport.

Enfin, sur les 21 projets ayant une base de référence, 17 ont partagé une évaluation finale ou un rapport avec l'équipe MLS. Les quatre projets restants sont soit en attente d'une évaluation finale parce qu'ils viennent de s'achever ou parce qu'ils faisaient partie d'un programme qui est toujours en cours, soit n'ont pas mis les documents à la disposition de l'équipe MLS.

14 projets avec au moins un indicateur de résultat SMART, une base de référence et une évaluation finale ont présenté un certain niveau de données exploitables (les trois autres ont principalement inclus des informations qualitatives dans leur rapport final). Tous ces 14 projets, sauf un, sont axés sur la résilience (objectif stratégique 2). 11 de ces programmes ont été examinés dans le cadre d'encadrés sur les résultats du S2 2020 et du présent rapport.

¹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/default/files/eutf_mls_outcomes_vulgarisation.pdf

² « Réel » fait ici référence à un indicateur de réalisation étant un effet à court ou moyen terme de l'action et non pas les extrants directs résultant de l'intervention de développement, selon le Glossaire des termes clés de l'évaluation de l'OCDE « Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats ». Récupéré [ici](#).

2.2. DÉFIS ET LIMITES DU RAPPORT S1 2021

Au cours de la mise en œuvre des changements méthodologiques, certains projets n'ont pas été en mesure de fournir la désagrégation supplémentaire demandée. Dans ces cas, les données ont été incluses dans la catégorie « non spécifiée » dans les analyses MLS. D'autres manquaient de données pour les indicateurs nouvellement créés. Les cas significatifs de ceci comprennent :

- En raison des changements méthodologiques apportés aux indicateurs de réalisation communs expliqués ci-dessus, toutes les données de la GIZ précédemment recueillies n'ont pas pu être¹ transférées dans le système modifié. Par conséquent, les données de la GIZ incluses dans ce rapport ne sont pas complètes et les chiffres peuvent différer des rapports précédents.
- Pour les projets terminés où les IP ne pouvaient plus être contactés, l'équipe MLS n'a appliqué que les changements méthodologiques qui étaient réalisables sans consultation, en prenant comme document de référence les documents de projet tels que les évaluations finales.

Les données pour S1 2021 de tous les projets pour lesquels elles étaient attendues ont été reçues à l'exception des suivantes :²

- Au Burkina Faso, les données du projet TUUMA (BF-06-01) sont partielles car la collecte interne de données pour certains indicateurs est prévue pour novembre 2021.
- Au Burkina Faso, le projet Protection PREFA (BF-07-02) n'a pas fourni de données au S1 2021.
- Au Tchad, l'un des membres du consortium RESTE *Emploi Résilience* OXFAM (TD-01-01) n'a pas déclaré de données pour le T1 2021 (le projet s'est terminé fin février).
- Au Tchad, le projet PRODECO (TD-06-01) n'a pas fourni de données lors de cette collecte de données, en raison, entre autres de modifications apportées au cadre logique du projet.
- En Mauritanie, *Nexus SRD Appui Budgétaire* (MR-08-01) n'a pas fourni de données car les modalités de soutien ont été ajustées en 2020 pour soutenir de manière flexible la réponse du gouvernement mauritanien à la crise du COVID-19. Les rapports sur les indicateurs du Fonds Fiduciaire ne sont donc plus pertinents pour ce soutien financier.
- Au Mali, le programme PAECSIS Enabel (ML-08-02) est partiel car aucun point focal S&E n'a été mis en place depuis le T3 2020.
- Au Niger, le projet AJUSEN Justice (NE-06-03) est en cours de modification substantielle et aucune activité n'a eu lieu au cours de la période de référence.
- Au Sénégal, le projet PACERSEN AICS (SN-05-02) n'a pas été en mesure de partager des données en raison de la fin récente du projet et d'importants changements dans le personnel du projet.
- Au Sénégal, le projet DES PPI (SN-04-05) ne disposait pas de données à déclarer pour la période S1 2021.
- Au Sénégal, le DES LuxDev (SN-04-02) n'a pas été en mesure de partager des données en raison de changements importants dans le personnel du projet, y compris le responsable du S&E.
- Au niveau régional, la data pour le projet PDU RECOLG (REG-18-04) est partielle, car les données étaient difficiles à collecter au Burkina Faso pour certains indicateurs.

¹ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

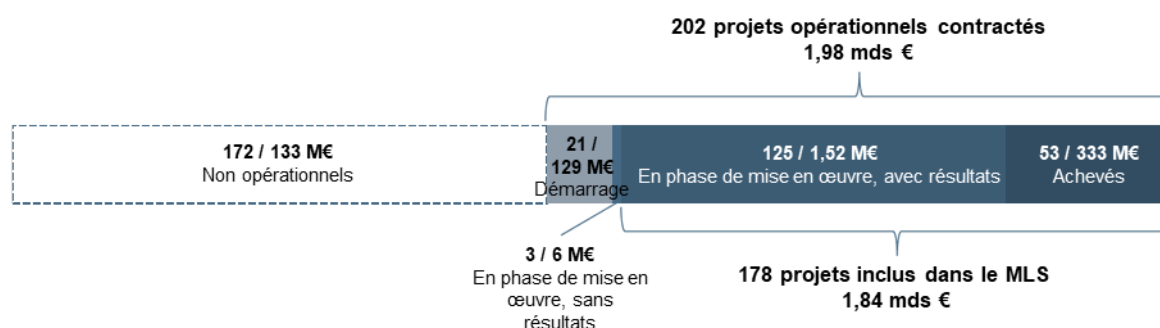
² Les données des projets qui n'ont pas été en mesure de rendre compte des activités menées auraient contribué entre 2% et 3% des près de 6 000 points de données collectés pour le S1 2021. Les données manquantes ce semestre seront collectées pour le prochain rapport.

3. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE

3.1. BUDGET ET NOMBRE DE CONTRATS PAR STATUT

En septembre 2021, le FFU avait engagé 4,92 M€, dont 2,21 M€ pour 114 décisions dans la région Sahel et lac Tchad, dont un total de 1,98 mds€ a été contracté pour 202 projets opérationnels jusqu'à présent.¹ Les 202 projets opérationnels sous contrat comprennent 21 projets dans leur phase de création, trois projets dans leur phase de démarrage, sans données à rapporter au MLS pour le moment, 125 projets dans leur phase de mise en œuvre et avec des données à déclarer et 53 projets terminés. Le présent rapport comprend des données sur 178 projets (équivalant en financement à 1,84 mds€), comprenant 53 projets achevés ainsi que 125 projets en phase de mise en œuvre avec des données à rapporter.

Figure 3: Projets et budget couverts par le rapport actuel S1 2021 MLS, juin 2021



Depuis la publication du rapport précédent, les projets suivants ont été ajoutés à la base de données MLS et au présent rapport :

Tableau 1: Projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport S1 2021, juin 2021

Pays	Nom du programme	Code FFU	Nom du projet	PMO	Budget
Burkina Faso	Prévention de l'extrémisme violent autochtone (PEV)	T05-EUTF-SAH-08-09	Projet d'accompagnement des consortiums dans le cadre de la mise en œuvre du programme PEV-FFU (PEV Consortia)	Terre des Hommes	610 000 € (terminé) ²
		T05-EUTF-SAH-08-11	Construire de nouvelles coopérations entre pasteurs nomades et transhumants et les Etats de l'Initiative d'Accra (PEV Accra)	Pro-médiation	1 600 000 €
Tchad	Résilience et emploi au Lac Tchad (RESTE)	T05-EUTF-SAH-TD-01-12	Contrat mini Adductions d'Eau Potable (RESTE AEP1)	Berthy	1 073 152 €
Côte d'Ivoire	Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification en Côte d'Ivoire (Etat Civil CI)	T05-EUTF-SAH-CI-02-01	Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification de Côte d'Ivoire (Etat Civil CI)	CIVIPOL	4 950 000 €
Niger	Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger (Emploi Niger)	T05-EUTF-SAH-NE-11-03	Durabilité de l'Environnement et Stabilisation Economique sur la Route de Transit (DESERT)	AICS	13 790 000 €

¹ Les 202 projets ne comprennent que des projets « opérationnels » : 172 projets d'une valeur d'environ 133 M€ et considérés comme « non opérationnels » sont exclus de l'analyse globale. Il s'agit principalement d'évaluations et d'audits, de services aériens, de cartographies et de plans, rapports, communications et événements.

² Ce projet a débuté en avril 2019 et est maintenant terminé depuis avril 2021. Il a fourni des données ce semestre et est inclus dans le rapport pour la première fois.

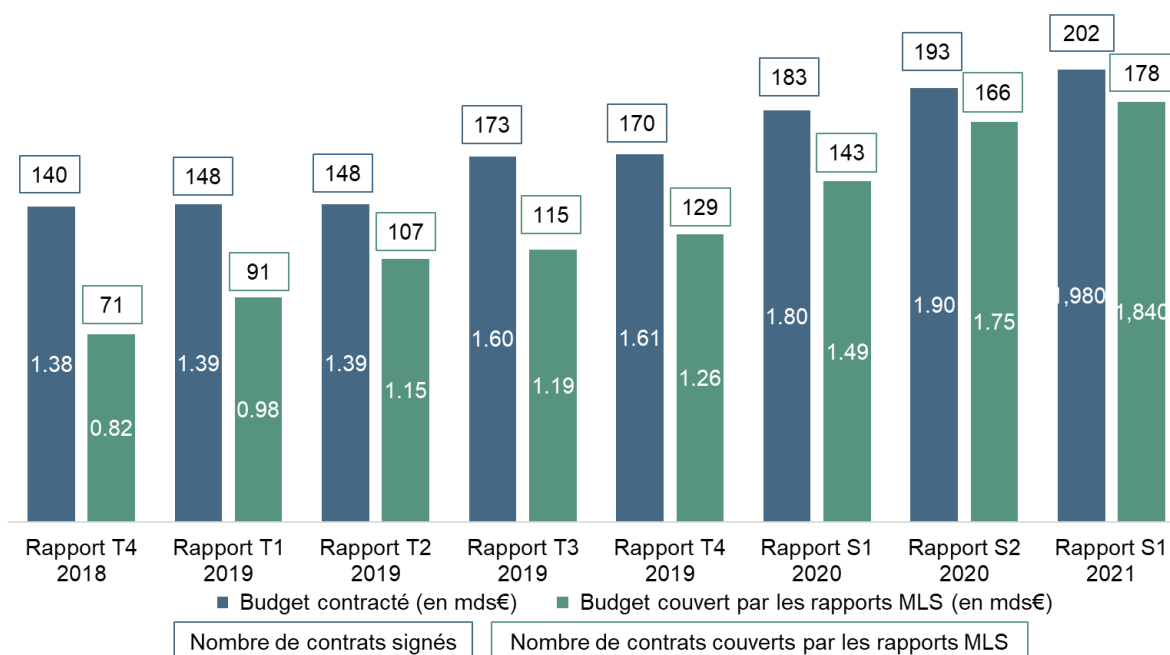
	Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme (ECI CT)	T05-EUTF-SAH-NE-15-01	Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme (ECI CT)	CIVIPOL	4 450 000 €
Régional	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest	T05-EUTF-SAH-REG-13-03	Projet d'appui à la protection des migrants les plus vulnérables sur les routes migratoires du Sahel (PROMISA)	Caritas Suisse	5 000 000 €
	Moderniser et renforcer les chaînes d'identité sécurisées et la sécurité documentaire(GESTDOC)	T05-EUTF-SAH-REG-14-01	Moderniser et renforcer les chaînes d'identité sécurisées et la sécurité documentaire (GESTDOC)	Camoos	5 000 000 €
	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel	T05-EUTF-SAH-REG-18-10	Améliorons nos vies ! Rétablir les espaces socio-économiques ruraux sécurisés et contrecarrer les menaces des changements environnementaux et des conflits socioculturels (PDU PMM)	LE PMLAL	13 600 000 €
	Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations (Security G5 Sahel)	T05-EUTF-SAH-REG-23-01	Appui aux forces de sécurité des pays membres de G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations (G5 Security Sahel)	DIHR	10 310 040 €
	Réponse à la Crise Alimentaire au Centre Sahel : support nutritionnel et relèvement (CRIALCES)	T05-EUTF-SAH-REG-24-01	Réponse à la Crise Alimentaire au Centre Sahel : support nutritionnel et relèvement (CRIALCES)	PAM	20 000 000 €
	Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio (RJS)	T05-EUTF-SAH-REG-25-01	Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio	OIF	2 050 000 €

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du nombre de projets opérationnels contractés par le MLS ainsi que le nombre de projets inclus dans les rapports MLS, et les montants de financement correspondants. Entre avril¹ et septembre 2021, dix projets opérationnels ont été contractés, ce qui équivaut à un financement de 62,4 M€. Au cours de cette période, les 12 projets énumérés ci-dessus ont été nouvellement inclus dans la base de données MLS. Cela représente une augmentation de 98 M€ du financement couvert par les rapports MLS SLC.²

¹ Les informations budgétaires présentées dans le rapport précédent, qui couvrait les données sur les extraits jusqu'au 31 décembre 2020, étaient valides à la fin avril 2021.

² L'augmentation de 98 M€ du budget comprend 82,4 M€ pour les 12 projets nouvellement inclus ainsi que 15,6 M€ pour les compléments et/ou les modifications budgétaires pour des projets déjà inclus.

Figure 4: Évolution des projets et budgets couverts par le MLS en SLC, septembre 2021¹²

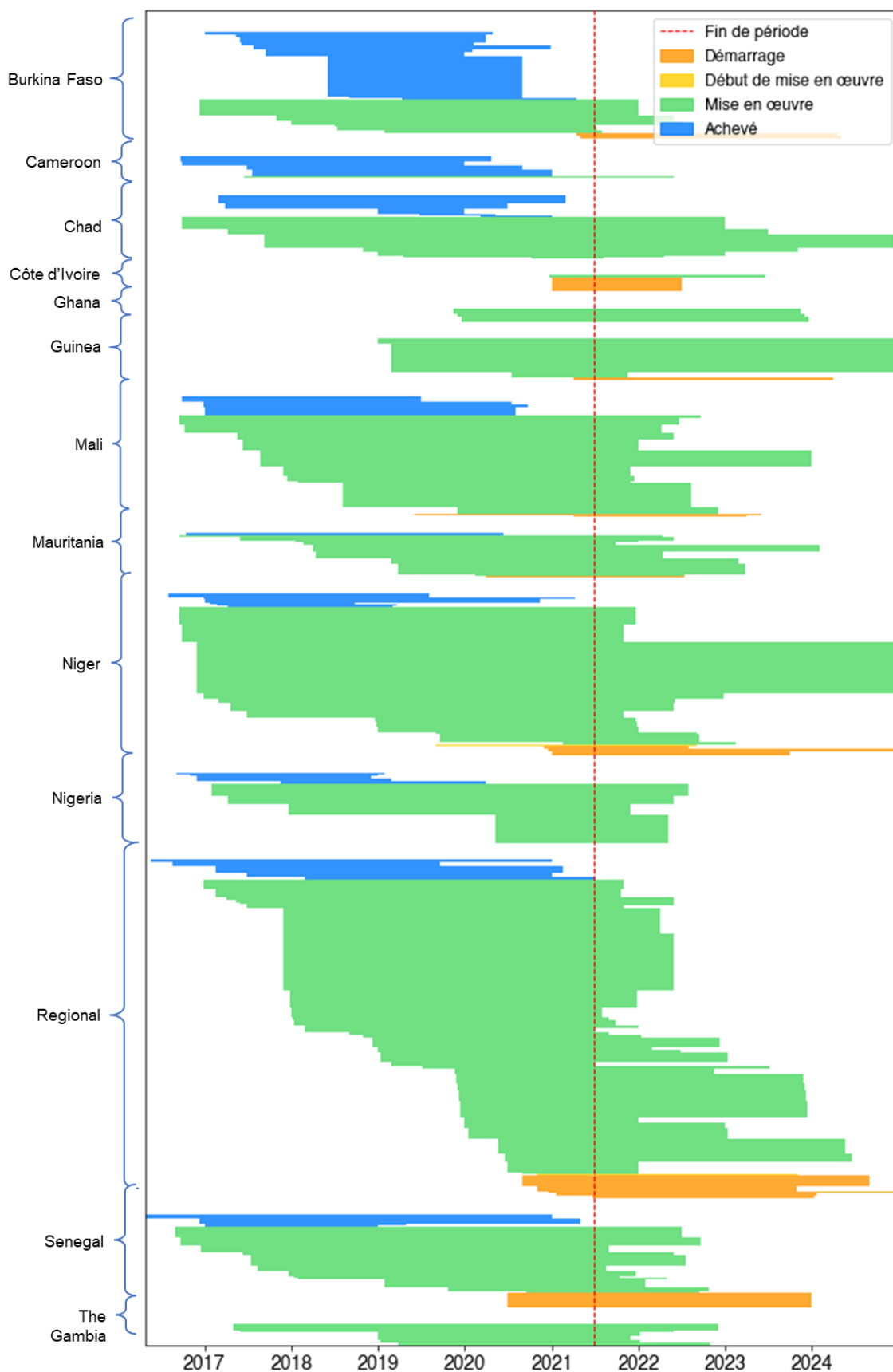


Le graphique ci-dessous montre les 202 projets opérationnels contractés par budget, durée de vie et état d'avancement de la mise en œuvre. Les budgets se réfèrent uniquement à la contribution du Fonds Fiduciaire. La longueur des barres représente la durée de vie du projet et la hauteur/largeur du budget du Fonds Fiduciaire par projet. La couleur des barres indique l'état d'avancement du projet. Les dates d'achèvement sont considérées comme étant juin 2021.

¹ Veuillez noter qu'entre avril et septembre 2021, un projet d'une valeur de €2M a été reclassé comme « non opérationnel ». Cela explique la disparité entre les neuf contrats ajoutés dans le graphique mais les dix projets contractés depuis avril 2021. De plus, plusieurs projets opérationnels ont fait l'objet de compléments et/ou de modifications budgétaires au cours de cette période.

² En 2020, le MLS est passé d'un calendrier de rapport trimestriel à un calendrier de rapport semestriel, initialement pour s'adapter au processus de changements méthodologiques décrit à la section 2.1, et plus tard pour faire place à d'autres flux de travail complémentaires visant à soutenir le Fonds Fiduciaire et l'UE à moyen et long terme.

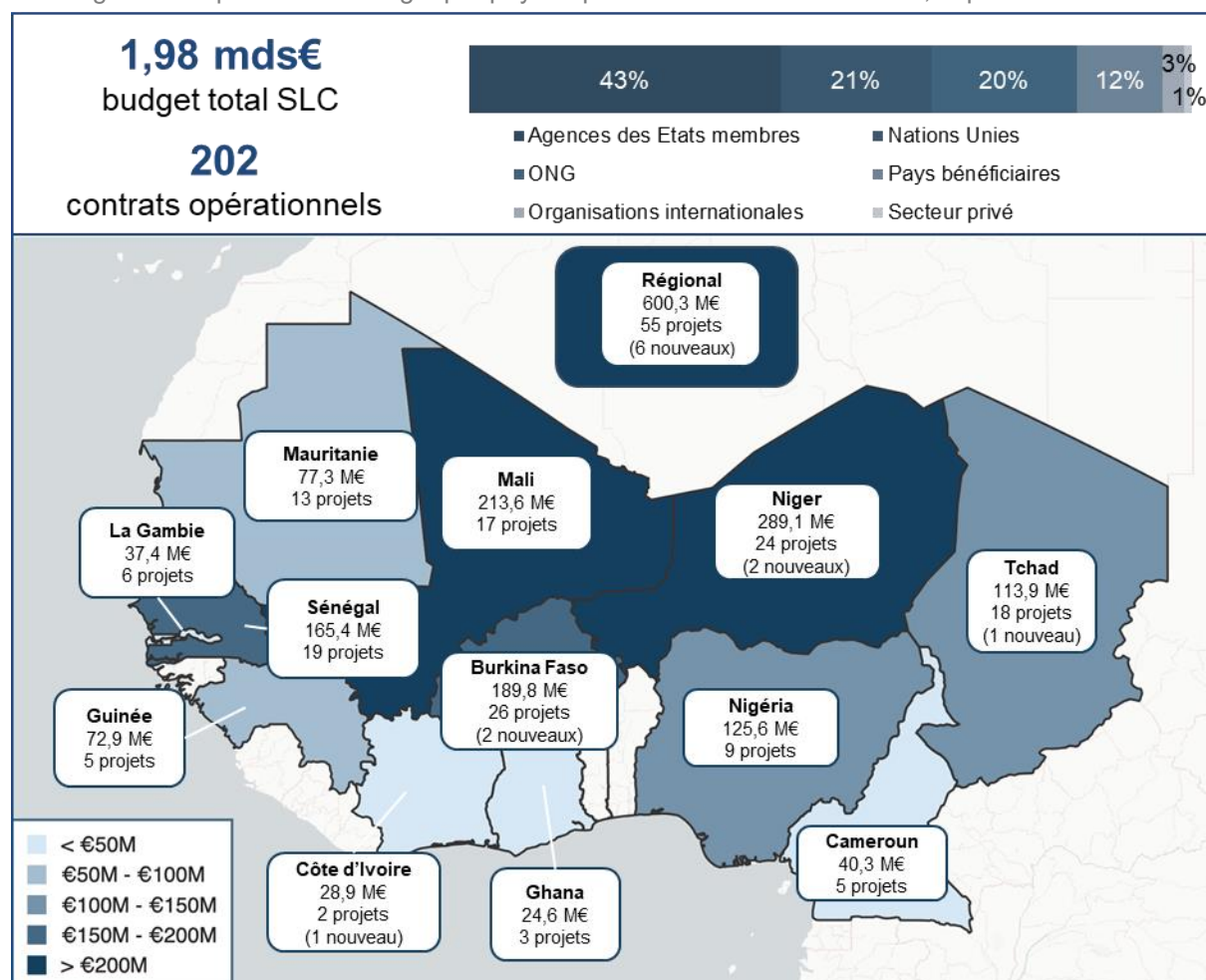
Graphique 5: Projets contractuels du Fonds Fiduciaire SLC par budget et état d'exécution, septembre 2021



3.2. RÉPARTITION DU BUDGET PAR PAYS, PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE ET OBJECTIF STRATÉGIQUE

En septembre 2021, les projets régionaux représentaient collectivement le montant le plus important financé par le FFU. Au total, 600,3 M€ (soit 30% du total) ont été contractés pour 55 projets au niveau régional. Au niveau national, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont les portefeuilles les plus importants, avec des budgets respectifs de 289,1 M€ (15%), 213,6 M€ (11%) et 189,8 M€ (10%).

Figure 6: Répartition du budget par pays et partenaire de mise en œuvre, septembre 2021¹²



Le budget du FFU pour les projets opérationnels sous contrat reste largement géré par les agences des États membres (844,2 M€, soit 43%), ainsi que par les agences, fonds et programmes des Nations Unies (412,4 M€, soit 21%). Les projets gérés par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) représentent 20% du budget total, soit 386,9 M€. Les gouvernements des pays bénéficiaires reçoivent directement 12% (soit 240,3 M€) du budget, principalement sous la forme d'actions d'appui budgétaire, suivis par les organisations internationales et le secteur privé dans une moindre mesure, avec respectivement 3% et 1% du budget.³

¹ La carte montre la répartition du budget combiné de la région SLC (1,98 mds €) pour les 202 projets opérationnels, par pays.

² « Nouveau » fait référence aux projets nouvellement ajoutés au MLS dans le rapport S1 2021.

³ Pour de nombreux contrats, une partie des budgets est sous-traitée par les PMO (y compris des agences des États membres et des agences, fonds et programmes des Nations Unies) au moins en partie à des ONG et à des organisations de la société civile (OSC).

En ce qui concerne les objectifs stratégiques (OS), les activités de gouvernance, de sécurité et de prévention des conflits (OS4) reçoivent la plus grande part du budget avec 31% (611,6 M€). L'OS4 est la principale priorité au Burkina Faso, au Nigéria, au Niger et en Mauritanie, où il représente respectivement 69%, 56%, 42% et 38% du budget. En chiffres absolus, les projets régionaux et, au niveau national, le Burkina Faso et le Niger reçoivent le financement le plus important pour l'OS4, avec respectivement 132,1 M€, 131,4 M€ et 121,1 M€ consacrés à ces activités.

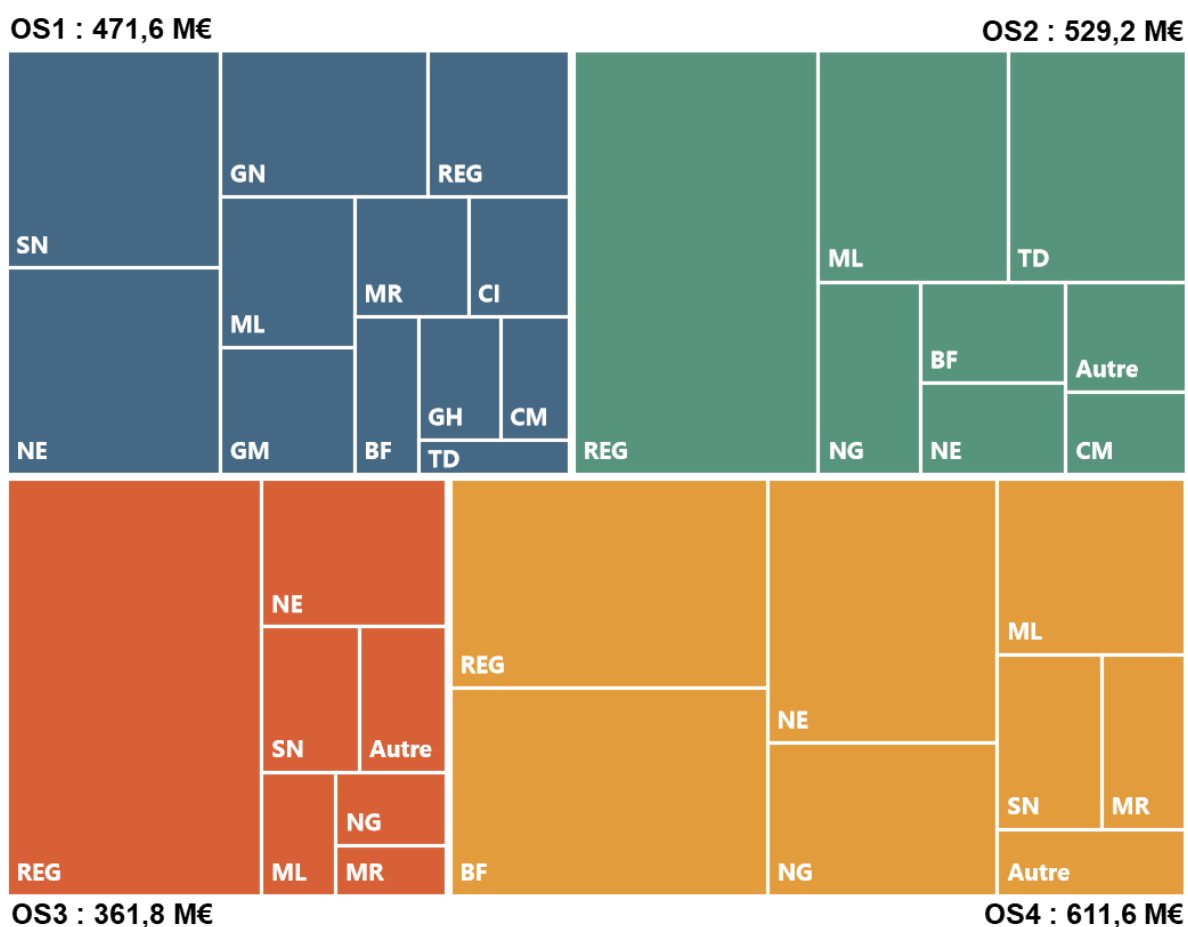
Le renforcement de la résilience (OS2) représente 27% des fonds du FFU dans la région SLC (529,2 M€) et est particulièrement important au Tchad, au Cameroun et au Mali (où il représente respectivement 73%, 50% et 42% du budget). En chiffres absolus, les projets régionaux dédiés à l'OS2 représentent 212,1 M€, suivis du Mali (90 M€), du Tchad (83,6 M€) et du Nigéria (39,6 M€).

Les possibilités économiques et d'emploi (OS1) sont soutenues par 24% (soit 471,6 M€) du budget du FFU SLC. Ces types d'activités sont particulièrement importants dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest tels que la Gambie (90% du total des fonds pour ce pays), la Côte d'Ivoire (83%), la Guinée (82%), le Ghana (80%) et le Sénégal (56%). En chiffres absolus, les pays avec le plus grand montant de financement dédié à l'OS1 sont le Sénégal avec 92,2 M€ et le Niger avec 87,1 M€.

La gestion des migrations (OS3) représente 18% supplémentaires (361,8 M€) du financement total du FFU SLC. L'OS3 est financé principalement par des programmes régionaux, qui représentent 210,3 M€. Les programmes nationaux dédiés à l'OS3 sont principalement répandus au Niger (53,9 M€) et au Sénégal (27,9 M€).

Les 0,3% restants (5,0 M€) du budget du Fonds Fiduciaire contractés dans la région SLC financent des activités transversales.

Figure 7: Répartition du budget contractuel par objectif stratégique, septembre 2021¹



3.3. BUDGET ALLOUÉ À LA RÉPONSE À LA COVID-19

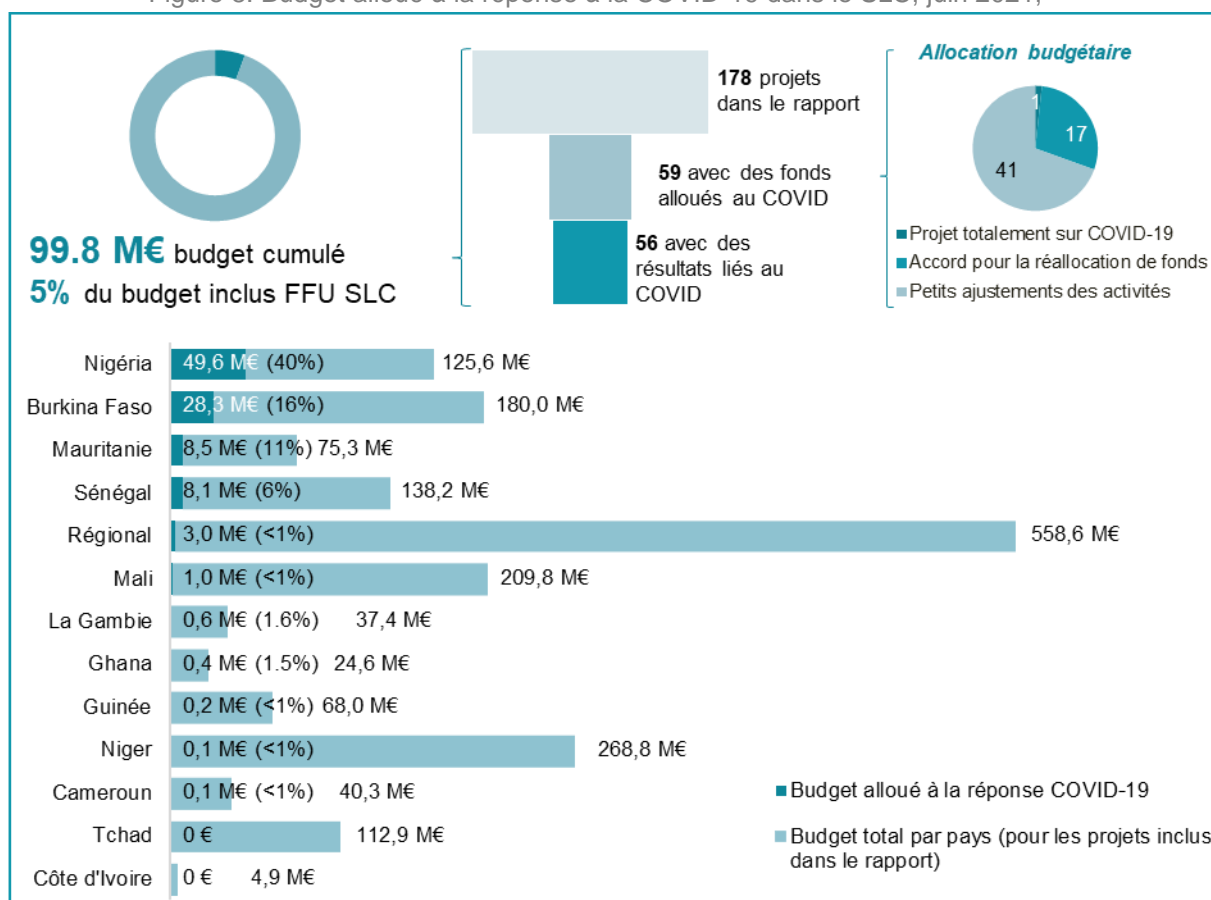
Pour faire face à la pandémie de COVID-19, l'UE a réorienté les fonds dans le portefeuille du FFU SLC, et plusieurs IP ont apporté des ajustements à leurs activités. Dans le cadre du processus de collecte de données 2020 et S1 2021, l'équipe MLS a demandé aux IP de fournir des informations sur toute réorientation de leurs activités pour la réponse à la COVID-19 et à l'UE de recueillir des informations sur la réaffectation des fonds. **En juin 2021, 99,8 M€ avaient été alloués à la réponse à la COVID-19 à travers 59 projets.** Cela représente 5% du budget de 1,84 mds € du Fonds Fiduciaire couvert par le MLS dans la fenêtre SLC. Dans la plupart des cas (70%), les projets ont procédé à de petits ajustements d'activité, tandis que 29% impliquaient des accords entre l'UE et les IP pour réaffecter des fonds. Un seul projet, le *One UN Response Plan* au Nigéria (49,5 M€), est entièrement consacré à la réponse au COVID-19. Par conséquent, 50% du budget alloué à la réponse à la COVID-19 est mis en œuvre au Nigéria (49,6 M€ – 40% du budget national).² Les autres principaux pays bénéficiaires sont le Burkina Faso (28,3 M€ – 16%), la Mauritanie (8,5 M€ – 11%) et le Sénégal (8,1 M€ – 6%). Dans les autres pays, 1 M€ ou moins a été alloué à la COVID-19, ce qui représente environ 1 à 2% du budget national du FFU. Comme la pandémie de COVID-19 s'est quelque peu calmée dans la région du Sahel et du lac Tchad, les projets n'ont pas alloué de budget supplémentaire à la réponse à la COVID-19

¹ Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS. Le total affiché dans le visuel ne reflète pas le budget alloué aux activités transversales, qui représentent 5,0 M€.

² Le budget de 49,6 M€ alloué à la réponse à la COVID-19 au Nigéria comprend 49,5 M€ pour le projet « *One UN Response plan in Nigeria* », ainsi qu'un montant supplémentaire de 140,000 € alloués par d'autres projets dans le pays à la réponse à la pandémie.

depuis décembre 2020, à l'exception de PDU RECOLG (REG-18-04), qui a alloué 35 801 € à la création de systèmes d'alerte précoce sur COVID-19.

Figure 8: Budget alloué à la réponse à la COVID-19 dans le SLC, juin 2021,^{1,2}



¹ Les 59 projets ayant des fonds alloués à la réponse à la COVID-19 et les 56 projets avec des résultats liés à la réponse à la COVID-19 ne sont pas nécessairement les mêmes projets. Certains projets ont rapporté des résultats liés à la COVID-19 mais n'ont pas réaffecté de fonds et certains projets dotés de fonds alloués à la réponse à la COVID-19 n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du Fonds Fiduciaire.

² La contribution des projets financés par le Fonds Fiduciaire à la réponse à la COVID-19 n'est calculée que pour les projets en cours de mise en œuvre et avec des données à déclarer (178 projets représentant 1,84 mds €).

4. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RÉSULTATS

4.1. LA RÉGION DU SAHEL ET DU LAC TCHAD EN S1 2021

Au cours du premier semestre 2021, la situation sécuritaire dans la région du Sahel et du lac Tchad a continué de se détériorer à mesure de l'augmentation du banditisme et des tensions intercommunautaires. La violence des groupes armés non étatiques s'est poursuivie et 9 432 morts ont été enregistrés dans 3 617 attaques violentes dans la région. Le nombre de décès a augmenté de 48% par rapport au S2 2020, le premier semestre de 2021 ayant connu une recrudescence de la violence contre les civils, avec une moyenne mensuelle de 220 attaques violentes, contre 183 au S2 2020. Dans le bassin du lac Tchad et dans la région du Liptako-Gourma, les bandits ont profité de l'insécurité généralisée et les groupes locaux d'autodéfense¹ se sont multipliés en réponse à la violence persistante, alimentant les tensions intercommunautaires.² Les activités de lutte contre le terrorisme, principalement menées par le G5 Sahel et la France avec l'opération Barkhane ont eu des résultats limités pour réprimer l'extrémisme violent et les forces armées nationales ont dû adapter leurs stratégies. La mort du président tchadien Idriss Déby Itno, qui était à la tête de la principale puissance militaire du G5 Sahel, et la décision de la France de réduire sa présence militaire au Sahel met cela davantage en exergue. Alors que Déby fondait son pouvoir politique sur ses références militaires et se positionnait comme garant de la sécurité de la nation par sa présence régulière au front, sa mort crée une incertitude quant à la stabilité de l'armée tchadienne et à son rôle futur dans le cadre du G5 Sahel.³

La persistance de la violence et les événements climatiques extrêmes ont entraîné de nouveaux déplacements massifs dans la région au cours du premier semestre 2021. Le nombre de personnes déplacées internes a atteint 4,6 millions dans la région du Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad en juin 2021^{4,5} (contre 4,2 millions à fin novembre 2020). La région SLC est soumise à des événements climatiques extrêmes, en particulier des sécheresses et des inondations, provoquant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire : 24,8 millions de personnes étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire en mai 2021 et ce nombre devrait augmenter pendant la période de soudure (juin-août). La concurrence pour les ressources a, à son tour, entraîné de nouveaux déplacements et des tensions intercommunautaires. Les mesures prises par les gouvernements pour contenir la propagation de la COVID-19 ont entraîné une baisse de la productivité alimentaire, stimulé l'inflation et limité davantage l'aide humanitaire, exacerbant la vulnérabilité de la population.⁶

Pourtant, au S1 2021, alors que la plupart des gouvernements assouplissaient les mesures liées à la COVID-19, les projections pour la reprise économique des pays de la région SLC étaient optimistes. Après une contraction de 1,1% en 2020, le produit intérieur brut (PIB) des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale devrait augmenter de 2,1% en 2021. Cependant, les inégalités au sein des populations en Afrique subsaharienne sont également susceptibles d'augmenter, car 32 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté et les perturbations de l'éducation pourraient avoir des conséquences à long terme sur l'accumulation de capital humain.^{7,8}

¹ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

² ACLED, 'Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines', juin 2021. Accessible [ici](#).

³ ICG, 'Chad: What are the risks after Idriss Déby's death?', avril 2021. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot', juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁵ OCHA, 'Lake Chad Basin – Humanitarian Snapshot', juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁶ OCHA, 'Sahel Dashboard – Humanitarian Overview', novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Banque mondiale, 'Amid recession, sub-Saharan Africa poised for recovery', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁸ Fonds monétaire international, 'Regional economic outlook for sub-Saharan Africa: Navigating a long pandemic', avril 2021. Accessible [ici](#).

4.2. LA RÉPONSE DU FONDS FIDUCIAIRE – APERÇU DES RÉSULTATS

Cette section propose une analyse des résultats de la réponse du fonds fiduciaire à ses quatre SO: économie et emploi; résilience (sécurité alimentaire et accès aux services de base); gestion des migrations; gouvernance et prévention des conflits.

4.2.1. VUE D'ENSEMBLE DES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Le tableau ci-dessous présente les valeurs agrégées communiquées par les projets SLC pour les 38 indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire de l'Union européenne au 30 juin 2021.

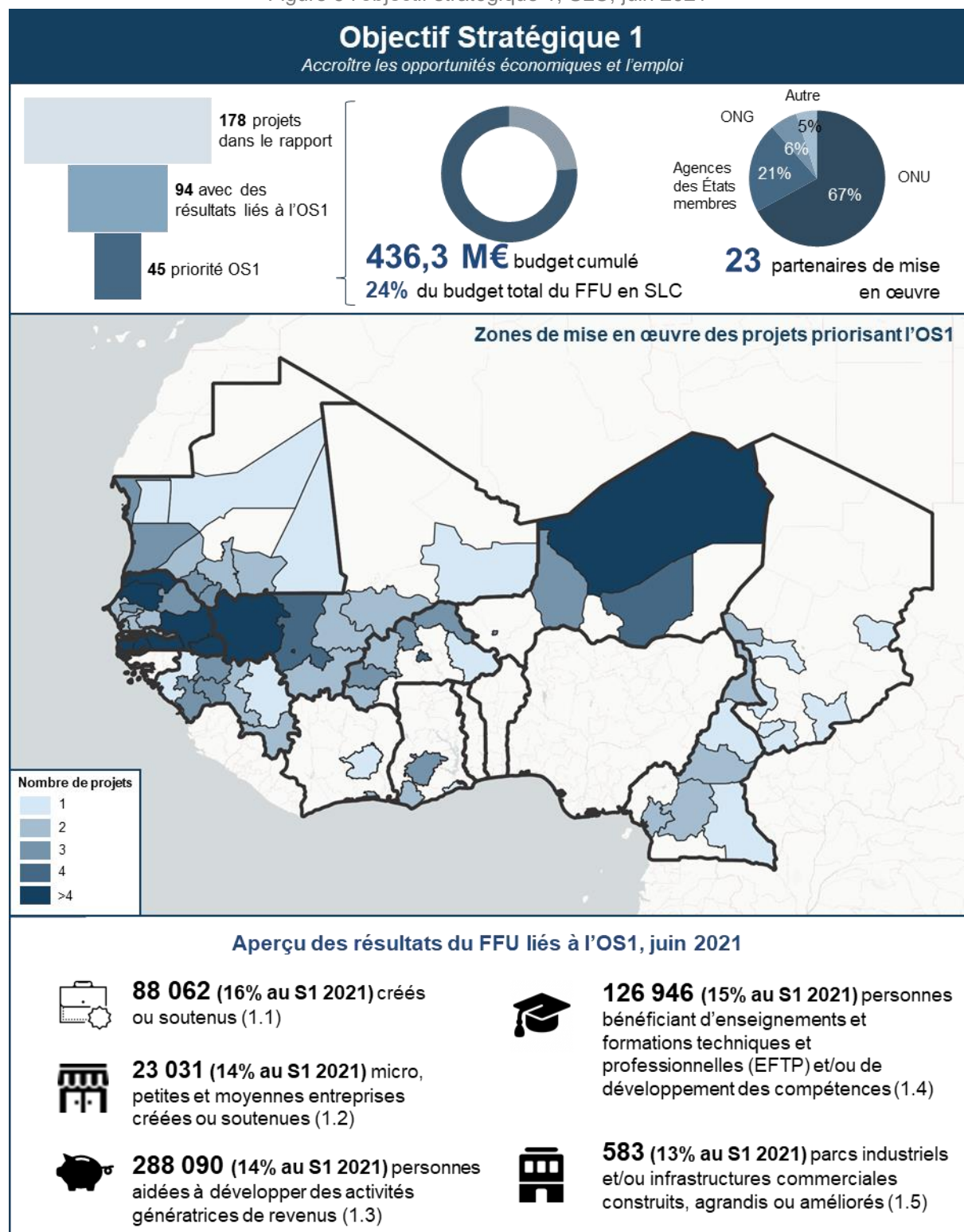
Tableau 2: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour tous les projets SLC, juin 2021¹

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	17,333	24,685	31,709	14,335	88,062	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4,234	4,570	10,908	3,318	23,031	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	74,906	98,006	75,764	39,414	288,090	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	32,254	44,832	30,673	19,187	126,946	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	18	326	162	77	583	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	70	133	65	40	308	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1,583	3,514	1,780	948	7,825	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	403,805	459,855	126,726	12,668	1,003,054	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	560,237	737,215	340,833	107,284	1,745,568	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	522,319	697,355	766,112	378,542	2,364,328	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	218	17	20	437	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	11,413	93,257	22,035	4,483	131,187	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	666,654	1,259,787	113,435,706	94,346,102	209,708,249	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	15,082	33,237	18,313	5,552	72,184	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2,456,491	1,364,114	747,497	449,012	5,017,115	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	36	44	135	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1,867	2,246	5,030	22,860	32,003	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	443,383	1,020,583	1,206,508	1,952,811	4,623,285	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	28,900	19,228	14,715	4,096	66,939	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	50,500	21,820	8,728	9,761	90,810	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	15,991	19,864	30,574	9,059	75,488	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	63	328	76	32	499	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	729	1,975	1,355	1,798	5,858	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	2,915	1,395	583	98	4,991	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	11	326	305	177	819	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10,340	4,115	1,845	420	16,720	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	23	18	85	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	2,315	1,313	7,098	10,668	21,394	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	13,686	12,190	11,350	9,601	46,827	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	544,936	429,191	2,663,369	265,651	3,903,148	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	132	732	360	128	1,352	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	213	793	857	491	2,355	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	188	311	2,382	1,072	3,953	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	158	200	150	70	578	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	47	44	24	20	135	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	11,465,917	2,061,929	13,527,846	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	746,287	188,910	935,197	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	1,121	974	2,095	

¹ Les résultats pour les indicateurs 3.2 et 3.7 n'incluent pas les données de l'Initiative Conjointe EU-OIM, sauf 99 (IC EU-OIM Burkina Faso) et 219 (IC EU-OIM Mauritanie) pour 3.2 et 25 (IC EU-OIM Burkina Faso), 52 (IC EU-OIM Cameroun), 220 (IC EU-OIM Guinée Conakry), 147 (IC EU-OIM Sénégal) pour 3,7, le tout au T1 2019.

4.2.2. ACCROÎTRE LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET L'EMPLOI

Figure 9 l'objectif stratégique 1, SLC, juin 2021



Les économies de SLC se remettent de la première récession économique de la région en un demi-siècle, bien qu'à des vitesses différentes. Au S1 2021, la plupart des gouvernements ont levé les mesures préventives contre la COVID-19 – telles que les couvre-feu, les restrictions sur les rassemblements et les interdictions de voyager – qui avaient considérablement affecté l'économie

informelle et le secteur du tourisme. Après une contraction de 1,1% en 2020 en Afrique de l'Ouest et du Centre, les estimations de croissance du PIB en 2021 s'élèvent à 2,1%.¹ Ce chiffre cache d'importantes disparités entre les économies de la région : les économies dépendantes du tourisme, comme la Gambie (+5,6%) ou le Sénégal (+5,2%) et les exportateurs de produits de base, comme la Côte d'Ivoire, devraient figurer parmi les économies à la croissance la plus rapide.² Au demeurant, la reprise est plus lente que dans le reste du monde, au vu des limites des mécanismes d'espace budgétaire entravant la capacité des gouvernements à fournir un soutien pendant la crise et les délais de démarrage des campagnes de vaccination.

La récession économique mondiale a eu des conséquences désastreuses sur les populations SLC ainsi que sur le reste du continent. En 2021, malgré des taux de croissance positifs, il est prévu que 39 millions d'Africains tombent dans l'extrême pauvreté en l'absence de soutien économique, avec un impact disproportionné sur les personnes ayant un faible niveau d'éducation et celles qui occupent un emploi vulnérable ou informel. Les femmes sont particulièrement à risque de tomber dans la pauvreté.³ La Banque africaine de développement (BAD) estime que les pays africains devraient allouer 4,5 milliards de dollars en 2021 pour combler l'écart d'extrême pauvreté causé par la COVID-19.⁴

Le Fonds Fiduciaire a contracté 436,3 M€ pour améliorer les possibilités économiques et d'emploi (OS1), ce qui représente 24% du budget total du Fonds Fiduciaire en SLC. Le Fonds Fiduciaire vise principalement la création d'emplois inclusifs. En outre, il vise à renforcer les micro, petites et moyennes entreprises (PME) grâce à une meilleure gouvernance, à l'accès au financement ou au développement des entreprises. Il aide également les populations à développer des activités génératrices de revenus, en se concentrant sur les segments les plus vulnérables. Enfin, les programmes soutiennent la formation professionnelle (EFTP) et/ou le développement des compétences et aident les petites entreprises en construisant, rénovant ou agrandissant des parcs industriels, des ateliers et des infrastructures commerciales. En S1 2021, un nombre de programmes ont terminé : il s'agit de *PACERSEN* (SN-05, mis en œuvre par l'AICS), qui avait pour objectif de développer l'emploi rural au Sénégal ; *Mode Ethique* (REG-07), qui ciblait le développement des entreprises dans la région et TUUMA (BF-06-01), qui ciblait l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes au Burkina Faso.

Contribuer à la création d'emplois pour atténuer les effets de la crise économique

Dans la région SLC, le marché du travail n'est pas en mesure d'absorber une population croissante en âge de travailler. Le marché du travail reste caractérisé par des niveaux élevés d'informalité, de travail indépendant et de sous-emploi. Les travailleurs informels sont particulièrement vulnérables parce qu'ils sont souvent mal payés et ne bénéficient pas de la protection sociale.⁵ On estime que l'économie informelle représente 80% de l'emploi et 90% des nouveaux emplois en Afrique de l'Ouest.⁶ Dans le même temps, la région a l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde, s'élevant à 2,6% en 2020 contre 1,7% au Moyen Orient et en Afrique du Nord et 0,9% en Amérique Latine.⁷

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière – et exacerbé – les fragilités existantes de la main-d'œuvre. Au Nigéria, la plus grande économie du continent, 20% des travailleurs (formels et informels) ont perdu leur emploi en raison de la pandémie et de ses effets auxiliaires.⁸ L'impact est plus aigu pour les travailleurs informels, qui étaient plus susceptibles de perdre leur emploi et de connaître une

¹ Banque Mondiale, 'Au milieu de la récession, l'Afrique subsaharienne prête pour la reprise', mars 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ BAD, 'Perspectives économiques africaines 2021', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ BAD, 2018. op. cité.

⁶ WEF, 'L'importance du secteur informel en Afrique de l'Ouest', mars 2015. Accessible [ici](#).

⁷ Banque Mondiale, 'Indicateurs de développement de la Banque Mondiale', consulté en octobre 2021.

⁸ Reuters, 'Environ 20% des travailleurs nigériens ont perdu leur emploi en raison de la COVID-19 - bureau des statistiques', septembre 2021. Accessible [ici](#).

diminution de leurs revenus. Au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, respectivement 48%, 34% et 42% des travailleurs informels ont perdu leur vie à cause de la pandémie.¹

La situation de l'emploi et les difficultés économiques exacerbent les tensions sociales dans la région, en particulier chez les jeunes. Dans certains pays, les difficultés économiques croissantes causées par la pandémie ont aggravé les facteurs de conflit préexistants, par exemple en augmentant les difficultés économiques et en intensifiant la concurrence des ressources.^{2,3,4}

Le Fonds Fiduciaire soutient la création d'emplois et l'emploi des jeunes dans les pays de la SLC avec des stratégies variables en fonction des caractéristiques du pays. Au cours du premier semestre 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont permis la création de 14 335 emplois (indicateur 1.1), soit une augmentation de 8% par rapport au S1 2020. 36% des emplois créés au S1 2021 se trouvaient au Sénégal (5 568 emplois), le plus élevé de la fenêtre SLC. Cela s'est fait principalement par le biais des programmes *Développer l'Emploi au Sénégal* (DES, SN-04) et PASPED (SN-09).⁵ DES a contribué à la création de 1 419 emplois au S1 2021 et de 5 215 depuis le début des activités. Le programme a travaillé avec le Bureau de Mise à Niveau (BMN) sénégalais et l'Agence pour le Développement et l'Encadrement des PME (ADEPME) pour assister et conseiller les petites entreprises à travers le pays : les entreprises sont sélectionnées et bénéficient du soutien du BMN, qui à son tour contribue à la création d'emplois dans différents secteurs (par exemple Agro-industrie, hôtellerie, construction). Alors que l'activité économique est concentrée à Dakar (qui héberge 25% de la population sénégalaise), le DES a contribué à la création d'emplois⁶ dans 8 des 14 régions du pays, dont 46% de ses résultats à Saint-Louis. Le programme PASPED, à son tour, a contribué à la création de 2 281 emplois au cours du S1 2021, pour un total de 4 600 emplois depuis le début de leurs activités.⁷ PASPED a soutenu la création d'emplois en apportant un soutien financier et technique aux petites entreprises à travers le pays, en particulier dans les régions de Thiès et de Saint-Louis, qui ont accueilli 54% de tous les emplois créés par le programme en S1 2021. Après le Sénégal, 20% du total des emplois créés par les activités financées par le Fonds Fiduciaire était concentrés au Niger, principalement avec *Kallo Tchidaniwo* (NE-09, 912 emplois),⁸ Pôles Ruraux (NE-03, 824 emplois)⁹ et Emploi Niger (NE-11, 512 emplois).¹⁰

Dans les pays touchés par un conflit, la création d'emplois visait à fournir un revenu rapide aux populations grâce au travail quotidien occasionnel, par exemple, ce qui représentait 4 270 emplois (28% du total) créés au S1 2021, le plus élevé de tous les types de travail. Au Niger et au Cameroun, le travail journalier occasionnel représentait respectivement 90% et 77% de la création d'emplois au S1 2021.¹¹ En Gambie, en revanche, 96% du total des emplois au S1 2021 étaient des emplois à long terme, la plupart d'entre eux grâce à un soutien réussi à l'EFTP. Les jeunes, l'un des segments de population les plus touchés par les inefficacités du marché du travail, représentaient 20% des bénéficiaires, contre 9% pour les personnes de plus de 35 ans.¹²

¹ L'UNU-MERIT, 'Labour market effects of COVID-19 in sub-Saharan Africa: An informality lens from Burkina Faso, Mali and Senegal', mai 2020. Accessible [ici](#).

² Mercy Corps, 'An in-depth look at how COVID-19 intensifies conflicts', août 2021. Accessible [ici](#).

³ Ecdpm, 'Simmering tensions: the long-term impact of covid-19 on fragility and conflict in Africa', janvier 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

⁶ La Banque Mondiale, 'la Banque Mondiale au Sénégal', consultée en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁷ En dépit de ces données enregistrées pour S1 2021, le nombre total d'emplois n'a pas évolué depuis S2 2020. En effet, les données communiquées ont été modifiées : bien qu'en S2 2020, on a noté un total de 4 600 emplois, une correction a par la suite été apportée afin de modifier la période se référant à la création de ces 4 600 emplois, qui s'étendait en réalité sur toute la période S2 2020 – S1 2021. Ainsi, même si le total reste inchangé, le projet a tout de même contribué à la création d'emploi en S1 2021. Pour plus d'informations sur les corrections de données, veuillez consulter les annexes.

⁸ Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région Diffa, Bassin du Lac Tchad, Niger.

⁹ Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez.

¹⁰ Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger.

¹¹ Le nombre d'emplois créés ou soutenus par des activités de travail contre salaire est calculé en équivalent temps plein, sur la base du nombre de jours travaillés par les bénéficiaires, divisé par 230 (jours ouvrables par an).

¹² L'âge n'est pas spécifié pour les 73% restants.

En Afrique de l'Ouest, les femmes représentent 46% de la population active en Afrique subsaharienne, mais elles sont plus susceptibles d'avoir un emploi informel que les hommes.¹,² Elles représentent 36% des bénéficiaires du Fonds Fiduciaire pour la création d'emplois au S1 2021; à l'exclusion des activités de travail contre rémunération – qui ont tendance à être détenues par des hommes, compte tenu de leur nature à forte intensité de main-d'œuvre – les femmes représentaient 40% du total des bénéficiaires au S1 2021, contre 51% des hommes.³ Leurs emplois résultaient principalement d'un soutien réussi aux MPME (52% de la création d'emplois féminins au S1 2021, contre 47% d'hommes).

La plupart des emplois créés l'ont été dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la production ou de la transformation de l'élevage, ce qui reflète la dynamique du travail dans la région, où l'agriculture et l'économie alimentaire représentent plus des deux tiers de l'emploi total.⁴ Le secteur représentait 4 à 8% des emplois pour lesquels la nature de l'emploi était précisée au S1 2021, comparativement à 37% au S2 2020.

Offrir des formations techniques pour réduire le déficit de compétences

Dans de nombreux secteurs économiques cruciaux tels que l'agriculture, l'agro-industrie, la logistique ou les activités industrielles, le déficit de compétences continue de miner les économies ouest-africaines et de limiter l'insertion professionnelle, en particulier pour les jeunes entrant sur le marché du travail après la crise liée à la Covid-19. S'il est vrai que les données ne reflètent pas pleinement l'écart entre l'employabilité des jeunes et les emplois en Afrique de l'Ouest,⁵ cette disparité tend à réduire la productivité, la création d'emplois et à rendre l'insertion professionnelle plus difficile dans l'ensemble. L'écart de compétences apparaît principalement sous deux formes : un écart sectoriel, c'est-à-dire un écart entre les compétences de la population générale et les exigences par secteur, et un écart professionnel, c'est-à-dire l'inadéquation entre les compétences des chômeurs et les emplois clés.⁶

Alors que les mesures liées à la COVID-19 ont forcé les centres de formation à fermer totalement ou partiellement, la plupart des activités de formation professionnelle ont repris en 2021. Cela a bénéficié aux programmes financés par le Fonds Fiduciaire et impliqués dans les formations, qui ont dispensé **des formations professionnelles et des services de développement des compétences à 19 187 personnes (indicateur 1.4) au cours du S1 2021.** Ce chiffre traduit une augmentation de 18% par rapport à décembre 2020, et de 47% si l'on compare aux résultats du S1 2020 où de nombreux programmes de formation ont presque été interrompus. Les femmes représentaient 36% des bénéficiaires ayant reçu une formation au S1 2021, contre 43% en 2020.⁷ La stratégie du Fonds Fiduciaire pour fournir des formations techniques et professionnelles et des services de développement de compétences repose principalement sur deux piliers. Le premier consiste à maximiser l'insertion professionnelle en augmentant l'adéquation entre les compétences des chômeurs et les emplois, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel.⁸ Le second vise à soutenir le travail indépendant

¹ Banque Mondiale, Indicateurs de développement de la Banque Mondiale, 2019. Accessible [ici](#).

² Pew Research Center, 'In many countries, at least four-in-ten in the labor force are women', mars 2017. Accessible [ici](#).

³ Les 8% restant n'étant pas spécifiés.

⁴ OCDE, 'Agriculture, food and jobs in West Africa', avril 2018. Accessible [ici](#).

⁵ La proportion de jeunes sans emploi, études ou formation (NEET) était de 24% en 2020 en Afrique de l'Ouest (29% pour les femmes, 19% pour les hommes), un chiffre inférieur aux autres moyennes régionales – par exemple 33% en Afrique australe. Cela est en réalité dû au fait que le taux de NEET a tendance à augmenter avec le revenu par habitant jusqu'à un point, qui correspond aux pays à revenu intermédiaire. Ce point n'a pas été atteint dans le cas de l'Afrique de l'Ouest. Pour plus d'information, OIT, 'Report on employment in Africa (Re-Africa) – Tackling the youth employment challenge', 2020. Accessible [ici](#).

⁶ Christophe Rooney, Zaakhir Asmal, 'Job creation for youth in Africa: Skills needs and gaps for industries without smokestacks', mars 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Les hommes représentaient 51% des bénéficiaires au S1 2021, tandis que le genre n'était pas spécifié pour le reste des bénéficiaires.

⁸ En effet, les emplois informels représentent plus de 92% des emplois en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'information voir : OIT, 'Report on employment in Africa (Re-Africa) – Tackling the youth employment challenge', 2020. Accessible [ici](#).

et l'entrepreneuriat grâce à un EFTP ciblé et pratique, adapté aux réalités économiques locales, en particulier concernant la production et la transformation agricoles dans les zones rurales.

Plusieurs programmes financés par le Fonds Fiduciaire visent à renforcer l'insertion professionnelle et à créer des liens entre les centres d'EFTP, les entreprises et les entrepreneurs. Au SLC, 2 668 personnes ont reçu une formation duale¹ au S1 2021, les principaux contributeurs à cette composante étant INTEGRA (GN-01)² en Guinée, ARCHIPELAGO à l'échelle régionale (REG-15)³ et Emploi *Niger* (NE-11).⁴ INTEGRA (GN-01) vise à favoriser l'insertion socioprofessionnelle, à offrir des stages aux jeunes, à renforcer l'orientation commerciale des petites entreprises et à créer des réseaux d'acteurs économiques. Le programme a formé 4 209 personnes au S1 2021 (indicateur 1.4), dont 1 205 par le biais de la formation en alternance et 2 331 par l'EFTP technique. Au niveau régional, 57% des 1 728 personnes formées par ARCHIPELAGO (REG-15) au S1 2021 ont reçu une formation en alternance dans divers secteurs. Au Niger, 483 des 868 personnes (56%) formées par Emploi *Niger* (NE-11) étaient des jeunes ayant suivi une formation technique et professionnelle et bénéficiant d'un suivi consistant en un accompagnement technique périodique et un coaching personnel visant à améliorer leur insertion professionnelle.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ciblent également le travail indépendant et la création d'emplois, en particulier dans les zones rurales. La production et la transformation agricoles constituaient le principal secteur sur lequel ont porté les formations EFTP fournies par le Fonds Fiduciaire au S1 2021.⁵ La plupart des bénéficiaires de formations portant sur la production et la transformation agricoles ont été formés par le programme RESIGUI (GN-04)⁶ en Guinée. Le programme vise à renforcer la sécurité alimentaire des petits exploitants ruraux grâce à des formations techniques sur l'utilisation d'outils adaptés, de cultures et de pratiques agricoles durables. Au S1 2021, ils ont formé 2 959 personnes. Au niveau régional, ARCHIPELAGO (REG-15) a formé 1 728 personnes durant le S1 2021, dont 415 en agriculture, pêche et élevage. Le programme vise à aider les jeunes et les migrants de retour à lancer des entreprises dans divers secteurs –le lait et les produits laitiers au Cameroun, l'horticulture au Ghana ou la production, l'emballage et la distribution de semences de qualité au Tchad. Au Mali, le programme ADEL (ML-12)⁷ vise à améliorer à la fois le travail salarié et le travail indépendant pour les jeunes dans les régions de Gao et de Tombouctou en soutenant les coopératives agricoles existantes, en soutenant les petites associations et entreprises, l'irrigation et une meilleure répartition des terres. Le programme a formé 1 156 jeunes au S1 2021.

Réduire la vulnérabilité financière, améliorer les moyens de subsistance par le biais du soutien aux AGR

La crise économique provoquée par la Covid-19 a durement frappé les ménages vulnérables d'Afrique de l'Ouest. Dans les pays de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), plus de 90% des ménages ont déclaré que les restrictions et les perturbations liées à la Covid-19 avaient eu un impact négatif sur leurs revenus, et 44% ont décrit l'impact comme étant « significatif ».⁸ La crise a encore accru la vulnérabilité financière des nombreux ménages qui ne dépendent que d'une ou de quelques Activités Génératrices de Revenus (AGR). Le faible taux de

¹ Formation duale, ou *dual training* en anglais, fait référence à un type de formation où l'EFTP et les stages sont dispensés simultanément aux bénéficiaires. L'objectif de ces formations en alternance est de renforcer les capacités techniques des bénéficiaires et d'augmenter leur insertion professionnelle en les rapprochant du marché du travail en même temps.

² Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.

³ ARCHIPELAGO: *an African-European TVET initiative*.

⁴ Les jeunes entreprennent et s'emploient au Niger.

⁵ 30% des personnes bénéficiant d'un EFTP fourni par le Fonds Fiduciaire au cours du 1^{er} semestre de 2021 ont été formées dans le secteur de l'agriculture, la pêche et l'élevage. 8% ont reçu une formation dans la construction. Le secteur n'était pas spécifié pour 48% des bénéficiaires.

⁶ RESIGUI – Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

⁷ Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao.

⁸ CEDEAO, 'Covid-19 Pandemic: Impact of restriction measures In West Africa', janvier 2021. Accessible [ici](#).

participation de la main d'œuvre¹ en Afrique de l'Ouest, qui s'élevait à 58% en 2021, inférieur aux moyennes continentale et mondiale (respectivement à 63% et 60%), reflète la dépendance des ménages envers un nombre limité d'AGR.^{2,3}

Pour remédier à la vulnérabilité financière des ménages SLC et renforcer le travail indépendant et les entreprises informelles, le Fonds Fiduciaire aide les personnes vulnérables à développer des AGR. Au cours du S1 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont fourni un soutien AGR à 39 414 personnes (indicateur 1.3), soit une augmentation de 16% par rapport à décembre 2020.

Les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage représentaient 53% des AGR soutenues au S1 2021. Les services aux PME (y compris les services financiers) représentaient 19% des AGR soutenues au S1 2021. Les autres AGR aidées au S1 2021 étaient dans les secteurs des services, du commerce de gros et de détail, de l'artisanat ou de la construction.⁴ La plupart des AGR agricoles soutenues au S1 2021 l'ont été par le programme PAFAM (ML-02)⁵ au Mali, qui a aidé 8 557 personnes à développer des AGR au S1 2021, soit 55% des bénéficiaires atteints depuis le début du programme. PAFAM a apporté un appui aux acteurs du secteur de la noix de cajou à travers la structuration de la chaîne de valeur, des formations sur les techniques de production et de transformation ainsi que sur les aspects managériaux. Toujours au Mali, le programme EJOM (ML-09)⁶ a soutenu 2 319 personnes au cours du S1 2021, principalement en fournissant des kits d'outils et des engrais dans les domaines de l'horticulture (2 225) et de l'agro-industrie (94).⁷ Au Tchad, le programme DIZA (TD-07)⁸ a aidé 640 personnes à développer des activités maraîchères.⁹

Au S1 2021, 36% des bénéficiaires du soutien aux AGR étaient des femmes et 38% des hommes.¹⁰ La proportion de femmes aidées à développer des IMA a diminué par rapport à 2020, où les femmes représentaient 45% des bénéficiaires et les hommes 34%.¹¹ Des exemples de programmes fortement axés sur l'égalité des sexes sont *Make it in the Gambia* (GM-03)¹² ou SAFIRE (MR-07) en Mauritanie. Ce dernier vise à soutenir la diversification des moyens de subsistance dans les zones rurales mais aussi l'entrepreneuriat et le travail indépendant dans les zones rurales et urbaines et à remédier à la vulnérabilité financière des femmes mauritaniennes, notamment de la communauté maure.¹³ Au S1 2021, 1 931 personnes (76% de femmes) ont été aidées par SAFIRE à développer des AGR, principalement par le biais de l'entrepreneuriat et de formations pratiques – dans des secteurs tels que l'agriculture, la construction, le textile et l'habillement, la vente au détail, l'artisanat, etc.

¹ Le taux de participation de la main d'œuvre est calculé en prenant en compte la population active, c'est-à-dire la population active des personnes occupées et des chômeurs, et en divisant par la population totale en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans). La main-d'œuvre est une mesure plus large que l'emploi et correspond à l'offre de main-d'œuvre disponible pour la production de biens et de services au cours d'une période donnée. Pour plus d'informations, OCDE, « Taux de participation de la main d'œuvre ». Accessible [ici](#). Pour plus d'informations, OIT, 'Report on employment in Africa (Re-Africa) – Tackling the youth employment challenge', 2020. Accessible [ici](#).

² Le taux de participation de la main d'œuvre en Afrique de l'Ouest tend à être inférieur à celui des autres régions, principalement pour des raisons démographiques et culturelles. Par exemple, les femmes au foyer, les étudiants de plus de 15 ans et les retraités de moins de 64 ans tendent à abaisser le taux de participation de la main d'œuvre.

³ OIT, 'Report on employment in Africa (Re-Africa) – Tackling the youth employment challenge', 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Pour 23% des personnes aidées à élaborer des AGR au S1 2021, le secteur n'a pas pu être obtenu et n'a pas été précisé.

⁵ *Projet d'Appui à la Filière de l'Anacarde au Mali*.

⁶ *Youth Employment Creates Opportunities at Home in Mali*.

⁷ Parmi les 94 bénéficiaires, 12 étaient des propriétaires d'exploitations formés à la gestion générale des fermes.

⁸ *Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil*.

⁹ Le programme DIZA a fourni un soutien AGR à 3 654 personnes au S1 2021, tous secteurs compris.

¹⁰ Le sexe n'a pas été spécifié pour les autres bénéficiaires atteints au S1 2021.

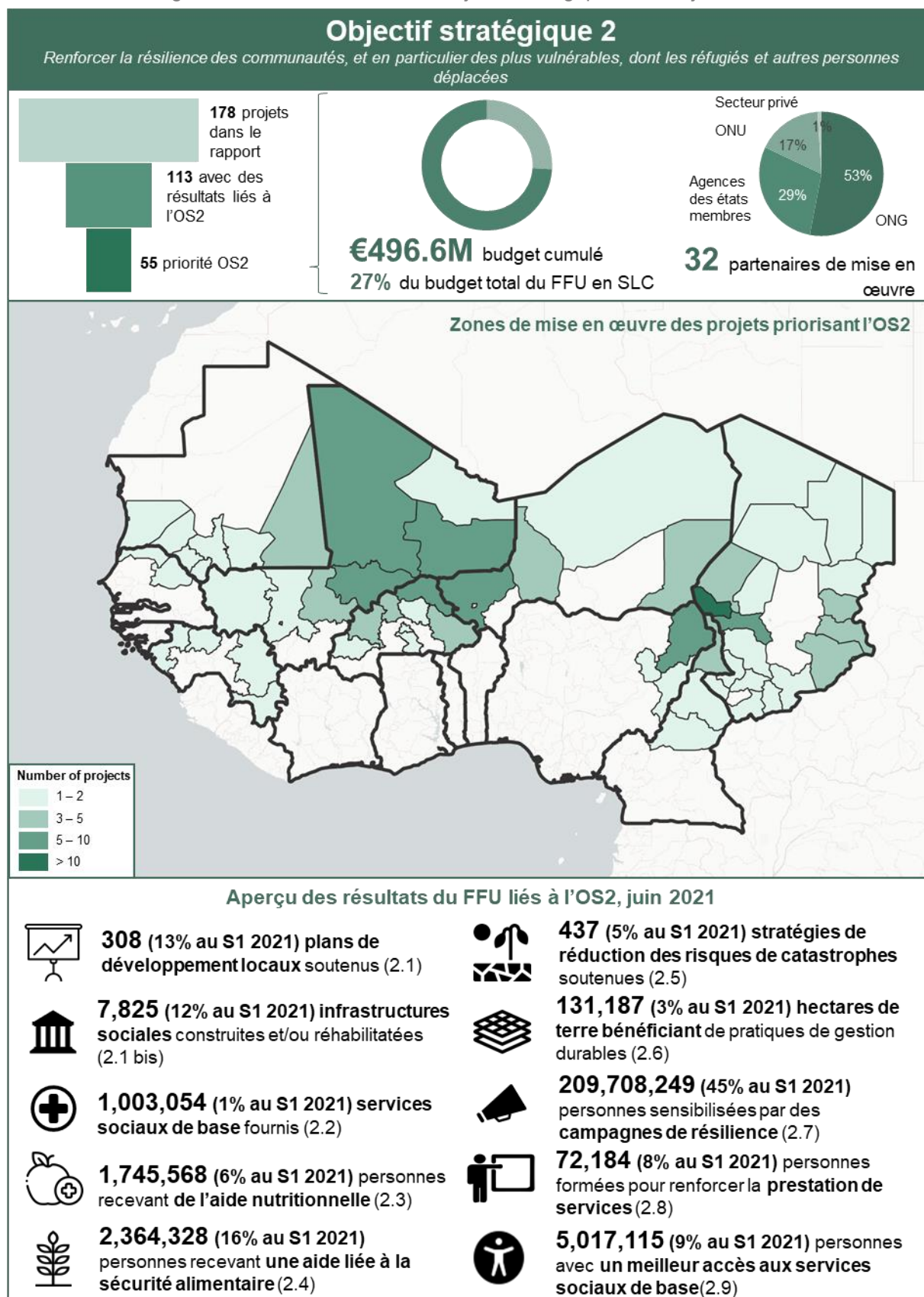
¹¹ Le sexe n'a pas été spécifié pour les autres bénéficiaires atteints en 2020.

¹² *Make it in the Gambia*.

¹³ Comme les femmes divorcées, qui ont tendance à être plus nombreuses dans la communauté maure. FFU, SAFIRE, 'Document d'action'.

4.2.3. RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

Figure 10: Tableau de bord de l'objectif stratégique 2, SLC, juin 2021



La région SLC reste touchée par l'insécurité persistante, provoquant des déplacements massifs de population et des besoins humanitaires croissants. La violence continue d'être principalement concentrée dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad, où, respectivement, 10,8 millions et 10,5 millions de personnes avaient un besoin urgent d'aide humanitaire en juin 2021. En outre, 1,8 million et 2,8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de chaque région. Les déplacements massifs exercent une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées, notamment la nourriture et les services de base, ce qui accroît la vulnérabilité des personnes déplacées et des communautés d'accueil.

Les vulnérabilités de la population ont été exacerbées par les conséquences socio-économiques des mesures pour endiguer la propagation de la COVID-19, qui ont entraîné une baisse de la productivité alimentaire et une hausse des prix des denrées alimentaires. Au S1 2021, les prix des denrées alimentaires ont augmenté dans presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest, le Nigéria, le Ghana, le Sénégal, la Mauritanie et le Burkina Faso étant les plus touchés. En conséquence, en mai 2021, 24 millions de personnes étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire dans la région SLC, contre 16 millions au cours de la même période en 2020.¹ Ce nombre devrait augmenter pour atteindre 31 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure (juin-août), malgré des pluies favorables en 2021.²

Les contraintes d'accès, principalement dues à l'insécurité, dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad ont posé des défis supplémentaires à la fourniture d'aide aux populations les plus vulnérables. L'insécurité et les attaques visant les travailleurs humanitaires, comme celles qui ont eu lieu dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou au Mali, ont souvent forcé les organisations à annuler ou à arrêter leurs activités. La destruction des infrastructures publiques, telles que les écoles et les centres de santé, a aussi entravé la fourniture de services et d'assistance. Enfin, la mauvaise qualité des routes, en particulier pendant la saison des pluies, a limité l'accès physique aux zones isolées telles que la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Les mesures prises pour contenir la propagation de la COVID-19 ont également restreint l'accès humanitaire dans la plupart des pays.

Jusqu'à présent, le Fonds Fiduciaire a contracté 496,6 M€ pour 55 programmes axés sur les activités de renforcement de la résilience (OS2). Les programmes de résilience financés par le Fonds Fiduciaire adoptent largement une approche fondée sur les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) afin de mieux anticiper, préparer et répondre aux crises liées à l'insécurité, aux déplacements massifs et à d'autres chocs. La plupart des programmes ont soutenu des actions relatives à la sécurité alimentaire (RRR, NG-07) et à l'aide à la nutrition (PDU, REG-18), car le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire n'a cessé d'augmenter dans la région.

L'insécurité et les contraintes environnementales ont également entravé la fourniture de services sociaux de base, mettant en péril des moyens de subsistance déjà précaires. Afin de promouvoir les régimes de protection sociale pour les plus vulnérables, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont fourni des services sociaux liés aux soins de santé (ProGEM, NE-02), un meilleur accès à l'eau (SDNM2, ML-04) et une assistance juridique pour obtenir des documents d'identité (KEY, ML-01). Des réponses spécifiques ont également été conçues pour surmonter les défis posés par le contexte de la COVID-19 et assurer la continuité des soins (*One UN Response Plan*, NG-09). Ces programmes visaient également à renforcer la prestation de services locaux, notamment par le renforcement des capacités du personnel local et par l'appui aux stratégies locales liées à la gestion des ressources et à la fourniture de services de base.

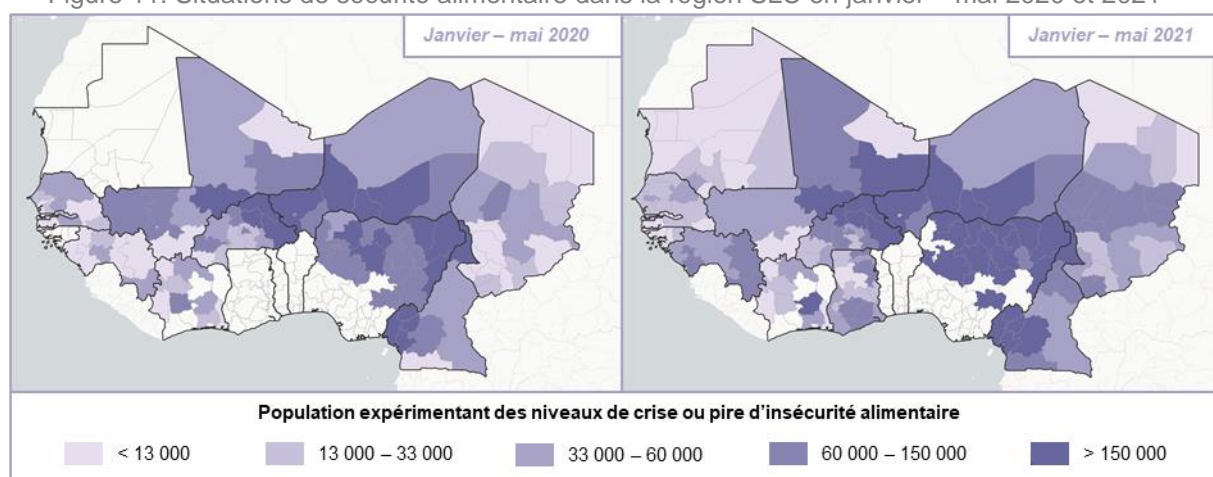
¹ PAM, 'Food Security Highlights – West Africa', mai 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

Renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les régions touchées par les conflits

De plus en plus de personnes dans le bassin du lac Tchad et la région du Liptako-Gourma sont confrontées à l'insécurité alimentaire. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire visent à résoudre ce problème, en particulier avant la période de soudure. Au cours du S1 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont fourni à 378 542 personnes une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4), dont 86% au cours du deuxième trimestre de 2021, car le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire devrait encore augmenter entre juin et août. Le programme RRR (NG-07)¹ a fourni 42% du total atteint au S1 2021, le tout au T2 2021 dans l'état de Borno au Nigéria. Le programme PDU (REG-18)² a fourni une assistance liée à la sécurité alimentaire à 20% des bénéficiaires en SLC au S1 2021, tous au Burkina Faso.

Figure 11: Situations de sécurité alimentaire dans la région SLC en janvier – mai 2020 et 2021³



Les moyens de subsistance dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad sont toujours perturbés par la persistance de la violence et les conséquences des fortes inondations de 2020, qui ont détruit les cultures et le bétail et endommagé davantage des sols déjà dégradés. Dans le cadre de l'approche LRRD, la programmation du Fonds Fiduciaire visait à fournir aux bénéficiaires une assistance directe pour faire face aux situations d'urgence et une assistance à plus long terme pour mieux les préparer aux chocs futurs.

Au S1 2021, 326 199 personnes ont bénéficié d'une assistance directe sous forme de transferts monétaires (indicateur 2.9). Cela représente 29% de tous les transferts monétaires distribués dans la région depuis 2018 et une augmentation de 66% par rapport au S2 2020. 228 230 étaient des transferts monétaires inconditionnels – souvent mais pas nécessairement utilisés pour acheter de la nourriture – dont 91% ont été distribués au Nigéria par le biais du RRR (NG-07) et du programme *One UN Response Plan* (NG-09). Au S1 2021, l'inflation a grimpé en flèche au Nigéria (inflation mensuelle moyenne de 17,6%⁴), entraînant une augmentation mensuelle moyenne des prix des denrées alimentaires de 22%,⁵ l'une des plus fortes hausses en Afrique de l'Ouest au cours de cette période. Le nord du Nigéria était au bord de la famine en raison des effets combinés d'une forte inflation et de la persistance de la violence. Selon les données du Cadre Harmonisé, la population à des niveaux de crise ou pire d'insécurité alimentaire dans le nord du Nigéria devrait presque doubler pendant la

¹ EU Support to Response, Recovery and Resilience in Borno State.

² Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

³ Cadre Harmonisé et *Integrated Food Security Classification*, Données sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁴ *Trading Economics*, tableau de bord 'Nigéria Inflation Rate', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁵ *Trading Economics*, tableau de bord 'Nigéria Food Inflation', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

période de soudure.¹ Les 97 969 transferts monétaires restants étaient destinés explicitement à la sécurité alimentaire. 67% d'entre eux ont été distribués par le programme RESIGUI en Guinée (GN-04).² RESIGUI a débuté en juillet 2020 et vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables en Guinée pendant et après la période de soudure, dont les effets ont récemment été aggravés par la COVID-19.

Les programmes financés par le fonds fiduciaire de l'UE visaient à renforcer la résilience des moyens de subsistance et la diversification alimentaire par des actions à impact rapide, y compris la distribution d'intrants agricoles et le soutien à l'élevage. Au cours du S1 2021, 211 412 personnes ont bénéficié d'intrants ou d'outils agricoles (indicateur 2.4) : 70% d'entre elles se trouvaient à Borno, au Nigéria, et étaient soutenues par le programme RRR, qui a fourni des intrants agricoles de qualité pour renforcer la production et la diversification des cultures et donc soutenir la sécurité alimentaire. En outre, 36 678 personnes ont reçu une aide pour leur bétail, la plupart d'entre elles au Burkina Faso (41%) et au Nigéria (28%), les deux pays connaissant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Dans la région du Sahel au Burkina Faso, le programme PDU (REG-18) a fourni des aliments pour le bétail à 6 480 personnes vulnérables, dont 98% étaient des agropasteurs, tandis que le programme PEV (BF-08)³ a distribué des aliments pour le bétail à 8 640 pasteurs vulnérables dans la région Nord. Dans l'état nigérian de Borno, 10 265 personnes vulnérables, dont 67% de femmes, ont reçu des kits de démarrage pour la production de volailles, de taureaux d'engraissement ou de chèvres.

Les programmes du Fonds Fiduciaire aident également les populations vulnérables à réhabiliter les terres à plus long terme grâce à une irrigation améliorée. Dans la région du Liptako-Gourma, la part globale des terres irriguées est très faible, principalement en raison d'un manque de technologie et d'investissements appropriés.⁴ Au cours du S1 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont permis d'améliorer l'irrigation et l'accès à l'eau de 50 734 personnes (indicateur 2.4) : 54% des résultats proviennent du programme Shimodu (NE-10) au Niger. Le programme a équipé les terres d'un système d'irrigation solaire pour soutenir le maraîchage. En outre, 30 623 personnes ont reçu une aide à la réhabilitation des terres. Au total, 2 638 hectares d'écosystèmes agricoles et pastoraux ont bénéficié de réhabilitation des terres (indicateur 2.6) : 66% de ces terres se trouvaient dans les régions d'Agadez, de Tahoua et de Zinder au Niger et ont été réhabilitées par les programmes Pôles Ruraux et DESERT⁵ (NE-03 et NE-11, respectivement).

Améliorer l'accès des personnes vulnérables aux services de base dans les zones où les contraintes d'accès sont élevées

La région du Liptako-Gourma est le théâtre d'attaques récurrentes de groupes armés qui ciblent directement les écoles, les centres de santé et d'autres infrastructures. En 2020, les structures sanitaires ont été directement ciblées par des attaques, entraînant la fermeture d'environ 70 centres de santé dans les régions de Tillabéry et de Diffa au Niger. En outre, en plus de la pandémie de COVID-19, le Niger connaît des épidémies sporadiques, à savoir la rougeole, le choléra et la méningite, ce qui exerce une pression supplémentaire sur un système de santé déjà affaibli.

Alors que le Fonds Fiduciaire vise à compenser la perte en infrastructures sociales dans les zones vulnérables, 449 012 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services sociaux de base (indicateur 2.9) au S1 2021. Ce chiffre est légèrement supérieur à celui du S2 2020 et a permis d'atteindre un nombre total de 5 017 115 bénéficiaires avec un accès amélioré à ces services depuis 2018.

¹ Cadre Harmonisé et *Integrated Food Security Classification*, Données sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

² Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

³ Prévention de l'extrémisme violent autochtone.

⁴ Cascades, *'Climate Change, Development and Security in the Central Sahel'*, juin 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Durabilité de l'environnement et stabilisation économique sur la route de transit.

Pourtant, des contraintes d'accès de plus en plus fortes ont continué d'entraver la fourniture d'aide humanitaire dans les zones les plus vulnérables de la région SLC. Selon ACAPS, au S1 2021, l'accès humanitaire s'est détérioré au Nigéria et au Mali, qui faisaient face à des contraintes « extrêmes », et au Niger, qui faisait face à des contraintes « très fortes ». Les contraintes sont également restées « très fortes » au Cameroun et « fortes » au Burkina Faso et au Tchad. Sur les neuf indicateurs utilisés par ACAPS pour évaluer les contraintes posées à l'accès humanitaire, quatre ont atteint le niveau le plus élevé pour au moins cinq des six pays, à savoir les hostilités en cours, la restriction et l'obstruction de l'accès aux services et à l'assistance, les contraintes environnementales, ainsi que les restrictions de mouvement à l'intérieur du pays.¹

La plupart des programmes financés par le Fonds Fiduciaire dans ces domaines ont adapté leurs stratégies de mise en œuvre à ces contraintes en s'appuyant davantage sur les partenaires locaux et les points focaux dans les zones touchées par le conflit, ainsi qu'en distribuant des transferts monétaires. Les partenaires locaux ont permis aux PMO de mieux évaluer la gravité des situations et d'adapter la mise en œuvre des activités en conséquence. Les transferts monétaires ont assuré la continuité de l'aide malgré l'accès réduit des travailleurs humanitaires, les empêchant de mener d'autres types d'activités. Sur les 449 012 bénéficiaires comptabilisés sous l'indicateur 2.9 au S1 2021, 73% ont reçu des transferts monétaires et 21% ont bénéficié d'infrastructures nouvellement construites. La majeure partie de l'aide en espèces a soutenu la sécurité alimentaire, comme développé dans la partie précédente. Cette partie se concentrera donc sur les résultats liés aux infrastructures nouvellement construites.

Au cours du S1 2021, 91 870 personnes ont bénéficié de la construction de nouvelles infrastructures, principalement au Niger et au Mali. Sur ce total, 41 762 bénéficiaires ont bénéficié d'un accès amélioré aux services de santé grâce à la construction de structures de santé, presque tous (98%) au Niger grâce à ProGEM (NE-02).² Ce programme vise également à anticiper les mouvements de population et à préparer des mécanismes de réponse précis à de tels chocs potentiels au niveau communautaire.

En outre, 37 344 bénéficiaires ont bénéficié d'un accès amélioré à l'eau et à l'assainissement, principalement (82%) dans les régions maliennes de Tombouctou, Gao, Kidal, Mopti et Kayes grâce aux programmes SDNM2³ et Diaspora Mali (ML-04 et ML-05, respectivement). Moins de 68% (moyenne nationale du Mali) des habitants des régions maliennes de Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Mopti ont accès à l'eau.⁴

Au cours du S1 2021, 986 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis) ont été construites ou réhabilitées dans la région SLC, principalement au Niger (53%) et au Mali (17%). Plus de la moitié (60%) des infrastructures concernaient l'accès à l'eau, et la plupart (85%) ont été construites par Shimodu (NE-10) dans la région de Diffa au Niger.

¹ ACAPS, 'Humanitarian Access Overview', juillet 2021. Accessible [ici](#).

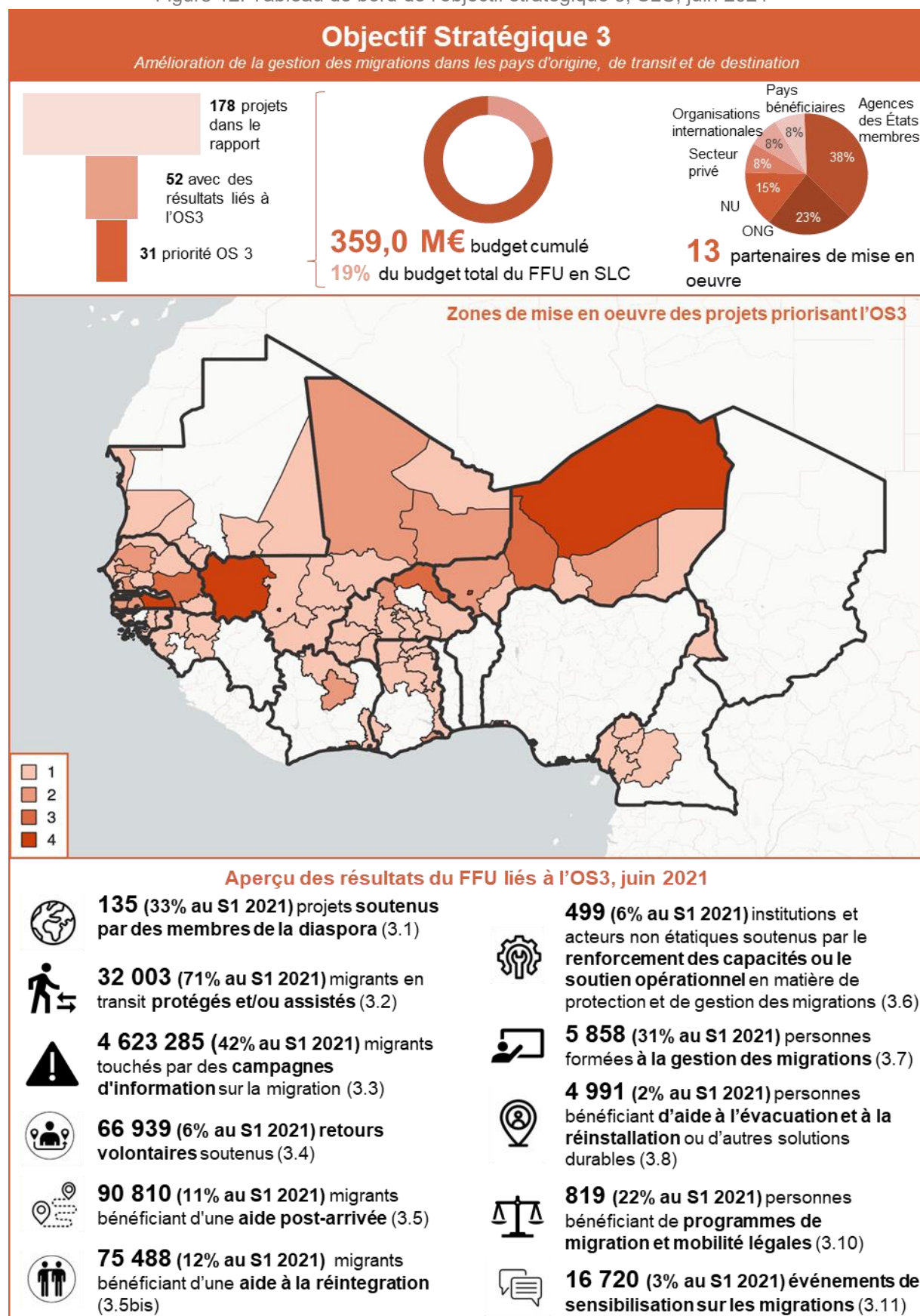
² Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires au Niger.

³ Sécurité et développement au nord du Mali – phase 2.

⁴ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires – Mali', février 2021. Accessible [ici](#).

4.2.4. AMÉLIORATION DE LA GESTION DES MIGRATIONS

Figure 12: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, juin 2021



Au cours du premier semestre de 2021, les déplacements forcés ont continué d'augmenter dans la région SLC alors que la situation sécuritaire et climatique continuait de se détériorer. Au cours des trois dernières années, le conflit au Sahel est devenu l'une des pires crises humanitaires et de déplacement au monde.¹ Le nombre de personnes déplacées a atteint 4,6 millions de personnes dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad en juin 2021^{2,3} (contre 4,2 millions à fin novembre 2020).⁴ Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile a également augmenté de 6%, atteignant 907 502 en juin 2021.⁵

Les migrants ont continué d'utiliser de plus en plus la Route Atlantique au premier semestre de 2021, tandis que l'utilisation de la Route de la Méditerranée Centrale a repris après avoir diminué en 2020 en raison des restrictions liées à la COVID-19. Partis des côtes ouest-africaines, plus de 6 952 migrants sont arrivés sur les côtes des îles Canaries au premier semestre 2021, soit une augmentation de 156% par rapport à la même période en 2020.⁶ Cette route reste la route la plus meurtrière vers l'Europe : au S1 2021, plus de 250 migrants seraient morts entre l'Afrique de l'Ouest et les îles Canaries.⁷ L'utilisation de la Route de la Méditerranée Centrale a également connu une recrudescence en 2021, avec environ 21 473 réfugiés et migrants arrivant en Italie par la mer ce semestre, soit une augmentation de 193% par rapport à la même période en 2020.⁸

La gestion des flux migratoires et l'assistance aux personnes en déplacement restent un défi pour les gouvernements ouest-africains. Les restrictions de voyage liées à la COVID-19, en particulier la fermeture des frontières terrestres, ont souligné la nécessité continue de renforcer les capacités régionales et nationales en termes de gestion des migrations.⁹

Le Fonds Fiduciaire a engagé 359,0 M€ (19% de son budget en SLC) pour améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination (OS3). L'initiative conjointe UE-OIM¹⁰ (IC) représente l'essentiel de ce budget avec un total de 195,1 M€ (54%), et vise en partie à faciliter le retour et la réintégration durables et dignes des migrants. Le Fonds Fiduciaire finance également le renforcement des capacités et l'apport d'un soutien opérationnel pour renforcer la capacité des organisations et des institutions à gérer les flux migratoires mixtes, par le biais de programmes tels que ProGEM (NE-02, 32,0 M€)¹¹ au Niger et AFIA (MR-02, 3,0 M€)¹² en Mauritanie. Enfin, les programmes financés par le fonds fiduciaire visent également à améliorer les capacités de lutte contre la traite des êtres humains par le biais de programmes tels que TEH (REG-12, 17,4 M€).¹³

En mai 2021, le Fonds Fiduciaire a commandé une étude sur l'état de la gouvernance des migrations dans 21 pays, dont 12 dans la région SLC. Cette étude est basée sur des recherches secondaires et des entretiens avec des informateurs clés et vise à soutenir la conception de la programmation future en identifiant les besoins prioritaires de chaque pays en ce qui concerne la gouvernance de la migration, la mobilité et le déplacement des personnes, les cadres de gouvernance existants et leur niveau de mise en œuvre, ainsi que le soutien actuellement disponible auprès des différents donateurs et PMO. Les 21 rapports par pays ainsi qu'un rapport transversal devraient être disponibles au S2 2021.

¹ ICMPD, 'Migration Outlook 2021', janvier 2021. Accessible [ici](#).

² OCHA des Nations Unies, « Burkina Faso, Mali & Western Niger – Humanitarian Snapshot », juillet 2021. Accessible [ici](#).

³ OCHA des Nations Unies, « Lake Chad Basin – Humanitarian Snapshot », juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA des Nations Unies, « Sahel Dashboard – Humanitarian Overview », novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ OIM, « Irregular migration towards Europe | Western Africa – Atlantic route », juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

⁸ UNCHR, « Italy weekly snapshot », 4 juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁹ Africa Portal, « Corruption, Mistrust, and Praise? Assessing Governments' Management of the COVID-19 Pandemic in West Africa », 7 avril 2021. Accessible [ici](#).

¹⁰ Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

¹¹ Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires.

¹² Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite.

Soutenir les efforts de protection et de lutte contre la traite des personnes

Les institutions gouvernementales de la région du Sahel et du lac Tchad restent confrontées à la détérioration de la situation sécuritaire et aux répercussions de la COVID-19. Ces facteurs exercent une pression sur les capacités et les ressources déjà limitées des institutions pour faire face à la gestion des migrations. Dans ce contexte, le soutien aux institutions et aux acteurs non étatiques mandatés pour gérer les migrations est essentiel pour assurer une assistance et une protection adéquates aux migrants.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire visent à accroître et à améliorer les capacités des différents acteurs impliqués dans la gestion des migrations. Au cours du premier semestre 2021, 1 798 personnes ont été formées à la gestion des migrations et à la protection (indicateur 3.7).¹ Cela représente une augmentation de 74% par rapport aux données rapportées dans S2 2020. La plupart des formés l'ont été par le programme Protection Afrique de l'Ouest (1 162, REG-13)² ou le programme TEH (203, REG-12).

Compte tenu des risques accrus auxquels sont confrontées les personnes en déplacement, en particulier les enfants, le Fonds Fiduciaire vise à renforcer les services de protection pour les personnes les plus vulnérables.³ L'insécurité accrue et les répercussions de la COVID-19 ont exacerbé les vulnérabilités préexistantes des personnes en déplacement. Au premier semestre 2021, 822 personnes formées par le programme Protection Afrique de l'Ouest étaient des acteurs clés de la protection de l'enfance (indicateur 3.7). Les domaines couverts par les formations comprenaient les droits de l'enfant, l'accompagnement protecteur, la gestion de cas et la protection contre la violence et les abus sexuels. Protection Afrique de l'Ouest a également formé 340 membres de la communauté et bénévoles ce semestre sur la protection de l'enfance, y compris sur les protocoles de santé, le soutien psychosocial, l'assistance juridique et les référencement. Le programme a aidé 1 389 enfants en transit au cours de S1 2021 (indicateur 3.2). 36 autres enfants en déplacement ont reçu des premiers soins par le mécanisme de triage d'urgence mis en œuvre par Nexus SRD (MR-08)⁴ au S1 2021. En conséquence, un total de 5 834 enfants en déplacement a bénéficié de services de protection par des programmes financés par le Fonds Fiduciaire de l'Union européenne depuis le début des activités, y compris par le programme AFIA (MR-02) désormais achevé. Dans le cadre de l'initiative conjointe UE-OIM, 15 centres de ressources pour migrants qui ont été mis en place (indicateur 2.1bis) sont toujours actifs au S1 2021 et permettent d'apporter une assistance de base aux migrants en transit.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire visent également à contribuer à la lutte contre la traite des personnes (TdP) et le trafic illicite de migrants (TIM) dans la région en renforçant à la fois les poursuites et la protection.⁵ Les passeurs ayant continué à transporter des migrants pendant que des restrictions liées à la COVID-19 étaient en place ont eu recours à des itinéraires différents pour éviter les mesures de sécurité aux frontières. Ces routes étaient plus dangereuses et éloignées, et leur utilisation a probablement entraîné la mort de dizaines de migrants et mis beaucoup d'autres en danger de traite.⁶ Le programme TEH financé par le Fonds Fiduciaire adopte une approche à plusieurs niveaux pour renforcer tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la traite, de la prévention à la protection et aux poursuites. Il vise notamment à renforcer la capacité des comités interministériels à améliorer la mise en œuvre des cadres législatifs et normatifs connexes élaborés au

¹ Veuillez noter que les résultats de l'indicateur 3.7 n'incluent pas les données de l'OIM.

² Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

³ La protection est définie par l'IASC comme « toutes les activités visant à obtenir le plein respect des droits de l'individu conformément à la lettre et l'esprit des organes de droit pertinents (droits humains, droit humanitaire et droit des réfugiés) ». Notez cependant qu'ici nous utilisons une définition plus étroite de la protection et nous nous concentrons principalement sur la violence et les violations des droits.

⁴ L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

⁵ Les données associées aux opérations de recherche et de sauvetage ne sont pas collectées dans le cadre des indicateurs du Fonds Fiduciaire, bien que de telles activités soient entreprises par certains programmes financés par le Fonds Fiduciaires comme l'Initiative Conjointe UE-OIM.

⁶ Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, « *Conflict, coping, and Covid: changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020* », avril 2021. Accessible [ici](#).

niveau national. Dans ce contexte, quatre institutions civiles nationales (au Togo, au Bénin, en Guinée et en Côte d'Ivoire) ont été renforcées (indicateur 3.6) et 51 membres des institutions ont été formés au S1 2021 (indicateur 3.7). Au cours du premier semestre 2021, TEH a également continué à soutenir les acteurs de la protection travaillant dans des centres dédiés aux victimes de la traite : dix opérateurs ont été formés pour recevoir et orienter les appels des victimes de la traite au Nigéria (dont six femmes), et 15 agents ont été formés à la protection et à la réadaptation des victimes de la traite en Côte d'Ivoire (dont trois femmes). Grâce à cela, 139 victimes potentielles ou identifiées ont été référées à des services d'assistance appropriés au S1 2021, dont 31% de femmes et 27% d'enfants (indicateur 3.2). Enfin, le programme TEH s'efforce de renforcer le système judiciaire pour soutenir la poursuite des trafiquants. Ce semestre, il a formé 127 acteurs des juridictions locales (3.7). Un autre projet financé par le Fonds Fiduciaire, ECI (NE-05), a encadré 41 membres d'une équipe commune d'enquête créée par le programme au cours du premier semestre 2021. Ces équipes visent à lutter contre les réseaux criminels liés à la migration irrégulière, à la traite des personnes et au trafic illicite de migrants. Au total, 831 personnes ont été formées à la lutte contre les TdP et TIM depuis le début des activités financées par le Fonds Fiduciaire.

Accroître la sensibilisation aux risques liés à la migration et aux voies légales

Alors que des routes migratoires plus dangereuses apparaissent, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire continuent de financer des activités de sensibilisation sur les risques, mais aussi sur d'autres sujets tels que les possibilités d'emploi au pays et les voies légales de migration. Le projet de l'OIM sur les migrants disparus a rapporté que les pertes le long de la Route Atlantique vers les îles Canaries se sont aggravées en 2021,¹ car les migrants ont de plus en plus transité par la Mauritanie dans le but d'atteindre l'Europe par l'Atlantique, et n'ont le plus souvent pas réussi à atteindre ou ont été expulsés d'Espagne dès leur arrivée. Par ailleurs, les migrants irréguliers qui ont poursuivi leur voyage malgré les restrictions liées à la COVID-19 ont eu recours à de nouveaux itinéraires plus éloignés pour éviter les mesures de sécurité aux frontières.² Dans ce contexte, il est essentiel de fournir des informations pratiques et réduisant les risques qui permettraient aux migrants en situation irrégulière de prendre la décision la plus sûre. Il a également été observé que les communautés ont souvent des préjugés fondés sur de fausses perceptions des migrants et des réfugiés, qui peuvent être traités par des campagnes d'information.³

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont sensibilisé les migrants et migrants potentiels à travers 420 événements (indicateur 3.11) au cours du premier semestre de 2021. La plupart de ces personnes ont été exposées à des messages sur les risques de la migration irrégulière (66%) et ont été atteintes soit par des campagnes en face à face (51%) soit par les médias de masse (49%). Ces deux moyens sont pertinents car de nouvelles études ont montré que, lorsqu'ils accèdent à des informations sur la migration, les migrants potentiels utilisent principalement des interactions en face à face et, dans une certaine mesure, les médias sociaux.⁴

Au S1 2021, l'initiative conjointe UE-OIM⁵ continue d'être le programme qui sensibilise le plus de migrants potentiels avec des messages sur les risques de migration irrégulière. Le programme vise à créer un environnement où les informations, principalement sur les risques de migration irrégulière, peuvent être plus facilement partagées et acceptées. Par exemple, l'implication des migrants de retour a apporté de l'authenticité au discours. En effet, des études ont montré que les migrants comptent principalement sur ceux qui ont une expérience ou une connaissance de la migration et leur font confiance lorsqu'ils prennent des décisions migratoires.⁶ Travailler avec des dirigeants de

¹ OIM, 'Migration irrégulière vers l'Europe – Afrique de l'Ouest – Atlantique Route', juillet 2021. Accessible [ici](#).

² DIIS, 'L'information sauve-t-elle la vie des migrants ?', 2021. Accessible [ici](#).

³ Université des Nations Unies, 'Réfugiés, racisme et xénophobie : qu'est-ce qui fonctionne pour réduire la discrimination ?', 20 juin 2019. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ BF-04, SN-06-01, CM-04, GM-02, ML-07-02, REG-08-01, REG-08-02, REG-08-03, REG-08-04, REG-08-05, MR-03, NE-07, NG-04, SN-06-04.

⁶ DIIS, 2021. Op. cit.

communautés est également signalé comme renforçant la confiance de l'audience et facilite la communication bidirectionnelle.

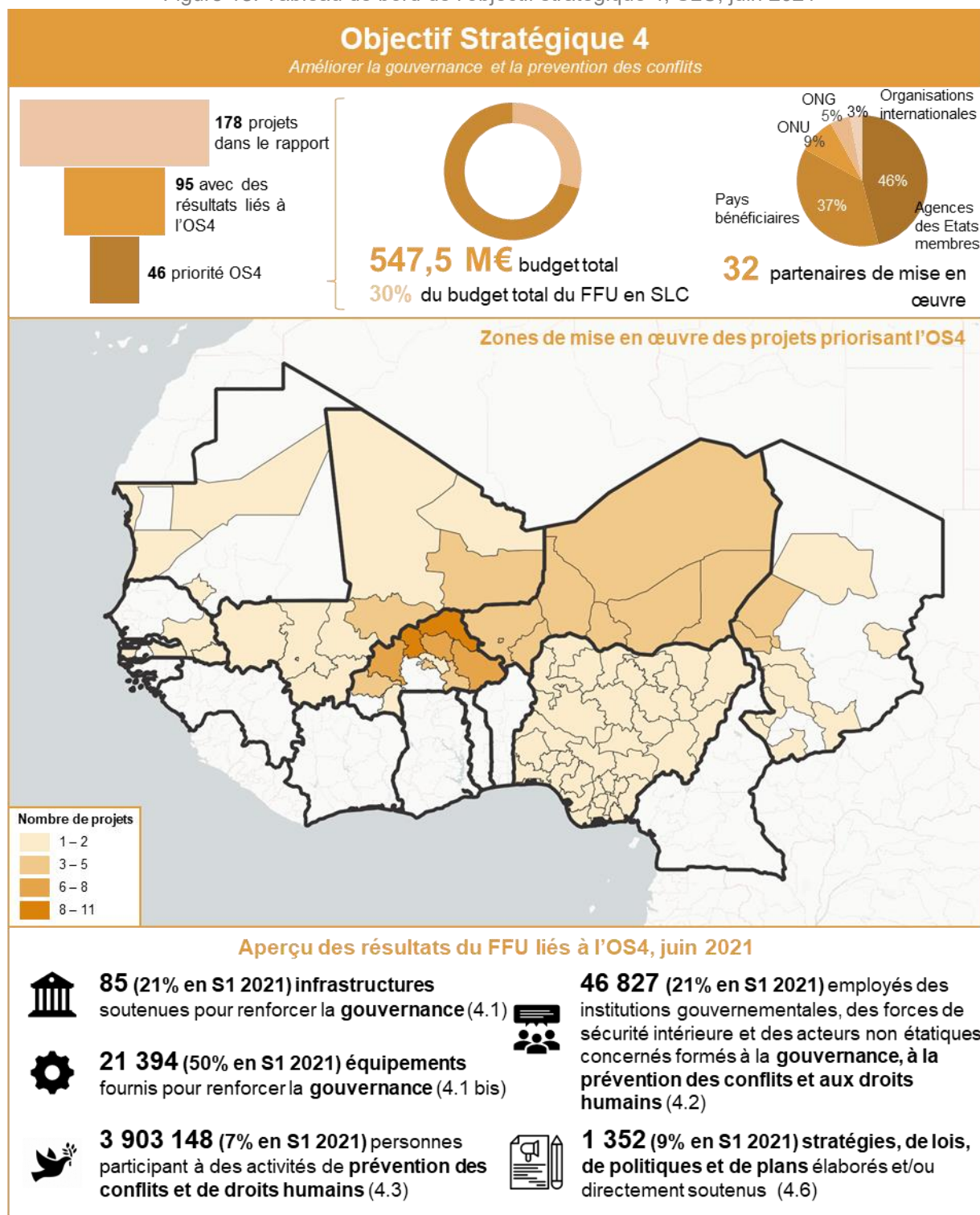
Alors que l'OIM sensibilise principalement les migrants potentiels pour les informer sur le danger des routes migratoires irrégulières, le programme Protection Afrique de l'Ouest sensibilise les communautés d'accueil et les migrants en transit. Au cours du premier semestre 2021, le programme a sensibilisé 30 562 personnes des communautés d'accueil à la cohésion sociale avec les migrants en transit, principalement au Niger (18 448) et en Gambie (4 883). Il a également sensibilisé 23 644 migrants en transit aux mesures de protection immédiate disponibles dans les centres, principalement au Niger (6 327) et au Mali (5 082).

Les opportunités de migration au sein de la région CEDEAO ont été promues par le projet Migration AECID (ML-07-01).¹ Au cours du S1 2021, le projet a formé 17 OSC à mener des activités de sensibilisation (indicateur 3.6) et 845 personnes ont participé à ces activités (indicateur 3.3). En outre, au cours du premier trimestre, le projet a élaboré et mis en œuvre deux plans de formation (indicateur 5.2) et a ensuite formé 251 membres du personnel à la libre circulation des personnes. La plupart des personnes formées étaient membres d'institutions civiles nationales (46%) ou locales (32%) (indicateur 3.7).

¹ Projet d'information et de sensibilisation sur les risques et dangers de la migration irrégulière et la promotion de la libre circulation dans l'espace CEDEAO.

4.2.5. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LA PRÉVENTION DES CONFLITS

Figure 13: Tableau de bord de l'objectif stratégique 4, SLC, juin 2021



La situation sécuritaire dans la région du Sahel et du bassin du lac Tchad est restée instable au premier semestre 2021. Le nombre de décès liés à la sécurité a continué d'augmenter au début de 2021 à mesure que les lignes de front se déplaçaient, mettant de nouvelles régions en danger de violence. Les armées internationales et nationales ont été contraintes d'adapter leurs stratégies de lutte contre les groupes armés non étatiques. Au S1 2021, 9 432 personnes dans la région sont mortes (près

de 50% de plus que les 6 380 signalées dans S2 2020) dans 3 617 incidents de sécurité (3 372 dans S2 2021).¹

La crise dans le Liptako-Gourma² est entrée dans sa dixième année en 2021. Plus de 20 000 civils sont morts dans le conflit depuis 2012³ et 1,9 millions de personnes sont actuellement déplacées dans la région.⁴ Face à une pression accrue dans le Liptako-Gourma, l'État islamique dans le Grand Sahara et le *Jama'at Nusrat Al Islam Wal Muslimin*, affilié à Al-Qaïda, ont déplacé leurs efforts vers des zones hors de portée immédiate des forces militaires, qui restent concentrées dans la zone des trois frontières.⁵ En outre, les abus signalés de la part des armées nationales et internationales et l'absence de victoires nettes remettent en question l'efficacité de la réponse militaire. En juin 2021, le président français, Emmanuel Macron, a annoncé la fin de l'opération Barkhane et la transformation de l'engagement Français dans la région. Bien que l'on ne sache pas encore comment le redéploiement se produira, la *Task Force* européenne Takuba devrait jouer un rôle plus important et soutenir la coordination des armées européennes déployées au Sahel.⁶

Dans le bassin du lac Tchad, la mort en mai du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, a créé une opportunité pour une reconfiguration des forces. Cela pourrait paralyser Boko Haram mais pourrait aussi permettre à son rival, l'État Islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) de consolider son pouvoir. Entre mai et août, plus de 2 000 anciens combattants de Boko Haram se seraient rendus aux autorités nigérianes, fuyant des territoires sous le contrôle de l'ISWAP. Depuis la mort de Shekau, l'ISWAP a étendu son territoire et a eu accès à des combattants et à des armes. Plus de 3 millions de personnes ont été déplacées dans la région du bassin du lac Tchad en juillet 2021 et 10,5 millions ont besoin d'aide humanitaire.⁷

Dans le même temps, les avancées signalées des groupes armés non étatiques dans les États côtiers comme le Bénin⁸ et la Côte d'Ivoire,⁹ et l'instabilité croissante dans la région centre-sud du Niger (région de Maradi),¹⁰ pourraient permettre aux groupes du bassin du lac Tchad et du Sahel de renforcer leurs liens, formant ainsi un front insurrectionnel s'étendant du Mali au Cameroun.

Le Fonds Fiduciaire a contracté 611,6 M€ pour 57 projets ayant l'OS4 comme priorité dans la région SLC (ce rapport inclus des projets OS4 à hauteur de 547,5 M€). Depuis décembre 2020, cinq nouveaux projets OS4 ont été contractés dans la région SLC, dont deux projets du secteur de la justice au Burkina Faso et deux projets de sécurité régionale. Le financement du Fonds Fiduciaire sur l'OS4 est principalement contracté au niveau régional (22%), au Burkina Faso (21%) et au Niger (21%). Alors que les projets au niveau régional se concentrent sur la coopération en matière de sécurité et le soutien au G5 Sahel, la majeure partie du budget du Fonds Fiduciaire au Burkina Faso et au Niger prend la forme d'un appui budgétaire aux gouvernements pour renforcer le secteur de la justice et la prestation de services.

Prévention des conflits et consolidation de la paix par le biais d'émissions de radio

Le conflit dans la région du Sahel et du lac Tchad s'est développé à travers l'exploitation par des groupes armés non étatiques de conflits communautaires et de sentiments de marginalisation. La nature prolongée du conflit et l'incapacité des armées à protéger les civils ont poussé ces derniers à prendre les armes pour se défendre et à s'organiser en milices et groupes

¹ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en septembre 2020. Accessible [ici](#).

² Le centre du conflit au Sahel s'articule autour de la zone entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, appelée Liptako-Gourma.

³ ACLED, Op. Cit.

⁴ OCHA, 'Burkina Faso, Mali, Niger – Aperçu humanitaire', juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁵ ACLED, 'Sahel 2021 : guerres communautaires, cessez-le-feu rompus et lignes de front changeantes', juin 2021. Accessible [ici](#).

⁶ France24, 'Macron annonce que la force militaire française au Sahel prendra fin début 2022', juin 2021. Accessible [ici](#).

⁷ OCHA, « Bassin du lac Tchad – Aperçu humanitaire », juillet 2021. Accessible [ici](#).

⁸ Clingendael, 'Northern Benin and risk of violent extremist spill over', juin 2021. Accessible [ici](#).

⁹ Le Monde, 'Côte d'Ivoire : à Abidjan, un camp militaire attaqué par des hommes armés non identifiés', avril 2021. Accessible [ici](#).

¹⁰ ICG, 'Sud-ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel', avril 2021. Accessible [ici](#).

d'autodéfense qui auraient provoqué une augmentation des pertes civiles et de la violence.¹ Au cours du premier semestre de 2021, 3 898 personnes ont été tuées dans les pays couverts par la fenêtre SLC du FFU lors d'interactions impliquant des milices communautaires et politiques et des groupes d'autodéfense.²

Pour rétablir la confiance entre les populations et entre les populations et l'État, les programmes financés par le FFU ont organisé des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix qui ont touché 265 651 personnes au cours du S1 2021 (indicateur 4.3), soit une augmentation de 7% par rapport aux chiffres atteints à la fin de décembre 2020. Dans l'ensemble, depuis le début des activités, 3 903 148 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits dans la région. Au cours du S1 2021, 85% des bénéficiaires (226 540 personnes) ont été touchés par des campagnes de sensibilisation, dont 155 638 personnes à travers la radio.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont aidé les radios à partager des messages de consolidation de la paix et à promouvoir des informations sensibles aux conflits dans les zones où les tensions sont élevées. La radio est la première source d'information pour les jeunes du Sahel et sept jeunes sur dix l'écoutent régulièrement.³ Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu la diffusion radiophonique de messages adaptés aux problèmes locaux et dans les langues locales. Dans S1 2021, la plupart des gens ont été touchés par le programme Shimodu (NE-10)⁴ qui a développé des spots radio émis par les radios communautaires pour promouvoir des changements d'attitude face aux conflits à Diffa, où les populations déplacées et les communautés d'accueil vivent ensemble. Le programme a touché 113 000 personnes (indicateur 4.3). Shimodu a également formé 40 journalistes de radio à la sensibilité aux conflits (indicateur 4.2) pour soutenir des changements durables dans la messagerie radio. De même, le programme PEV (BF-08)⁵ a touché 37 016 personnes grâce à des programmes radiophoniques dans les langues locales à Seno. Le message était centré sur la gestion pacifique des ressources. Les radios ont également été utilisées pour le partage généralisé d'informations par le programme PDU (REG-18)⁶ pour informer les populations sur les lois sur la transhumance et les règles de mobilité internationale.

La radio a également été un moyen puissant d'assurer la continuité des activités de consolidation de la paix pendant la COVID-19. En 2020, le programme RESILAC (REG-05)⁷ a adapté ses activités au Nigeria notamment en utilisant des spots radio pour atteindre les ménages avec des messages de consolidation de la paix. Le programme a atteint 5 566 personnes au S1 2021 et a déclaré avoir pu atteindre deux fois son objectif initial en utilisant le support (indicateur 4.3). **Enfin, la radio a été utilisée par les programmes financés par le Fonds Fiduciaire comme un espace d'expression pour les jeunes, dans un contexte où la marginalisation des jeunes peut conduire à la radicalisation.** Le programme radio Jeunesse Sahel (REG-25)⁸ est en train de créer une radio guidée par les jeunes. Dans S1 2021, 46 jeunes ont animé des émissions sur cette nouvelle radio (indicateur 4.3).

Créer et soutenir des unités pour lutter contre les groupes armés non étatiques, la traite des êtres humains et le trafic de migrants

Dans la région du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad, les armées sont sous-équipées et mal préparées pour faire face aux groupes armés non étatiques. Au cours du S1 2021, 1 730

¹ ACLED, 'Sahel 2021 : guerres communautaires, cessez-le-feu rompus et lignes de front changeantes', juin 2021. Accessible [ici](#).

² ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en septembre 2020. Accessible [ici](#).

³ OIF, Institut Kantar, 'Analyse de la consommation média des jeunes dans la région Sahel', 2020.

⁴ Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger.

⁵ Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste.

⁶ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁷ Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad.

⁸ Radio Jeunesse Sahel – Appui européen à la phase de démarrage de la radio.

membres des forces de sécurité ont été formés dans le cadre de programmes financés par le Fonds Fiduciaire (96% étaient des forces de sécurité nationales et le reste local, indicateur 4.2). En outre, 10 026 pièces d'équipement ont été fournies aux forces de sécurité (94% de tout l'équipement de gouvernance fourni, indicateur 4.1 bis). **Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont également soutenu la création, la formation et l'équipement d'unités intégrées dans les systèmes nationaux** afin d'améliorer le déploiement et les capacités de combat des armées nationales. Les équipes soutenues comprennent les équipes communes d'enquête (ECI, NE-05¹ et ECI CT, NE-15²), les partenariats opérationnels communs (POC Sénégal, SN-10,³ et un programme en cours de création, POC Mali, ML-13⁴) et les unités GAR-SI (REG-04).⁵

Les unités ont été formées pour appuyer les efforts de lutte contre le terrorisme et de maintien de l'ordre. Les programmes GAR-SI ont formé 448 forces de sécurité au S1 2021, au Burkina Faso et au Mali (indicateur 4.2), et équipé des unités au Niger et au Sénégal de 10 003 équipements (indicateur 4.1 bis). Alors que la réduction induite par le COVID-19 dans le transport maritime international a considérablement retardé les livraisons d'équipements, toutes les unités GAR-SI dans les cinq pays du G5 Sahel⁶ et au Sénégal sont opérationnelles et déployées avant la fin du programme (entre juillet et octobre 2021 selon les pays). Les unités GAR-SI sont déployées dans des zones reculées où elles servent d'unités de police et sont appelées à soutenir l'armée en cas d'attaque. L'équipe d'enquête conjointe antiterroriste au Niger (ECI CT, NE-15) a été créée en S1 2021 et 25 personnes ont été formées et incluses dans l'équipe pour soutenir les activités antiterroristes du Niger.

¹ Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants.

² Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme.

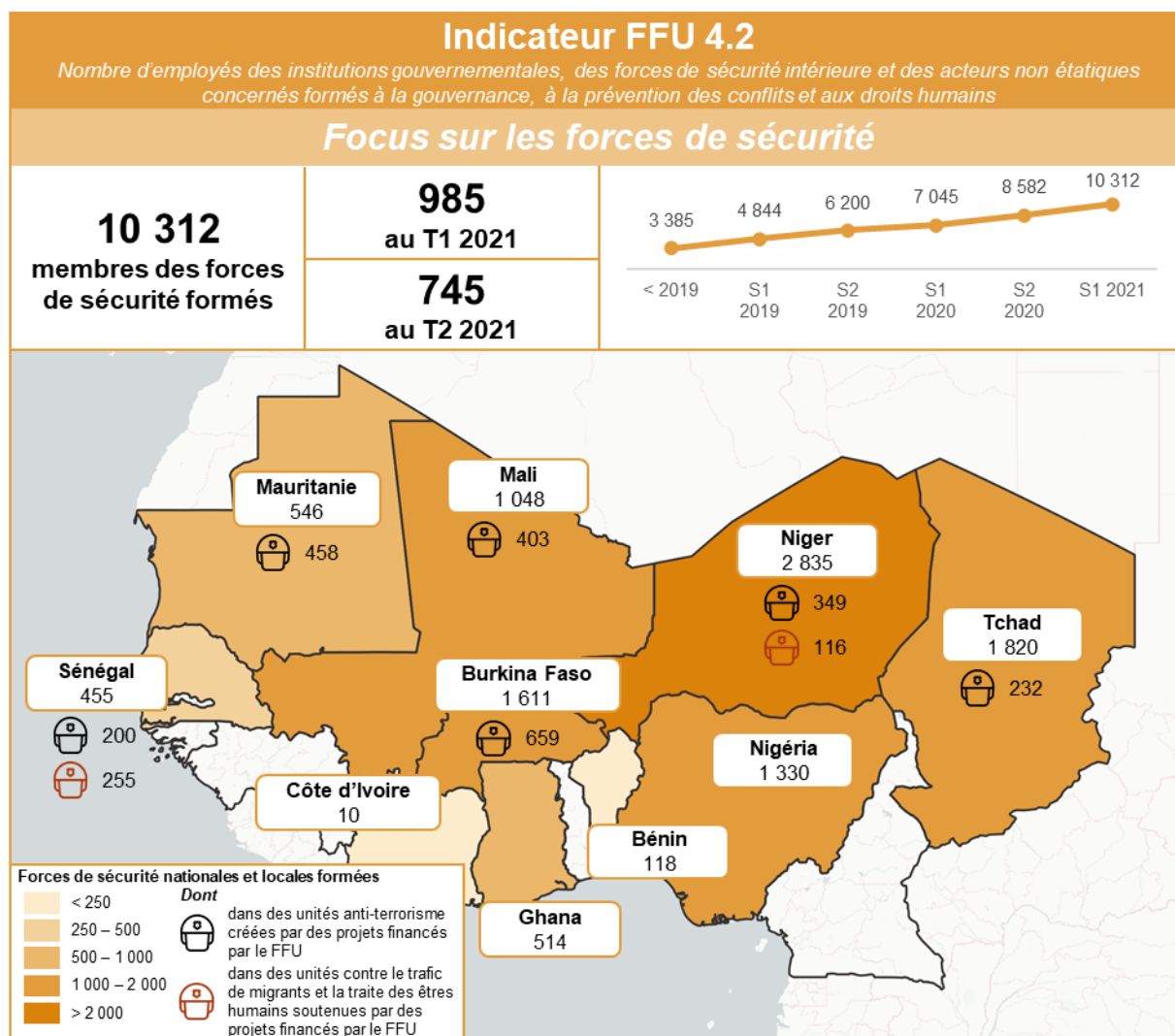
³ Partenariat Opérationnel Conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal.

⁴ Partenariat Opérationnel Conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains en République du Mali.

⁵ Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel.

⁶ Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger.

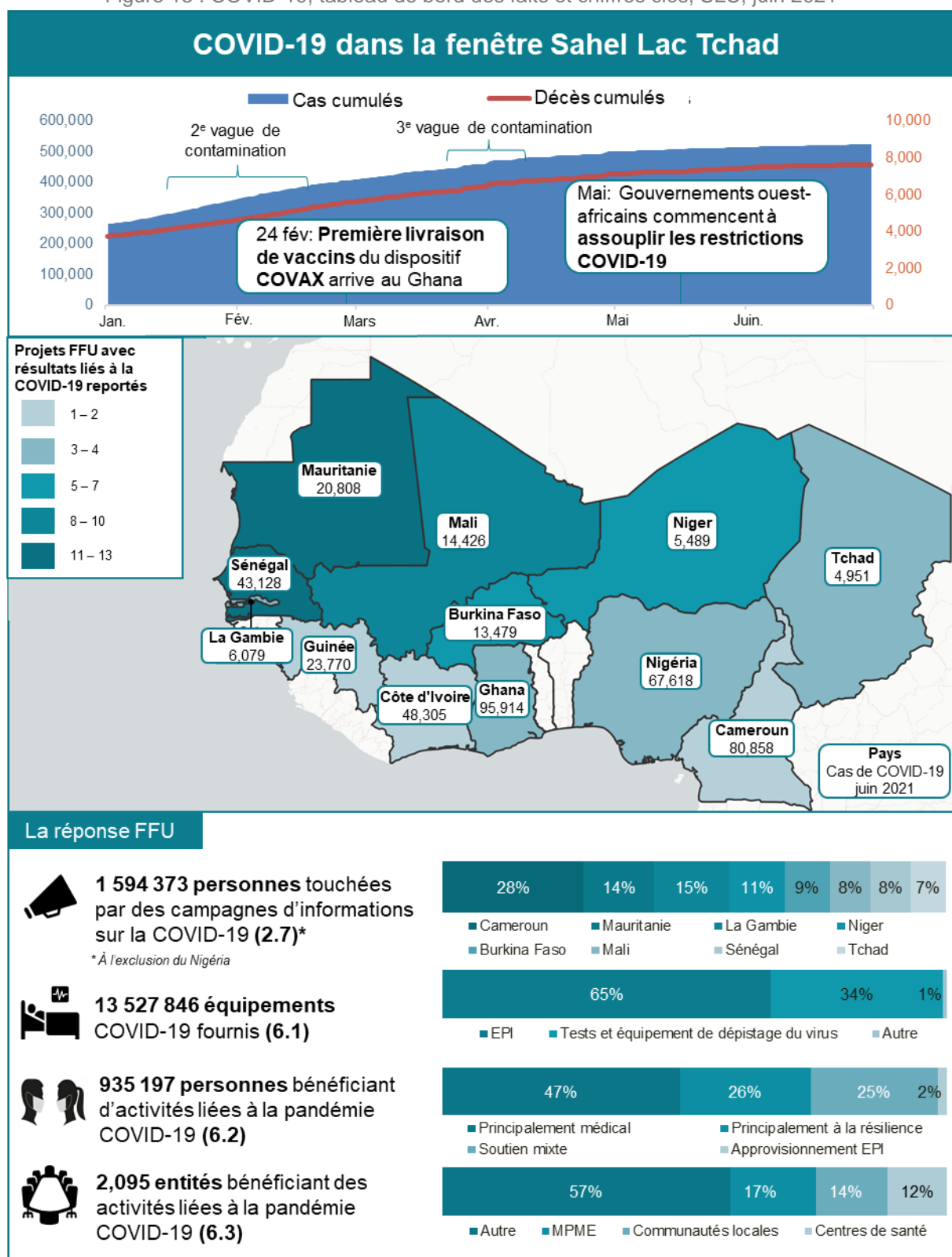
Graphique 14 : Indicateur 4.2 du FFU, forces de sécurité, SLC, juin 2021



Des unités ont également été créées pour aider la police nationale à lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de migrants et la migration irrégulière. L'ECI a été créée en 2017 au Niger pour lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants. Au S1 2021, l'ECI a arrêté 101 acteurs de réseaux de contrebande et de traite et identifié 48 réseaux internationaux et nationaux. L'unité a été dotée de 23 équipements (indicateur 4.1 bis), y compris une base de données biométriques, lui permettant d'enregistrer, de partager et d'analyser des données sur les suspects et les réseaux. **Deux programmes ont également travaillé au renforcement des unités déjà existantes actives dans la lutte contre la migration irrégulière et le trafic de migrants.** Dans S1 2021, le programme POC Sénégal a lancé des activités, formant 144 membres des forces de sécurité pour soutenir les efforts de lutte contre la migration irrégulière du Sénégal (indicateur 4.2). Le programme vise à renforcer la Division Nationale de Lutte contre le Trafic de Migrants (DNLT). Un programme POC au Mali, soutenant la Brigade pour la répression du trafic illégitime de migrants et de la traite des personnes, a été contracté en avril 2021 et est mis en œuvre par CIVIPOL.

4.2.6. COVID-19 DANS LA RÉPONSE DU SLC ET DU FONDS FIDUCIAIRE

Figure 15 : COVID-19, tableau de bord des faits et chiffres clés, SLC, juin 2021¹



En 2021, l'Afrique de l'Ouest avait enregistré près de 525 000 cas de COVID-19 et 7 600 décès.² Les pays de SLC ont généralement été rapides et proactifs dans l'adoption de mesures de prévention de la COVID-19 et la mise en œuvre d'une réponse, mais les taux d'infection au cours de la deuxième

vague de la pandémie (fin 2020 à début 2021) étaient environ 40% plus élevés que ceux de la vague précédente. La livraison des vaccins dans la région a commencé en mars 2021 par l'intermédiaire de l'installation³ COVID-19 Vaccines Global Access (COVAX), mais le déploiement a été lent et moins de 5% de la population des pays SLC avait reçu au moins une dose en juin 2021. Après le ralentissement de la deuxième vague au début du S1, la plupart des gouvernements de la région ont assoupli les mesures liées à la COVID-19, bien que les rassemblements et l'activité commerciale soient encore limités dans certains pays (Nigéria et Mali).^{4,5}

Même si les économies ouest-africaines devraient se remettre du choc économique de la pandémie, la COVID-19 a eu un impact négatif sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans la SLC. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont connu un ralentissement de la croissance économique et des déficits budgétaires en raison de la pandémie. Alors que les économies de la région ont des perspectives positives de croissance économique, les mesures de confinement et la fermeture des frontières ont dévasté les moyens de subsistance. La pauvreté, la volatilité des marchés des produits de base, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la mobilité pastorale réduite en raison de la pandémie ont exacerbé l'insécurité alimentaire.^{6,7} En outre, un tiers des migrants interrogés qui ont migré après avril 2020 ont indiqué que la crise de la COVID-19 était dans une certaine mesure un facteur dans leur décision de partir, principalement pour des raisons économiques.⁸

Ce semestre n'a pas vu de hausse notable des budgets du Fonds Fiduciaire alloués à la COVID-19 dans la région SLC, la programmation COVID-19 totalisant toujours 99,8M d'euros. *One UN Response Plan* (NG-09) dispose du budget COVID-19 le plus important, soit 49,5 M€ (entièrement consacré à la COVID-19), suivi du PUS BF (BF-09) avec 28,3 M€.⁹ Trois projets, PDU PMM (REG-18-10), PDU RECOSOC (REG-18-08) et PEV PASRAP (BF-08-04), ont rapporté des résultats COVID-19 pour la première fois ce semestre. Dans les pays SLC ce semestre, 188 910 personnes ont bénéficié d'activités d'intervention d'urgence COVID-19 telles que des traitements ou des équipements médicaux (indicateur 6.2). En outre, 974 MPME, centres de santé et de formation et institutions gouvernementales ont bénéficié d'un renforcement des capacités ou d'un soutien médical (indicateur 6.3).

Baisse de l'activité liée à la COVID-19, sauf des activités de sensibilisation

Alors que les cas mensuels de COVID-19 ont augmenté de 31% en janvier de cette année, le taux d'augmentation des cas a ralenti pour atteindre une augmentation de 3% en mai et une augmentation de 2% en juin.¹⁰ Les gouvernements de la SLC ont commencé à annuler les restrictions sur les voyages, les activités commerciales et les rassemblements. Avec le pire de la pandémie passé pour les pays de la SLC, la programmation liée à la COVID-19 a généralement diminué ce semestre par rapport à 2020. Par exemple, le nombre total de fournitures COVID-19 fournies par les programmes financés par le Fonds Fiduciaire a diminué de 65% (indicateur 6.1), et le nombre total de bénéficiaires de l'aide COVID-19 a diminué de 8% entre le S2 2020 et ce semestre. En particulier, les programmes COVID-19 liés au traitement, au dépistage et à l'intervention d'urgence ont diminué. Notamment, 98% des personnes ayant participé au programme S1 2021 (indicateur 6.2) ont reçu un soutien qui n'était pas principalement de l'équipement médical ou de protection individuelle (EPI), comme des activités

¹ Le Nigéria a été exclu du tableau de bord (Figure 15) parce qu'elle représente un nombre disproportionné de personnes atteintes par les campagnes sur la COVID-19 (indicateur 2.7). Au Nigéria le nombre de personnes atteintes par les campagnes sur la COVID-19 est de 205,3 millions, ce qui porte le total de tous les programmes à 206,8M personnes.

² OMS, 'WHO Coronavirus Dashboard', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

³ Banque Mondiale, 'Amid Recession, Sub-Saharan Africa Poised for Recovery', mars 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Erika Fry, Nicolas Rapp, '23.4% of the world has received a COVID vaccine', Fortune, juin 2021. Accessible [ici](#).

⁵ OCDE, 'Coronavirus Policy Tracker', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Banque Mondiale 'Africa Regional Overview', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁷ UNOCHA, 'Humanitarian needs and requirements overview: Sahel crisis', Relief Web, avril 2021. Accessible [ici](#).

⁸ Aurelia Donnard, Roberto Forin, 'Migration in the Sahel', Mixed Migration', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁹ EU Support to the United Nations 'One UN Response Plan to COVID-19 in Nigéria'; Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso.

¹⁰ OMS, 'WHO Coronavirus Dashboard', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

de prévention ou d'atténuation socio-économique. En revanche, seulement 4% des personnes aidées dans S2 2020 ont reçu un soutien qui n'était pas de l'EPI ou des traitements et équipements médicaux.

One UN Response Plan (NG-09),¹ le seul programme entièrement axé sur la COVID-19, a continué à soutenir médicalement au Nigéria. En effet, 96% des fournitures fournies ce semestre dans la région avec des fonds du Fonds Fiduciaire (indicateur 6.1) provenaient du plan de réponse One UN. Le programme a également continué à soutenir les systèmes de santé dans la réponse à la COVID-19, y compris 89 laboratoires et 115 établissements de santé au S1 2021 (indicateur 6.3). En outre, trois des IP du programme (OMS, ONUSIDA et FNUAP) ont mené des recherches épidémiologiques et qualitatives sur les tendances de la COVID-19 et leur impact social et économique (indicateur 4.6) afin d'éclairer les futures réponses politiques. Au-delà du soutien médical, *One UN Response Plan* a également poursuivi des campagnes de sensibilisation à grande échelle ce semestre.

La sensibilisation à la COVID-19 s'est poursuivie, atteignant 93,7 millions de personnes dans le S1 2021 (indicateur 2.7). Presque toutes les personnes sensibilisées au S1 ont été rejointes par le biais de campagnes médiatiques par *One UN Response Plan*, et les campagnes d'autres programmes ont touché 24 072 autres personnes. La plupart des campagnes visaient à promouvoir des pratiques sûres et à endiguer la propagation du virus par le biais de messages de santé publique. Au cours du S1 2021 au Nigéria, *One UN Response Plan* a sensibilisé près de 83,9 millions de personnes vulnérables à la Covid-19 et aux pratiques familiales, et 9,8 millions ont été touchés par une campagne de sensibilisation menée par la communauté. PEV au Burkina Faso a également utilisé une campagne médiatique pour sensibiliser 1 800 personnes à la COVID-19.

Certaines campagnes ont intégré la sensibilisation à la COVID-19 dans leurs activités programmées. Le programme *Make it in The Gambia* (MIITG, GM-03) gère la campagne *Tekki Fii*, une initiative multipartite visant à promouvoir les perspectives économiques des jeunes en Gambie.² Ce semestre, ils ont inclus des messages sur la COVID-19 qui ont touché 5 000 jeunes. Au Niger, le programme PDU (REG-18) a inclus des messages COVID-19 dans une campagne en face à face sur la malnutrition infantile, qui a touché 1 606 personnes (90% de femmes).³ MCN (NG-03) au Nigéria a intégré les messages COVID-19 dans ses campagnes de sensibilisation et de résilience qui couvrent les droits fondamentaux et ont touché 6 754 personnes.⁴ D'autres programmes ont utilisé des campagnes pour maintenir leur programmation de manière sécurisée pour la COVID. Par exemple, Pôles Ruraux (NE-03) au Niger a sensibilisé près de 8 492 personnes travaillant à la réhabilitation des terres (28% de femmes) à la distanciation sociale pour assurer la sécurité des sites.⁵

Vers la remise en état après la Covid-19

Étant donné que le besoin d'assistance médicale d'urgence diminuait au S1 2021, **la réponse à la COVID-19 s'est de plus en plus concentrée sur le soutien aux entités et aux individus pour gérer les risques pour la santé et se remettre économiquement de la pandémie.** Bien que les programmes liés à la COVID-19 aient généralement diminué ce semestre, le nombre d'entités bénéficiant d'activités d'intervention à la COVID-19 est une exception et a légèrement augmenté (4%, indicateur 6.3). Notamment, les IP ont travaillé pour renforcer la capacité du gouvernement à gérer la réponse à la COVID-19 et le rétablissement et ont également soutenu les PME.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire au Ghana et au Nigéria se sont concentrés sur la réponse des gouvernements locaux à la COVID-19 et ses effets secondaires. Au Nigéria, *One UN Response Plan* a aidé 11 gouvernements locaux et étatiques à élaborer des plans d'urgence, d'intervention et de relèvement. Au Ghana, le programme GrEEen (GH-02) a fourni un financement à dix assemblées métropolitaines, municipales et de district pour leurs plans de réponse à la COVID-19

¹ EU Support to the United Nations 'One UN Response Plan to COVID-19 in Nigeria'.

² *Building a future - Make it in The Gambia*.

³ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁴ *Enhancing state and community level conflict management capability in North Eastern Nigeria*.

⁵ Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez.

(indicateur 6.3). Ces plans comprenaient des interventions visant à toucher environ 182 763 personnes (indicateur 6.2).¹

Au S1 2021, 28% des entités soutenues en ce qui concerne la COVID-19 étaient des MSME, contre 6% au S2 2020 (indicateur 6.3). Les mesures de confinement et de distanciation sociale ont dévasté les MPME, d'autant plus que les gouvernements de la région sont financièrement incapables d'atténuer leurs pertes avec des dépenses sociales.² En Gambie, YEP a aidé 271 entreprises à atténuer les risques liés à la COVID-19 et à gérer les ressources humaines et les finances malgré la réduction des revenus (indicateur 6.3). PASPED (SN-09) a également soutenu les MSP dans le cadre de leur réponse à la COVID-19, en fournissant une aide financière à 67 entreprises (indicateur 1.2). En outre, un projet a été signé en juin 2021, PSRE Côte d'Ivoire (CI-03),³ qui soutient un fonds gouvernemental qui aide les MPME à se remettre des chocs liés à la COVID-19.⁴

Ce semestre, la majorité du soutien aux personnes vulnérables était économique (71%), et les 29% restants concernaient un soutien médical (indicateur 6.2). En Afrique de l'Ouest, 76% des emplois sont qualifiés de « vulnérables » par l'OIT, et la pandémie a particulièrement affecté les moyens de subsistance des travailleurs informels et des agriculteurs de subsistance.⁵ En plus de bouleverser les moyens de subsistance, la pandémie a aggravé l'insécurité alimentaire dans la SLC en perturbant les chaînes d'approvisionnement et les pratiques pastorales, et les prix des denrées alimentaires ont généralement augmenté en raison des conséquences économiques de la COVID-19.⁶ Pour améliorer la résilience face à la pandémie, *One UN Response Plan* a fourni des transferts monétaires à 25 101 ménages (indicateur 2.9). YEP a soutenu la création d'emplois à court terme et a aidé les entrepreneurs à s'adapter à la COVID-19, ce qui a profité à 1 424 personnes vulnérables (indicateur 6.2). MIITG a également fourni un soutien économique à 114 personnes dans le cadre de leur intervention d'urgence COVID-19.

¹ *Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana*.

² CEDEAO, 'Covid-19 Pandemic: Impact of restriction measures in West Africa', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

³ Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

⁴ Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire. Ce programme n'a pas encore déclaré de résultats.

⁵ CEDEAO, 'Covid-19 Pandemic: Impact of restriction measures in West Africa', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

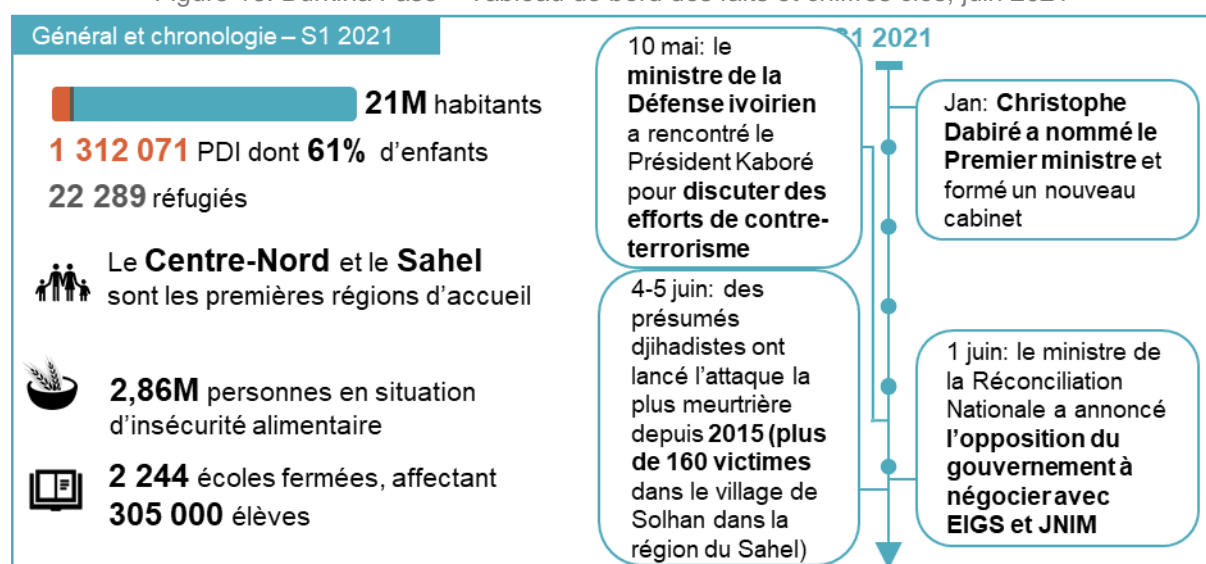
⁶ FAO, 'Rapport régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2021', Consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

5. ANALYSE PAR PAYS

5.1. BURKINA FASO

5.1.1. BURKINA FASO EN S1 2021

Figure 16: Burkina Faso – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Au premier semestre 2021, les violences djihadistes et intercommunautaires ont persisté à un rythme relativement plus faible au Burkina Faso, en particulier dans les régions du Nord, du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est. Au S1 2021, 936 décès liés au conflit ont été enregistrés dans le pays, contre 1 691 au cours de la même période en 2020.¹ Cette diminution peut être attribuée aux activités de lutte contre le terrorisme menées par les troupes du G5 Sahel et françaises, qui ont contribué à affaiblir le groupe djihadiste État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).² En outre, depuis mars 2020, les autorités burkinabè auraient tenu une série de réunions avec des officiers de la *Jama'at Nusrat Al Islam Wal Muslimin*, affiliée à Al-Qaïda, qui auraient pu aider à mettre en place un cessez-le-feu.³ Depuis mars 2021, cependant, la violence a repris dans plusieurs régions, ce qui pourrait avoir été en partie déclenché par des actions des forces de sécurité nationales et des volontaires civils combattant à leurs côtés.⁴ Début juin, des militants djihadistes présumés ont attaqué le village de Solhan dans la région du Sahel, tuant plus de 160 civils et déplaçant plus de 7 000 personnes. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière à se produire au Burkina Faso depuis 2015.⁵

En raison de la persistance de la violence, le Burkina Faso est resté le pays avec la croissance la plus rapide au monde de déplacement de sa population, avec 1 312 071 personnes déplacées à l'intérieur du pays en juin 2021,⁶ contre 81 964 début janvier 2019.⁷ Au cours du premier semestre 2021, 237 078 personnes supplémentaires ont été déplacées à l'intérieur du Burkina Faso.^{8,9} Les déplacements forcés ont accru la pression sur les ressources déjà limitées dans les zones rurales,

¹ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

² ACLED, 'Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines', 2021. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ ICG, *Crisis Watch Data*, consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁶ OCHA, 'Burkina Faso – Humanitarian Snapshot', 26/07/21. Accessible [ici](#).

⁷ OCHA, 'Burkina Faso – Tableau de bord humanitaire', 31/12/19. Accessible [ici](#).

⁸ OCHA, 'Burkina Faso – Aperçu de la situation humanitaire', 31/12/21. Accessible [ici](#).

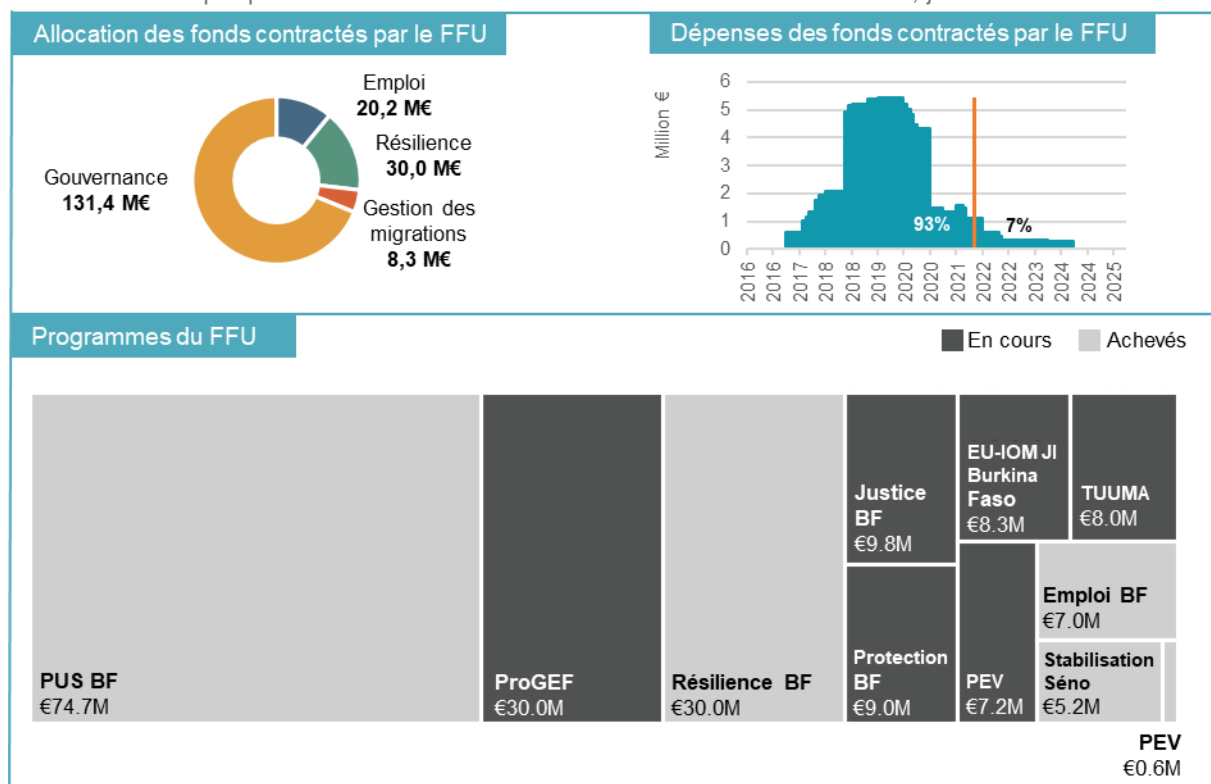
⁹ OCHA, 'Burkina Faso – Humanitarian Snapshot', 26/07/21. Op. Cit.

rendant les communautés d'accueil plus vulnérables. Les personnes non déplacées représentaient 72% de la population ayant besoin d'aide au Burkina Faso.¹

3,5 millions de personnes au Burkina Faso avaient besoin d'une aide humanitaire dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Est en juin 2021.² Le besoin humanitaire le plus urgent au Burkina Faso était la sécurité alimentaire, alors que 2,9 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire en juin 2021. L'insécurité persistante, les effets extrêmes du changement climatique (tels que les sécheresses et les inondations), combinés aux déplacements forcés et à la crise du COVID-19, ont eu un impact négatif sur la production³ agro-pastorale dans les six régions mentionnées ci-dessus. Il était attendu que le début de la période de soudure aggrave cette situation au Burkina Faso. Les deux autres principaux besoins humanitaires comprenaient l'assistance en eau, assainissement et hygiène et l'aide à la santé (2,5 millions de personnes chacun).⁴

5.1.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU BURKINA FASO

Graphique 17: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Burkina Faso, juin 2021^{5,6}



Le Fonds Fiduciaire a consenti 189,8 M€ au Burkina Faso, en se concentrant principalement sur les programmes liés à la gouvernance, à la sécurité et à la prévention des conflits (OS4), qui représentent 69% de ce financement dans le pays (131,4 M€). Pendant que le soutien aux forces de sécurité pour renforcer la gestion des frontières (ProGEF, BF-03)⁷ a commencé dès le début (30 M€), un appui budgétaire important (74,7 M€) a été fourni au gouvernement du Burkina Faso depuis la

¹ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires au Burkina Faso', mars 2021. Accessible [ici](#).

² OCHA, 'Burkina Faso – Humanitarian Snapshot', 26/07/21. Op. Cit.

³ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires au Burkina Faso', mars 2021. Op. Cit.

⁴ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires au Burkina Faso', mars 2021. Op. Cit.

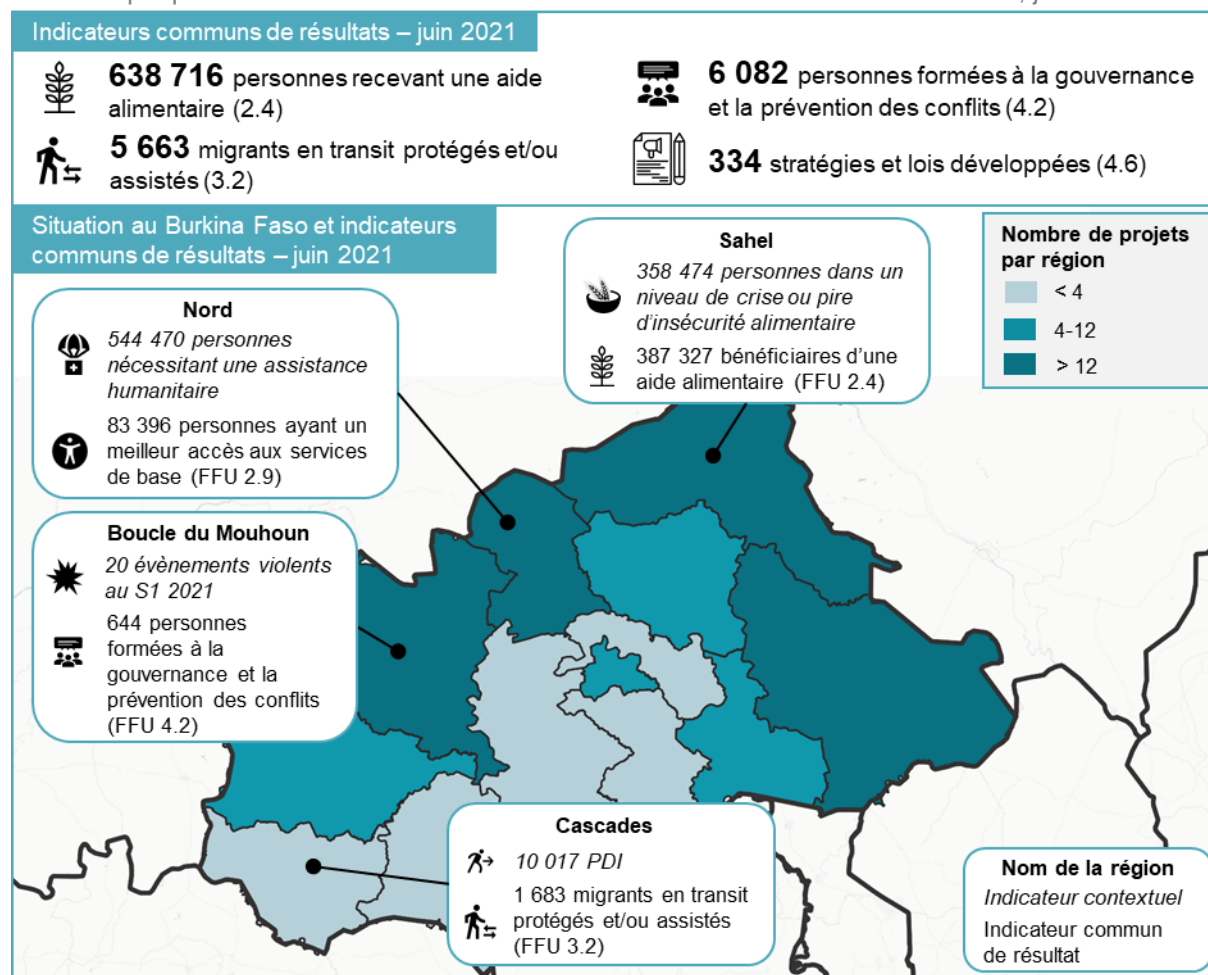
⁵ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

⁶ Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

⁷ Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières au Burkina Faso.

mi-2018 pour renforcer sa présence dans les zones reculées et touchées par les conflits (PUS-BF, BF-09).¹ Ces efforts visent à instaurer la paix, la stabilité et la sécurité, et à réduire la vulnérabilité des populations locales, en particulier dans les zones rurales et touchées par les conflits. Les déplacements de personnes déplacées ont également accru la vulnérabilité des communautés locales, car la présence de personnes déplacées exerce une pression supplémentaire sur des ressources et des services locaux déjà rares. À la lumière de cela, 16% du budget du Fonds Fiduciaire dans le pays a été consacré à des activités de renforcement de la résilience (OS2), dans le cadre du projet *Résilience Burkina Faso* (BF-01),² qui s'est maintenant achevé et qui visait à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, à améliorer les moyens de subsistance des communautés locales et à favoriser la cohésion sociale. En outre, 11% du budget du Fonds Fiduciaire a été alloué à la création de possibilités d'emploi (OS1) afin de renforcer la résilience des communautés grâce à une approche fondée sur les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD), principalement dans les zones touchées par le conflit. Enfin, 4% visait à améliorer la gestion des migrations (OS3 – EU-OIM JI Burkina Faso, BF-04).³ Dans l'ensemble, cinq programmes – 43% du financement du Fonds Fiduciaire dans le pays – sont achevés et 93% du budget contracté dans le pays a été dépensé.

Graphique 18: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Burkina Faso, juin 2021



¹ Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso.

² Programme « LRRD » de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso.

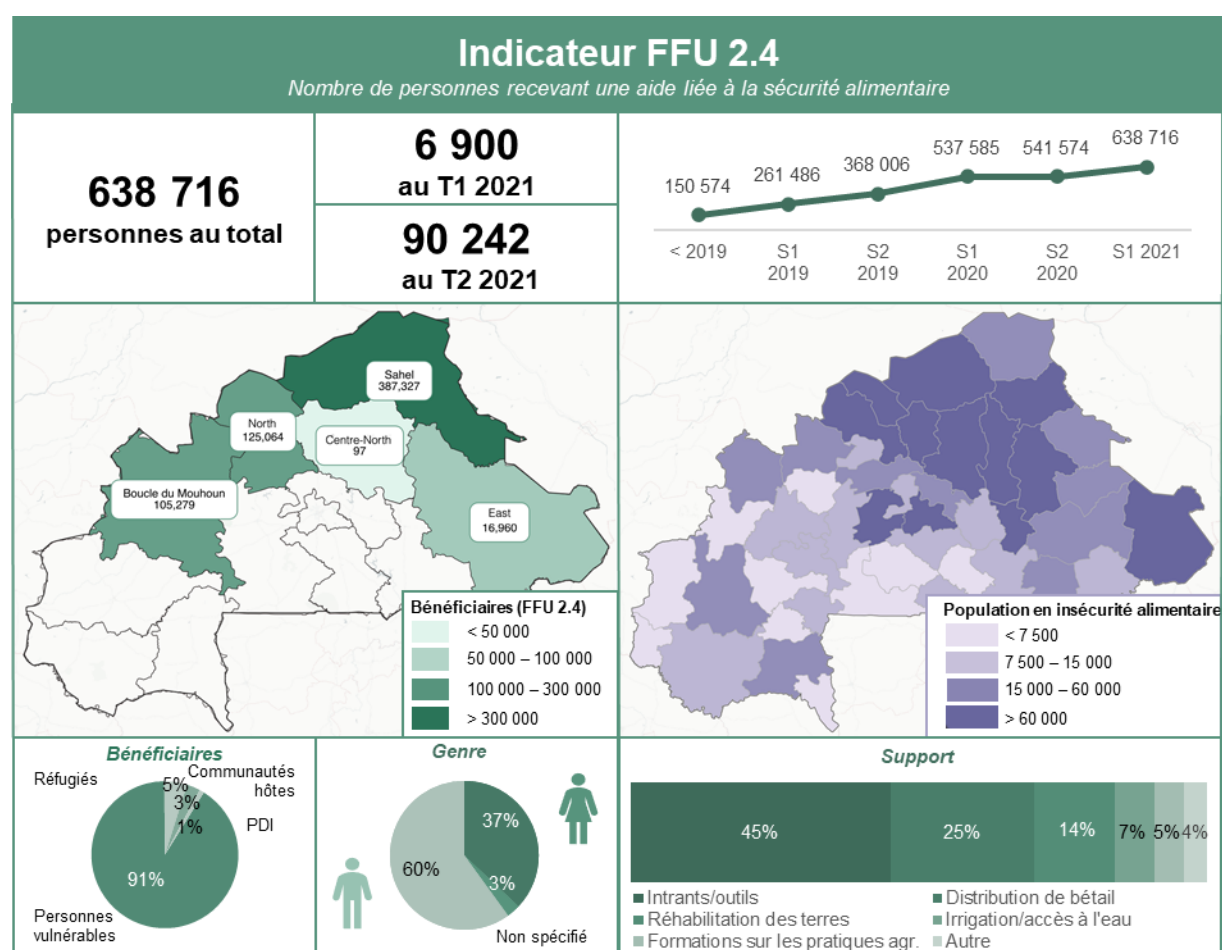
³ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso.

Renforcer l'assistance liée à la sécurité alimentaire dans les zones reculées et touchées par les conflits

Selon les données du Cadre Harmonisé, 2,1 millions de personnes expérimentaient des niveaux de crise ou pire d'insécurité alimentaire entre janvier et mai 2021.¹ En mai 2021, le PAM a souligné que les régions du Nord et du Sahel du Burkina Faso étaient les premières zones d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre.²

Au cours du S1 2021, 97 142 personnes ont bénéficié d'une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) dans le pays. La plupart des bénéficiaires (73%) se trouvaient dans la région du Nord et 27% dans la région du Sahel. Ces résultats représentent une baisse par rapport aux 169 579 bénéficiaires du S1 2020, les deux programmes Résilience BF et Stabilisation Séno ayant pris fin début 2020. Par conséquent, 91% des résultats sont dus au programme PDU (REG-18),³ qui enregistre les résultats du deuxième semestre sous cet indicateur. La plupart des activités du PDU ont commencé vers décembre 2019 ou janvier 2020.

Graphique 19 : Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire, au Burkina Faso, juin 2021



Selon les projections du Cadre Harmonisé, 8 millions de personnes supplémentaires devraient être confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire au Burkina Faso pendant la période de soudure (juin-août), pour atteindre 2,9 millions de personnes.⁴ **Les programmes financés par le**

¹ Cadre Harmonisé et *Integrated Food Security Classification*, Données sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

² PAM, 'Faits saillants de la sécurité alimentaire – Afrique de l'Ouest', mai 2021. Accessible [ici](#).









³ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁴ PAM, 'Faits saillants de la sécurité alimentaire – Afrique de l'Ouest', mai 2021. Op. Cit.

Fonds Fiduciaire ont déployé des efforts importants pour renforcer la résilience des communautés au cours de cette période de soudure. Par conséquent, 93% des résultats contribuant à l'indicateur 2.4 du S1 2021 ont été enregistrés au T2 2021. La période de soudure est la période entre la plantation et la récolte, qui se traduit par une faible production alimentaire conduisant directement à l'insécurité alimentaire. Au premier semestre 2021, le projet PDU PMM (REG-18-10)¹ a soutenu 30 569 personnes en mettant en place dix unités de stockage de conservation des aliments dans les régions du Nord et du Sahel. Les unités de stockage de conservation des aliments visent à améliorer la sécurité alimentaire et à réguler les déséquilibres dans la production alimentaire en favorisant le transfert de produits alimentaires soit d'une zone à une autre, soit d'une saison d'abondance à une saison de pénurie.²

Le nombre croissant de personnes en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, aggravé par des restrictions de mouvement dues à des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19, a entraîné une augmentation générale du prix des céréales au S1 2021 par rapport à la même période en 2020 et à la moyenne quinquennale.³ **À cet égard, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont fourni aux personnes menacées d'insécurité alimentaire un soutien à l'achat de nourriture : ils ont distribué des coupons alimentaires à 26 796 personnes et des aliments pour le bétail à 15 120 personnes.** Tous les coupons ont été distribués aux femmes par PDU PMM avant la période de soudure. L'approche se concentre sur les femmes pour permettre une meilleure gestion du système et un impact positif direct sur la nutrition du ménage. Les coupons donnent accès à une variété de produits, préalablement identifiés grâce à des études menées localement, et prévoient la fourniture de farine enrichie pour répondre aux besoins nutritionnels des nourrissons. La plupart des bénéficiaires de ces coupons étaient des personnes vulnérables (76%) et des personnes déplacées (13%).

Analyse des résultats 1 : projet Résilience OXFAM (BF-01-02)

Résilience OXFAM		De juin 2017 à mars 2020	Principaux groupes	
	<i>Projet de renforcement de la résilience des communautés vulnérables du Sahel et du Nord</i>			Ménages vulnérables
	IP : OXFAM			Femmes
	Budget : 8,0 M€			Enfants de moins de cinq ans
<p>L'évaluation à mi-parcours du projet Résilience OXFAM suggère que des améliorations concrètes dans les pratiques de santé reproductive et l'accès à la nourriture ont été observées parmi les bénéficiaires du programme. Les constatations notables incluent :</p> <p>Amélioration de l'accès aux services et aux pratiques en matière de santé sexuelle et reproductive : Une enquête menée en mars 2019 a montré que le pourcentage de femmes enceintes et allaitantes adoptant de bonnes pratiques en matière de santé reproductive augmentait. L'enquête a révélé que 72% des répondantes ont bénéficié de quatre consultations prénatales (contre 30,08% au départ), 70,91% ont eu recours à l'accouchement assisté (contre 62,13% au départ) et 44,24% ont bénéficié de consultations postnatales (contre 31,12% au départ).</p> <p><i>Bonnes pratiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Approche multidimensionnelle pour favoriser une fourniture efficace et durable de services de santé – d'une part, le programme s'est concentré sur la réhabilitation des 				

¹ Améliorons nos vies ! Rétablir les espaces socio-économiques ruraux sécurisés et contrecarrer les menaces des changements environnementaux et des conflits socioculturels.

² SOS Faim, 'Les greniers de sécurité alimentaire au Burkina Faso – un impact confirmé', 2016. Accessible [ici](#).

³ Fews Net, 'Burkina Faso Bulletin Price', juillet 2021. Accessible [ici](#).

structures de santé (15 centres de santé ont été réhabilités) et leur fourniture en équipements (38 centres de santé ont été renforcés avec des installations de communication et 15 ambulances pour les évacuations sanitaires ont été fournies pour faciliter les évacuations sanitaires, ainsi que des systèmes de gestion des évacuations). Le programme s'est également engagé à renforcer les capacités des agents de santé pour assurer la fourniture de services à long terme, au-delà de la fin du programme. Le programme a formé 138 agents sur la santé sexuelle et reproductive et 243 agents en tant qu'agents relais pour informer sur la planification familiale.

- **Activités de sensibilisation pour favoriser le changement de comportement** – comme le changement vient d'abord des mentalités et des comportements, le programme s'est engagé dans des activités visant à améliorer les connaissances des populations locales en matière de santé sexuelle et reproductive. Il a combiné des activités en personne telles que six caravanes de consultation et une communication de masse à travers la diffusion de 306 microprogrammes sur le sujet. Ces activités ont amélioré les connaissances liées à la santé sexuelle et reproductive et visaient un effet à long terme sur les pratiques des femmes enceintes.

Défis

- **Le pourcentage de femmes qui allaitaient peu après la naissance a diminué** – le pourcentage de femmes qui ont allaité leur nouveau-né dans la première heure après la naissance est passé de 59,32% (au départ) à 48,1%.

Amélioration de l'accès à la nourriture et aux capacités productives : Le programme a touché 38 304 bénéficiaires dans 4 788 ménages. Cela représente 29,7% de la population qui devrait être en situation d'insécurité alimentaire dans la région selon les données du Cadre Harmonisé de 2017. Une enquête quantitative menée en mars 2019 a montré une augmentation de la proportion de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable de 61% (niveau de référence) à 73,7%.

Bonnes pratiques

- **Approche holistique combinant aide d'urgence et soutien à long terme** – pendant l'état d'urgence dans la région du Sahel, alors qu'elle entrait dans la période de soudure, la distribution de coupons alimentaires visait à permettre aux bénéficiaires de répondre rapidement à leurs besoins fondamentaux. L'enquête menée en mars 2019 a montré que l'indice moyen des mécanismes d'adaptation négatifs utilisés par les ménages ayant bénéficié du programme est passé de 6 au départ à 2. Les mécanismes d'adaptation négatifs comprennent la réduction du nombre de repas du ménage, l'achat de produits moins chers, etc. Dans le même temps, pour favoriser un impact à plus long terme, le projet a fourni aux bénéficiaires 30 tonnes de semences, la réhabilitation et l'irrigation de 100 hectares de terres communales et la reconstruction du troupeau (3 486 ménages ont bénéficié de la distribution de 10 458 petits ruminants). Ces initiatives ont permis d'améliorer le rendement en céréales et en légumes et de soutenir les capacités productives des ménages. Une augmentation considérable (67%) du revenu des ménages ciblés au cours de cette période (de 96 385 CFA à 161 144 CFA) suggère que la fourniture d'intrants agricoles et d'élevage pourrait avoir contribué à améliorer les moyens de subsistance.

Défis

- **Difficulté d'accès aux semences améliorées** – les efforts de l'État pour distribuer ou vendre ce type de semences sont encore limités et compromettent la durabilité du processus.
- **Base de référence menée pendant la période de récolte** – l'étude de base a été menée en octobre 2017 pendant la période de récolte, tandis que l'enquête a été menée en mars

2019, avant la période de soudure et le moment où les ménages ont tendance à commencer à adopter des stratégies d'adaptation négatives. De telles pratiques ont contribué à une diminution de la proportion de ménages ayant un score acceptable de diversité alimentaire de 83,99% (niveau de référence) à 75,9%.

Renforcer la cohésion sociale dans les communautés transfrontalières

Au S1 2021, le Burkina Faso a connu une diminution des attaques de groupes armés non étatiques, ce qui pourrait s'expliquer par les efforts internationaux et nationaux de lutte contre le terrorisme au Sahel. Toutefois, les tensions intercommunautaires sont demeurées élevées, en raison de la poursuite des violences par les groupes de défense locaux.¹ Les tensions intercommunautaires sont un problème récurrent depuis que des groupes d'autodéfense ont commencé à se former en 2014 pour combler le vide laissé par les lacunes de gouvernance dans les zones rurales. La décision du gouvernement de janvier 2020 d'autoriser les volontaires civils à combattre aux côtés des forces de sécurité nationales aurait conduit à des exactions contre les civils, notamment les Peuls, alimentant davantage les tensions intercommunautaires et interethniques.²

Au S1 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu la formation de 1 989 membres du personnel d'institutions gouvernementales, de forces de sécurité intérieure et d'acteurs non étatiques concernés sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme (indicateur 4.2), soit une augmentation de 49% par rapport à fin 2020. La plupart du personnel formé (1 054 – 53%) étaient des représentants de la communauté, car les efforts étaient notamment axés sur l'engagement de la communauté au niveau local pour répondre à la violence. Les zones reculées et touchées par les conflits au Burkina Faso souffrent également de la rareté de la fourniture de services de base en raison de leur contexte instable et du manque d'investissements dans les infrastructures publiques. Les groupes djihadistes et les milices exploitent les griefs locaux liés à de telles pénuries pour recruter des jeunes dans leurs rangs. Le programme PEV (BF-08)³ a formé 600 femmes à renforcer leur rôle dans le système d'alerte communautaire pour lutter contre la radicalisation dans les régions du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun en améliorant leur capacité à détecter les premiers signes de radicalisation. Elles ont également été formées pour devenir des mentors et former d'autres femmes. Le programme PEV met l'accent sur l'inclusion des femmes dans ses activités, en particulier celles liées au dialogue intercommunautaire et interreligieux.

Au S1 2021, les conflits entre pasteurs transhumants et communautés d'accueil sont également restés nombreux dans les zones transfrontalières du Burkina Faso avec le Mali et le Niger. Selon l'outil de suivi transhumant mis en place par l'OIM comme système d'alerte visant à identifier les événements liés à l'utilisation des ressources naturelles et aux pratiques agro-pastorales, 14% des alertes qui se sont produites dans la région du Liptako-Gourma en juin 2021 étaient des conflits agropastoraux et 33% des acteurs impliqués étaient des groupes pastoraux nomades.⁴ Les conflits agropastoraux sont principalement dus à la concurrence pour les ressources. Le programme PDU a formé 454 médiateurs (indicateur 4.2) dans les régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et du Nord à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Ces formations visent à renforcer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits au niveau local.

Pour compléter la formation des représentants de la communauté, au S1 2021, des programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont développé ou soutenu directement 55 cadres juridiques locaux (indicateur 4.6) visant à renforcer la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les pasteurs transhumants et les communautés d'accueil dans les zones transfrontalières. Cela représente 87% des résultats de cet indicateur dans la région du Sahel et du Lac Tchad (SLC) ce

¹ ACLED, 'Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines', 2021. Op. Cit.

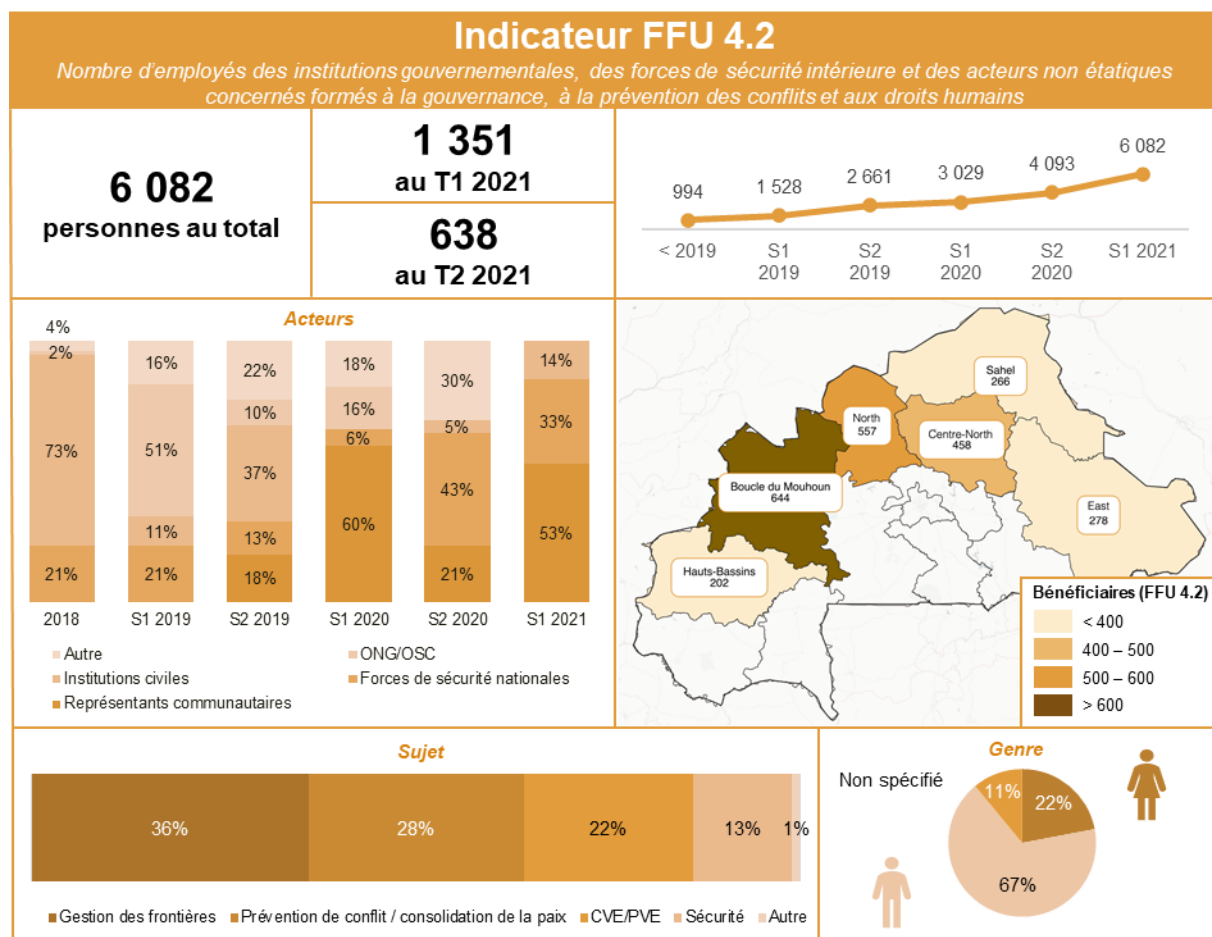
² ICG, 'Burkina Faso: Stopping the spiral of violence', février 2020. Accessible [ici](#).

³ Prévention de l'extrémisme violent autochtone.

⁴ OIM, 'Suivi des mouvements de transhumance (TTT) : Région du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger) – Alertes', septembre 2021. Accessible [ici](#).

semestre. Le programme PDU a mis en place 32 comités de système d'alerte précoce dans la région du Sahel et le programme PEV a fourni un soutien opérationnel et financier pour la mise en œuvre de dix systèmes de gestion non violente des tensions communautaires et des conflits agropastoraux dans les régions du Sahel et du Centre-Nord. Il a également contribué à la mise en place de 13 structures foncières dans la région du Centre-Nord.

Graphique 20: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire, au Burkina Faso, juin 2021



Protéger les migrants en transit

Situé sur la Route de la Méditerranée Centrale (RMC) en direction de l'Afrique du Nord et de l'Europe, le Burkina Faso est un pays de transit. Au cours du S1 2021, environ 21 374 réfugiés et migrants sont arrivés en Italie par l'intermédiaire de la RMC, soit une augmentation de 193% par rapport à la même période en 2020.¹ MMC a mené une enquête sur la vulnérabilité des migrants et des réfugiés au Burkina Faso, au Mali et au Niger entre juin 2017 et décembre 2019. Les résultats montrent que le Burkina Faso était le pays où les personnes interrogées étaient les plus susceptibles de déclarer avoir été témoins de décès de migrants (environ 10%), avoir vécu ou été témoins d'agressions sexuelles (environ 12%) et de violences physiques (environ 24%) et d'avoir été volés (environ 21%).²

Au S1 2021, 5 564 migrants en transit ont été protégés ou assistés (indicateur 3.2) dans les régions des Cascades, du Centre, des Hauts-Bassins et du Sahel.³ Cela représente 98% du total des bénéficiaires au Burkina Faso depuis 2018. Tous ont bénéficié du programme *Protection West Africa* (REG-13), et ils représentent 25% de tous les migrants en transit qui ont reçu une assistance de

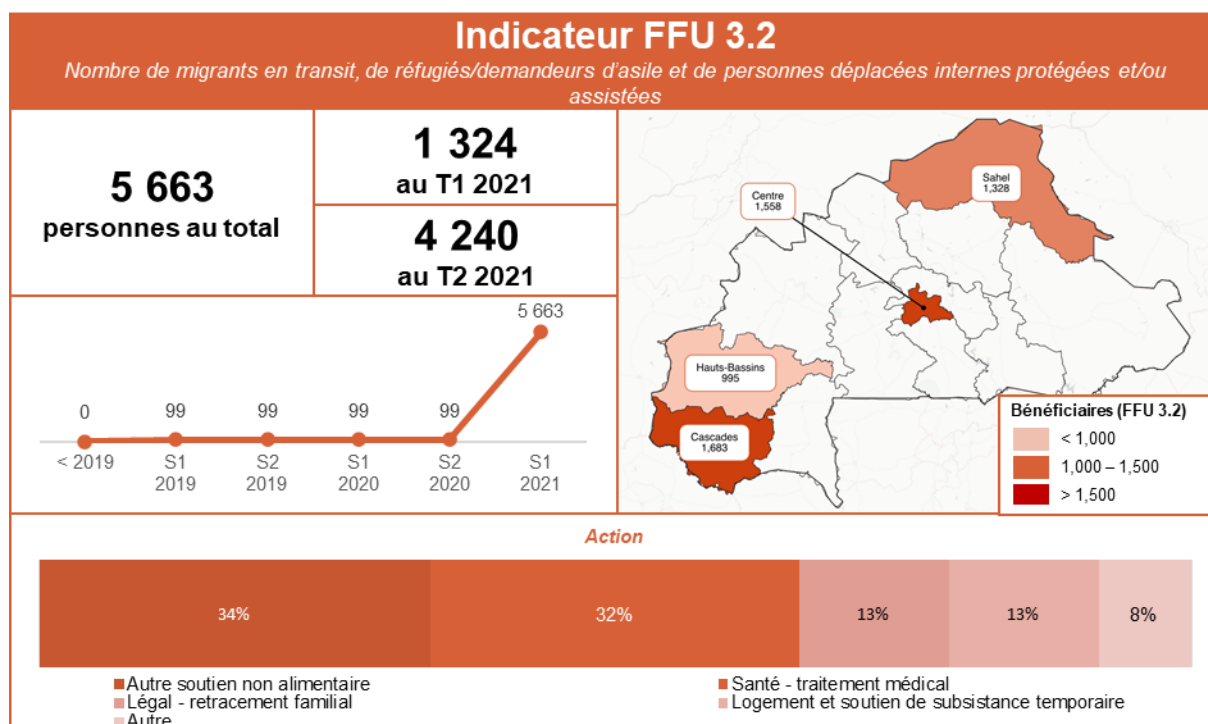
¹ MMC, 'Quarterly mixed migration update: West Africa', juillet 2021. Accessible [ici](#).

² MMC, 'A Sharper Lens on Vulnerability (West Africa)', novembre 2020. Accessible [ici](#).

³ Veuillez noter que les résultats de l'indicateur 3.2 (7 917 au total) n'incluent pas les données de l'OIM.

protection au S1 2021 dans la région sous financement du Fonds Fiduciaire. Le programme *Protection West Africa* vise à fournir une assistance de protection aux migrants vulnérables, en particulier ceux qui ont vécu des événements traumatisants tels que les victimes de traite, d'abus ou d'exploitation. *Protection West Africa* a mis en place des points de sécurité mobiles qui fournissent des « kits de dignité » (composés d'articles non alimentaires, y compris des produits liés à l'hygiène), fournissent aux migrants en transit des services de santé de base et sensibilisent à la santé sexuelle et reproductive (notamment en ce qui concerne le VIH). 1 946 bénéficiaires (35%) ont reçu des trousse de dignité et 1 802 bénéficiaires (32%) ont bénéficié d'un traitement médical. Le programme a officiellement débuté début 2020, mais l'insécurité croissante, aggravée par les restrictions de mouvements dues aux mesures liées à la COVID-19, a retardé le début des activités. En 2021, la Croix-Rouge s'est appuyée sur des partenaires locaux pour assurer la fourniture de services dans des endroits éloignés et surmonter ces contraintes.

Graphique 21: Indicateur 3.2 du Fonds Fiduciaire, au Burkina Faso, juin 2021



5.1.3. LE BURKINA FASO ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

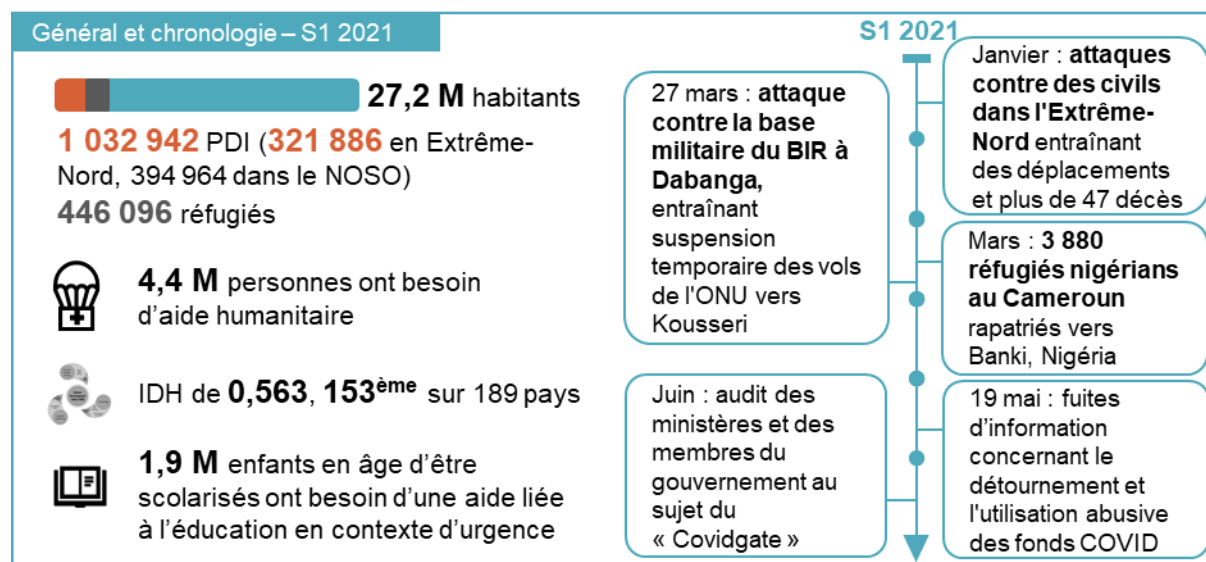
Tableau 3: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour le Burkina Faso, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2,277	2,414	6,151	466	11,308	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	55	200	1,855	20	2,130	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	4,475	12,644	4,640	1,485	23,244	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	956	5,747	4,195	1,339	12,237	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	14	22	16	55	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	33	18	0	51	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	522	1,445	386	33	2,386	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	98,553	58,101	4,405	262	161,321	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	282,181	100,124	26,270	76,986	485,561	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	150,574	217,432	173,568	97,142	638,716	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	23	71	4	17	115	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	1,402	1,003	682	516	3,602	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	341,434	524,022	168,435	275,904	1,309,795	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	7,354	11,919	10,957	1,128	31,358	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	333,002	383,674	62,713	4,317	783,706	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	99	0	5,564	5,663	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	9,018	27,040	13,292	4,675	54,025	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1,635	1,260	5,682	72	8,649	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	1,595	822	467	362	3,246	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	444	612	212	133	1,401	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	1	0	0	1	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	25	30	125	180	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	23	16	6	47	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	20	68	1	4	93	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	0	1	4	8	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	924	9	1,210	0	2,143	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	994	1,667	1,432	1,989	6,082	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	3,283	83,035	2,070,455	109,410	2,266,183	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	141	123	63	334	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	91	430	380	24	925	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	70	184	615	1,005	1,874	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	13	45	4	5	67	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	10	1	4	10	25	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	302,840	0	302,840	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	8,509	0	8,509	

5.2. CAMEROUN

5.2.1. CAMEROUN EN S1 2021

Figure 22: Cameroun – Tableau de bord faits et chiffres clés, juin 2021¹



Au cours du premier semestre 2021, le Cameroun a pâti de l'insécurité, des conflits politiques dans les régions séparatistes, de l'instabilité régionale, d'événements climatiques extrêmes et de la crise économique induite par la COVID. Les conflits prolongés dans les régions anglophones et en Extrême-Nord ont continué de déplacer les populations de manière forcée, de réduire l'accès aux services de base et de miner l'économie. Le Cameroun a également été exposé aux conséquences de la crise politique en République centrafricaine voisine (RCA), qui a entraîné des déplacements forcés, y compris des mouvements transfrontaliers.² Entre le 27 décembre 2020 – le jour où Faustin-Archange Touadéra a été réélu président de la RCA – et la fin du mois de juin 2021, 8 465 réfugiés ont fui la RCA vers le Cameroun, ce qui en fait le quatrième pays de destination des réfugiés centrafricains³ et porte le total des réfugiés de la RCA au Cameroun à 325 336 au 30 juin 2021.⁴ Enfin, la sécurité alimentaire s'est détériorée, les oiseaux migrateurs détruisant les champs de mil dans le Nord, augmentant les risques de pénuries alimentaires pendant la période de soudure.⁵

Le Cameroun a également été l'un des pays de la région les plus touchés par la COVID-19. Le pays a officiellement signalé 80 858 cas et 1 324 décès au 30 juin. La pandémie a continué de croître alors que le déploiement des vaccins contre la COVID-19 a été lent.⁶ En mai-juin 2021, le « Covidgate » a impliqué des allégations de détournement de fonds allant jusqu'à 290 M€ dédiés à la Covid-19⁷ et a alimenté la grogne envers le gouvernement.

¹ NOSO : régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun.

² HCR, 'Situational emergency update, Central African Republic (CAR) situation', 21 janvier 2021. Accessible [ici](#).

³ Après la République Démocratique du Congo, le Tchad et la République du Congo. HCR, 'Situational emergency update, Central African Republic (CAR) situation', 25 juin 2021. Accessible [ici](#).

⁴ HCR, 'UNHCR Cameroon – statistics – June 2021'. Accessible [ici](#).

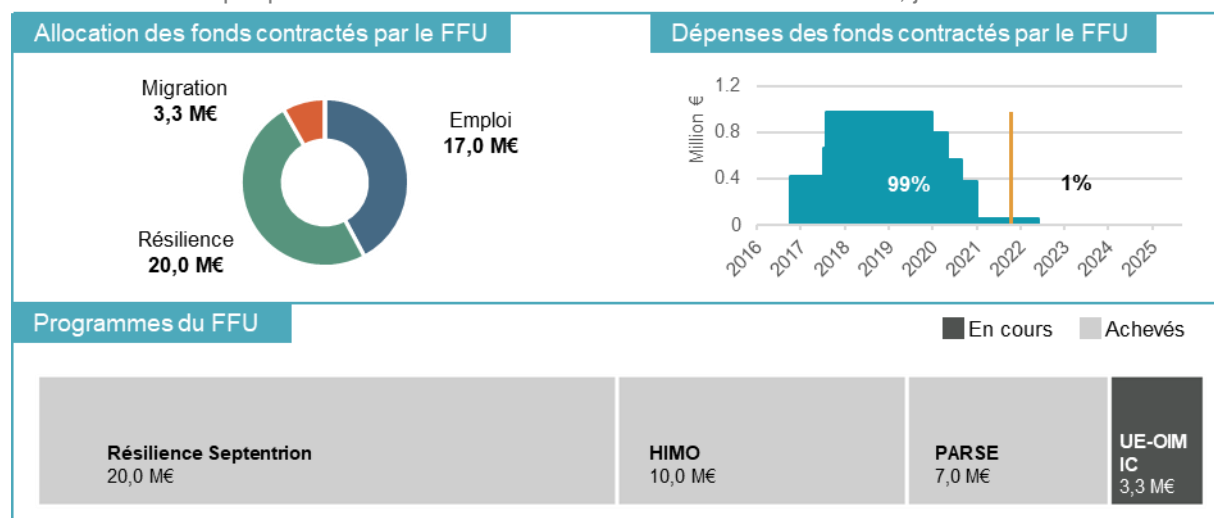
⁵ Focus Economics, 'Cameroon Economic Outlook', août 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Au 26 juin, seules 110 324 personnes avaient été vaccinées avec une première dose, et 21 991 personnes complètement vaccinées. UNICEF, 'Cameroon – Humanitarian Situation Report No. 6, January-June 2021'. Accessible [ici](#).

⁷ Soit 335 millions de dollars. VOA, 'Cameroon Investigates Missing \$335 Million in COVID Funds', 31 mai 2021. Accessible [ici](#).

5.2.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU CAMEROUN

Graphique 23: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Cameroun, juin 2021^{1,2}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 40,3 M€ au Cameroun (à l'exclusion des projets régionaux autres que l'initiative conjointe UE-OIM mise en œuvre dans le pays), un montant inchangé depuis 2019.³ Tous les projets nationaux du Cameroun ont pris fin, à l'exception de l'IC UE-OIM (CM-04)⁴ dont les activités peuvent se poursuivre jusqu'en mai 2022 grâce aux fonds du Top-Up régional (REG-04). Avec un budget de 3,3 M€, l'IC UE-OIM vise à fournir différents types de soutien aux migrants de retour au Cameroun et à renforcer les capacités de gestion des migrations des autorités camerounaises (OS3). Elle vise également à sensibiliser à la migration et aux dangers associés à la migration irrégulière. Enfin, quatre programmes régionaux sont actifs au Cameroun : RESILAC (REG-05),⁵ Erasmus+ West Africa (REG-10),⁶ IPDEV2 (REG-11)⁷ et ARCHIPELAGO (REG-15).⁸

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ L'IC UE-OIM au Cameroun (Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun) fait partie de l'Initiative Conjointe régionale, mais est considérée comme un projet national au Cameroun.

⁴ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Cameroun.

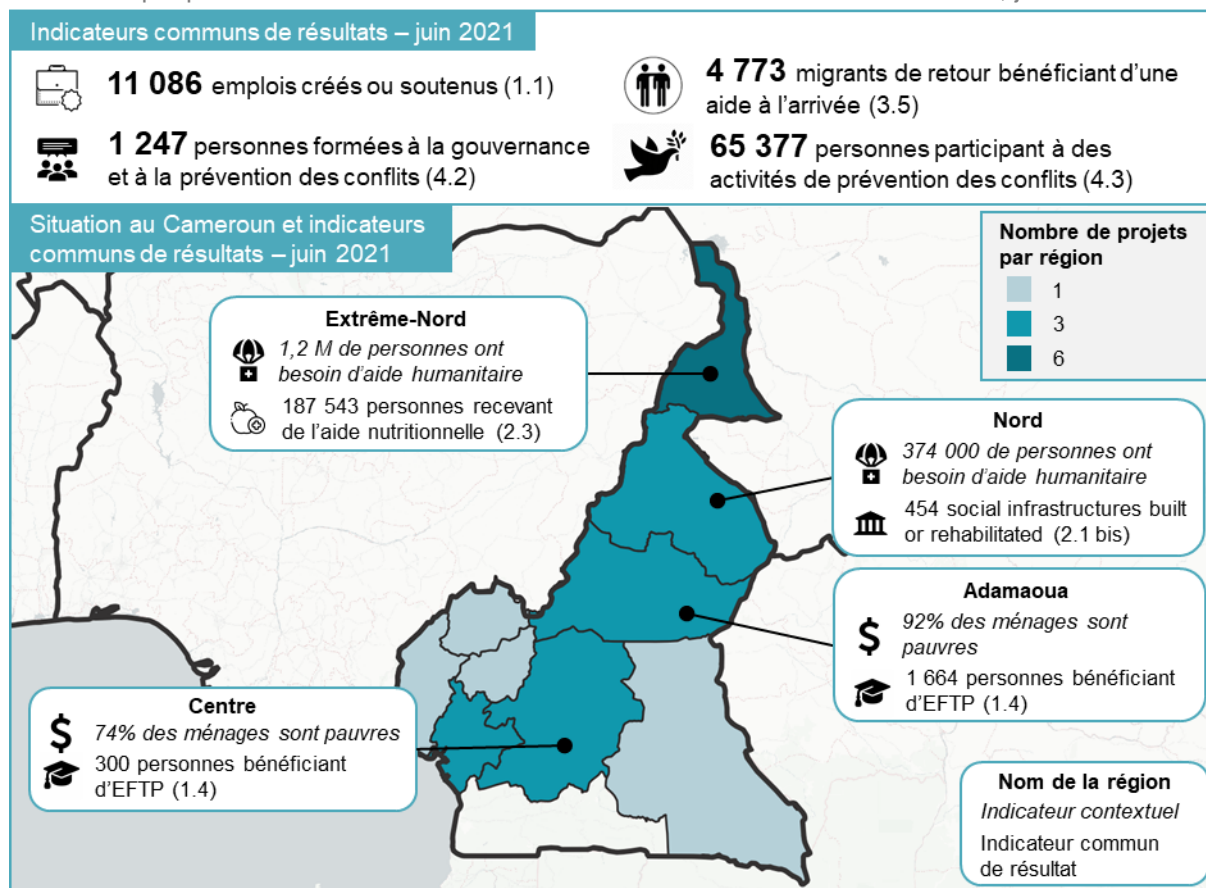
⁵ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

⁶ Erasmus+ in West Africa.

⁷ I&P accélération au Sahel (en appui à l'initiative IPDEV-2).

⁸ ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative.

Graphique 24: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Cameroun, juin 2021



Atténuer les effets de la crise économique par la création d'emplois

Les perspectives économiques du Cameroun ont été fortement affectées par la COVID-19. Le produit intérieur brut (PIB) réel du pays s'est contracté de 2,4% en 2020.¹ La pandémie de COVID-19 a entraîné une diminution des activités pour 80% des entreprises du secteur formel et 82% de celles du secteur informel,² ainsi qu'une réduction de la main-d'œuvre pour 60% des entreprises du pays.³ La situation économique dans les régions les plus pauvres du Cameroun est restée particulièrement difficile, l'insécurité continuant de saper les moyens de subsistance. Malgré la stabilisation économique en 2021 – la croissance devrait atteindre les niveaux d'avant la pandémie, à 3,5% en 2021 –,⁴ les impacts économiques de la pandémie sur l'emploi et les conditions de vie devraient se faire sentir pendant au moins les deux années à venir.⁵ Les inégalités entre les régions les plus riches et les plus pauvres du Cameroun persistent, laissant beaucoup de Camerounais dans des emplois informels et indépendants – l'auto-emploi représentant 76% des emplois au Cameroun en 2021.⁶

¹ BAD, 'Cameroon Economic Outlook', 2021. Accessible [ici](#).

² Comme le montre une étude menée par l'INS et l'OIT en mai 2020. OIT, 'Cameroun - Évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur l'emploi et le marché du travail au Cameroun', décembre 2020. Accessible [ici](#).

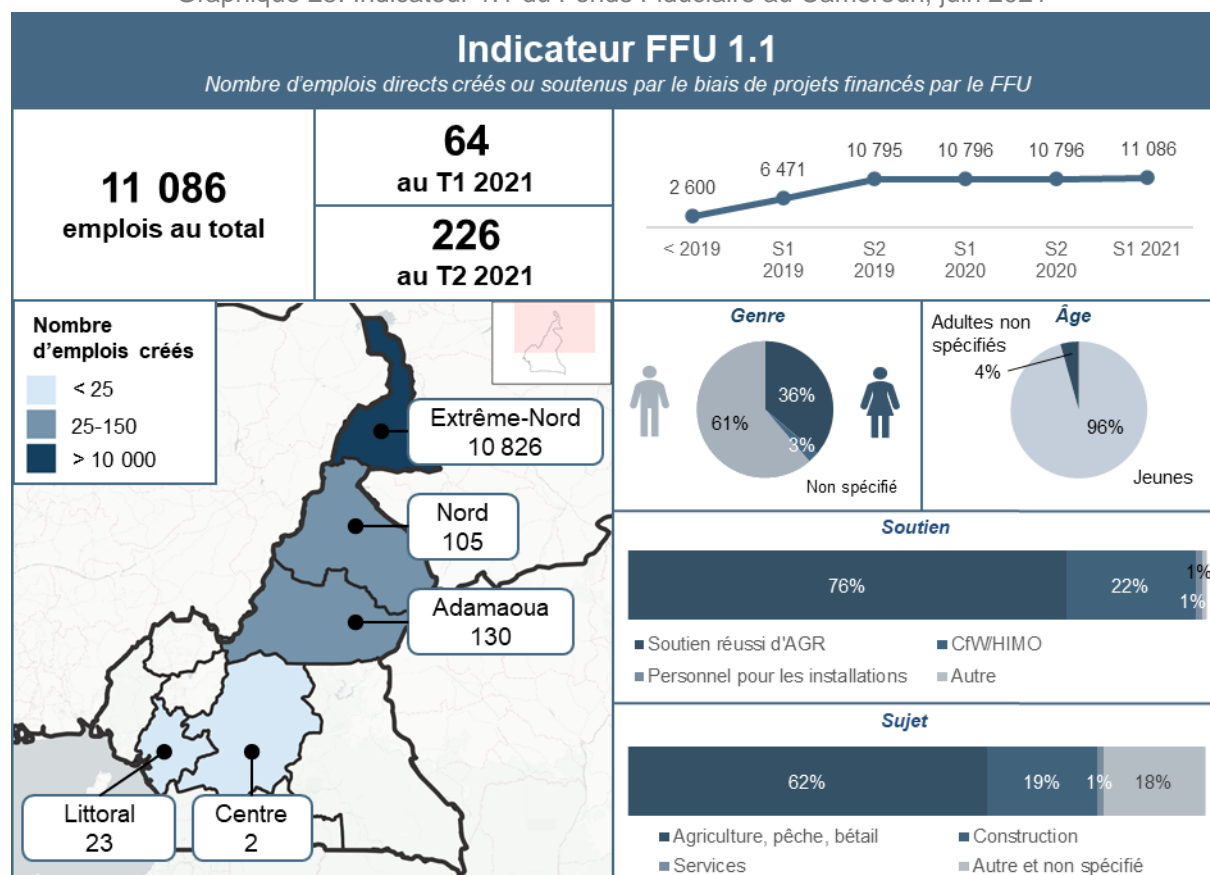
³ OIT, 'Cameroon - Rapid evaluation of the impact of COVID-19 on employment and the labour market in Cameroon', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ BAD, 'Cameroon Economic Outlook', 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ Trading Economics, données de la Banque Mondiale, 'Cameroon - Self-employed; Total (% Of Total Employed)'. Accessible [ici](#).

Graphique 25: Indicateur 1.1 du Fonds Fiduciaire au Cameroun, juin 2021



Le Fonds Fiduciaire a mis en œuvre trois approches différentes pour atténuer les effets de la crise économique et créer des emplois dans les différentes régions du Cameroun. Au cours du S1 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont créé 290 emplois au Cameroun (indicateur 1.1), soit 3% du total depuis la création du Fonds Fiduciaire, et après qu'aucun emploi n'ait été créé dans le pays en 2020. Premièrement, dans l'Extrême-Nord, où la sécurité et les moyens de subsistance restent précaires, le Fonds Fiduciaire a soutenu une aide immédiate par le biais d'activités « argent contre travail » et de la construction d'infrastructures communautaires. Au cours du S1 2021, 222 emplois équivalents temps plein ont été créés dans le cadre du programme RESILAC (REG-05)¹ combinant aide et développement. Deuxièmement, dans la région majoritairement rurale et relativement moins dangereuse de l'Adamaoua, le programme ARCHIPELAGO (REG-15)² a dispensé des formations professionnelles visant à soutenir la création d'entreprises et d'emplois. Au S1 2021, 43 jeunes (37% de femmes) ont été soutenus par ARCHIPELAGO et la chambre de commerce locale³ pour lancer une entreprise dans le secteur de la production et de la transformation du lait et des produits laitiers. Le programme a soutenu de jeunes entrepreneurs sélectionnés en leur donnant accès à des connaissances entrepreneuriales et à des formations de développement des compétences.⁴ Enfin, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire se sont efforcés de soutenir les petites et moyennes entreprises prometteuses dans les grandes villes. Le programme IPDEV2 (REG-11)⁵ a soutenu la création de 25 emplois dans deux entreprises : Ecofood (une entreprise basée à Yaoundé qui fournit une restauration collective aux écoles et aux entreprises) et Fisco (une entreprise basée à Douala qui commercialise des produits ménagers et parapharmaceutiques). Les deux sociétés ont bénéficié d'un financement d'amorçage et d'une assistance technique du fonds IPDEV de Douala. Le choix des

¹ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

² ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative.

³ La Chambre d'Agriculture, de Pêche, d'Élevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF).

⁴ ARCHIPEL, 'PROFOR : Formation de formateurs en entrepreneuriat agricole au Cameroun'. Accessible [ici](#).

⁵ I&P accélération au Sahel (en appui à l'initiative IPDEV-2).

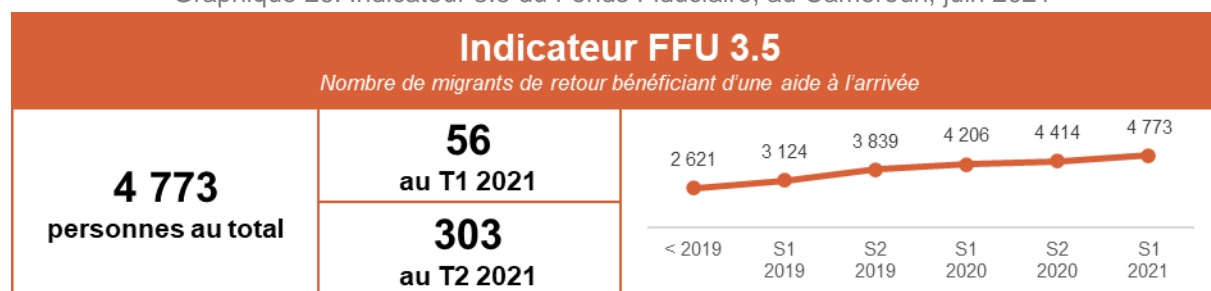
entreprises bénéficiaires reflète l'approche d'IPDEV d'accompagner des entreprises de taille moyenne, de moins de 30 salariés, en croissance et dont le chiffre d'affaires se situe entre 100 000 et 500 000 €.

Assurer des conditions sûres pour le retour et la réintégration des migrants camerounais

Le Cameroun reste un important pays d'émigration vers l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. Entre janvier et juin 2021, 806 Camerounais ont illégalement tenté de franchir une frontière européenne.¹ Depuis 2019, les Camerounais sont la deuxième nationalité la plus représentée de la fenêtre SLC en termes de franchissement illégal des frontières européennes, derrière les Ivoiriens (4 317 contre 5 502).²

Au cours du premier semestre 2021, l'initiative conjointe UE-OIM a soutenu 359 migrants avec une assistance immédiate post-arrivée (indicateur 3.5), ce qui représente 8% du total depuis le début du programme au Cameroun. Ce nombre traduit une accélération après le blocage des retours en mars 2020 en raison de la fermeture des frontières liée à la COVID-19 (seuls 208 migrants sont rentrés au Cameroun et ont bénéficié d'une assistance post-arrivée au T2, T3 et T4 2020 réunis). L'aide post-arrivée consistait principalement à fournir un hébergement et de l'argent pour les besoins immédiats des migrants. Parallèlement, 105 migrants ont bénéficié d'une aide à la réintégration au S1 2021 (indicateur 3.5 bis), soit 3% du total depuis sa création. L'aide à la réintégration dépendait des besoins identifiés lors de l'évaluation de la vulnérabilité réalisée à l'arrivée des migrants. Elle comprenait : logement, nourriture, aide à la scolarisation des enfants, soutien psychosocial et courtes formations EFTP.

Graphique 26: Indicateur 3.5 du Fonds Fiduciaire, au Cameroun, juin 2021



¹ Frontex, 'Migratory map', consulté Septembre 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

5.2.3. LE CAMEROUN ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

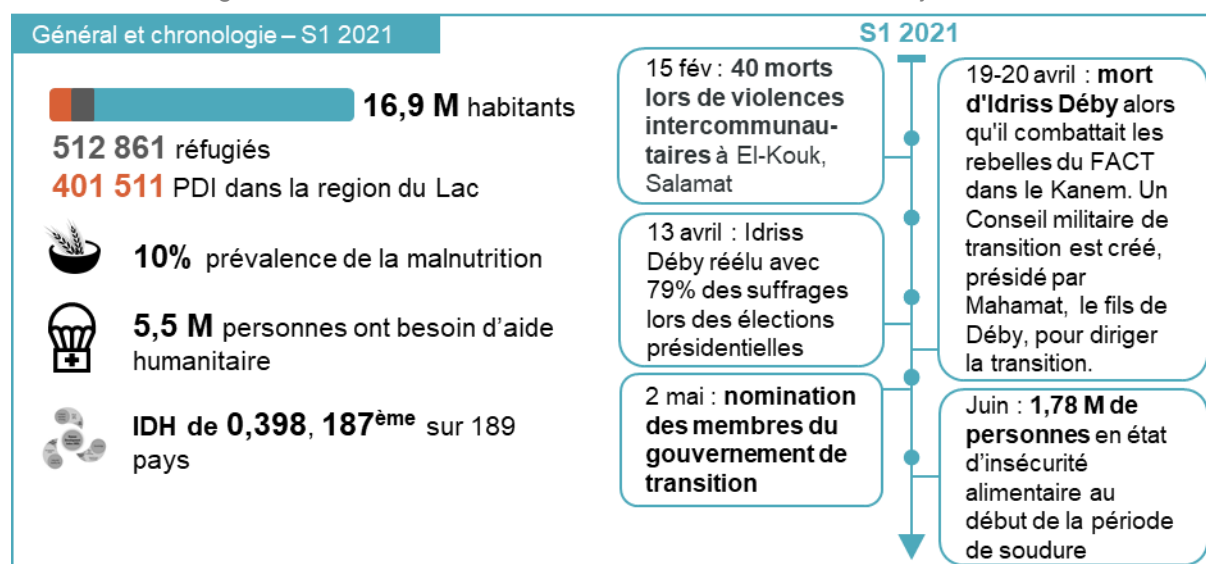
Tableau 4: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour le Cameroun, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2,600	8,196	1	290	11,086	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	858	590	175	6	1,629	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	10,485	7,529	15,537	640	34,191	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9,438	8,120	1,714	451	19,723	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	5	10	26	0	41	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	2	0	0	2	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	163	538	159	4	864	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	107,892	71,691	31,174	355	211,112	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	83,120	105,149	21,141	0	209,410	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	33,366	42,164	12,139	630	88,299	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	141	65	4	0	210	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	98	3,056	767	41	3,961	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	115,042	324,059	251,822	0	690,923	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	616	9,145	4,381	40	14,182	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	22,800	155,419	81,705	0	259,924	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6,489	6,423	47,650	0	60,562	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	85	0	0	85	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	2,621	1,218	575	359	4,773	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2,014	965	430	105	3,514	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	36	0	0	36	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	52	0	0	52	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	40	34	19	94	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	33	125	340	0	498	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	322	499	426	1,247	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	45,359	14,778	1,354	3,886	65,377	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	19	126	42	0	187	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	11	7	28	4	50	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	10	4	56	0	70	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	25	25	31	2	83	

5.3. TCHAD

5.3.1. TCHAD EN S1 2021

Figure 27: Tchad – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Le premier semestre 2021 a marqué un tournant dans l'histoire du Tchad, qui a connu une augmentation de la violence et de grands changements politiques. Le groupe rebelle tchadien FACT¹ a lancé une offensive militaire du nord du Tchad vers la région du Kanem du 11 avril au 10 mai.^{2,3} Bien qu'officiellement défaite, l'offensive du FACT a culminé avec la mort du président récemment réélu Idriss Déby Itno, le 19 avril. La mort de Déby, bouleversement majeur pour le Tchad, a entraîné la formation d'un Conseil militaire de transition présidé par le fils de Déby pour une période de 18 mois. Les attaques du FACT ont également conduit à un redéploiement des forces de défense et de sécurité de la région du Lac au Kanem, ce qui a entraîné une augmentation des attaques des groupes armés non étatiques (GANE) dans la région du Lac.⁴ Enfin, le climat social s'est détérioré lorsque les forces de sécurité tchadiennes ont réprimé les manifestants post-11 avril réclamant une transition dirigée par des civils,⁵ tuant au moins sept personnes, en blessant des dizaines et arrêtant plus de 700 personnes en avril et mai 2021.⁶

L'insécurité, la montée des eaux et la disparition des services de base ont provoqué des déplacements supplémentaires en avril-mai 2021, en particulier près de Ngouboua et Kangelam dans la région du Lac. Par conséquent, le nombre de personnes déplacées a atteint 401 511 en juin 2021 dans la région du Lac, soit une augmentation de 19% par rapport à décembre 2020 (336 124).⁷

¹ Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad.

² African News, 'Calm and order in Chad three months after Idriss Déby's death', 19 juillet 2021. Accessible [ici](#).

³ BBC, 'FACT : les rebelles tchadiens dénoncent « la fausse propagande de l'armée »', 10 mai 2021. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Rapport de situation', juin 2021. Accessible [ici](#).

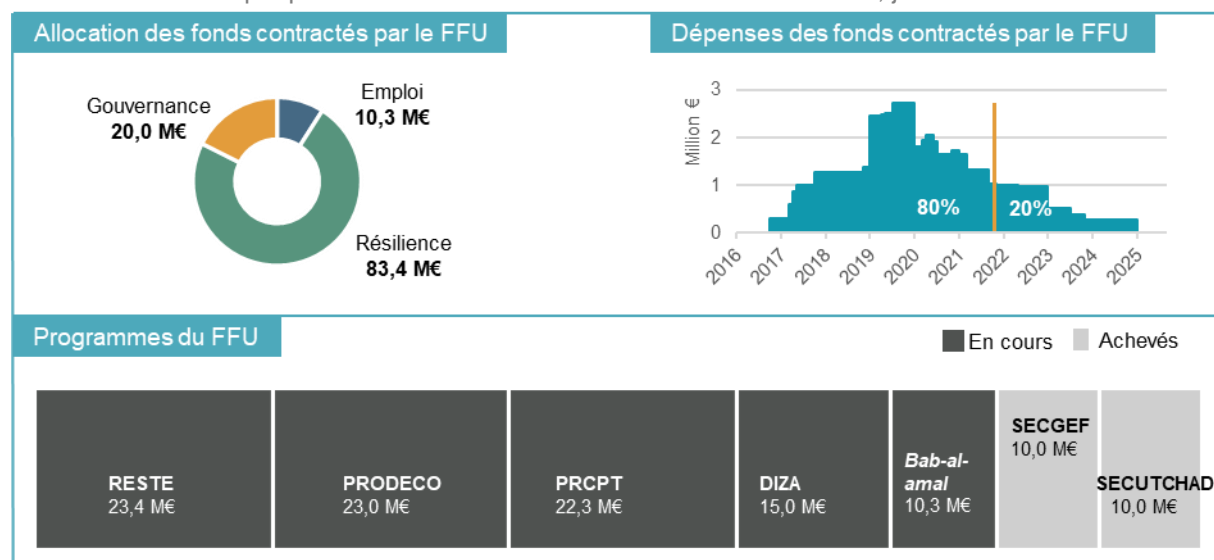
⁵ Parmi les manifestants figurent des membres de partis d'opposition et organisations unies sous la coalition Wakit Tama. Parmi leurs principales revendications figurent un régime civil pour la transition, des élections et la fin de l'ingérence étrangère. Pour plus d'informations, HRW, 'Chad: Post-Déby Crackdown, Abuses', juin 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Human Rights Watch, 'Chad: Post-Déby Crackdown, Abuses', 24 juin 2021.

⁷ HCR, 'Personnes relevant de la compétence du HCR au Tchad', décembre 2020. Accessible [ici](#).

5.3.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU TCHAD

Graphique 28 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021^{1,2}



Le financement total du Fonds Fiduciaire au Tchad a atteint 113,7 M€. Les projets achevés représentent 34% du budget du Fonds Fiduciaire dans le pays et on estime que 20% des fonds contractés n'ont pas encore été engagés. La majeure partie du financement pour le Tchad (83,4 M€,³ soit près des trois quarts du financement contractuel du Fonds Fiduciaire dans le pays) vise à accroître la résilience (OS2): les programmes RESTE (TD-01),⁴ PRCPT (TD-02),⁵ PRODECO (TD-06)⁶ et DIZA (TD-07)⁷ mettent en œuvre des activités visant à créer un accès durable aux services de base et à favoriser le développement communautaire (par le biais de travaux hydrauliques, de la construction ou de la rénovation d'infrastructures de santé, d'éducation et d'autres types d'infrastructures, ou d'une assistance à l'élaboration de plans de développement local). Ils aident également les populations des zones sujettes à la famine avec une assistance liée à la nutrition et à la sécurité alimentaire et mènent des campagnes de sensibilisation sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Deuxièmement, le Fonds Fiduciaire vise à renforcer les institutions de gouvernance locales et nationales. La gouvernance (OS4) représente 20,0 M€ des fonds engagés par le Fonds Fiduciaire au Tchad. Les institutions soutenues vont des autorités municipales dans les villages reculés à l'armée nationale. Enfin, le Fonds Fiduciaire vise à fournir une formation professionnelle axée sur l'emploi dans le cadre du programme *Bab-al-amal* (TD-03).⁸ L'EFTP et l'insertion professionnelle (OS1) représentent 10,3 M€, soit 9% du budget du Fonds Fiduciaire au Tchad.

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ Ce chiffre exclut les cofinancements, comme les 7,5 M€ de l'AFD au programme DIZA.

⁴ Résilience et emploi au Lac Tchad.

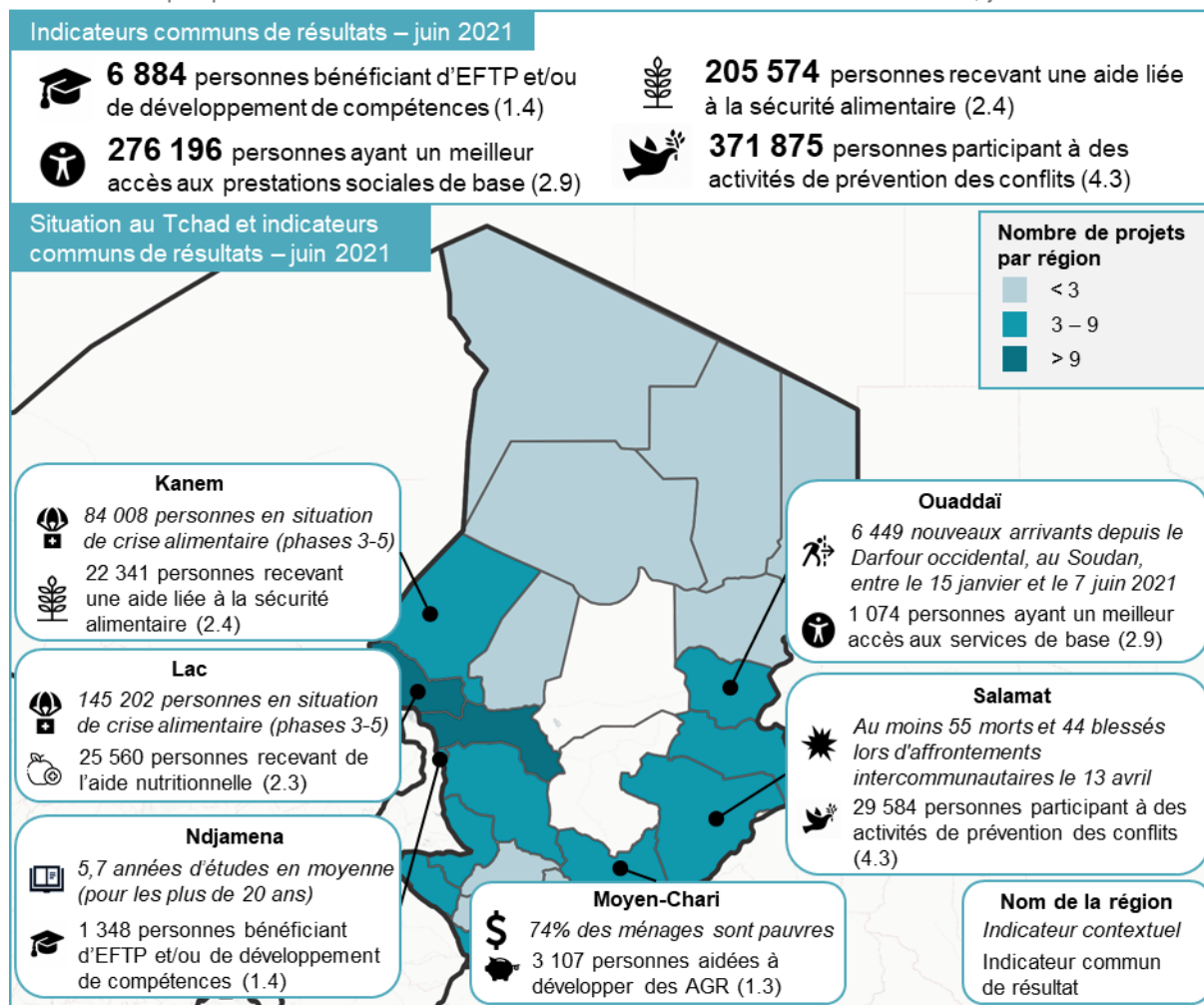
⁵ Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad.

⁶ Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables.

⁷ Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

⁸ Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

Graphique 29: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021



Améliorer les compétences des jeunes et des personnes vulnérables et leur insertion économique

Au Tchad, l'insertion professionnelle reste un défi pour les moins de 25 ans qui représentent jusqu'à 70% d'une population en croissance rapide.¹ Alors que 210 000 jeunes sont entrés sur le marché du travail en 2020, ce nombre devrait atteindre 280 000 en 2030,² ce qui souligne la nécessité de renforcer les capacités des acteurs de la formation professionnelle. Dans les zones urbaines, l'insertion professionnelle reste délicate, avec un taux de chômage de 34%³ et peu d'options de formation professionnelle et d'apprentissage.⁴

Le Fonds Fiduciaire finance cinq programmes qui soutiennent la formation professionnelle et le développement des compétences au Tchad : Bab-al-amal (TD-03),⁵ ARCHIPELAGO (REG-15),⁶ DIZA (TD-07),⁷ RESTE (TD-01)⁸ et RESILAC (REG-05).⁹ Alors que Bab-al-amal et ARCHIPELAGO visent principalement à développer les compétences des jeunes, l'esprit d'entreprise et à renforcer

¹ AFD, 'AFPACET : Appui à la formation professionnelle et à la compétitivité des entreprises'. Accessible [ici](#).

² République du Tchad, Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi, 'Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au Tchad (PNEFP)', avril 2014. Accessible [ici](#).

³ AFD, 'AFPACET : Appui à la formation professionnelle et à la compétitivité des entreprises'. Op. Cit.

⁴ Ibid.

⁵ Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

⁶ ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative.

⁷ Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

⁸ Résilience et emploi au Lac Tchad.

⁹ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

l'insertion professionnelle dans les zones urbaines, RESTE forme les personnes pour assurer une utilisation durable des infrastructures hydrauliques dans les villages, et DIZA et RESILAC ciblent les activités de travail indépendant et de subsistance en mettant l'accent sur les personnes vulnérables – communautés d'accueil, personnes déplacées telles que les réfugiés et les rapatriés pour DIZA, femmes dans les deux cas.

Au S1 2021, 1 680 personnes ont bénéficié de formations professionnelles (EFTP) et de développement des compétences (indicateur 1.4), une augmentation de 32% par rapport à décembre 2020. *Bab-al-amal* (TD-03) a formé 722 personnes, soit près de la moitié du total semestriel. Le programme vise à soutenir la Politique Nationale d'Emploi et de Formation Professionnelle (PNEFP) du Tchad en articulant deux objectifs : des formations de développement des compétences pour les jeunes vulnérables dans cinq villes et des formations formelles dans le cadre d'un apprentissage ou d'un stage en adéquation avec les besoins des entreprises grâce au déploiement de succursales FONAP¹ dans quatre villes.^{2,3} Grâce à la première composante du programme, 507 personnes ont bénéficié de formations professionnelles dans des secteurs identifiés comme prometteurs (couture, mécanique automobile, électricité, menuiserie bois, restauration et hôtellerie, etc.).⁴ Grâce à la deuxième composante, 87 personnes ont bénéficié d'un stage et 128 superviseurs et instructeurs professionnels des centres FONAP ont été formés au S1 2021. Enfin, *Bab-al-amal* a aidé les personnes ayant terminé leur stage à trouver un emploi, créant 290 emplois au premier semestre 2021 (indicateur 1.1), soit une augmentation de 30% par rapport à décembre 2020.

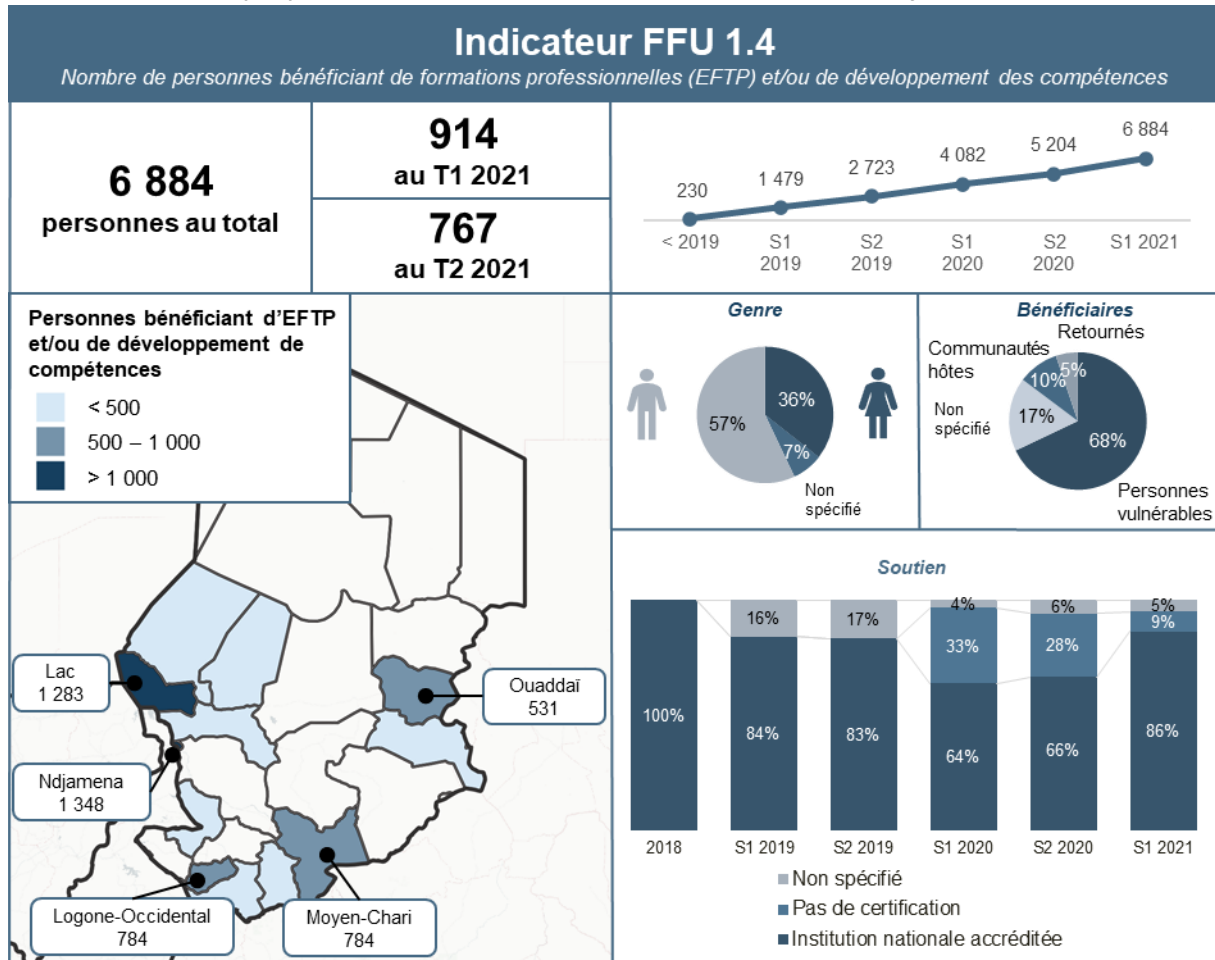
¹ Fonds National d'Appui à la formation Professionnelle.

² Abéché, Bol, Moundou et Sarh.

³ AFD *Bab-al-amal*, 'Rapport d'activités du premier semestre 2021', septembre 2021.

⁴ Secteurs mentionnés par ordre d'importance selon le nombre de bénéficiaires au cours du premier semestre 2021.

Graphique 30: Indicateur 1.4 du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021



Parallèlement, le programme ARCHIPELAGO (REG-15) a dispensé une formation professionnelle à 399 personnes au S1 2021, soit une augmentation de 87% par rapport à décembre 2020. Parmi les bénéficiaires, 224 personnes ont reçu une formation en alternance dans les secteurs de l'écoconstruction, de l'énergie solaire et des semences agricoles. Les autres bénéficiaires formés par ARCHIPELAGO étaient des formateurs (77), des dirigeants d'entreprise formés aux pratiques de gestion pour garantir la pérennité de leurs entreprises (73) et des entrepreneurs (25).

Former les dirigeants de la gouvernance pour créer les conditions d'une paix durable

La gouvernance au Tchad reste en proie à des tensions et des conflits locaux. Dans la plupart des cas, l'accès à la terre et aux ressources naturelles (entre éleveurs et agriculteurs, ou communautés d'accueil et déplacées) et les rivalités ethniques sous-tendent les conflits. La pression liée aux ressources et les frustrations économiques stimulent parfois la violence, la radicalisation et le recrutement par les groupes armés.

Pour faire face aux multiples tensions qui minent la société tchadienne, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire se sont engagés à former les acteurs de la gouvernance – principalement des représentants des communautés et des dirigeants locaux – à prévenir les conflits et à construire la paix. Au cours du S1 2021, 1 126 membres du personnel et dirigeants des structures de gouvernance ont été formés à la gouvernance et à la prévention des conflits (indicateur 4.2), ce qui représente 18% du total réalisé depuis le lancement des programmes du FFU dans le pays. Quatre programmes ont contribué à la formation du personnel et des dirigeants sur la gouvernance au

S1 2021 : RESILAC (REG-05,¹ 747 personnes formées), DIZA (TD-07,² 166), PDU (REG-18,³ 113) et PRCPT (TD-02,⁴ 100). Depuis la fin de SECUTCHAD (TD-05)⁵ et SECGEF(TD-08),⁶ toutes les personnes formées étaient des représentants de la communauté, passant des acteurs militaires et gouvernementaux aux acteurs de la société civile et de la gouvernance locale. Les thèmes de formation allaient de la prise de décision et du développement rural à la prévention des conflits.

Le programme RESILAC (REG-05) vise à activer les dynamiques locales et à construire la paix en renforçant les Organisations à Base Communautaire (OBC). Au cours du S1 2021, le programme a formé 747 personnes à la gouvernance et à la prise de décision dans la région du Lac (indicateur 4.2). L'objectif du programme est de promouvoir un dialogue équitable et poussé entre les utilisateurs et les groupes de pouvoir afin d'élaborer des règles d'utilisation ou des conventions négociées localement traitant de l'accès aux ressources, mais aussi de soutenir la transition d'un système vertical où gouvernent les anciens, les religieux et les hommes, à un système plus collégial dans lequel toutes les couches de la population sont représentées.

Plus directement centré sur les conflits, le projet PDU *Médiation communautaire* (REG-18-01)⁷ vise à offrir une médiation et des solutions pacifiques aux conflits liés aux ressources naturelles et à l'accès à la terre. Il s'adresse à un large éventail de parties prenantes, principalement des représentants des communautés agricoles et pastorales du Sahel (régions du Lac et du Kanem au Tchad) mais aussi des autorités locales et des acteurs ministériels. L'approche adoptée par le Centre Henry Dunant pour résoudre les conflits consiste à former des médiateurs communautaires, à créer un réseau de médiateurs et à aider à résoudre les conflits en identifiant les griefs, les objectifs et les lignes rouges, en facilitant la négociation et en aidant les parties à établir des ententes consensuelles et des mécanismes de suivi.⁸ Au cours de la S1 2021, le projet a formé 113 médiateurs (90 hommes et 23 femmes, indicateur 4.2) dans la région du Lac. Les médiateurs ont prévenu, médiatisé et résolu les conflits par la délimitation des champs agricoles, l'amélioration des canaux de communication pour les animaux disparus et volés, ou la clarification concernant les droits d'accès aux gisements de sel ou de natron, hors et pendant la saison des pluies.^{9,10} Toujours dans le cadre de ce projet, 132 personnes ont participé à des séances de médiation pour l'exploitation pacifique des ressources naturelles (indicateur 4.3).

¹ Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad.

² Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

³ Programme d'urgence pour la stabilisation des zones frontalières du G5 Sahel.

⁴ Projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au Tchad.

⁵ Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad.

⁶ Sécurité et gestion des frontières.

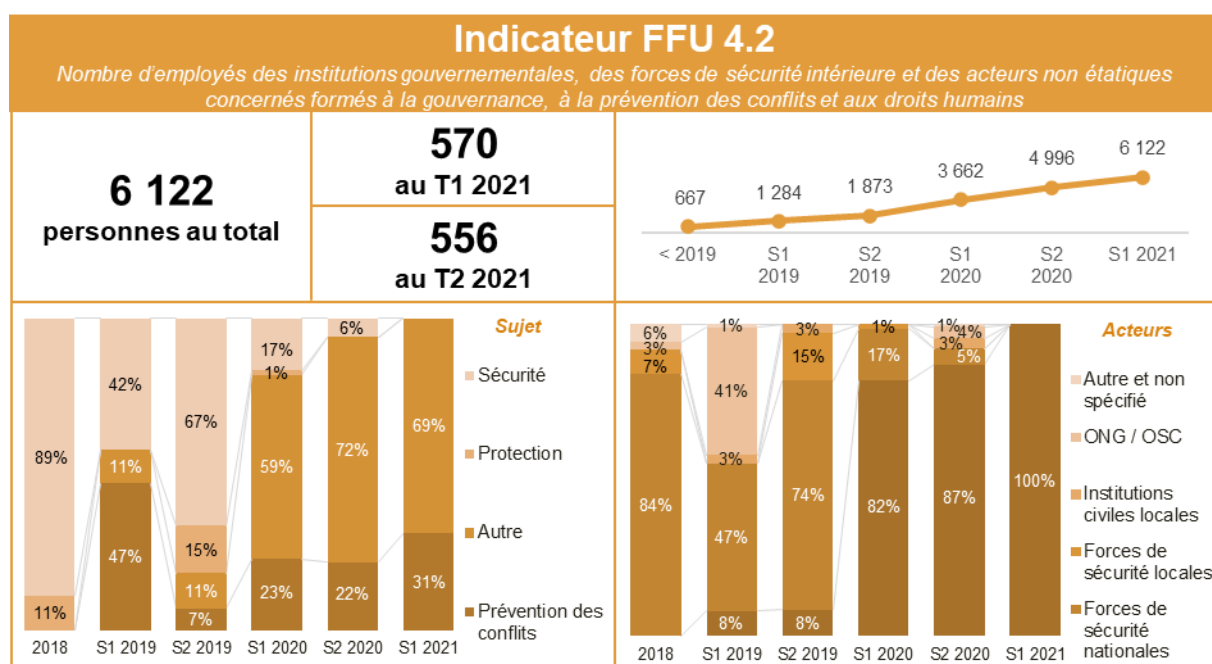
⁷ PDU Médiation communautaire G5-HD.

⁸ Centre Henry Dunant pour le dialogue humanitaire, '*Agro-pastoral mediation in the Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger and Chad)*', 2021. Accessible [ici](#).

⁹ Ibid.

¹⁰ Centre Henry Dunant pour le dialogue humanitaire, '*Être médiateur agropastoral au Tchad*', septembre 2021. Accessible [ici](#).

Graphique 31: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire, au Tchad, juin 2021



Renforcer la sécurité alimentaire au Tchad

La sécurité alimentaire reste un défi au Tchad. Le climat sahélo-soudanais du pays et les événements climatiques extrêmes entraînent des variations de rendement d'une année à l'autre. Au cours de la campagne agricole 2020-2021, la production céréalière a diminué de 1,5% par rapport à l'année précédente (en baisse de 3,3% dans la zone soudanaise).¹ Les variations de rendement des cultures, qui sont exacerbées par la faiblesse de la structure du secteur agricole, l'absence de stocks et la mauvaise logistique, ont des effets dramatiques sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire travaillent à renforcer les systèmes agricoles à long terme. Au cours du S1 2021, les programmes ont fourni une assistance liée à la sécurité alimentaire à 37 331 personnes au Tchad (indicateur 2.4), ce qui porte le total à 205 574 personnes depuis le début des programmes. Trois programmes ont contribué à ce résultat : DIZA (TD-07,² 27 432 bénéficiaires), RESTE (TD-01,³ 9 889) et PDU (REG-18,⁴ dix).

Dans la zone frontalière sud et est du Tchad, DIZA (TD-07) vise à réduire l'insécurité alimentaire et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés d'accueil, les réfugiés et les rapatriés, parmi les multiples objectifs. Au premier semestre 2021, 27 432 personnes ont bénéficié d'un soutien lié à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4), soit une augmentation de 64% par rapport à décembre 2020. DIZA a contribué à accroître la sécurité alimentaire des bénéficiaires grâce à trois types de soutien : faciliter l'accès aux entrants et aux outils agricoles pour les agriculteurs de la région de Sila (20 880 bénéficiaires au cours du S1 2021), distribuer des bons lors des foires (4 380) et accorder des terres aux réfugiés (2 172) dans quatre régions.⁵

Le projet PDU RECOSOC (REG-18-08) opère dans quatre municipalités des régions du Lac et du Kanem, dans un contexte d'insécurité alimentaire chronique et structurelle et de conditions de

¹ SISAAP, 'Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH)', 29 mars 2021. Accessible [ici](#).

² Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

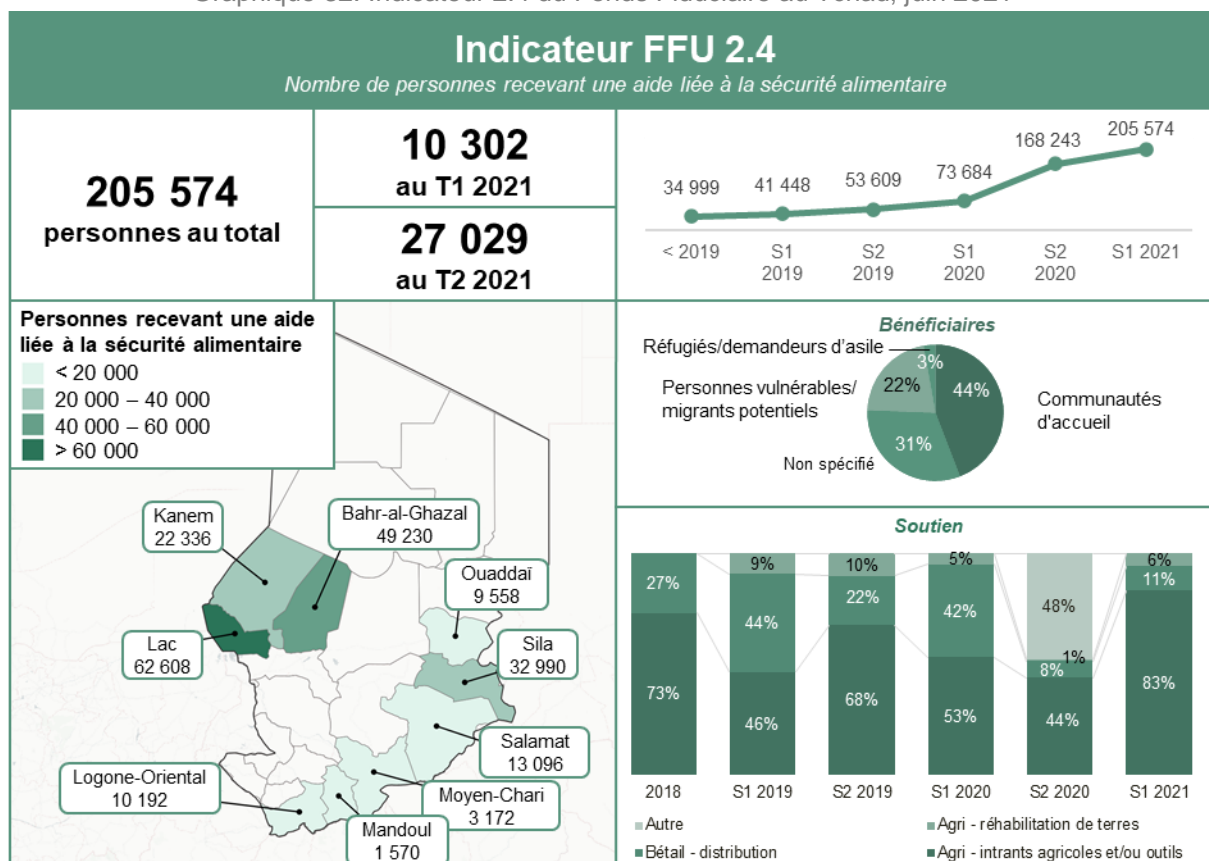
³ Résilience et emploi au Lac Tchad.

⁴ Programme d'urgence pour la stabilisation des zones frontalières du G5 Sahel.

⁵ Les quatre régions sont le Logone-Oriental, Moyen-Chari, Ouaddaï et Sila.

sécurité difficiles. Il vise à dépister les enfants contre la malnutrition, à améliorer la sécurité alimentaire et à renforcer la cohésion sociale entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil.¹ Au cours du S1 2021, le projet a formé dix personnes aux techniques agricoles résilientes au climat (indicateur 2.4) et distribué des entrants et des outils à 220 personnes pour soutenir les activités de subsistance dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture ou de l'élevage (indicateur 1.3).

Graphique 32: Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021



Analyse des résultats 2 : RESTE *Emploi Résilience* OXFAM (projet, TD-01-01)² au Tchad³

<p>RESTE <i>Emploi résilience</i></p> <p> <i>Emploi, résilience et cohésion sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac Tchad (RESTE)</i></p> <p> De mars 2017 à février 2021</p>	<p> Budget : 15 M€</p> <p> IP : OXFAM, consortium</p> <p> Objectif : Améliorer les opportunités économiques, la nutrition et la cohésion pacifique pour les populations de la région du Lac Tchad.</p>	<p>Principales cibles</p> <ul style="list-style-type: none"> Communautés d'accueil Jeunes Femme PDI
<p>RESTE <i>Emploi Résilience</i> OXFAM était un projet de 15 M€ mis en œuvre de mars 2017 à février 2021 par un consortium dirigé par OXFAM.⁴ Il opérait dans les régions du Bahr-al-Ghazal, du Lac et du Kanem. Le projet avait trois objectifs principaux : améliorer l'accès aux opportunités</p>		

¹ RECOSOC, 'Description de l'action'.

² Emploi, résilience et cohésion sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac Tchad (RESTE Emploi Résilience OXFAM).

³ OXFAM, CARE, ACF, Chora, AIDER, ARDEK, 'Rapport projet final narratif « Emploi, Résilience et Cohésion Sociale dans la bande sahélienne et la zone du Lac Tchad » RESTE', octobre 2021.

⁴ Comité d'Oxford pour la lutte contre la famine.

économiques pour les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables, améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire, et renforcer les structures de gouvernance locale et la cohésion sociale. Une évaluation finale mesurant les extrants et les résultats a été achevée par le consortium en octobre 2021 (sur laquelle cette boîte est largement basée).

Opportunités économiques : le projet a indiqué que 57% des bénéficiaires âgés de 16 à 40 ans avaient augmenté leurs revenus d'au moins 30% à la fin du projet. En outre, 38% des femmes et des jeunes bénéficiaires avaient diversifié leurs revenus à la fin du projet, ce qui reste en deçà de l'objectif initial de 50%. Afin d'augmenter les revenus des bénéficiaires et de renforcer la diversification des revenus, RESTE *Emploi Résilience* a soutenu les petites entreprises dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et d'élevage dans une approche de chaîne de valeur (gombo, oignon, millet, mouton, etc.), mais aussi le commerce à petite échelle et les services innovants.

Meilleures pratiques

- **Connaissances** – le projet a capitalisé sur la documentation et les études sur les chaînes de valeur agricoles qui étaient disponibles avant son démarrage, intégrant ainsi les pratiques passées et existantes.
- **Financement** – Le Fonds d'appui aux initiatives, un outil innovant pour financer de petites initiatives, a été mis en place avec succès par le projet pour financer les petites initiatives des femmes et des jeunes, parallèlement aux VSLA existantes.

Défis

- **Mesure** – la façon dont l'augmentation des revenus est mesurée dans l'évaluation (sur la base des commentaires des bénéficiaires) ne permet pas une désagrégation et des analyses plus poussées. Les augmentations de revenus n'ont pas été ventilées par type de bénéficiaire (sexe, âge, statut migratoire).

Nutrition et sécurité alimentaire : à la fin du projet, le score de diversification alimentaire de 37% des ménages bénéficiaires s'était amélioré. En outre, l'autosuffisance céréalière de 75% des ménages avait augmenté d'au moins deux mois à la fin du projet, supérieure à l'objectif initial de 60%.

Meilleures pratiques

- **Le projet a fourni un soutien direct aux techniques de production agricole** par la distribution d'engrais, d'outils, de semences, la création de systèmes d'irrigation et de formations techniques. Il a également soutenu la reconstitution du bétail par le biais de distributions d'animaux et de parcs de vaccination du bétail.
- **Un système communautaire d'alerte précoce et d'intervention** a été mis en place pour mieux anticiper et traiter les événements climatiques et les catastrophes naturelles.¹
- **Le projet a soutenu des méthodes de planification agricole participative** via la rédaction, la mise en œuvre et le suivi de plans de développement local (PDJ).

Défi

- **Stratégie de sortie** – alors que la présence de certaines ONG du consortium dans la région devrait permettre un suivi auprès des autorités sur certaines activités, la stratégie de sortie rédigée au cours de la quatrième année de mise en œuvre n'a pas complètement clarifié les rôles des ONG ou les nouvelles sources potentielles de financement.

¹ Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU).

Gouvernance locale : sept structures de gouvernance ont été soutenues par le projet pour rédiger et exécuter des PDL. Bien que le nombre de structures soutenues ait été insuffisant par rapport à l'objectif initial (19), les PDL établis ont été jugés satisfaisants, reflétant légitimement et efficacement les priorités des minorités et promouvant une forme de gouvernance plus inclusive et participative. L'évaluation a révélé que 65% des femmes et des jeunes interrogés estimaient que leurs besoins et leurs priorités étaient inclus dans les PDL. RESTE a principalement travaillé avec les organisations de la société civile existantes, renforçant leurs capacités et soutenant leur participation aux organes décisionnels.

Meilleures pratiques

- **RESTE s'est appuyé sur les organisations de la société civile** existantes pour participer aux comités locaux soutenus.
- **Le projet a validé et financé 68 microprojets** décidés à travers les sept PDL, pour une valeur totale de 137 millions de CFA (209 000 €).
- **Gestion des conflits** – le projet a encouragé l'organisation d'une table ronde provinciale sur la gestion des conflits au niveau communautaire, qui a réuni 102 participants.

Défis

- **Longueur des procédures d'allocation des fonds** – les procédures du fonds Fast Track pour allouer des fonds aux organisations de la société civile ont été qualifiées de trop lentes.
- **Suivi** – un manque de suivi par les membres des structures de développement local, qui s'appuyaient trop sur le projet à cette fin, a été observé. Cela soulève également des préoccupations quant à la durabilité des processus de suivi des PDL.

5.3.3. LE TCHAD ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

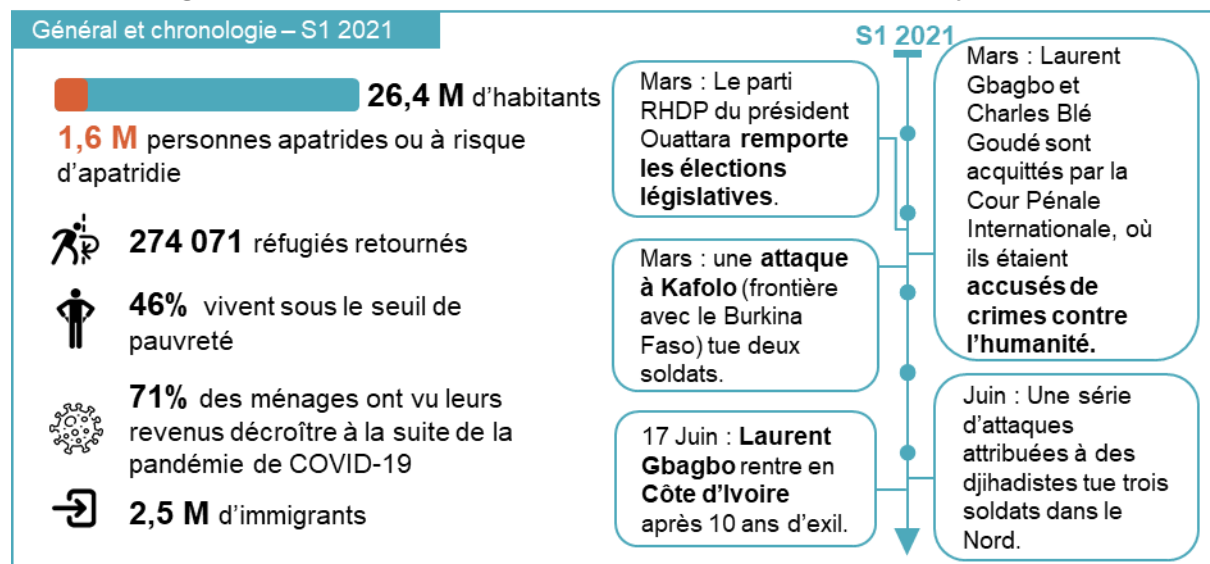
Tableau 5: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Tchad, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2,081	2,268	2,140	970	7,459	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	47	74	2	123	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5,268	16,982	9,109	6,482	37,841	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	230	2,493	2,481	1,680	6,884	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	24	11	11	49	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	56	19	20	121	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	139	264	298	91	792	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	660	2,567	17,824	2,280	23,331	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	18,546	10,477	8,717	1,809	39,549	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	34,999	18,610	114,634	37,331	205,574	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	8	40	9	3	60	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	70	317	1,581	21	1,987	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	21,672	30,706	183,797	5,258	241,433	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	57	1,622	430	114	2,222	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	35,160	221,000	14,206	5,830	276,196	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	605	1,468	289	2,362	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	119	360	70	549	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	86	65	14	0	165	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	0	1,196	3,011	1,194	5,401	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	86	100	23	210	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	1	0	0	2	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	16	23	4	43	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	16	0	16	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	216	709	26	951	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	667	1,206	3,123	1,126	6,122	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	60,527	233,942	69,314	8,092	371,875	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	1	1	5	0	7	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	17	206	131	83	438	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	5	12	157	11	185	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	10	20	9	2	41	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	4	0	12	

5.4. CÔTE D'IVOIRE

5.4.1. CÔTE D'IVOIRE EN S1 2021

Figure 33: Côte d'Ivoire – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Alors que la Côte d'Ivoire a maintenu une croissance économique robuste depuis la crise post-électorale de 2010-2011, en juin 2021, 46% des 26,4 millions d'habitants vivaient encore sous le seuil de pauvreté.¹ La pandémie de COVID-19 et la crise économique qui a suivi ont encore exacerbé la fragilité des ménages pauvres, 71% des ménages ayant déclaré une baisse de leur revenu en 2020.² En outre, plus de 37% des entreprises ont été contraintes de fermer, faisant face à une baisse des ventes et des revenus ainsi qu'à une réduction des heures de travail en raison des mesures de prévention de la propagation de la COVID-19.³

La Côte d'Ivoire reste profondément divisée politiquement depuis la crise de 2010-2011. Le parti du président Alassane Ouattara, qui a été réélu pour un troisième mandat contesté en octobre 2020, a remporté les élections législatives en mars.⁴ En mars 2021, Laurent Gbagbo (président de 2000 à 2011) et Charles Blé Goudé (leader des Jeunes Patriotes) ont été acquittés devant la Cour pénale internationale, où ils étaient inculpés de crimes contre l'humanité pour leurs actions pendant la crise. Laurent Gbagbo est rentré en Côte d'Ivoire en juin, dans ce qui est considéré comme un test pour la stabilité politique du pays.⁵

La Côte d'Ivoire est un pays d'origine, de transit et de destination pour les migrants dans la sous-région. Le pays accueille 2,5 millions de migrants et compte une diaspora de 1,1 millions de personnes.⁶ Le pays est au centre de la route migratoire Conakry-Lagos, qui est principalement une migration de main-d'œuvre.⁷ Enfin, environ 51 000 réfugiés ivoiriens qui ont fui pendant la guerre civile de 2010-2011 résident toujours dans les pays voisins et le gouvernement, en coordination avec le HCR, soutient leur retour. Les discussions en vue de la cessation du statut de réfugié étaient en cours en juin 2021.⁸

¹ PAM, « Côte d'Ivoire, country brief », juin 2021. Accessible [ici](#).

² Banque Mondiale, « The state of the Ivorian economy: how Côte d'Ivoire could rebound after the COVID-19 pandemic and boost growth », août 2020. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ France24, « Côte d'Ivoire : le RHDP d'Alassane Ouattara obtient la majorité aux législatives », mars 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Al Jazeera, « Ex-president Laurent Gbagbo back in Ivory Coast after acquittal », juin 2021. Accessible [ici](#).

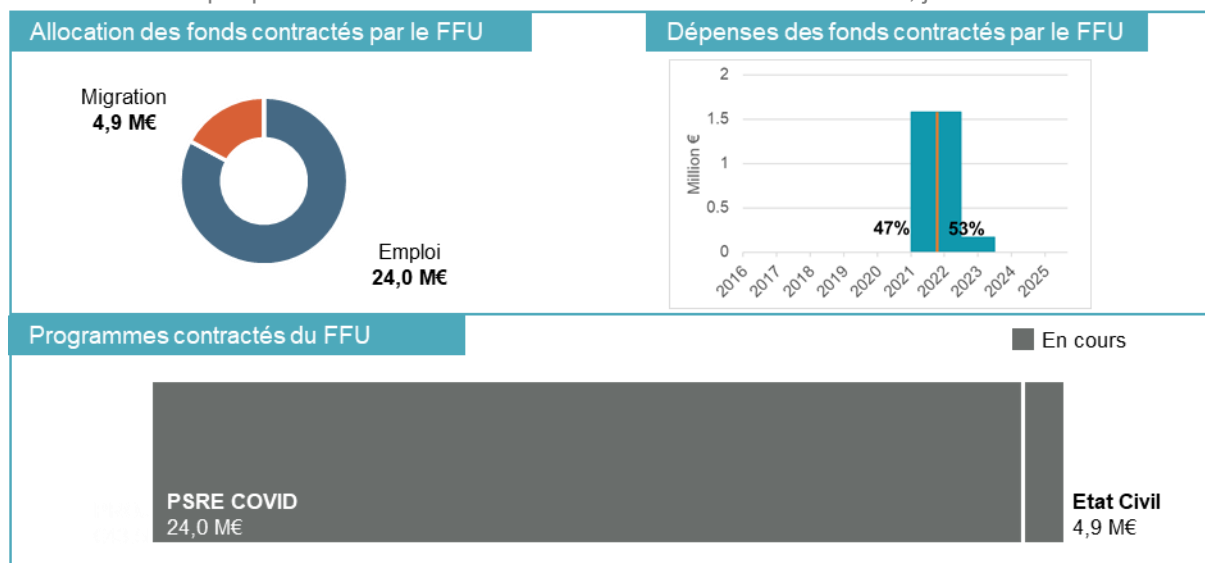
⁶ OIM, « Regional mobility mapping, West and Central Africa », juin 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

⁸ HCR, « Côte d'Ivoire : situation du rapatriement volontaire », août 2021. Accessible [ici](#).

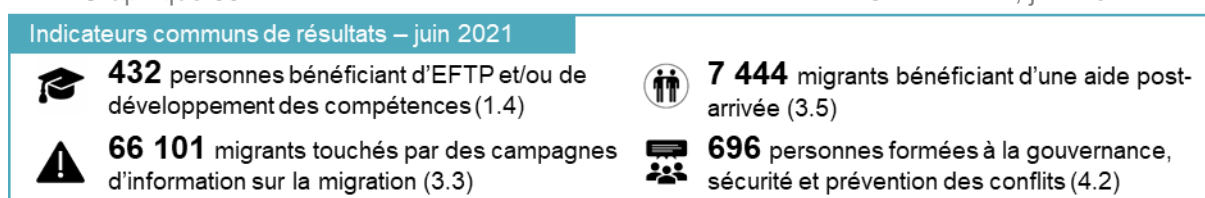
5.4.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

Graphique 34: Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Côte d'Ivoire, juin 2021^{1,2}



Le Fonds Fiduciaire a engagé 28,9 M€ pour deux projets nationaux en Côte d'Ivoire. Un projet d'appui budgétaire de 24 M€ a été signé en juin pour financer les efforts de l'État visant à fournir un soutien financier aux petites entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 et la crise économique connexe (PSRE COVID, CI-03, OS1).³ Le FFU finance également un projet de 4,9 M€ pour soutenir la nouvelle stratégie nationale en matière d'enregistrement des faits d'état civil (Etat civil, CI-02, OS3).⁴ La Côte d'Ivoire est incluse dans le rapport sur le système de suivi et de capitalisation (MLS) pour la première fois ce semestre, car l'Etat Civil a commencé à fournir des résultats au S1 2021. Les programmes régionaux mettent en œuvre des activités en Côte d'Ivoire depuis 2018, et les résultats qui n'étaient auparavant présentés qu'au niveau régional sont maintenant présentés ici aussi.

Graphique 35 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Côte d'Ivoire, juin 2021



Soutenir les efforts d'enregistrement des faits d'état civil en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, 28% des naissances, et jusqu'à 40% des naissances rurales, ne sont pas enregistrées.⁵ Cette situation laisse des gens à risque d'apatridie (on estime que 1,6 millions de personnes sont à risque dans le pays) et empêche l'enregistrement des enfants à l'école, ou l'accès à l'emploi et à certains services. En outre, le **manque de données fiables** compromet la planification et la fourniture adéquates **des services publics** ainsi que la gestion des migrations et des retours.⁶ Afin de réformer et de renforcer son système d'enregistrement de l'état civil et de fournir des certificats de

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire.

⁴ Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification en Côte d'Ivoire.

⁵ HCR, « Portail de données opérationnelles, Côte d'Ivoire », mai 2021. Accessible [ici](#).

⁶ CIVIPOL, « Description de l'action, Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification de Côte d'Ivoire », décembre 2020.

naissance aux Ivoiriens non enregistrés, le gouvernement ivoirien a adopté en 2018 une nouvelle stratégie d'enregistrement et d'identification des faits d'état civil. Une Agence Nationale de l'Etat Civil et de l'Identification (ONECI) a été créée en 2019, qui soutiendra l'identification des nationaux et des non-nationaux dans le pays et le suivi des flux.

Le programme Etat Civil (CI-02), mis en œuvre par CIVIPOL, vise à soutenir la mise en œuvre de la stratégie. Le programme a commencé ses activités en 2021 et visera à renforcer les capacités des parties prenantes nationales chargées du système d'enregistrement des faits d'état civil (y compris l'ONECI), à sensibiliser la population et les principales parties prenantes à l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil et à développer des actions pilotes pour déployer de nouveaux outils d'enregistrement. Pour aider les parties prenantes à opérationnaliser l'ONECI, le programme Etat Civil a soutenu un système de coordination entre les acteurs du secteur de l'enregistrement des faits d'état civil dans S1 2021 (indicateur 5.2). Le programme a également élaboré un guide pratique à l'intention des acteurs de l'enregistrement des faits d'état civil (indicateur 5.2) et organisé un séminaire en mars 2021 au cours duquel 686 acteurs (97 femmes, indicateur 4.2) du secteur de l'enregistrement des faits d'état civil ont été sensibilisés à l'importance du nouveau plan gouvernemental sur l'enregistrement des faits d'état civil.

Protection des migrants vulnérables et des victimes de la traite le long des routes migratoires

Le Golfe de Guinée (de la Guinée au Nigéria) est caractérisé par d'importants mouvements migratoires et la Côte d'Ivoire est un pays de transit, d'origine et de destination pour la migration dans la région. Le long de la route, les migrants en transit sont vulnérables aux risques de protection et aux pratiques d'exploitation. **Au cours du S1 2021, 825 personnes en mouvement ont été protégées et aidées par des programmes financés par le Fonds Fiduciaire en Côte d'Ivoire**, soit une augmentation de 48% par rapport au nombre atteint à la fin du mois de décembre 2020 (indicateur 3.2).¹

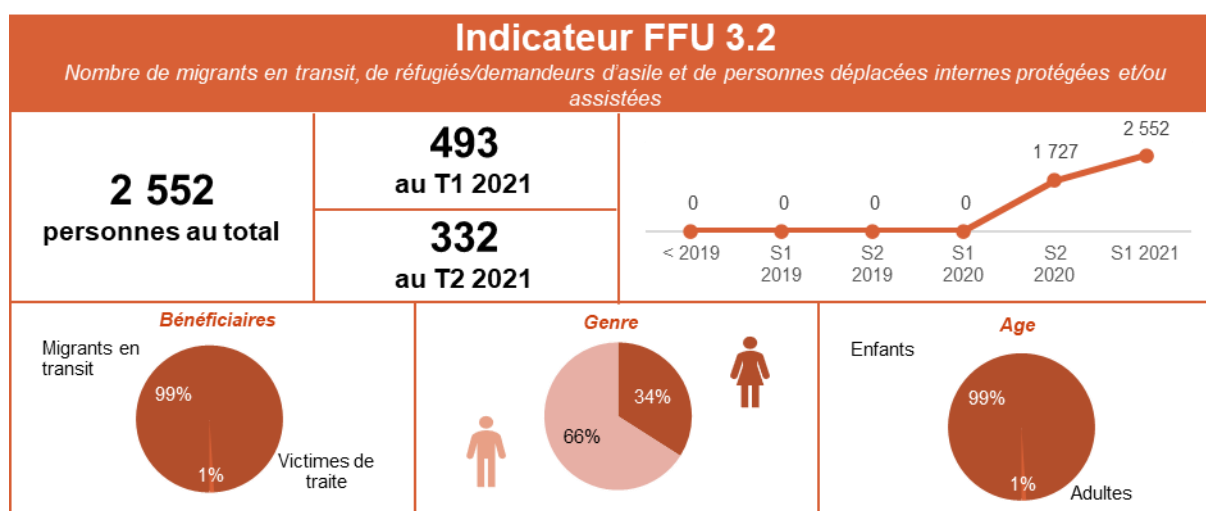
La plupart des bénéficiaires signalés dans S1 2021 ont été atteints par Protection Afrique de l'Ouest (787 enfants, et 95% des résultats obtenus en Côte d'Ivoire dans S1 2021, REG-13), qui se concentre sur la protection des enfants le long des routes migratoires.² Les enfants en déplacement sont particulièrement vulnérables aux pratiques discriminatoires, à la détention et au travail forcé.³ Le programme a identifié, renforcé ou créé et équipé des guichets uniques le long des principaux itinéraires qui ont fourni une protection et une assistance à un total de 2 514 enfants depuis le début du programme au 3e trimestre 2020, dont 866 filles. Le programme a également formé 174 acteurs locaux de la protection de l'enfance dans les principaux domaines d'intervention depuis le début du programme, dont 130 personnes au S1 2021 (indicateur 3.7) pour assurer la durabilité de l'action et l'amélioration des services de protection existants.

¹ Les résultats de l'indicateur 3.2 (2 552 au total) n'incluent pas les données de l'OIM.

² Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

³ CAEDBE « Cartographie des enfants en mouvement en Afrique », 2019. Accessible [ici](#).

Graphique 36: Indicateur 3.2 du FFU, en Côte d'Ivoire, juin 2021



Au cours du premier semestre 2021, 38 personnes supplémentaires ont été protégées par des programmes financés par le Fonds Fiduciaire, toutes victimes de la traite, à travers le programme TEH (REG-12)¹ au T1 2021 (indicateur 3.2). L'exploitation sexuelle et le travail forcé sont les principales formes de traite des êtres humains le long de l'axe Conakry-Lagos, et 302 victimes de la traite ont été identifiées par le gouvernement en 2020 en Côte d'Ivoire.² Le programme TEH a soutenu la création d'un système d'orientation des victimes de la traite dans le pays et 182 acteurs ont été formés à la traite des êtres humains depuis le début des activités au deuxième trimestre 2020, dont 147 membres des forces de sécurité (indicateur 3.7). Sur les 38 victimes de la traite référées aux services de protection en 2021, 19 étaient des enfants (50%) et toutes étaient des hommes (indicateur 3.2).

5.4.3. LA CÔTE D'IVOIRE ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Tableau 6: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour la Côte d'Ivoire, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	71	155	226	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	9	1	10	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	0	0	432	432	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	0	1	1	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	0	0	0	38	38	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	1,727	825	2,552	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	12,400	41,852	10,814	1,035	66,101	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	5	9	307	2	323	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3,631	1,865	859	1,089	7,444	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,241	875	1,239	942	4,296	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	0	0	1	1	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	132	224	356	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	64	55	35	154	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10	343	125	0	478	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	0	10	686	696	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	1	3	0	4	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	0	1	1	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	2	3	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	1	0	1	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	0	0	1	1	

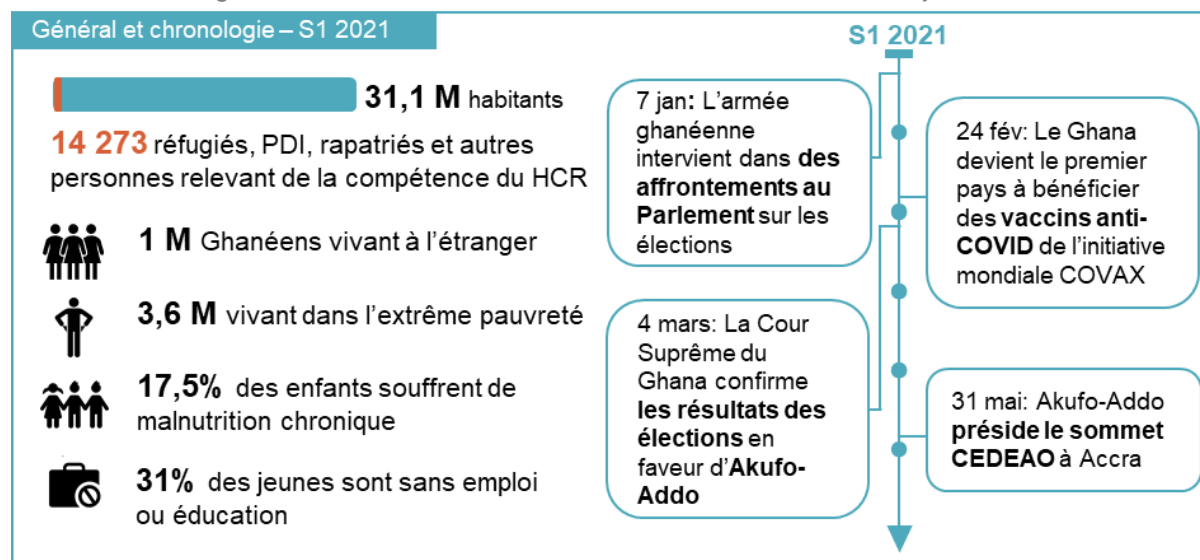
¹ Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

² US Dept. Of State, « *Trafficking in persons report* », 2021. Accessible [ici](#).

5.6. GHANA

5.6.1. GHANA EN S1 2021

Figure 37: Ghana – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Le Président Nara Akufo-Addo a remporté de justesse un second mandat lors des élections générales de décembre 2020. Lors de sa cérémonie d'assermentation en janvier, des affrontements ont éclaté entre les membres du Parlement ghanéen fortement polarisé.¹ Le parti perdant, le Congrès National Démocratique, a contesté les résultats et a accusé la Commission Electorale d'avoir manipulé le décompte des voix. Les résultats ont toutefois été confirmés par la Cour Suprême du Ghana en mars.² Le Parlement sans majorité a ralenti le processus d'approbation des ministres nouvellement nommés, et certaines personnalités du NDC ont laissé entendre que le Parlement n'approuverait pas facilement les projets de loi soumis par l'exécutif.³ Malgré ces difficultés au premier semestre 2021, le Ghana a maintenu son implication dans les affaires régionales, Akufo-Addo a présidé un sommet de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en mai à la suite du coup d'État au Mali.⁴

Comme d'autres pays de la région, l'économie et les moyens de subsistance du Ghana ont été affectés négativement par la COVID-19, et la croissance économique est passée de 6,5% en 2019 à 1,1% en 2020. Malgré le développement rapide du Ghana au cours des 30 dernières années, l'impact de la croissance sur la pauvreté a ralenti ces dernières années et les inégalités et la pauvreté rurale persistent.⁵ En ce qui concerne la COVID-19, on estime que le nombre de personnes dans la pauvreté a augmenté d'environ 430 000 en raison de la pandémie.⁶ De plus, 85% des répondants à un sondage publié en mars 2021 ont signalé une baisse du revenu des ménages en raison de la pandémie, en grande partie une conséquence des confinements qui perturbent le marché du travail.⁷ On s'attend à ce que l'économie ghanéenne se redresse fortement en 2021 et, en mai, la Société Financière

¹ France 24, 'Ghana army moves to quell parliament clash ahead of swear in', juillet 2021. Accessible [ici](#).

² Sampson Kwarkye, Paul Nana Kwabena Aborampah Mensah, 'Ghana's Akufo-Addo faces a gruelling second term', Institute for Security Studies, mars 2021. [ici](#).

³ Ibid.

⁴ Al Jazeera, 'ECOWAS suspends Mali over second coup in nine months', mai 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Tomomi Tanaka, Camille Nuamah, Michael Geiger, 'Ghana's challenges widening regional inequality and natural resource depreciation', Blogs de la Banque Mondiale, Consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

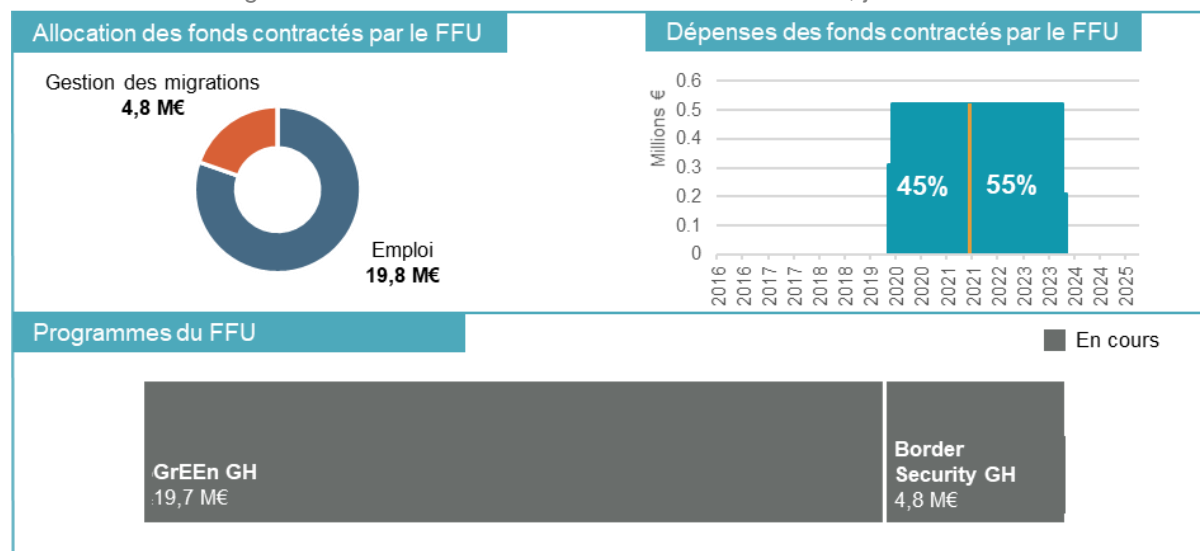
⁶ Kwabena Adu-Ababio, Robert Darko Osei, Jukka Pirttila, Pia Rattenhuber, 'Distributional effects of the Covid-19 pandemic in Ghana', UNU WIDER, octobre 2021, consulté [ici](#).

⁷ Simone Schotte, Michael Danquah, Robert Darko Osei, Kunai Sen, 'How Covid-19 affects workers and their livelihoods in urban Ghana', UNU WIDER, mars 2021, consulté [ici](#).

Internationale a signé un accord avec le marché des obligations vertes offrant davantage d'opportunités d'investissement dans des projets respectueux du climat et signalant la croissance de l'économie verte du Ghana.¹

5.6.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU GHANA

Figure 38: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Ghana, juin 2021 ^{2,3}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 24,6 M€ dans des projets au Ghana. Les projets liés à l'emploi (OS1) représentent 80% de ce financement, et les 20% restants portent sur la gestion des migrations (OS3). Tous les projets nationaux ont été contractés fin 2019 dans le cadre de deux programmes. Le programme GrEEEn (GH-02) se concentre sur le soutien à la création d'emplois verts et d'opportunités d'entreprise, et le programme *Border Security Ghana* (GH-01) vise à renforcer les capacités locales et nationales en matière de migration et de gestion des frontières.⁴ Le premier semestre de 2021 marque le deuxième semestre où ces projets rapportent des résultats, car leurs phases de démarrage ont été interrompues par la pandémie de COVID-19 au S1 2020. Les programmes au Ghana ont consacré environ la moitié du budget contracté du Fonds Fiduciaire au pays.

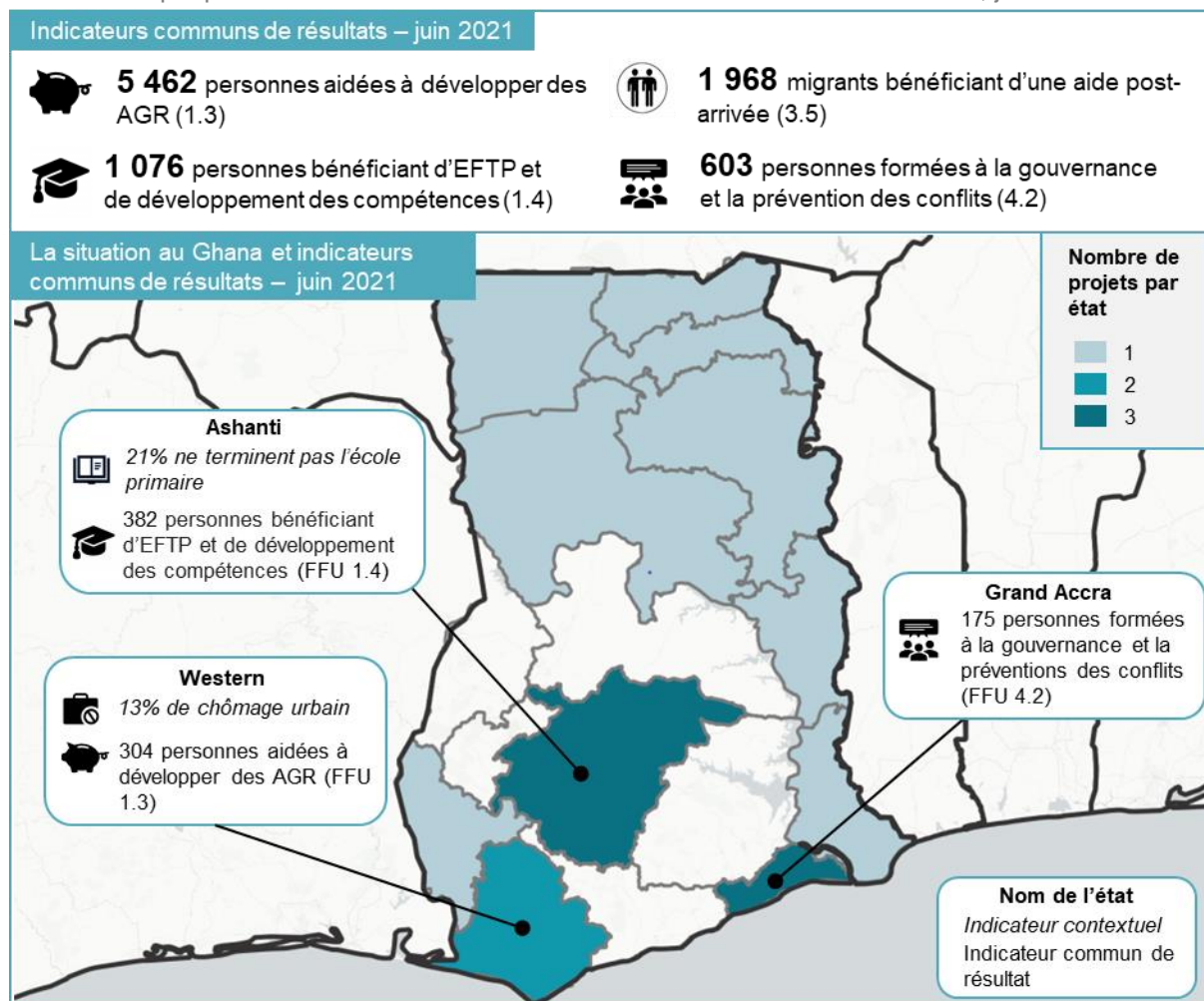
¹ Jean Marie Takoueu, 'IFC supports the development of the green bond market', Afrik21, mai 2021. Accessible [ici](#).

² Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

³ Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

⁴ *Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana; Strengthening Border Security in Ghana.*

Graphique 39 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Ghana, juin 2021



Cette année a marqué le début de la période de mise en œuvre de la **Stratégie Nationale pour les emplois verts du Ghana (2021-2025)**, décrite par le **Ministère de l'Emploi et des Relations de Travail**. La stratégie définit des priorités pour soutenir les entreprises durables et développer les compétences pour les emplois verts afin que l'économie verte se développe sans laisser de côté les économies locales.¹ En 2020, le programme GrEEen (GH-02) a signé un protocole d'accord pour aider le Ministère de l'Emploi et des Relations de Travail à opérationnaliser cette stratégie nationale.² Mis en œuvre par le FENU et la SNV, le programme vise à doter les particuliers et les entreprises vertes des compétences et des ressources nécessaires pour développer des activités génératrices de revenus (AGR) qui contribuent à la durabilité environnementale.

Au cours du premier semestre de cette année, le programme a aidé 5 011 personnes à développer des AGR (indicateur 1.3). Par rapport aux données rapportées en décembre 2020, cela représente une multiplication par dix du nombre de bénéficiaires de soutien, ce qui pourrait être dû au fait que le programme a gagné en dynamisme après que la programmation initiale ait été perturbée par la pandémie de COVID-19.

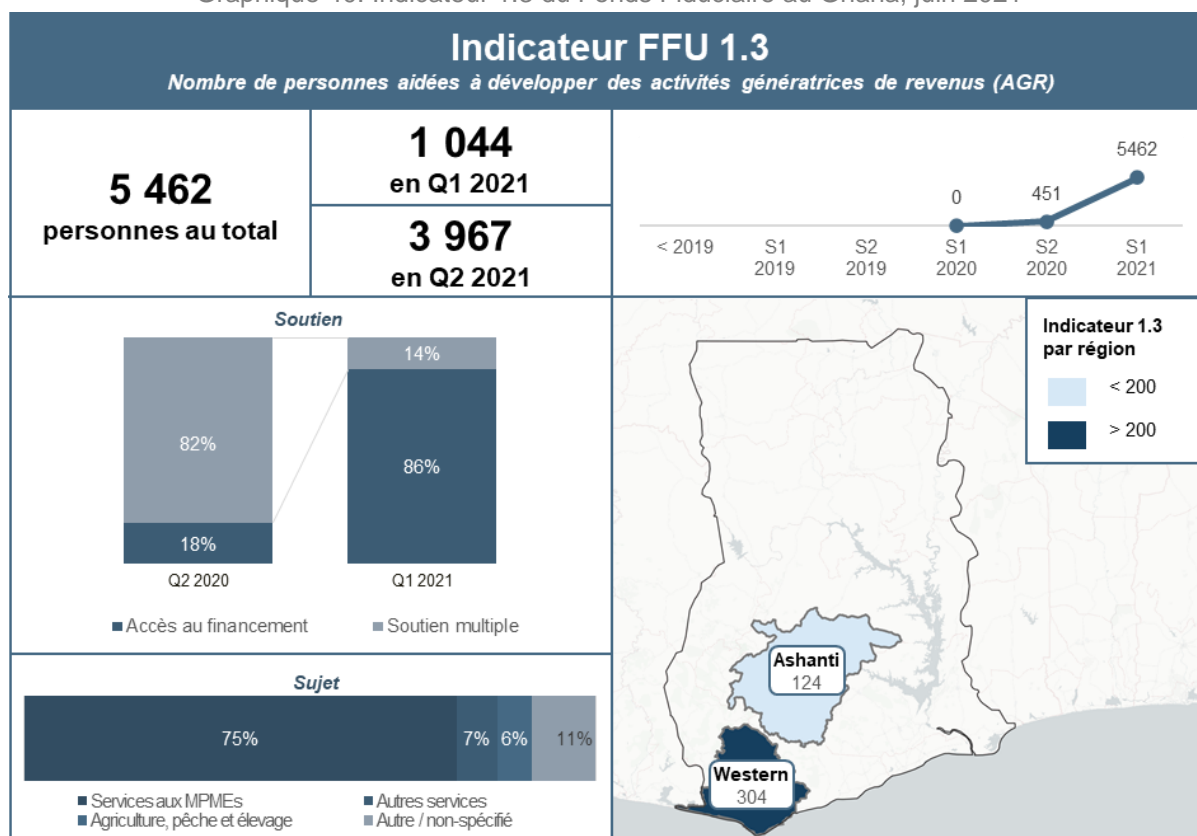
La majorité des bénéficiaires de AGR, (86%) totalisant 4 294 personnes, ont été aidés à accéder au financement. Le FENU a travaillé avec des prestataires de services financiers pour les aider à adapter leurs services aux besoins des jeunes, des femmes et des rapatriés. Par conséquent, 4 036 personnes ont eu accès à des services financiers tels que des comptes d'épargne jumelés pour le

¹ Ministère de l'Emploi et des Relations de travail, 'National Green Jobs Strategy 2021-2025', OIT, mars 2021, consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

² Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana.

développement de leurs activités commerciales. Le FENU a également lié 258 personnes à des plateformes de financement participatif de la diaspora qui fournissent des fonds pour les investissements communautaires locaux. Le projet a trouvé difficile de prouver aux partenaires financiers du secteur privé que ces projets ruraux et relativement naissants étaient des investissements solides et durables, mais a noté que ce problème s'est amélioré avec le temps. Le FENU a également dispensé une formation sur les compétences financières et la présentation de son entreprise (indicateur 1.4) à 368 personnes (12% de femmes et 49% de jeunes). Dans l'ensemble, les bénéficiaires de ces fonds ont créé 501 emplois (indicateur 1.1), dont 64% sont allés à des femmes.

Graphique 40: Indicateur 1.3 du Fonds Fiduciaire au Ghana, juin 2021



En outre, 717 personnes vulnérables ont reçu des services de formation en matière d'employabilité et d'entrepreneuriat, d'encadrement et de mentorat (indicateur 1.3). Les bénéficiaires étaient principalement des jeunes (91%) et des femmes (67%), et l'objectif de ces formations était de renforcer la capacité des entrepreneurs à gagner un revenu dans l'agriculture (22%), les services (42%) et d'autres secteurs (36%). Les entreprises qui profitent de ce soutien font partie de l'économie circulaire verte, dans des domaines tels que l'agriculture biologique ou la production de compost, ou aux entreprises qui utilisent des produits recyclés comme intrants. SNV a éclairé sa programmation au moyen d'une analyse complète du marché qui a permis d'identifier les besoins sectoriels et les programmes existants dans les principaux domaines de retour (indicateur 5.3).

Générer des opportunités de moyens de subsistance verts de manière durable nécessite une coordination avec les gouvernements locaux et les partenaires du secteur privé. En janvier, GrEEn a organisé un forum international sur l'investissement vert qui a réuni des acteurs du secteur privé et des MPME vertes (indicateur 5.1). Les entrepreneurs ont pu en apprendre davantage sur le paysage de l'investissement vert et réseauter avec des banques, des investisseurs verts et des membres de la diaspora. Le programme a également développé une plate-forme Web pour mettre en relation les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels, des employeurs et des mentors et pour diffuser des informations relatives à l'économie verte et circulaire (indicateur 5.2). En outre, le GrEEn a tenu des réunions avec les assemblées métropolitaines, municipales et de district pour soutenir la

création de 10 plans de développement local qui intègrent les considérations relatives à l'adaptation au changement climatique et renforcent la capacité des gouvernements locaux à s'adapter au changement climatique et au développement local sensible au genre (indicateur 2.1). Enfin, le FENU et la SNV ont également fait des efforts pour se coordonner afin de maximiser les résultats des activités interdépendantes.

5.6.3. LE GHANA ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

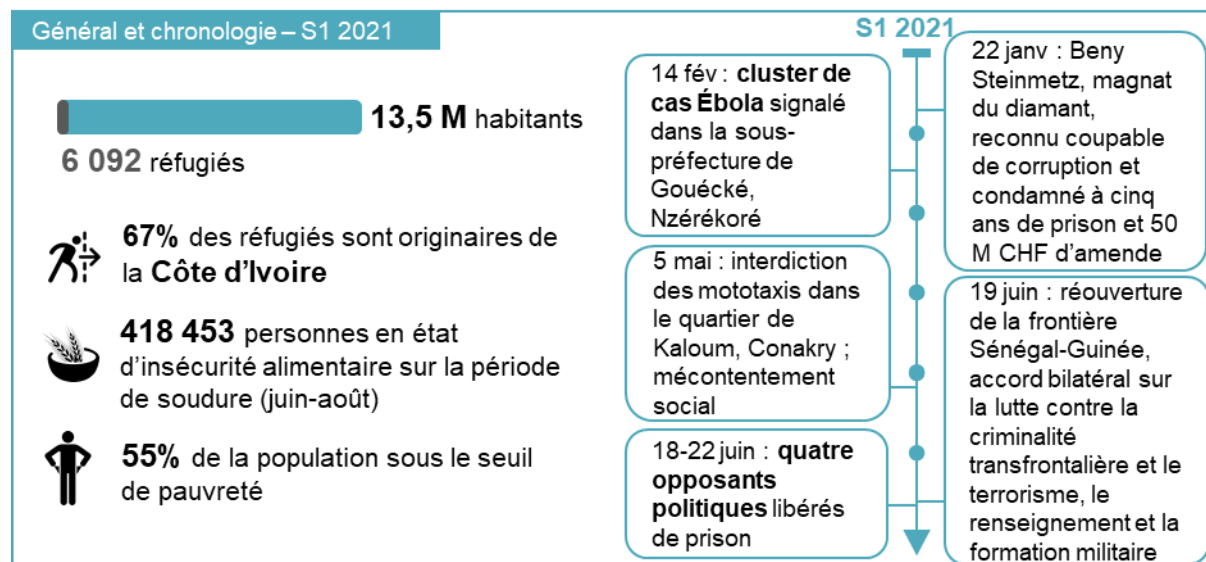
Tableau 7: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Ghana, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	2	545	547	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	5	95	100	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	0	451	5,011	5,462	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	5	307	764	1,076	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	0	0	10	10	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	3,110	24,855	826,738	2,031	856,734	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	5	0	5	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	875	266	518	309	1,968	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	212	449	303	186	1,151	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	200	20	220	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	5	88	64	54	211	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	29	57	204	6	296	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	31	0	31	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	140	40	49	374	603	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	19	6	25	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	3	2	5	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	13	2	15	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	1	0	0	1	2	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	32,000	0	32,000	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	7,000	182,763	189,763	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	10	10	20	

5.7. GUINÉE

5.7.1. GUINÉE EN S1 2021

Figure 41: Guinée – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



L'économie guinéenne s'est montrée plus résiliente que beaucoup de ses homologues africains en 2020, une situation qui devrait rester inchangée en 2021. L'économie devrait croître de 5,6% en 2021,¹ essentiellement en raison de la demande extérieure soutenue de bauxite, d'or et de diamants, ainsi que de la reprise dans les secteurs non miniers.² Pourtant, les bénéfices de la croissance n'atteignent pas les personnes travaillant dans le secteur informel, qui constituent la majeure partie de la population et restent très exposées à la pauvreté. En juin 2021, 55% de la population du pays vivait en dessous du seuil de pauvreté.³ Le 16 avril à Kouroussa dans l'est, des affrontements entre les mineurs de l'or et les forces de l'ordre ont fait deux morts et huit blessés, un événement symptomatique des précaires conditions socio-économiques de la classe ouvrière.⁴

Le pays a été confronté à deux épidémies au cours du premier semestre 2021 : la Covid-19, avec 10 032 cas et 90 décès officiellement signalés entre le 1^{er} janvier et le 30 juin,⁵ et Ebola. Lors de l'épidémie d'Ebola entre le 14 février et le 19 juin 2021 – le jour où le gouvernement a déclaré la victoire sur la maladie –, un total de 16 cas confirmés et 7 cas probables d'Ebola ont été signalés, dont 12 sont décédés.⁶ La Guinée a rouvert ses frontières en février 2021, cinq mois après les avoir fermées en septembre 2020.⁷

¹ BAD, 'Guinea Economic Outlook', 2021. Accessible [ici](#).

² The Economist, The Economist Intelligence Unit (EIU), 'Guinea'. Accessible [ici](#).

³ PAM, 'Guinea Country Brief', juin 2021. Récupérer [ici](#).

⁴ Jeune Afrique, 'Orpaillage en Guinée : et si Kouroussa n'était qu'un début ?'. Accessible [ici](#).

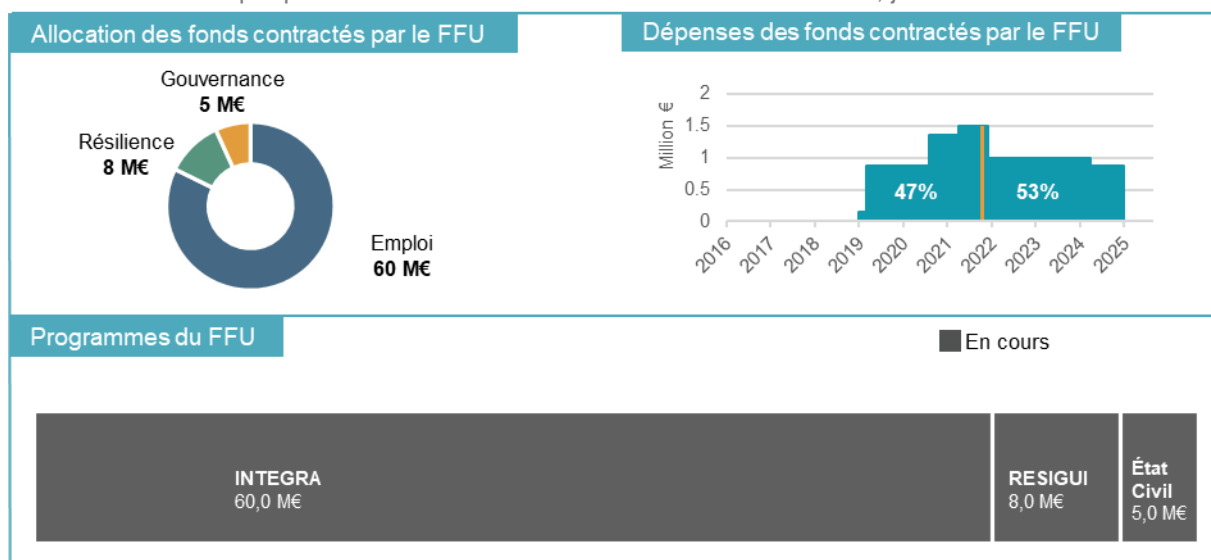
⁵ OWID, 'Données COVID-19'. Accessible [ici](#).

⁶ OMS, 'Ebola N'Zerekore, Guinea, 2021'. Accessible [ici](#).

⁷ Jeune Afrique, 'Orpaillage en Guinée : et si Kouroussa n'était qu'un début ?'. Op. Cit.

5.7.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN GUINÉE

Graphique 42: Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021^{1,2}



Le Fonds Fiduciaire a engagé 73 M€ en Guinée, contre 68,0 M€ en décembre 2020. La majeure partie du financement contracté dans le pays (60,0 M€) vise à créer des emplois, à former des personnes et à améliorer les opportunités économiques pour la jeunesse guinéenne (OS1) grâce au programme INTEGRA (GN-01).³ Le Fonds Fiduciaire met également l'accent sur la résilience, la prévention de la malnutrition et la sécurité alimentaire (OS2) dans le cadre du programme RESIGUI (GN-04)⁴ de 8,0 M€. Enfin, le nouveau programme Etat Civil (GN-05)⁵ de 5,0 M€ vise à renforcer les cadres institutionnels et opérationnels des processus d'état civil en Guinée, par la numérisation et le renforcement des capacités des acteurs nationaux (OS4).

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

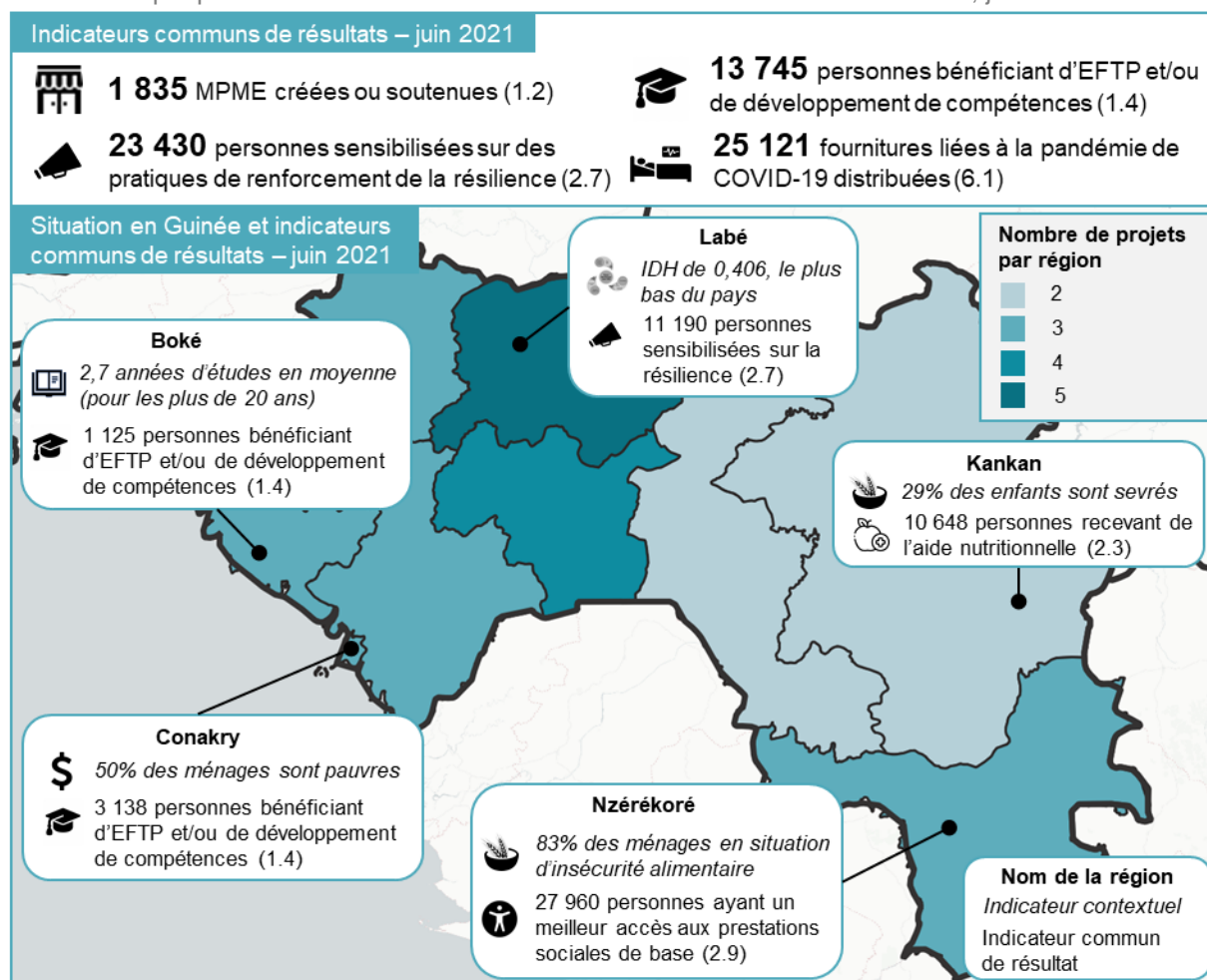
² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.

⁴ RESIGUI – Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

⁵ Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation.

Graphique 43: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021



Utiliser l'EFTP pour renforcer l'esprit d'entreprise et le travail indépendant et faciliter l'insertion professionnelle

L'insertion professionnelle et la création d'entreprises formelles restent difficiles en Guinée eu égard au fragile marché du travail, en particulier pour les jeunes. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans sans études, ni emploi, ni formation représentent 22% des jeunes Guinéens, tandis que les autres souffrent généralement de sous-emploi et de conditions de travail précaires.¹

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire se concentrent sur le développement des compétences, le travail indépendant, le développement de l'esprit d'entreprise et la création de réseaux d'acteurs économiques du secteur informel dans le but de créer et de fournir des emplois de qualité aux chômeurs et aux personnes en situation de sous-emploi. Au cours du S1 2021, 7 168 personnes ont bénéficié de formations professionnelles (EFTP) et/ou de développement des compétences dans le cadre de programmes financés par le Fonds Fiduciaire (indicateur 1.4), soit plus que le total atteint à la fin de 2020, ce qui porte le nouveau total à 13 745. Les programmes du Fonds Fiduciaire se focalisant sur l'OS1 en Guinée se concentrent sur deux groupes : les jeunes, et les petits agriculteurs des zones rurales.

Le programme INTEGRA (GN-01)² vise à développer les compétences des jeunes, à promouvoir l'esprit d'entreprise et à favoriser l'insertion socioprofessionnelle en travaillant en étroite

¹ OIT, 'Statistiques du travail des jeunes – Part des jeunes âgés de 15 à 24 ans sans études, ni emploi, ni formation (NEET), estimations modélisées pour 2018'. Accessible [ici](#).

² Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée.

collaboration avec les structures nationales de formation de la Guinée pour renforcer les programmes d'EFTP, y compris le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et l'Agence du Service Civique d'Action pour le Développement (ASCAD) qui dispense des formations professionnelles dans ses deux centres à Conakry et à Kindia (sur la sécurité, la construction et les travaux publics, la gestion hôtelière, la conduite de camions à Conakry et l'agriculture à Kindia).¹ Au cours du S1 2021, INTEGRA a fourni une formation de type EFTP et/ou un développement des compétences à 4 209 personnes, soit une augmentation de 64% par rapport au total atteint en décembre 2020. Alors que le programme a été retardé par les répercussions de l'élection présidentielle guinéenne de 2020 et de la Covid-19, les activités ont repris au S1 2021 avec 1 334 personnes formées grâce à des formations techniques d'EFTP.² En outre, 1 325 personnes ont reçu une formation à l'entrepreneuriat et 70 ont été formées à la prospection commerciale et à la sélection des investisseurs pour leurs start-ups et leurs petites entreprises. 1 205 personnes ont suivi le cours de haute intensité dans les chantiers-écoles au S1 2021.³ Les femmes représentaient 31% des bénéficiaires d'INTEGRA et les hommes 54%.⁴

Au cours du premier semestre de 2021, 2 959 personnes supplémentaires ont bénéficié de l'EFTP et du développement des compétences par le biais du programme RESIGUI (GN-04).⁵ Le programme se concentre sur les agriculteurs des zones rurales,⁶ et cible l'autosuffisance des agriculteurs, l'amélioration des moyens de subsistance et l'amélioration du niveau de vie en général. RESIGUI a offert aux agriculteurs une formation pratique pour améliorer la diversification de la production et des moyens de subsistance (indicateur 1.4) ; 49% des bénéficiaires étaient des femmes. Les agriculteurs ont reçu des outils et du matériel et ont été formés à l'utilisation de variétés et de semences de qualité, ainsi qu'à la structuration des coopératives.

¹ ASCAD, 'Présentation de l'ASCAD'. Accessible [ici](#).

² Dont 574 grâce au partenariat avec l'ASCAD.

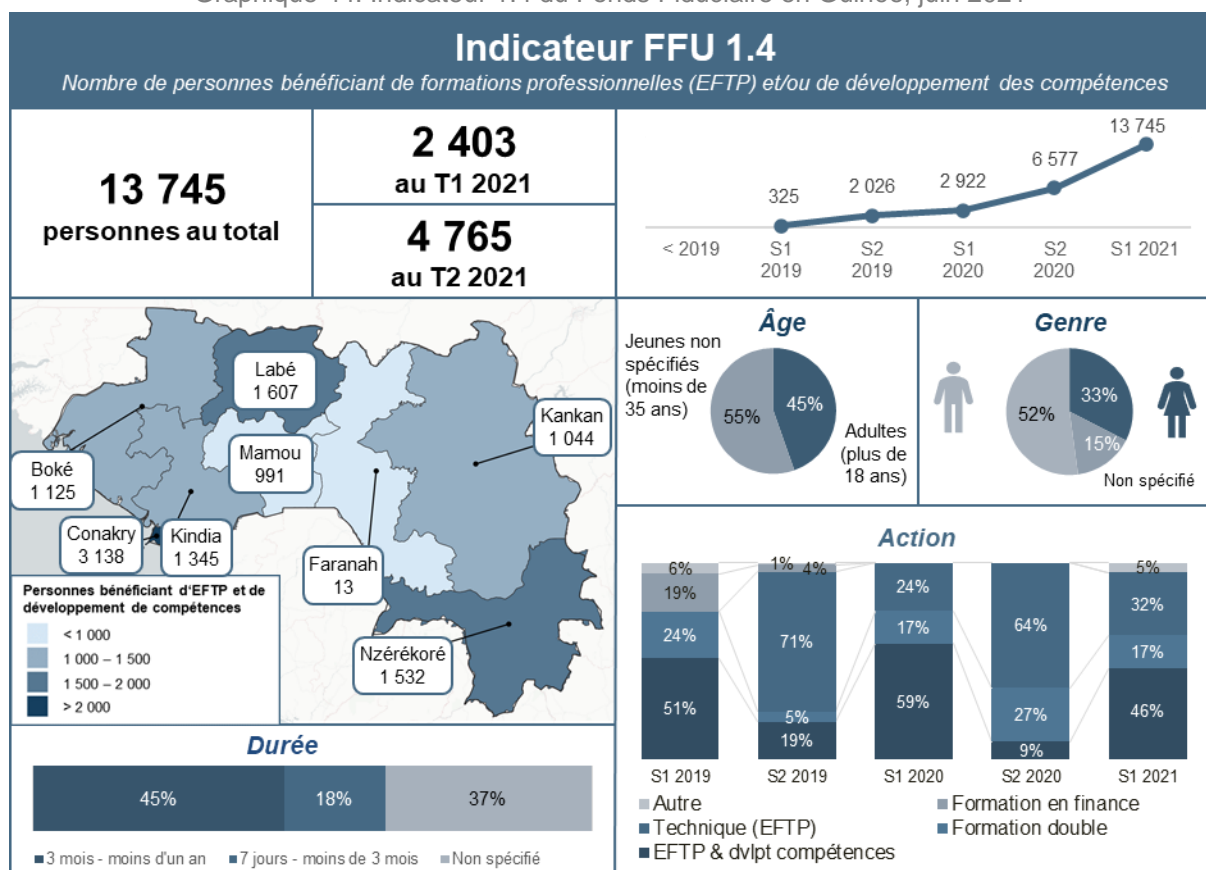
³ Parcours d'intégration HIMO/chantier-école.

⁴ Le sexe des 15% restants des bénéficiaires n'a pas pu être dissocié lors de la collecte de données.

⁵ RESIGUI – Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

⁶ Plus précisément, situé dans six municipalités des quatre régions de Boké, Kankan, Labé et Nzérékoré.

Graphique 44: Indicateur 1.4 du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021



Améliorer l'état nutritionnel à long terme, la résilience et la sécurité alimentaire des personnes les plus fragiles

La nutrition reste un sujet de préoccupation en Guinée dans un contexte d'insécurité alimentaire. Au cours de la période de soudure de juin à août,¹ 2,17 millions de Guinéens devaient se trouver dans une situation de stress pour la sécurité alimentaire (phase 2) et 680 000 dans une situation de crise (phase 3),² soit environ 2,5 fois les chiffres de l'année passée.³

RESIGUI articule des activités autour de trois phases pour contrer les effets négatifs de la crise alimentaire et fournir un soutien nutritionnel et lié à la résilience aux populations les plus vulnérables de Guinée dans quatre provinces.⁴ Tout d'abord, à travers une phase de secours d'urgence qui s'est terminée au printemps 2021, le programme a effectué des transferts monétaires inconditionnels et a distribué des suppléments nutritionnels aux femmes enceintes et allaitantes et aux nourrissons de moins de cinq ans pour prévenir la malnutrition aiguë mondiale et stimuler la croissance des enfants. Au cours du premier trimestre de 2021, le programme a également lancé ses deuxième et troisième phases de redressement, en fournissant des transferts monétaires conditionnels, en créant des actifs productifs communautaires, en formant les petits exploitants agricoles organisés en groupes et en renforçant la résilience des communautés.

Malgré certains retards dus à des problèmes techniques rencontrés par l'opérateur mobile utilisé pour les transferts monétaires et l'achat tardif de produits alimentaires, la première phase

¹ Les données du Cadre Harmonisé n'ont pas pu être obtenues pour la Guinée pour la période de référence mars-mai 2021.

² CILSS, 'Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle', avril 2021. Accessible [ici](#).

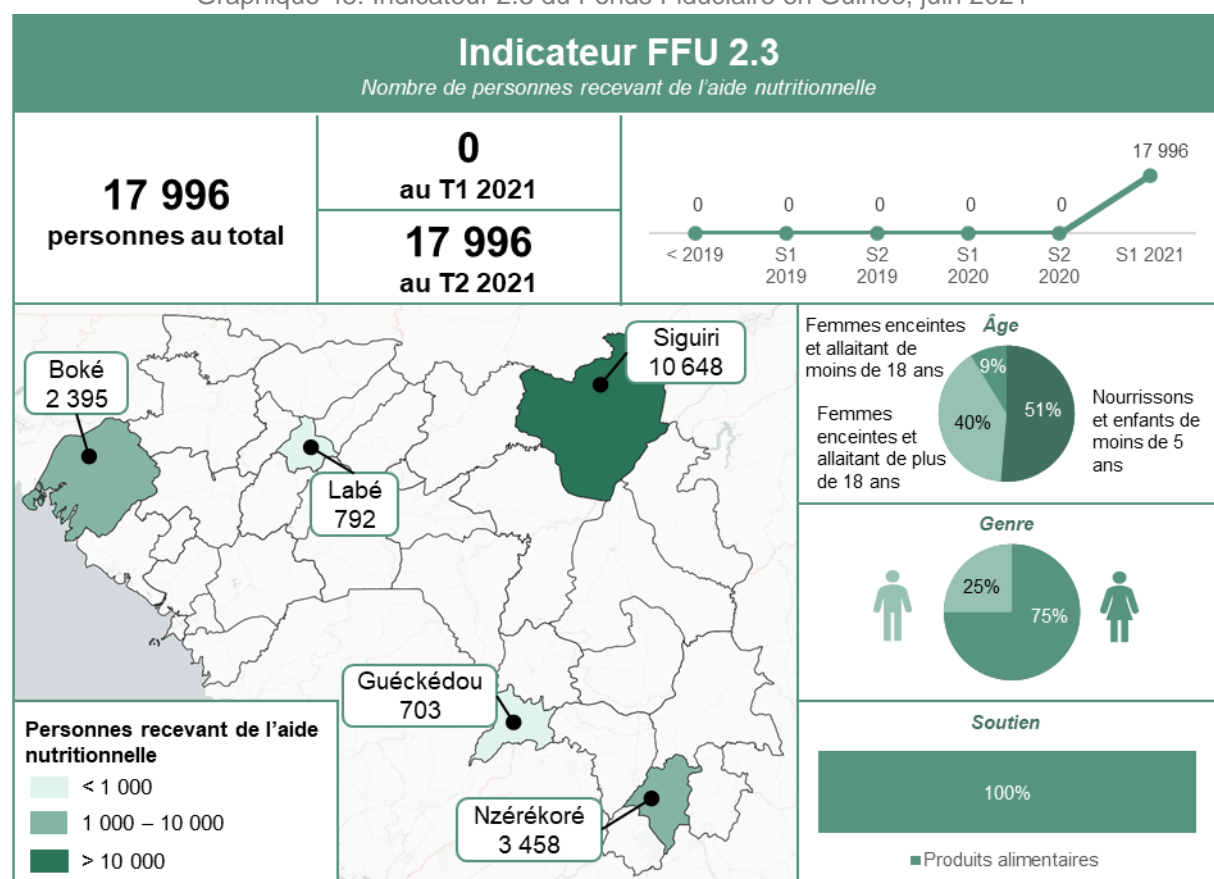
³ En effet, 270 000 Guinéens étaient en situation de crise de sécurité alimentaire (phase 3) entre juin et août 2020. PAM, 'Food security highlights – West and Central Africa', décembre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Boké, Kankan, Labé et Nzérékoré.

de secours s'est achevée en mai 2021. Au S1 2021, 17 996 personnes ont reçu une aide nutritionnelle (indicateur 2.3). Les nourrissons âgés de 6 à 23 mois¹ représentaient 51% des bénéficiaires (9 248 nourrissons, dont 51% de filles et 49% de garçons), et les femmes enceintes et allaitantes le reste (8 748, dont 18% de moins de 18 ans). Les produits distribués étaient des aliments riches en nutriments et en protéines tels que des super-céréales et de la pâte d'arachide.

Au cours du premier semestre 2021, 65 920 personnes ont reçu des transferts en espèces ou en nourriture (indicateur 2.9). Cela représentait 90% des bénéficiaires atteints depuis la création de RESIGUI. Les séances de distributions d'espèces et de produits ont également été utilisées pour sensibiliser aux bonnes pratiques en matière de nutrition et d'hygiène. Au cours du S1 2021, 14 643 personnes ont été sensibilisées aux pratiques de nutrition et d'hygiène, à l'alimentation des nourrissons et aux pratiques liées à la résilience globale (indicateur 2.7),² ce qui représente 62% des personnes atteintes depuis la création de RESIGUI. Les femmes représentaient 82% des bénéficiaires sensibilisés au S1 2021, ce qui reflète la volonté de RESIGUI de tirer parti du rôle crucial des femmes pour promouvoir des changements dans les pratiques d'hygiène et de nutrition.

Graphique 45: Indicateur 2.3 du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021



¹ C'est-à-dire au-delà de six premiers mois lorsque l'allaitement maternel est suffisant pour le nourrisson, et avant 23 mois, qui est l'âge où les dommages causés par la malnutrition deviennent irréversibles.

² Les bénéficiaires ont été atteints par le PAM en partenariat avec 12 ONG nationales choisies selon les régions et les sujets de sensibilisation.

5.7.3. LA GUINÉE ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Tableau 8: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour la Guinée, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	55	1,363	426	1,844	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	444	1,058	333	1,835	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	1,246	1,278	0	2,524	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	2,026	4,551	7,168	13,745	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	3	2	1	6	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1	0	0	85	86	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	0	17,996	17,996	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	0	0	479	479	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	8,787	14,643	23,430	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	74	0	382	456	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	6,975	65,920	72,895	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	0	111	111	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	21,155	21,161	6,432	1,001,821	1,050,569	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	76	11	6	93	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	8,280	3,637	2,269	3,311	17,498	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,832	2,206	1,836	2,455	8,328	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	174	0	1	175	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	220	150	375	745	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	672	107	92	30	901	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	0	0	2	2	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	8	1	2	11	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	8	1	4	13	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	15	1	0	16	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	36	0	1	37	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	23,015	2,106	25,121	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	4,035	1,053	5,088	

5.8. MALI

5.8.1. MALI EN S1 2021

Figure 46: Mali – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



L'instabilité politique a persisté au premier semestre 2021 au Mali. Le 24 mai, un coup d'État a été mené par le colonel Assimi Goïta contre le président de transition Bah N'Daw et le Premier ministre Moctar Ouane.¹ Ce deuxième coup d'État en moins de neuf mois a déstabilisé le pays et il semble désormais peu probable que des élections aient lieu en février 2022 comme prévu initialement par la transition.² Peu après le coup d'État, des déclarations de la France, la principale force militaire engagée au Sahel, ont mentionné le retrait des troupes françaises de l'opération Barkhane au Sahel.³

La situation sécuritaire au Mali est restée précaire au cours du premier semestre 2021. Au cours de la période, 396 attaques ont été enregistrées (791 décès signalés), une légère diminution par rapport aux 418 signalés en S1 2020.⁴ 948 civils ont été tués, blessés ou enlevés au cours du S1 2021. Ces violations des droits de l'homme et/ou du droit international humanitaire sont imputables aux groupes djihadistes (50%), mais aussi aux milices communautaires (33%) et aux armées maliennes et internationales (respectivement, 11% et 6%).^{5, 6} Le centre du Mali (Mopti) reste la région la plus touchée par les violences, mais il y a également une augmentation des incidents d'extrémisme violent dans plusieurs régions du sud du Mali.

La situation humanitaire au Mali s'est détériorée au cours de cette période. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a augmenté, dépassant même le pic de juin 2013, tout comme les incidents de protection.⁷ En juin 2021, le pays accueillait 386 454 personnes déplacées contre 322 957 en décembre 2020.⁸

¹ Jeune Afrique, 'Mali : pourquoi Bah N'Daw et Moctar Ouane sont toujours retenus à Kati', le 24 mai 2021. Accessible [ici](#).

² IRIS, 'Coup d'État au Mali : un bouleversement bien au-delà des frontières ?', le 3 juin 2021. Accessible [ici](#).

³ Le Monde, 'Après le coup d'Etat au Mali, Macron réitère son souhait de « retirer » les soldats de Barkhane', 31 mai 2021. Accessible [ici](#).

⁴ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event data project dashboard', 2021. Accessible [ici](#).

⁵ MINUSMA, 'Note sur les tendances des violations et abus de droits de l'homme au Mali, 1er janvier - 31 mars 2021', mai 2021. Accessible [ici](#).

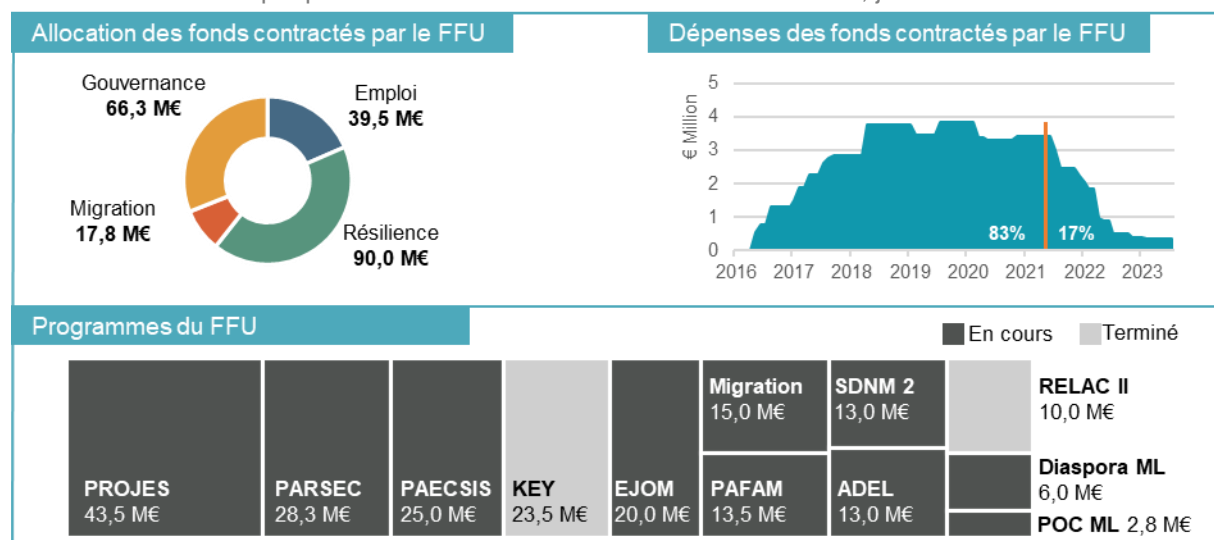
⁶ MINUSMA, 'Note sur les tendances des violations et abus de droits de l'homme au Mali, 1er avril - 30 juin 2021', août 2021. Accessible [ici](#).

⁷ OCHA, 'Mali : Tableau de bord humanitaire au 30 juin 2021', août 2021. Accessible [ici](#).

⁸ UNHCR 'Mali: Country report', consulté en juin 2020. Accessible [ici](#).

5.8.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU MALI

Graphique 47: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021^{1,2}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 213,6 M€ au Mali, principalement pour des programmes travaillant sur la résilience (OS2, 42%) ou la sécurité, la gouvernance et la prévention des conflits (OS4, 31%). Le programme PROJES (ML-10)³ est le principal contributeur au budget OS2, à hauteur de 43,5 M€, tandis que le PARSEC (ML-06)⁴ représente plus d'un tiers du budget OS4. Depuis décembre 2020, un programme, POC ML(ML-13),⁵ a été engagé pour contribuer à la lutte contre les réseaux criminels impliqués dans la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains au Mali. De nombreux programmes arrivent à la fin de leur période de mise en œuvre.

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

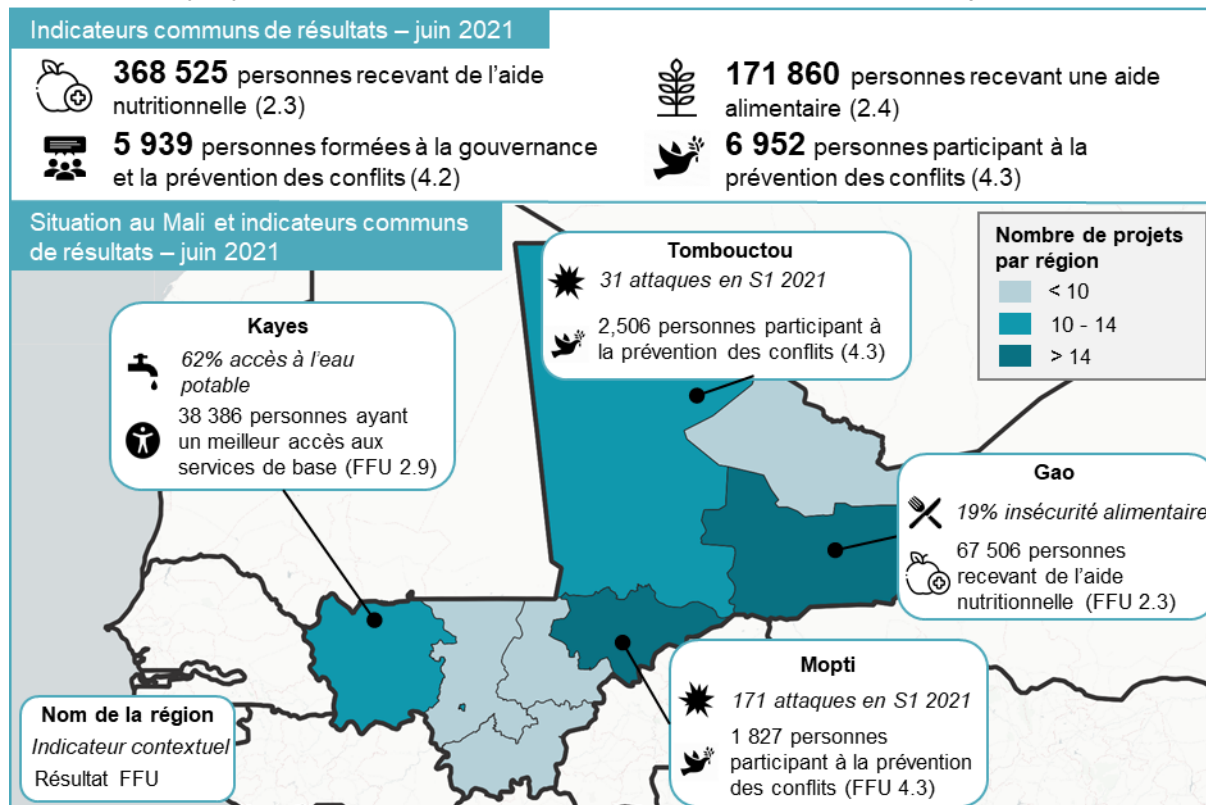
² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ Programme Jeunesse et Stabilisation – régions du centre du Mali.

⁴ Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières.

⁵ Partenariat Opérationnel Conjoint, de lutte contre l'immigration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

Graphique 48 : Situation au Mali et résultats du Fonds Fiduciaire – en juin 2021



Accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes vulnérables

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire visent à améliorer la situation nutritionnelle de la population et à réduire l'insécurité alimentaire au Mali, où le secteur alimentaire reste précaire et fragile. La pandémie de COVID-19 a entraîné une baisse du revenu de 47,3% des ménages.¹ Ceci, combiné aux séquelles de l'insécurité, en particulier dans les régions du centre et du nord du pays, a signifié que de plus en plus de ménages ont eu une capacité réduite à accéder à une alimentation adéquate au premier semestre de 2021.² En juin 2021, on estimait que 1,3 million de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire (phases 3 à 5) et que 1,1 million de personnes avaient besoin d'une aide nutritionnelle.³ Dans ce contexte, les programmes régionaux PDU et CRIALCES, ainsi que le programme national SDNM2, visent à améliorer les conditions de vie et la résilience des populations vulnérables (REG-18,⁴ REG-24,⁵ et ML-04⁶). Au cours du S1 2021, 7 240 personnes ont reçu une aide à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) et 6 588 personnes ont reçu une aide nutritionnelle (indicateur 2.3).

Le programme PDU a contribué à faire face à la crise en fournissant des solutions communautaires contre la malnutrition et des transferts monétaires au S1 2021. L'objectif global du programme PDU est d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations vulnérables. Au S1 2021, le programme a revitalisé les groupes communautaires de prévention de la malnutrition, en formant 116 spécialistes (dont 83 femmes) sur la nutrition des nourrissons et des jeunes enfants (indicateur 2.8). Ces groupes ont conduit à la sensibilisation de 6 820 personnes (dont 6 518 femmes) au dépistage de la malnutrition chez les enfants (indicateur 2.7). En outre, par le biais de groupes communautaires de prévention de la malnutrition, 5 572 enfants de moins de cinq ans ont été dépistés

¹ Few's Net, 'Mali – Perspectives sur la sécurité alimentaire – Février à Septembre 2021', septembre 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ OCHA, 'Mali : Tableau de bord humanitaire au 30 juin 2021', août 2021. Accessible [ici](#).

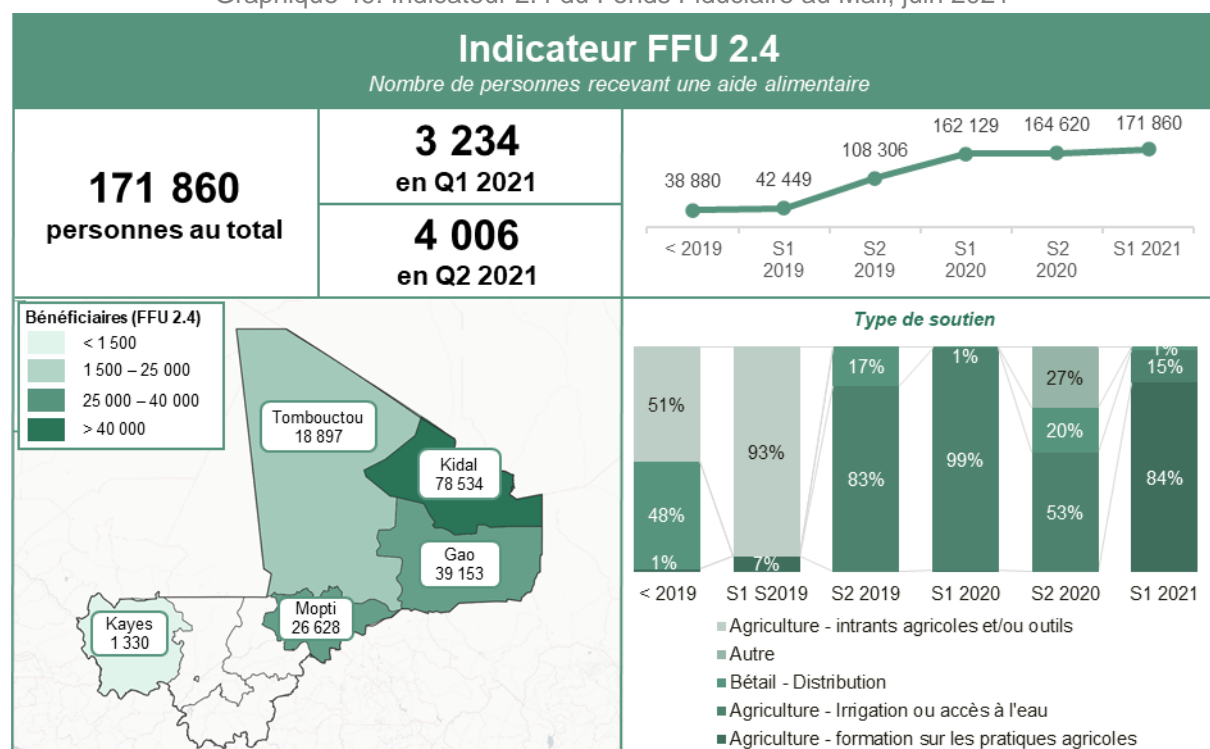
⁴ Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁵ Réponse à la crise alimentaire au centre Sahel : support nutritionnel et relèvement.

⁶ Sécurité et Développement au Nord du Mali – phase 2.







au cours de la période (indicateur 2.3). 1 016 enfants supplémentaires ont été dépistés par le biais de systèmes d'orientation communautaires, ce qui porte le total à 6 588 enfants dépistés pour la malnutrition au S1 2021. Le programme a mené des activités de création principalement à Mopti (70%) et Gao (15%), qui sont les régions les plus en situation d'insécurité alimentaire au Mali.¹ PDU a également appuyé la diffusion de messages de sensibilisation sur les thèmes de la nutrition, de l'hygiène et de l'assainissement des nourrissons et des jeunes enfants, et sur l'importance d'utiliser les services de soins de santé primaires pour les femmes enceintes et allaitantes et leurs enfants de moins de deux ans. Ces messages ont atteint 446 personnes au S1 2021 (indicateur 2.7). L'octroi de transferts monétaires pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire à 5 400 personnes (indicateur 2.9) a encore renforcé la résilience de la communauté.

Graphique 49: Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021



Au cours du premier semestre 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire et en particulier le récent CRIALCES (REG-24) ont également renforcé la sécurité alimentaire au Mali en soutenant les agriculteurs. En juin 2021, un total de 171 860 personnes avaient reçu une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) au Mali, dont 7 240 au S1 2021. CRIALCES a atteint la plupart des bénéficiaires du S1 2021 (84%). Le programme, qui a débuté en juillet 2020 et est mis en œuvre par le PMA, vise à renforcer la sécurité alimentaire des personnes dans les situations les plus vulnérables dans les zones du Sahel rural. Au Mali, les 6 102 bénéficiaires étaient tous des agriculteurs qui ont reçu un soutien technique et matériel pour renforcer leur production et leur transformation d'aliments nutritifs. Les agriculteurs ont également été soutenus par le biais de SDNM2, qui a fourni à 1 050 agriculteurs de Mopti, Tombouctou et Kidal des services d'irrigation améliorés, et du programme PDU (REG-18) qui a soutenu 88 agricultrices et agro-pasteurs à Gao par le biais de la distribution de bétail.

¹ Few's Net, 'Mali – Perspectives sur la sécurité alimentaire – Février à Septembre 2021', septembre 2021. Accessible [ici](#).

KEY ARC		Budget: 14,9 M€	Groupes cibles
 <p>Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali</p>	 <p>De janvier 2017 à août 2020</p>	 <p>Ménages vulnérables en besoin d'une protection sociale</p>	 <p>Institutions chargées d'améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire</p>
 <p>IP: Humanité et Inclusion</p>	 <p>Objectif: Soutenir la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables</p>		
<p>Le programme KEY ARC visait à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables en i) fournissant des transferts monétaires, ii) améliorant les résultats nutritionnels en promouvant les bonnes pratiques et les tests préventifs, iii) augmentant la production agricole et les revenus pour un meilleur accès à la nutrition, et enfin, iv) en ciblant les communautés et les institutions pour améliorer durablement la sécurité alimentaire et la gouvernance de la nutrition.</p> <p>Le programme a mesuré les résultats de ses activités par rapport aux chiffres de référence, constatant à la fois des changements positifs sur les indicateurs de haut niveau et des résultats mitigés. Le score moyen de diversité alimentaire chez les nourrissons (6 à 23 mois) est passé de 1,6 à 2,5, mais la proportion de nourrissons ayant le score minimum acceptable n'a pas atteint l'objectif de 15%, passant plutôt de 5% à 1%. Un autre résultat clé a été la proportion de femmes en âge de procréer ayant une diversité nutritionnelle minimale, qui est passée de 10% à 48%, au-delà de l'objectif de 20%. La proportion des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation est passée de 61% en 2016 à 56% après que les interventions visant à améliorer les moyens de subsistance ont cherché à accroître la capacité des ménages à absorber les chocs affectant leur nutrition et leur sécurité alimentaire. Les résultats liés à chacun des quatre piliers du programme sont détaillés ci-dessous.</p> <p>Renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables : En ce qui concerne le volet de sécurité alimentaire, les ménages bénéficiaires ont vu leur score moyen sur l'indice de stratégie d'adaptation diminuer : il est passé de 15 au départ à 6,6 après l'intervention. Cette diminution montre une réduction des comportements d'adaptation préjudiciables face à un accès limité à la nourriture, comme l'achat de nourriture à crédit ou la réduction de la consommation alimentaire, ce qui suggère que la sécurité alimentaire de ces ménages s'est améliorée au cours du projet. Ce résultat fait suite à des transferts monétaires saisonniers inconditionnels de 120 000 CFA chaque année à 9 570 ménages vulnérables.</p> <p>La proportion de ménages bénéficiaires ayant un score de consommation alimentaire acceptable est passée de 51% au départ à 97%. Ce résultat a été mesuré chez les bénéficiaires qui ont reçu un soutien socio-économique pour des activités agricoles et d'autres activités génératrices de revenus. Les ménages bénéficiaires ont vu leurs revenus augmenter de 65% entre le niveau de référence et la ligne finale, bien au-delà de l'objectif du programme d'une augmentation de 25%.</p> <p>KEY ARC a mis en place 103 groupes de soutien à la nutrition pour sensibiliser aux pratiques nutritionnelles et effectuer des tests de dépistage de la malnutrition, atteignant 12 732 ménages dans 14 communes pour renforcer la nutrition des ménages. En ce qui concerne l'amélioration des pratiques, l'allaitement maternel chez les mères de nourrissons âgés de moins de six mois a atteint 71% (objectif initial de 35%). De plus, 27% des mères d'enfants de moins de cinq ans ont adopté au moins quatre des huit pratiques familiales essentielles, comparativement à la base de référence de 8% et à l'objectif de 16%.</p> <p><i>Bonnes pratiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une approche multi-domaines qui combinait une réponse urgente avec un soutien à long terme a permis au programme de répondre aux besoins urgents pendant la période sèche 			

tout en aidant les communautés et les ménages à conforter leur capacité à renforcer leurs propres moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

- **Inclusion** - le programme a jugé important de trouver un équilibre entre ne pas laisser derrière les personnes ayant des besoins spécifiques et ne pas stigmatiser les groupes en les ciblant en fonction de leur vulnérabilité.

Défis

- **Il était difficile de planifier les activités** en rythme avec le calendrier agricole et la période sèche pour les transferts monétaires et d'autres programmes compte tenu de l'évolution du contexte et de l'instabilité.

Soutenir les communautés et les institutions de l'État en matière de gouvernance de la sécurité alimentaire : Les cinq communes participant aux activités du programme produisaient et partageaient régulièrement des rapports mensuels d'alerte précoce à la fin du projet. En outre, 57% des communes ciblées ont été intégrées dans des plans de développement social et économique. KEY ARC a ciblé des institutions clés avec un document de plaidoyer et trois rapports de recherche pour éclairer les politiques en matière de protection sociale, de nutrition et de sécurité alimentaire. Le programme a également appuyé la mise à jour de six plans d'urgence municipaux et a dispensé une formation à 135 institutions locales sur la médiation des conflits.

Bonnes pratiques

- **Trouver le bon niveau de gouvernance à soutenir.** Un soutien au niveau local ne suffit pas pour une crise complexe. Dans le même temps, un programme ne peut remplacer le rôle des structures étatiques. Ainsi, le développement du plaidoyer au niveau national en faveur de la protection sociale exige une compréhension approfondie de la dynamique de gouvernance et des systèmes en place.

Défi

- **La durabilité** est une préoccupation majeure dans un contexte instable dans lequel les autorités locales n'ont pas les moyens de poursuivre ces interventions au-delà des trois années du programme.

Construire des infrastructures pour soutenir la fourniture de services de base

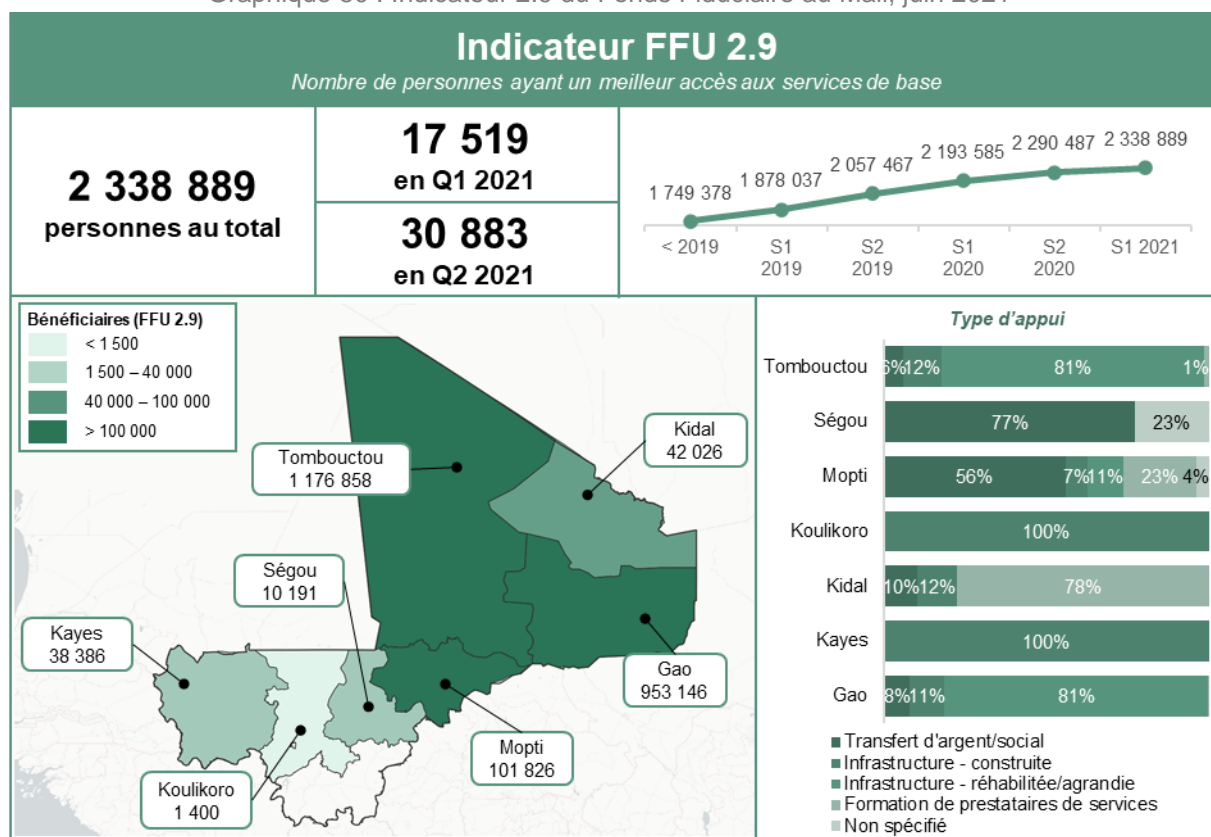
Le renforcement de la résilience des communautés maliennes a également impliqué de soutenir l'accès aux services de base, notamment par la construction d'infrastructures. La faiblesse persistante de l'État malien dans certaines parties des régions du centre et du nord a entraîné un accès limité de la population aux services sociaux de base, augmentant la pression sur le nombre limité de services disponibles pour les communautés dans les zones d'accueil.¹ En juin 2021, on estimait que 2,2 millions de personnes avaient besoin de services d'eau et d'assainissement, tandis que 1,8 million de personnes manquaient de services de santé, en partie à cause de la dégradation ou du manque d'infrastructures.² Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire dans le pays ont principalement soutenu l'amélioration de l'accès des populations aux services de base grâce à la construction d'infrastructures. En juin 2021, 2 338 889 personnes bénéficiaient d'un meilleur accès aux prestations sociales de base, dont 48 402 rien qu'au titre du S1 2021 (indicateur 2.9). 87% des bénéficiaires du S1 2021 ont été soutenus par la construction d'infrastructures, le reste étant des transferts monétaires et la formation de prestataires de services.

¹ OCHA, 'L'accès aux services de base', 2020. Accessible [ici](#).

² OCHA, 'Mali : Tableau de bord humanitaire au 30 juin 2021', août 2021. Accessible [ici](#).

Les programmes nationaux SDNM2 (ML-04)¹ et Diaspora Mali (ML-05)² ont le plus contribué à améliorer l'accès aux services de base au S1 2021. SDNM2, mis en œuvre par l'AFD, avait construit 127 infrastructures à la fin de juin 2021 (indicateur 2.1 bis), dans une zone de desserte totale de 239 626 personnes. SDNM2 est intervenu à Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou. Diaspora Mali, également mis en œuvre par l'AFD et organisé en coopération avec le Ministère des Maliens de l'Étranger, vise à catalyser et soutenir les investissements de la diaspora dans des projets de développement dans les régions d'origine. Le programme cofinance actuellement 21 projets (indicateur 3.1), dont trois ont été achevés au cours du S1 2021. Ces trois infrastructures (approvisionnement en eau potable, potager et verger agronomique, coopérative multifonctionnelle) ont permis à 20 750 personnes d'améliorer l'accès aux services, dont 15 750 aux services d'eau et d'assainissement (indicateur 2.9). Les partenaires chargés de la mise en œuvre signalent des difficultés de mise en œuvre dans les zones touchées par le conflit au Mali, avec des problèmes tels que la méfiance locale à l'égard du gouvernement central, la capacité réduite de supervision et la capacité limitée des partenaires locaux. Sur le premier défi, SDNM2 a indiqué que le fait que le projet soit porté par les conseils régionaux et que des entreprises locales effectuent la construction a facilité l'acceptation dans les communautés.








Graphique 50 : Indicateur 2.9 du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021



Soutenir la construction d'infrastructures permet également aux projets d'apporter une aide à court terme aux populations vulnérables grâce à des activités de travail contre argent. Au S1 2021, 105 personnes étaient employées sur les chantiers de construction de la diaspora malienne, travaillant l'équivalent de 18 emplois à temps plein (indicateur 1.1).

¹ Sécurité et développement au Nord du Mali – Phase 2.

² Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine.

RELAC II		Groupes cibles
 <p>Relance de l'Economie locale et Appui aux Collectivités dans le Nord du Mali</p>	 <p>De septembre 2016 à juin 2019</p>  <p>Objectif: Soutenir les efforts de stabilisation et de reconstruction dans les zones d'après conflit par l'amélioration de la fourniture de services de base et des opportunités</p>	 <p>Ménages, à travers le soutien à leurs projets économiques</p>  <p>Municipalités, par l'amélioration des services à la population.</p>
 <p>IP: LuxDev</p>		
 <p>Budget: 10 M€</p>		
<p>Une évaluation finale a conclu que l'objectif global du projet RELAC II était ambitieux et complexe compte tenu de la situation institutionnelle et sécuritaire dans le nord du pays et de l'ampleur des besoins en matière de services financiers et sociaux.</p> <p>Renforcer l'économie locale par des micro-projets : Le projet a financé 98 micro-projets pour une valeur totale de 3,2 M€. À la fin du projet, 56,7% des personnes interrogées à Gao et Tombouctou ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas acheter ce qu'elles voulaient du tout ou à peine, contre 28,8% des bénéficiaires du micro-projet. En outre, le projet a aidé trois opérateurs locaux à gérer les micro-projets. Selon les indicateurs fixés par le projet, la performance des structures de gestion, dont l'amélioration était censée contribuer à l'amélioration de l'économie locale, est passée de 1/10 à 5,2/10.</p> <p><i>Bonnes pratiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • En finançant divers microprojets, le projet contribue à diversifier la production de riz, de produits maraîchers, de viande et de lait. • Les contributions des bénéficiaires (en espèces et en nature) pour la mise en œuvre de micro-projets sont un signe de l'engagement de la population à prendre en charge la gestion des investissements à l'avenir. En effet, lorsque les bénéficiaires participent aux actions, il est fort probable qu'ils s'engagent à la durabilité des résultats. <p><i>Défis</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La gestion des micro-projets n'a pas toujours été propice à leur durabilité, en particulier la répartition des revenus des micro-projets entre les participants. • Absence d'intervention au niveau structurel – la relance de l'économie locale nécessite la mise en œuvre de programmes structurants avec des ressources substantielles et le développement de chaînes de valeur qu'un seul projet ne peut fournir. <p>Renforcement des capacités des communautés soutenues à remplir leurs mandats : Malgré l'équipement des autorités locales, la réhabilitation des bâtiments et le renforcement des capacités des élus et des fonctionnaires, les activités sont restées globalement insuffisantes pour permettre aux autorités locales de mieux remplir leurs missions au service de la population. En effet, les collectivités locales doivent disposer de leurs propres ressources pour contribuer durablement au financement de leurs plans de développement social, économique et culturel et assurer l'entretien de leurs équipements et infrastructures. Les bénéficiaires ont déclaré avoir une meilleure perception du niveau d'accessibilité des services de santé par rapport aux non-bénéficiaires à la fin du projet (25,7% des bénéficiaires ont déclaré que les services de santé ne sont pas ou pas très accessibles, comparativement à 39,8% des non-bénéficiaires).</p> <p><i>Bonnes pratiques</i></p>		

¹ 'Rapport d'évaluation finale - MLI/803 - Relance de l'économie locale et appui aux collectivités II', octobre 2019.

² Tounkara M. Haidara A., Coulibaly L., Sogoba A., 'Mission de suivi-évaluation finale du projet RELAC II dans la région de Toubouctou et Gao – Rapport Final', septembre 2019.

- **Ancrage communautaire des actions de développement** – cela contribue à la durabilité du projet, tout comme l'implication des parties prenantes dans l'ensemble du processus d'identification, de formulation et de mise en œuvre des interventions.
- **Formation des parties prenantes pour la durabilité et l'entretien des infrastructures** – le projet a fourni une formation aux élus locaux et au personnel des gouvernements locaux ainsi qu'aux artisans-réparateurs locaux responsables de l'entretien de l'équipement acquis dans le cadre du projet. Des séances de sensibilisation ont été organisées pour permettre aux élus locaux de procéder à des allocations pour le renouvellement des équipements.

Défi

- **La faible capacité financière des communes à assumer correctement les compétences qui leur ont été transférées dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau** – elles n'ont pratiquement pas perçu d'impôts depuis le début de la crise et n'étaient pas en mesure de faire des allocations budgétaires pour assurer l'entretien et le renouvellement des équipements et des infrastructures réhabilités par le projet.

Soutenir la prévention et la résolution des conflits dans la communauté

Au cours du premier semestre 2021, la situation sécuritaire au Mali est restée critique et la violence s'est de plus en plus étendue au niveau communautaire. Depuis 2012, l'insécurité au Mali comprend des attaques de groupes armés islamistes, de groupes ethniques d'autodéfense et des forces de sécurité maliennes. En 2021, la violence dans la région au sud et au sud-est de Mopti est devenue de plus en plus communautaire, et les civils, hommes et femmes de tous âges, ont été plus fréquemment pris pour cible en raison de leur seule appartenance ethnique.¹ Dans ce contexte, le rétablissement de la confiance entre les populations et entre la population et les institutions de l'État est essentiel au processus de rétablissement de la paix.

Au cours du premier semestre de 2021, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont continué d'aider les institutions civiles locales et les représentants des communautés à accroître les possibilités de résolution pacifique des conflits au niveau communautaire. A la date de juin 2021, 5 939 personnes avaient été formées à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits humains au Mali, dont 2 090 au S1 2021 (indicateur 4.2). La moitié des personnes formées au S1 2021 l'ont été à l'état civil par le programme PAECSIS (ML-08)² dont l'objectif est de contribuer à l'universalité des registres de l'état civil en mettant en place un système d'information et de gestion sécurisé à l'usage des administrations (1 097, 52%). Cela est essentiel pour renforcer les droits des personnes aux services de base ainsi que pour renforcer la gouvernance, qui sont tous deux essentiels pour éviter la marginalisation et la violence communautaire. 554 officiers de l'état civil et 503 acteurs communautaires impliqués dans la production de registres d'état civil ont été formés au cours de S1 2021. En outre, 40 fonctionnaires des tribunaux ont été formés et le programme a soutenu les institutions civiles locales avec 405 équipements au cours de la même période (indicateur 4.1bis).

Au cours du premier semestre 2021, le deuxième thème de formation le plus courant était la prévention des conflits et la consolidation de la paix, avec 792 personnes formées. La plupart des personnes (423, 53%) étaient des représentants de la communauté (dont 39 femmes) formés par le programme PDU pour être médiateurs. Le rôle de ces médiateurs est de soutenir la résolution pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs. A la date de juin 2021, les médiateurs au Mali ont résolu 19 conflits et aidé à récupérer et à rendre 250 moutons et 6 chameaux à leurs propriétaires. Ces médiations sont particulièrement importantes car les conflits de propriété sont souvent la cause profonde de la violence intercommunautaire au Mali.³ En outre, la PDU a formé 300 acteurs

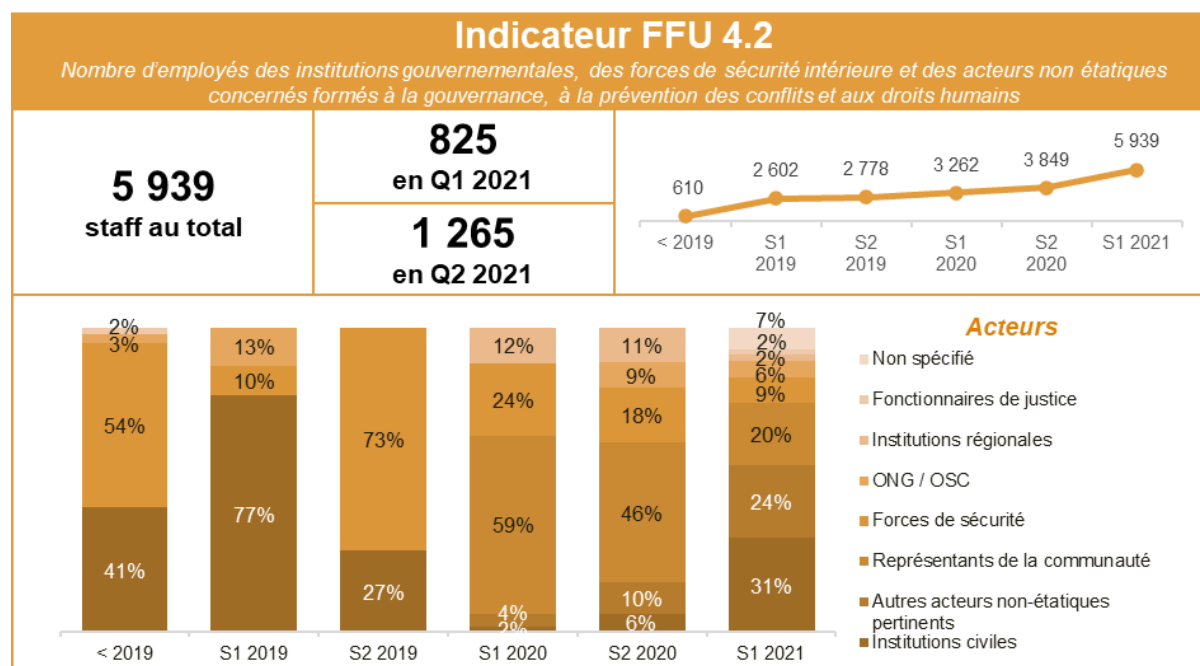
¹ International Crisis Group, 'Reversing Central Mali's Descent into Communal Violence', 9 novembre 2020. Accessible [ici](#).

² Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali : appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé.

³ ICG, 2020. Op. cit.

communautaires et représentants des autorités civiles aux textes réglementaires liés à la gouvernance locale et 53 membres d'institutions civiles locales aux approches participatives et sensibles aux conflits. L'approche de médiation pour résoudre les micro-conflits a été complétée par des campagnes de sensibilisation à plus grande portée : 2 947 personnes ont participé aux activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme organisées par PDU au S1 2021 (indicateur 4.3). Notamment, les 43 clubs de paix mis en place au S2 2020 pour renforcer les mécanismes communautaires de cohésion et de prévention des conflits (indicateur 5.1) ont commencé leur travail au S1 2021 et ont sensibilisé 1 621 personnes à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits.

Graphique 51: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021



5.8.3. LE MALI ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

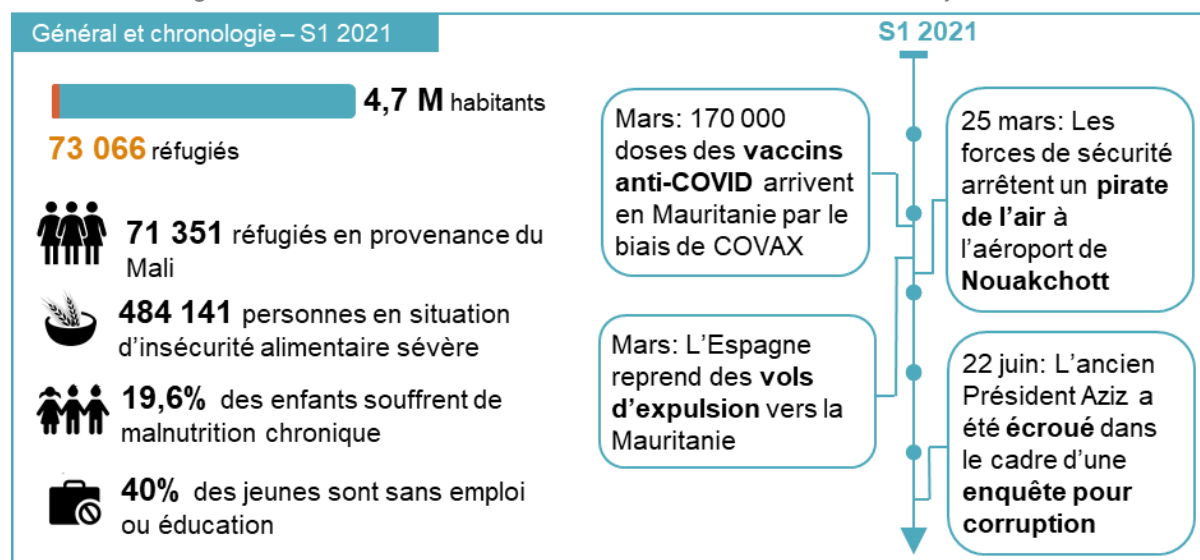
Tableau 9: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Mali, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	1,778	1,167	815	3,759	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	950	1,664	712	425	3,751	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	18,499	30,766	20,574	17,191	87,030	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	3,689	5,511	5,998	2,272	17,470	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	7	58	19	34	118	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	258	323	122	169	872	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	3,813	2,344	1,290	0	7,447	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	108,815	190,481	62,641	6,588	368,525	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	38,880	69,426	56,314	7,240	171,860	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	10	2	0	0	12	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	5,133	4,736	4,152	1,151	15,172	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	31,343	176,408	311,027	305,366	824,144	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	586	5,069	364	116	6,135	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	1,749,378	308,089	233,020	48,402	2,338,889	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	21	0	21	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	224	156	530	2,606	3,516	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	91,476	42,729	19,043	153,248	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1,882	977	349	176	3,384	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	9,863	6,132	1,581	2,219	19,795	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,532	5,688	2,577	733	10,530	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	3	19	18	23	63	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	25	0	54	414	493	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	14	6	3	25	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	0	31	17	48	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	2	3	0	9	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	837	6	1,318	410	2,571	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	610	2,168	1,071	2,090	5,939	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	265	1,753	1,987	2,947	6,952	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	37	381	134	5	557	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	12	26	53	120	211	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	17	16	814	18	865	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	34	26	13	10	83	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	8	2	18	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	102,641	0	102,641	

5.9. MAURITANIE

5.9.1. MAURITANIE EN S1 2021

Figure 52: Mauritanie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Ce semestre, le Président Ghazouani a conclu sa présidence du G5 Sahel d'un an, qui a vu la création du cadre de la « Coalition pour le Sahel » pour lutter contre le terrorisme dans la région.¹ Bien que la Mauritanie n'ait connu aucun attentat terroriste depuis 2011, une tentative de détournement a été empêchée par les forces de sécurité à l'aéroport de Nouakchott en mars. Le gouvernement mauritanien a appliqué une approche holistique de lutte contre le terrorisme pour prévenir et réprimer les facteurs de risque de criminalité et de radicalisation.²

Les mesures visant à contenir la propagation du COVID-19 en Mauritanie ont été progressivement levées à partir de mars 2021.³ Avant la pandémie, la Mauritanie avait atteint sa plus forte croissance en une décennie à 5,9%, cependant la crise du COVID-19 a entraîné la première contraction économique du pays depuis 2008.⁴ Bien que le PIB de la Mauritanie ait chuté de 1,5% en 2020,⁵ la croissance devrait rebondir à 2,8% en 2021 et à 4,2% en 2022 à mesure que la pandémie s'atténue.⁶ La reprise dans les secteurs minier et non extractif indiquent qu'une reprise économique prometteuse est probable.⁷

La Mauritanie est toujours aux prises avec des problèmes de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Environ la moitié de la population mauritanienne connaît une pauvreté multidimensionnelle, et le pays se classe au 157^e rang de l'indice de développement humain.⁸ Les trois quarts des ménages mauritaniens ont signalé une baisse de leur revenu en 2020.⁹ Les sécheresses et

¹ G5 Sahel, 'Les questions de la sécurité, de la stabilité et de l'annulation de la dette au centre de la visite du Président de la République à Bruxelles' Janvier 2021. Accessible [ici](#).

² Hassane Koné, 'Comment la Mauritanie échappe-t-elle aux attentats terroristes ?', ISS Afrique, 06/12/2019. Accessible [ici](#).

³ OIM, 'Mauritanie: COVID-19 – Restrictions de mobilité', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Banque Mondiale, 'Rapport sur la situation économique en Mauritanie', juin 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ BAD, 'Mauritania Economic Outlook', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Banque Mondiale, 'Rapport sur la situation économique en Mauritanie', juin 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁸ Le classement est de 157/189 pays.

PNUD, 'Human Development Report 2020 : Mauritania', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

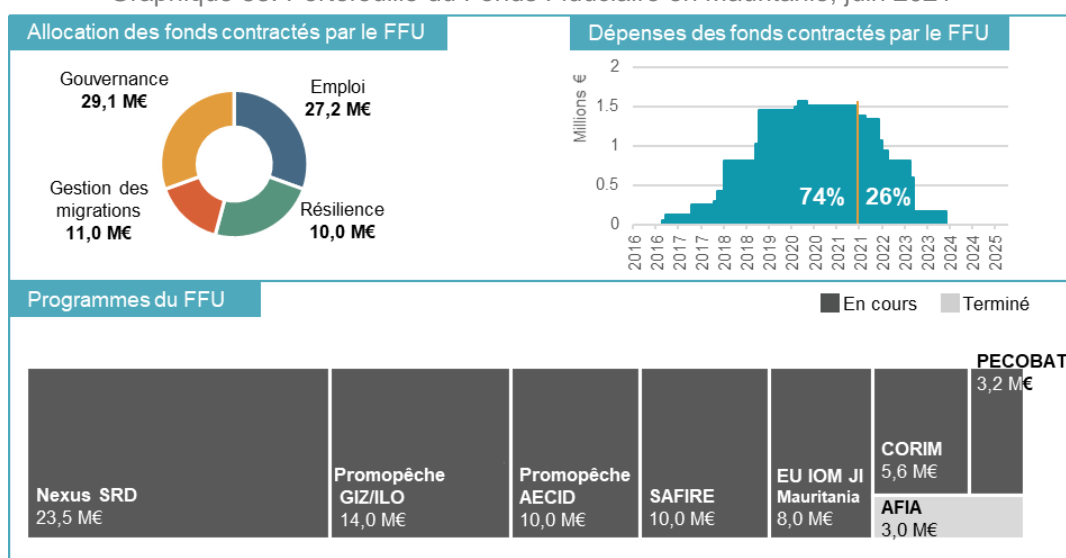
⁹ Banque Mondiale, 'Rapport sur la situation économique en Mauritanie', juin 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

la pandémie menacent la sécurité alimentaire, et 484 150 personnes devraient être en situation d'insécurité alimentaire au cours de la prochaine période de soudure (juin – août 2021).¹

La Mauritanie est un point de transit pour les migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la route de l'Atlantique. Les migrants empruntent de plus en plus cette route, avec 6 555 personnes arrivées aux îles Canaries au premier semestre 2021.² Les vols d'expulsion des îles Canaries vers la Mauritanie ont repris en 2021,³ ce qui a soulevé des questions quant à savoir si ces expulsions protégeaient les droits fondamentaux des migrants en vertu du droit international et des directives de l'UE pour le retour des ressortissants de pays tiers.⁴ Une fois en Mauritanie, les migrants expulsés sont dans certains cas renvoyés de force aux frontières du Sénégal et du Mali.⁵ La Mauritanie continue d'accueillir le plus grand nombre de réfugiés maliens en Afrique de l'Ouest. Cette année, le gouvernement mauritanien a décidé d'inclure les ménages de réfugiés dans le registre social national de la Mauritanie afin de permettre aux réfugiés éligibles de bénéficier de programmes de protection sociale.⁶

5.9.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN MAURITANIE

Graphique 53: Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Mauritanie, juin 2021^{7,8}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 77,3 M€ dans des projets en Mauritanie. Maintenant qu'environ les trois quarts de ce budget sont dépensés, la plupart des projets approchent de la fin de leur mise en œuvre. La gouvernance, la sécurité et la prévention des conflits représentent 38% de ces fonds (OS4). Le programme CORIM (MR-06)⁹ soutient la stratégie du gouvernement pour prévenir la radicalisation, et le programme Nexus SRD (MR-08)¹⁰ appuie la Mauritanie sur la gouvernance pour le nexus sécurité-résilience-développement. Un autre 35% du budget est consacré à des programmes soutenant les

¹ PAM, 'Mauritania Country Brief, June 2021', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

² OIM, Garcia Borja, Merna Abdelazim, 'Migrant deaths on maritime routes to Europe in 2021', consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

³ Sophie Eastaugh, 'In Canary Islands, Tensions are High Over African Migration', NPR, mars 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Parlement Européen, 'Deportation flights from the Canary Islands to Morocco and Mauritania', mars 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁵ MMC Jessamy Garver-Affeldt, matelot du Mackenzie, 'A gateway reopens', février 2021. Accessible [ici](#).

⁶ HCR / PAM. 'Mauritania : Supporting inclusion of refugees in the national social safety net', mars 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

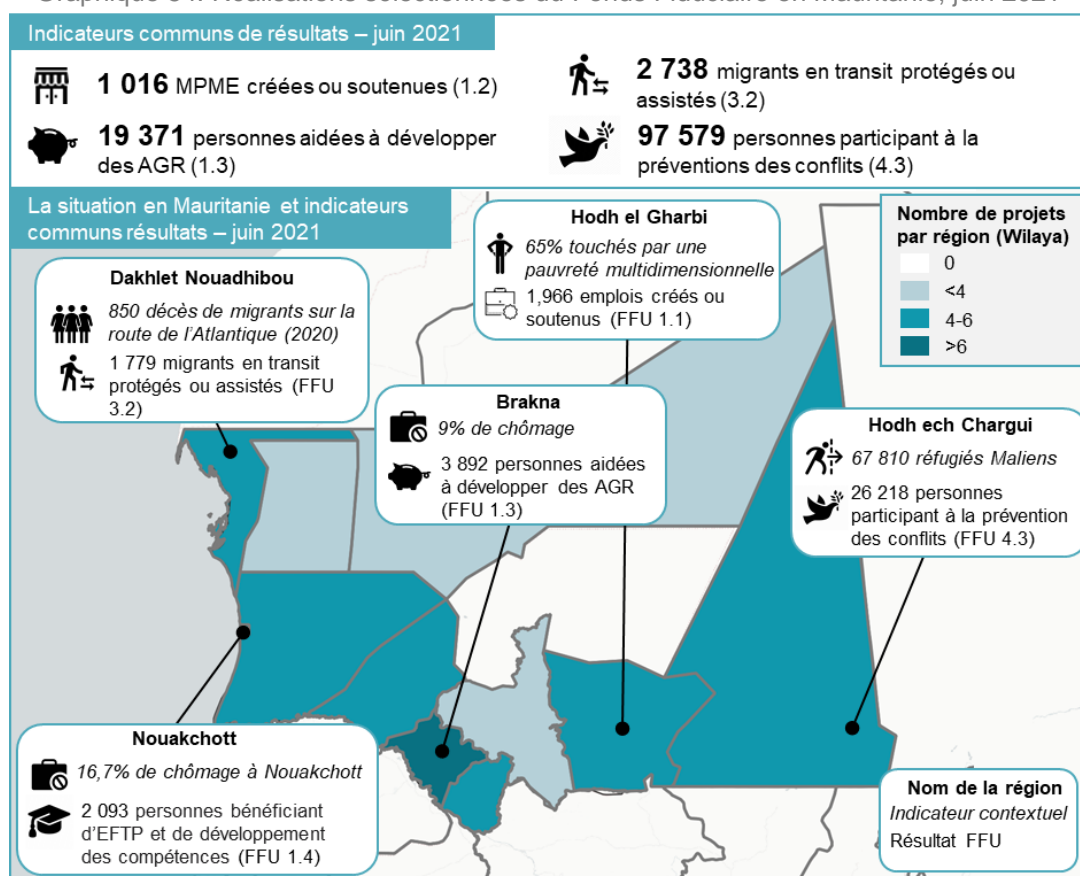
⁸ Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

⁹ Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République Islamique de Mauritanie

¹⁰ L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

possibilités économiques et d'emploi (OS1). Ces programmes, notamment SAFIRE et Promopêche (MR-07¹ et MR-04,² respectivement), visent à soutenir l'accès et la création d'emplois ainsi que la formation technique axée sur les secteurs à fort potentiel tels que la pêche et la construction.

Graphique 54: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Mauritanie, juin 2021³



Générer des opportunités économiques et prévenir les conflits par le biais de soutien aux MPME

La Mauritanie est confrontée à un chômage élevé des jeunes (26%), à un système éducatif faible et à un secteur informel important.⁴ L'amélioration du climat des affaires et le soutien aux MPME sont des priorités pour lutter contre le chômage.⁵ Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu 532 MPME (262 créées et 270 soutenues) au cours du S1 2021 (indicateur 1.2), soit plus que lors de tous les semestres précédents.

Les MPME ont été soutenues par un soutien au développement des entreprises et une formation (48%), un soutien multiple (33%) et un accès au financement (19%). SAFIRE (MR-07),⁶ PECOBAT (MR-01)⁷ et CORIM (MR-06)⁸ ont contribué à cet indicateur. Une partie considérable des créations de MPME ce semestre provient de CORIM, qui a soutenu la création de 254 MPME.

¹ Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

² Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de la Mauritanie ; création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale.

³ Les résultats de l'indicateur 3.2 n'incluent pas les données de l'Initiative Conjointe UE-OIM.

⁴ OIT, 'State of Skills: Mauritania', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#) ; Banque Mondiale, 'Poverty & Equity Brief', octobre 2020. Accessible [ici](#).

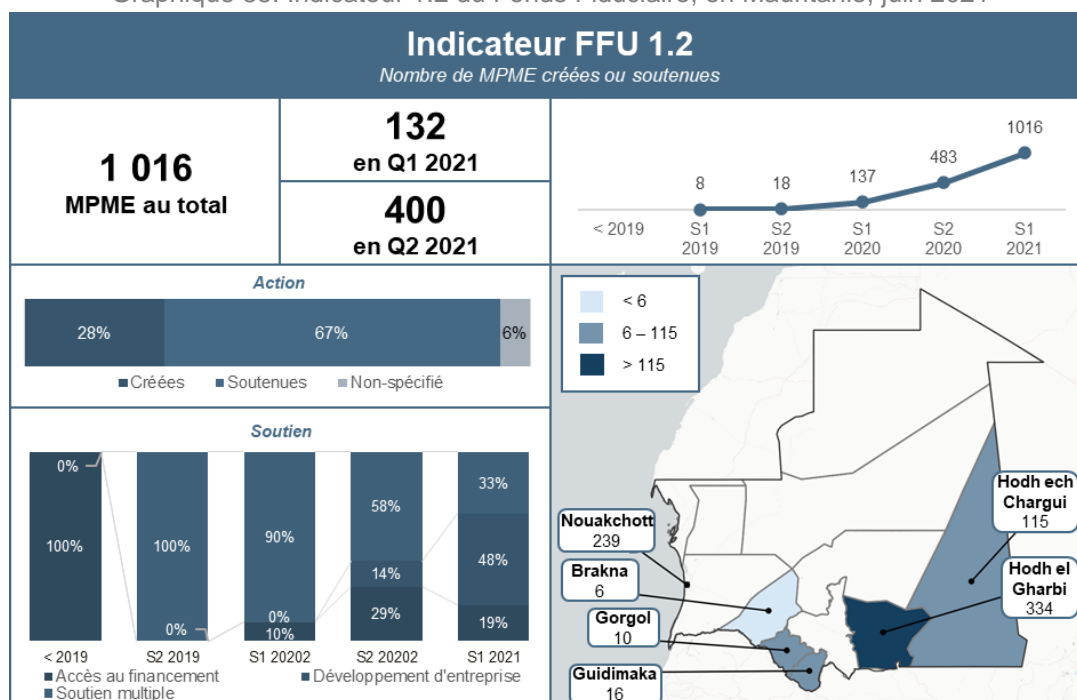
⁵ Banque Mondiale, 'Mauritania: Transforming the jobs trajectory for vulnerable youth', novembre 2017. Accessible [ici](#).

⁶ Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

⁷ Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP.

⁸ Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République Islamique de Mauritanie.

Graphique 55: Indicateur 1.2 du Fonds Fiduciaire, en Mauritanie, juin 2021



Le travail du CORIM sur les MPME ciblaient les anciens prisonniers salafistes et leurs familles, soulignant l'importance de l'amélioration des opportunités économiques pour la réduction des risques de radicalisation. Cette activité a commencé comme un soutien IGA (indicateur 1.3) pour 491 personnes dans S2 2020, dont 254 bénéficiaires ont pu transformer avec succès leur activité génératrice de revenus en une entreprise dans S1 2021 (indicateur 1.2). Le CORIM a également signalé que 74 personnes avaient trouvé un emploi à la suite d'une formation professionnelle offerte dans le cadre du projet (indicateur 1.1). Le lien entre la marginalisation socio-économique et une propension à la violence ou à l'extrémisme est bien documenté,¹ et CORIM décrit les opportunités socio-économiques alternatives comme l'un des éléments constitutifs de la prévention de l'extrémisme violent. Le CORIM a organisé une conférence internationale (indicateur 5.4) avec 70 membres d'ONG du Maroc, du Mali et de la Mauritanie pour tenir des discussions autour de trois piliers de la lutte contre l'extrémisme violent : utiliser les dialogues religieux pour contrer les discours extrémistes, renforcer la société civile pour prévenir la radicalisation violente et fournir un soutien professionnel aux groupes vulnérables.

En Mauritanie, où la population est majoritairement jeune et urbaine, environ 39% des jeunes ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation.² Le programme SAFIRE vise à améliorer l'intégration économique des personnes vulnérables qui migrent vers Nouakchott à la recherche de meilleurs moyens de subsistance. Au cours du 1er 2021, OXFAM a soutenu 235 MPME avec de la formation, du financement et du mentorat. Le programme a également établi un lien entre la prévention des conflits et l'amélioration des moyens de subsistance, car ils cherchaient à renforcer la cohésion sociale entre les jeunes urbains et ruraux. Cette année, ils ont touché 792 jeunes en offrant des espaces aux jeunes d'Aioun, de Nema et de Nouakchott pour qu'ils puissent se connecter lors d'un festival culturel (indicateur 4.3).

¹ PNUD, 'Preventing violent extremism through promoting inclusive development, tolerance, and respect for diversity', 2016. Accessible [ici](#).

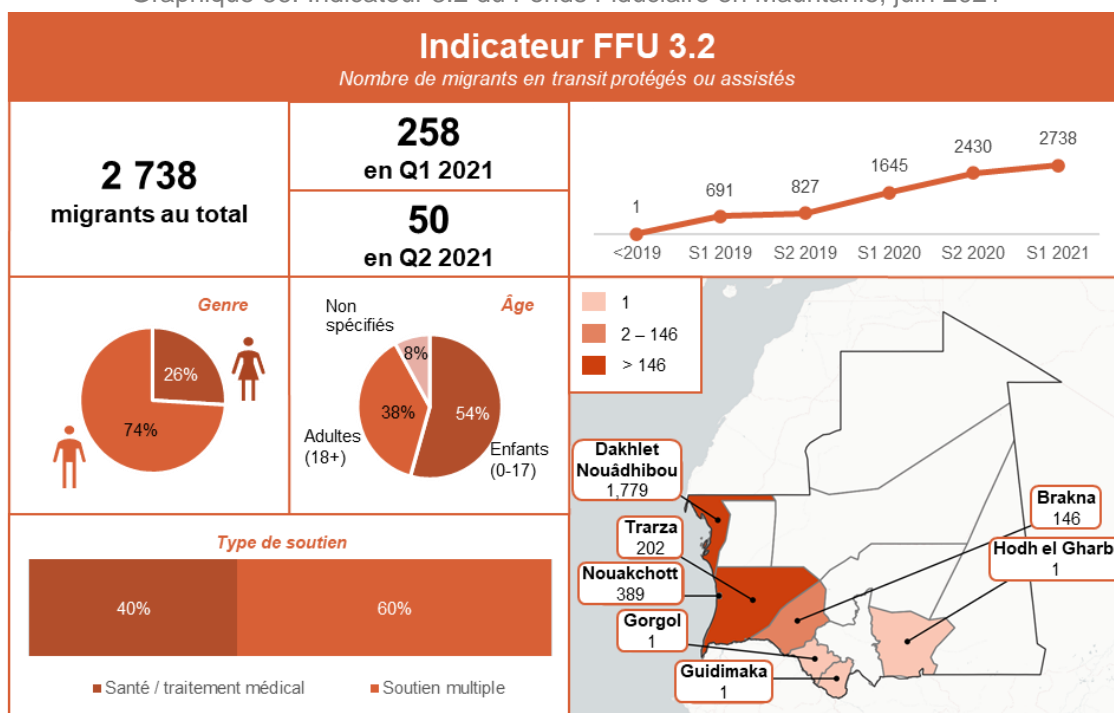
² Banque Mondiale, 'Mauritania: Transforming the jobs trajectory for vulnerable youth', novembre 2017. Accessible [ici](#).

Un moment critique pour les migrants en transit par la Mauritanie

Les migrants transitent de plus en plus par la Mauritanie dans le but d'atteindre l'Europe par la route de l'Atlantique, et le plus souvent ne parviennent pas à atteindre l'Espagne ou en sont expulsés. Pour les migrants, ce voyage en bateau vers les îles Canaries présente de graves risques physiques et psychologiques, car la route de l'Atlantique est la route maritime la plus dangereuse vers l'Europe.¹ Les migrants arrivant en Espagne sont confrontés à un contrôle et à un accueil insuffisant et manquent de soutien juridique, ce qui limite leur accès aux procédures d'asile.² En outre, ils ne sont pas systématiquement informés de leurs droits ou de leurs possibilités de demander une protection internationale.³ La Mauritanie est le seul pays pour lequel l'Espagne dispose d'une base légale pour expulser des ressortissants de pays tiers,⁴ et les vols d'expulsion ont repris après une pause liée à la COVID-19.⁵

Ce semestre, EU OIM JI Mauritanie (MR-03)⁶ a organisé trois événements de sensibilisation (indicateur 3.11), portant à 22 220 le nombre cumulé de personnes atteintes par les campagnes d'information en Mauritanie depuis le début du programme (indicateur 3.3).⁷ Étant donné que la route de l'Atlantique a récemment regagné en popularité parmi les migrants, il est important que les gens soient conscients des dangers physiques immédiats et du manque de protection des droits de l'homme impliqués dans cette route.

Graphique 56: Indicateur 3.2 du Fonds Fiduciaire en Mauritanie, juin 2021



Le programme Nexus SRD (MR-08)⁸ assiste le gouvernement mauritanien en matière de soins et de protection des migrants et soutient l'élaboration de plans visant à opérationnaliser la stratégie nationale

¹ MMC Jessamy Garver-Affeldt, matelot du Mackenzie, 'A gateway reopens', février 2021. Accessible [ici](#).

² MMC Jessamy Garver-Affeldt, matelot du Mackenzie, 'A gateway reopens', février 2021. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ En 2003, l'Espagne et la Mauritanie ont signé un accord d'immigration qui permet à l'Espagne de demander à la Mauritanie de réadmettre non seulement les migrants mauritaniens, mais aussi les ressortissants de pays tiers. Global Detention Project, 'Mauritania', janvier/février 2021, consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Parlement Européen, 'Deportation flights from the Canary Islands to Morocco and Mauritania', mars 2021, consulté en septembre 2021. Accessible [ici](#).

⁶ Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie.

⁷ Valeur pour le nombre de personnes atteintes par les campagnes d'information collectées pour ce semestre (indicateur 3.3).

⁸ L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie

de gestion des migrations. **Ce semestre, Nexus SRD a fourni les premiers soins d'urgence à 308 migrants en transit** (indicateur 3.2), ce qui impliquait un tri médical urgent et une orientation précoce des migrants, en particulier ceux interceptés ou secourus en mer. Le résultat a constitué une diminution de 60% par rapport aux migrants en transit assistés au cours de S2 2020, le premier semestre où le projet était en cours de mise en œuvre. L'OIM a signalé une réduction des appels à l'aide à partir de décembre 2020, car davantage de migrants partaient de Nouakchott et les personnes effectuant ce voyage plus court avaient tendance à avoir moins de besoins médicaux et humanitaires que celles au départ du Sénégal. Néanmoins, le programme s'attendait à un nouveau pic de départs d'août à septembre 2021, lorsque les mers seraient plus calmes.

L'un des obstacles rencontrés par Nexus SRD lors du soutien aux migrants en transit était que l'OIM n'était pas en mesure de fournir une assistance en matière de protection dans les cas où les migrants étaient emmenés directement dans des postes de police où le mandat de l'OIM ne permettait pas d'intervenir. C'était souvent le cas pour les migrants qui n'avaient pas besoin d'une assistance médicale urgente, et ces migrants détenus étaient expulsés sans autre assistance. Les migrants ont également documenté des cas de violence, d'extorsion et d'autres mauvais traitements infligés par les autorités mauritaniennes avant ou après la tentative de traversée.¹

En général, le nombre de départs fluctue d'une manière qui n'est pas bien étudiée et qui est donc difficile à prévoir, ce qui a posé des difficultés à allouer les budgets, selon l'OIM. **Dans S1 2021, Nexus SRD a réalisé une étude recueillant des données sur le profil et la présence de migrants à Nouakchott et Nouadhibou** (indicateur 5.2). Le programme a également travaillé avec le gouvernement pour mettre à jour un plan d'action (indicateur 4.6) pour sa stratégie nationale de migration, qui a été validé par la société civile et le ministère de l'Intérieur.

¹ MMC Jessamy Garver-Affeldt, matelot du Mackenzie, 'A gateway reopens', février 2021. Accessible [ici](#).

5.9.3. LA MAURITANIE ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Tableau 10: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour la Mauritanie, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	46	325	1,939	629	2,938	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	18	465	532	1,016	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5,160	7,678	4,205	2,328	19,371	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	533	1,747	3,913	2,268	8,461	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	0	2	0	2	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	4	11	47	9	71	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404	204	334	92	1,034	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	3,098	40,332	587	44,017	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	0	5,422	13,367	5,116	23,905	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	8	12	14	0	34	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	87,260	298,839	4,207	390,306	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	170	14	122	306	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	2,100	0	2,100	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1	826	1,603	308	2,738	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6,550	14,120	1,550	0	22,220	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	910	2,525	374	198	4,007	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11	12	8	21	52	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	10	7	0	19	36	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	15	76	44	0	135	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	65	773	50	0	888	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	3	0	3	6	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	13	30	7	3	53	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	2	2	0	0	4	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	31	0	1,379	52	1,462	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	223	339	972	666	2,200	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	15,250	511	72,038	9,780	97,579	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	39	10	17	16	82	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	26	122	8	156	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	13	6	269	4	292	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	5	32	32	3	72	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	9	0	1	1	11	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	35,207	4,889	40,096	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	6,662	2,921	9,583	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	95	10	105	

5.10. NIGER

5.10.1. NIGER AU S1 2021

Figure 57 : Niger – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021¹



L'ancien ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum a été élu président du Niger en février 2021 avec une majorité de 55,75% des voix. Alors que l'opposition contestait les résultats,² la Cour Constitutionnelle a confirmé l'élection en mars,³ et la présidence de Bazoum a été inaugurée en avril, dans ce qui a marqué la première transition démocratique du pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1958. Dans son discours inaugural, le nouveau Président a souligné l'importance de lutter contre les groupes terroristes des « pays voisins ».⁴

En S1 2021, près de quatre fois plus de personnes ont été tuées (724) dans des attaques armées qu'au second semestre de 2020 (264).⁵ Alors que le conflit au Niger a été principalement causé par des affrontements entre les forces de sécurité et les groupes djihadistes et a été surtout considéré comme le résultat d'un débordement de violence en provenance du Mali, des rapports récents suggèrent que cela pourrait changer alors que le conflit entre dans sa dixième année. La région de Tillabéry expérimente une augmentation de la violence communautaire, à mesure que des groupes d'autodéfense ont commencé à se former, ce qui pourrait conduire à une nouvelle ethnicisation du conflit et à une augmentation du nombre de victimes.⁶

La violence au Niger a provoqué de nouveaux déplacements de populations au cours du premier semestre de 2021 et le pays a accueilli 319 895 personnes déplacées et 245 451 réfugiés en juin 2021.⁷ Le conflit et la crise des déplacements au Niger sont restés divisés en deux zones principales : le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad. À Diffa, le banditisme et l'insurrection en provenance du nord-est du Nigéria ont provoqué de nombreuses violences et la région accueille 243 148 personnes déplacées (réfugiés du Nigéria, rapatriés et déplacés). Alors que la situation dans le nord-ouest du Nigéria s'est détériorée, le conflit s'est étendu à la région frontalière nigérienne de Maradi, qui a accueilli

¹ Les FMP sont des points de surveillance des migrations gérés par l'OIM. Il y a sept FMP au Niger.

² Jeune Afrique, 'Présidentielle au Niger : Mahamane Ousmane conteste les résultats et revendique la victoire', février 2021. Accessible [ici](#)

³ France 24, 'Niger : l'élection de Mohamed Bazoum validée par la Cour Constitutionnelle', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Jeune Afrique, 'Niger : investi président, Mohamed Bazoum dénonce la « barbarie » des jihadistes', Avril 2021. Accessible [ici](#).

⁵ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en septembre 2020. Accessible [ici](#).

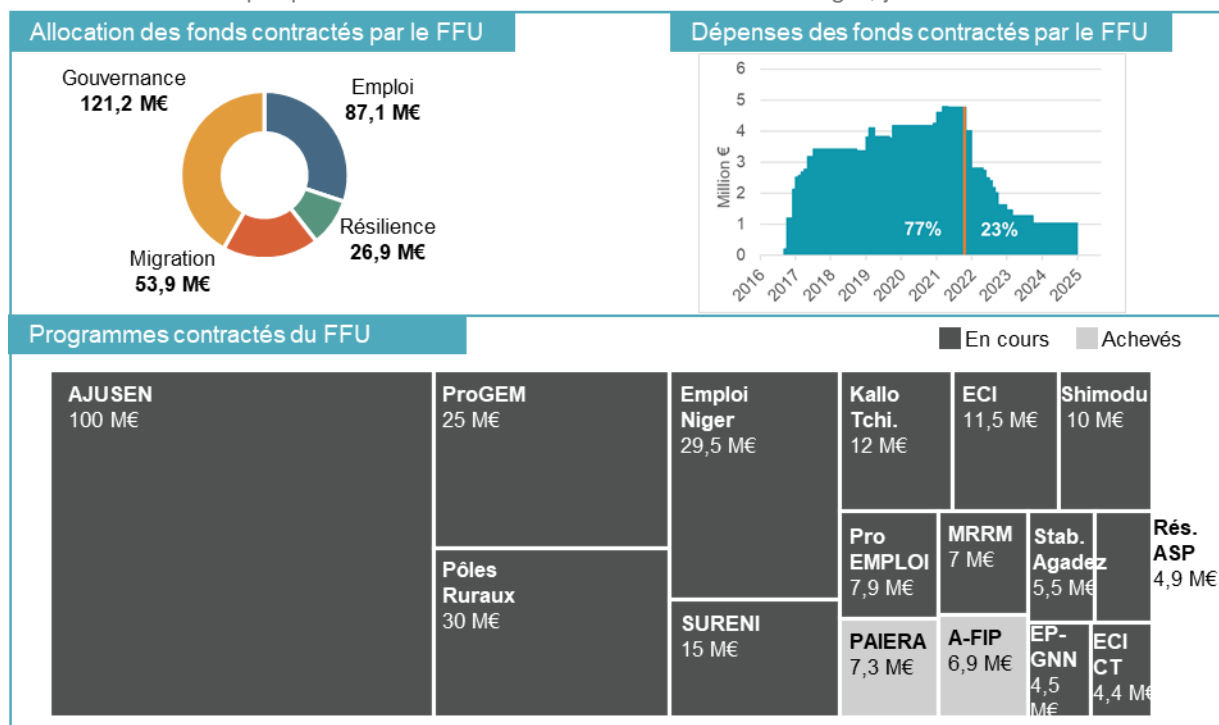
⁶ ICG, 'Murder in Tillabery: calming Niger's emerging communal crisis', mai 2021. Accessible [ici](#).

⁷ HCR, 'Portail de données opérationnelles, Niger', consulté en juillet 2021. Accessible [ici](#).

74 384 réfugiés et personnes déplacées en juillet 2021. Dans le Liptako-Gourma, les régions de Tillabéry et de Tahoua ont accueilli 57 320 réfugiés du Mali et 150 804 personnes déplacées à la même date.

5.10.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU NIGER

Graphique 58 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021^{1,2}



Le FFU a contracté 289,1 M€ au Niger, principalement pour des programmes liés à la sécurité, à la gouvernance et à la prévention des conflits (OS4 – 42%). Depuis décembre 2020, deux programmes ont été engagés pour soutenir des unités des forces de sécurité nigériennes, un escadron polyvalent de la garde nationale (EP-GNN, NE-16)³ et une équipe commune d'enquête pour les opérations antiterroristes (ECI CT, NE-15),⁴ sur le modèle de l'équipe commune d'enquête pour les opérations de lutte contre la contrebande et la traite (ECI, NE-05).⁵ L'ECI CT est inclus dans ce rapport pour la première fois. Le Fonds Fiduciaire a également engagé 87,1 M€ pour des programmes visant à soutenir l'emploi et les opportunités économiques (OS1 – 30%). Au Niger, la plupart des projets devraient se terminer fin 2021 ou 2022 et 72% du budget a déjà été dépensé. Le projet DESERT (NE-11-03, OS2),⁶ qui vise à relever les défis liés au climat et à la migration en faisant l'objet d'un développement économique durable sur le plan environnemental, est inclus pour la première fois dans ce rapport.

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires sur les années de mise en œuvre.

² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

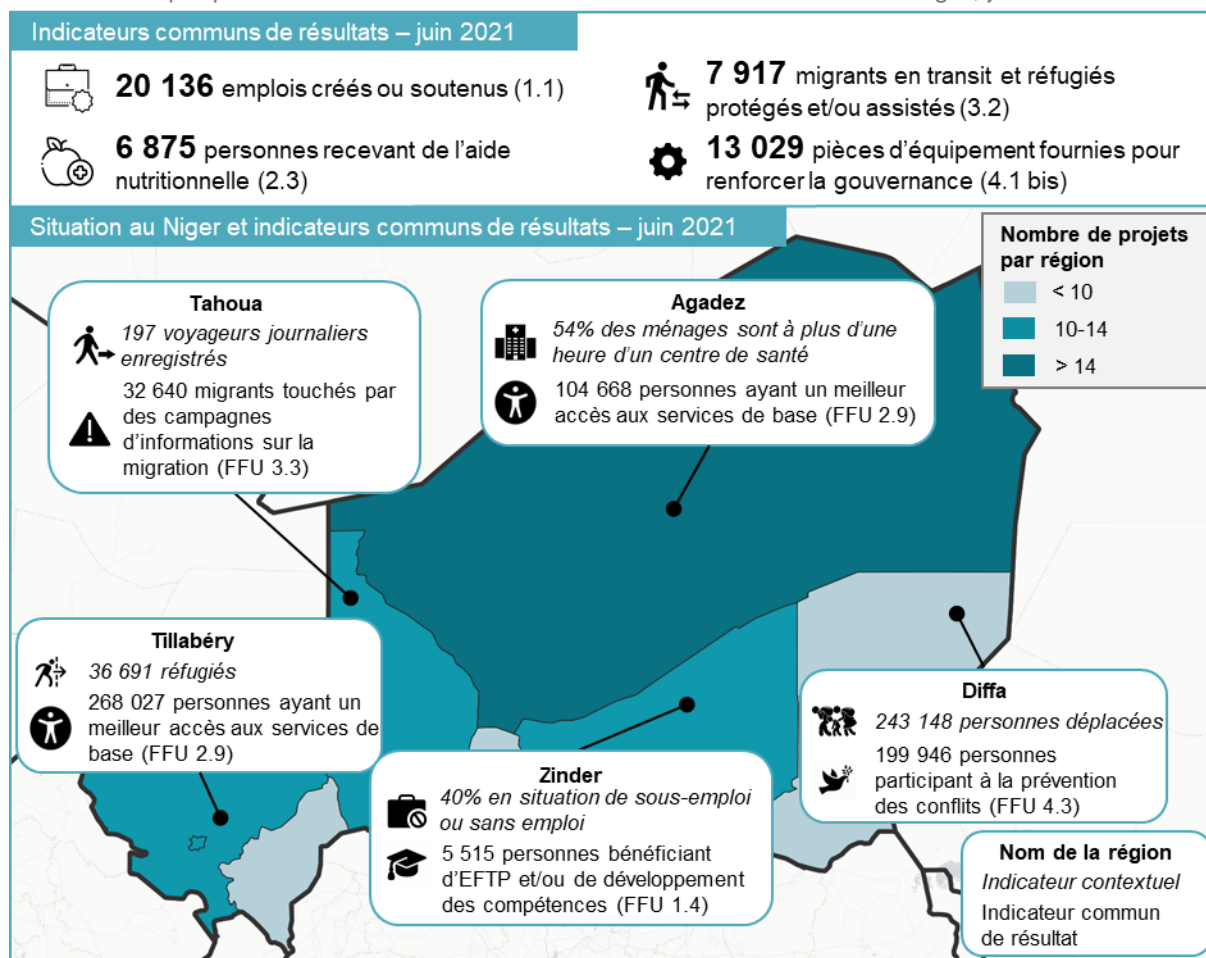
³ Soutien à la création d'un escadron polyvalents de la Garde Nationale du Niger.

⁴ Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme.

⁵ Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants.

⁶ Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger.

Graphique 59 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021



Aider les communautés à améliorer leurs pratiques nutritionnelles

Au Niger, la nutrition est un problème urgent, exacerbé par les pandémies, les perturbations climatiques (inondations et sécheresses) ainsi que la violence et les déplacements, ce qui met en péril la résilience des populations. En 2021, on estimait que 2,2 millions de personnes avaient besoin d'une aide nutritionnelle au Niger.¹ Les enfants et les femmes sont particulièrement touchés par la malnutrition (respectivement 65,3% et 64,8% des personnes dans le besoin).²

Les activités financées par le Fonds Fiduciaire en faveur de la nutrition ont augmenté au cours du S1 2021, principalement par le biais des programmes Shimodu et PDU (NE-10 et REG-18, respectivement). 3 318 personnes ont bénéficié d'une aide nutritionnelle au premier semestre 2021, soit une augmentation de 93% par rapport aux données atteintes à la fin de décembre 2020 (indicateur 2.3). En outre, 17 529 personnes ont été touchées par des campagnes de résilience liées à la nutrition au cours du S1 2021, ce qui représente 61% des personnes atteintes par toutes les campagnes de résilience de ce semestre (contre 5% avant décembre 2020, indicateur 2.7). Enfin, 2 500 prestataires de services ont été formés aux activités de nutrition au S1 2021, ce qui représente 75% des prestataires de services formés en 2021 (contre 35% avant décembre 2020, indicateur 2.8).

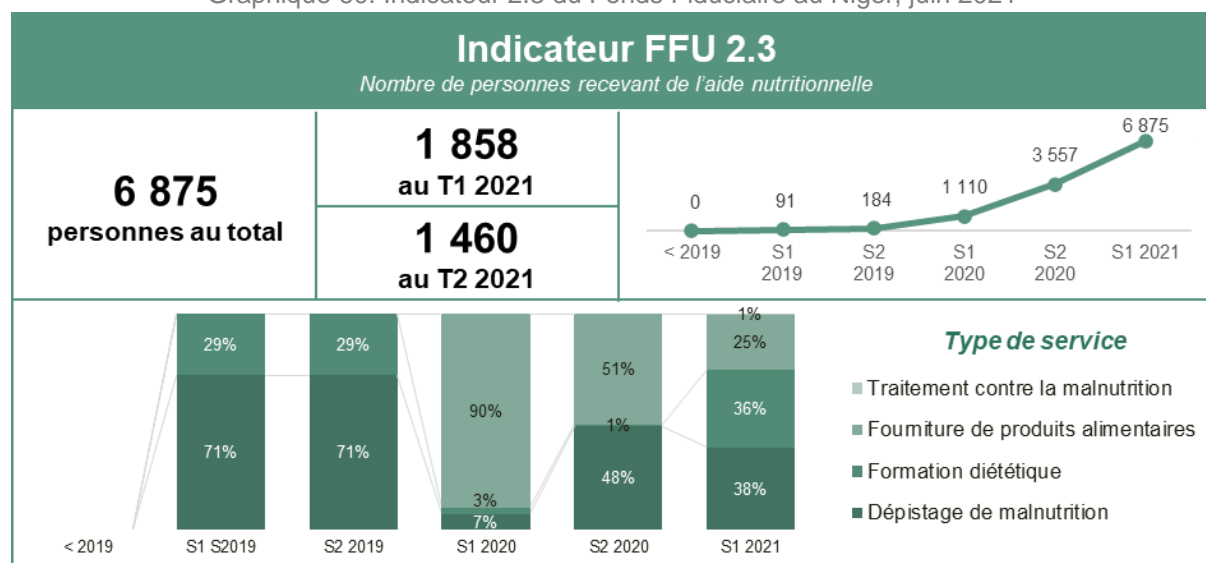
Les programmes financés par le FFU ont aidé les communautés à prévenir la malnutrition par le biais de formations et de sensibilisations. Les activités mises en œuvre par les programmes financés par le Fonds Fiduciaire au Niger ont suivi l'approche nutritionnelle communautaire, dans laquelle la prévention et la sensibilisation à la nutrition sont facilitées par des représentants

¹ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires, Niger', janvier 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

communautaires. Le programme PDU a créé des Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN) pour identifier et soutenir les ménages ayant de bonnes pratiques nutritionnelles afin de former d'autres membres de la communauté. 1 158 personnes ont été formées aux pratiques diététiques par le biais du FARN en S1 2021 (indicateur 2.3). De même, à Diffa, Shimodu a formé 2 108 femmes pour constituer des groupes de femmes volontaires pour la nutrition (indicateur 2.8). Ces groupes sont liés aux centres de santé et diffusent des messages sur la nutrition dans leurs villages. Au cours du S1 2021, les groupes formés par Shimodu ont atteint 3 596 personnes avec des messages sur la nutrition, l'alimentation des nourrissons et les pratiques familiales (indicateur 2.7). Les FARN ont touché 1 606 personnes supplémentaires au S1 2021 (indicateur 2.7). PDU a noté une forte adhésion de la communauté au système FARN, ce qui a permis aux membres du groupe d'être dignes de confiance pour effectuer des dépistages et orienter les enfants vers des traitements.

Graphique 60: Indicateur 2.3 du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021



Les activités des programmes financés par le FFU pour soutenir les pratiques nutritionnelles impliquaient également une amélioration de la détection et du traitement. Au cours du S1 2021, le PDU a formé 4 138 femmes au dépistage de la malnutrition chez leurs enfants (indicateur 2.7). En plus des membres de la communauté, 16 agents de santé ont été formés pour améliorer leurs capacités de dépistage (indicateur 2.8). 1 258 personnes ont été dépistées pour la malnutrition au Niger au cours du S1 2021, dont 186 femmes enceintes ou allaitantes (15%) et 1 072 (ou 85%) enfants, tous à travers Shimodu et PDU (indicateur 2.3). Au total, depuis le début des activités du Fonds Fiduciaire, 2 619 personnes ont été dépistées pour la malnutrition au Niger.

Protéger les migrants en transit et les réfugiés au Niger

Le Niger est un pays de transit pour la migration, situé le long de la route de la Méditerranée centrale (CMR) utilisée par les migrants se dirigeant vers la Libye et vers l'Europe. La route est dangereuse pour les migrants vulnérables, qui risquent d'être maltraités en cours de route. Selon une enquête de MMC, 18% des migrants interrogés au Niger ont déclaré avoir été maltraités physiquement et 17% ont déclaré avoir été victimes de vol.¹

Depuis le début des activités financées par le FFU, 7 917 migrants et réfugiés ont bénéficié d'une aide à la protection au Niger, dont 4 451 personnes au S1 2021 (soit une augmentation de 128% par rapport aux chiffres atteints fin décembre 2020, indicateur 3.2).² Les migrants en transit représentent 97% des personnes protégées dans S1 2021, qui ont toutes été atteintes par le

¹ MMC, 'A sharper lens on vulnerability (West Africa)', novembre 2020. Accessible [ici](#).
² Les résultats pour l'indicateur 3.2 (total de 7 917) n'incluent pas les données de l'OIM.

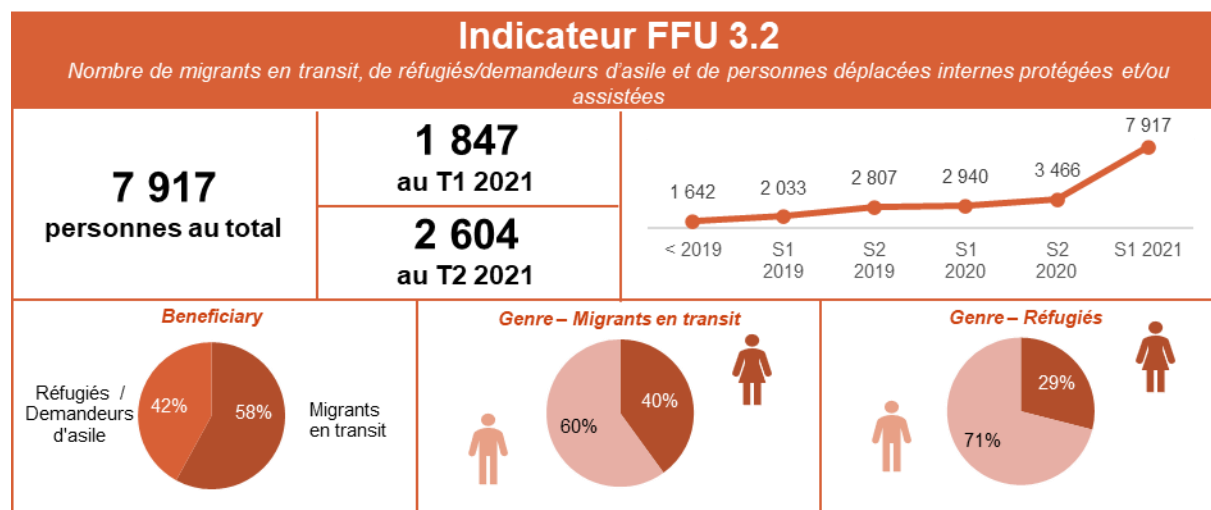
programme *Protection West Africa*, qui a commencé ses activités en S2 2020 et vise à améliorer les services de protection pour tous les migrants vulnérables le long des routes au Sahel.

Au S1 2021, les 4 328 migrants en transit ont été aidés à Tahoua (indicateur 3.2). En effet, au Niger, la zone prioritaire d'intervention pour protection de l'Afrique de l'Ouest est l'axe Tahoua-Tchintabaraden-Abalak (région de Tahoua). L'itinéraire a connu une augmentation des mouvements au cours des deux dernières années, en raison de la baisse d'utilisation de la route d'Agadez : le nombre quotidien moyen de voyageurs enregistré par l'OIM à Tahoua a atteint 197 en juin 2021, contre 32 en décembre 2018.^{1,2}

Le programme repose sur la création de points de sécurité mobiles et fixes qui assurent des services le long des itinéraires. La plupart des bénéficiaires (2 670) ont reçu une assistance psychosociale par l'intermédiaire de points de sécurité fixes habilités en tant que centres d'écoute et 1 454 migrants ont reçu une assistance médicale par l'intermédiaire de points de sécurité mobiles. 60% de tous les migrants aidés dans S1 2021 étaient des hommes (2 588 hommes ; 1 740 femmes). Bien que les femmes signalent en moyenne plus d'incidents de protection (de tous types : extorsion, violence physique, enlèvement, agression sexuelle) que les hommes,³ elles sont également plus susceptibles de circuler sur des routes moins fréquentées et donc de manquer les services de protection.

Malgré la situation sécuritaire dégradée à Tahoua (où 186 décès ont été enregistrés au cours du S1 2021),⁴ le programme a pu mettre en œuvre des activités par l'intermédiaire de la Croix-Rouge nationale, qui bénéficie de relations et d'une présence de longue date au sein des communautés. En plus de permettre aux partenaires d'opérer dans des zones reculées, le recours à des ONG enracinées localement renforce la confiance de la population migrante, qui craint souvent que l'acceptation de l'aide des acteurs humanitaires internationaux puisse conduire à la détention et à l'expulsion, car elle associe les acteurs internationaux à l'encouragement à rentrer chez elle.⁵

Graphique 61 : Indicateur 3.2 du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021



En plus des migrants en transit, le programme ETM a soutenu la détermination du statut de réfugiés pour 123 personnes au cours du S1 2021 (REG-04).⁶ L'ETM a organisé l'évacuation des réfugiés et des demandeurs d'asile de Libye vers le Niger, où ils transitent dans un centre d'urgence avant d'être réinstallés. 342 évacués de Libye ont quitté le centre pour être réinstallés au cours de la

¹ OIM, 'Rapport de suivi des flux – Niger', décembre 2018. Accessible [ici](#).

² OIM, 'Rapport de suivi des flux – Niger', juin 2021. Accessible [ici](#).

³ MMC, Op.Cit.








⁴ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event Data project dashboard', consulté en septembre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ DIIS, 'L'information sauve-t-elle la vie des migrants ?', 2021. Accessible [ici](#).

⁶ *Enhancing protection, live-saving assistance and solutions, including resettlement for persons of concern with international protection needs in Libya and West Africa.*

période. Comme aucun vol d'évacuation n'a été autorisé à quitter la Libye au début de 2021, l'ETM a également utilisé ses ressources pour soutenir les réfugiés soudanais qui avaient quitté la Libye par eux-mêmes et étaient arrivés à Agadez : 41 d'entre eux ont bénéficié d'une réinstallation en S1 2021.

Analyse des résultats 5 : Programme PAIERA (NE-08)^{1,2}

Programme PAIERA		De février 2017 à mars 2019	Principaux groupes
 Plan d'actions à impact économique rapide à Agadez  IP: HACP (AGAPAIR), Karkara (PASSERAZ), CISP (EPPA)  Budget: 7,3 M€	 	Objectif : accompagner les mesures répressives et judiciaires du gouvernement nigérien sur la migration irrégulière en offrant des opportunités économiques à court terme à la population.	 Anciens passeurs  Populations qui bénéficiaient indirectement de la migration
<p><i>La région d'Agadez, une escale autrefois obligatoire pour les migrants d'Afrique de l'Ouest et du Centre vers la Libye et l'Algérie (et ensuite vers l'Europe), a vu le nombre de migrants traverser quotidiennement diminuer depuis l'adoption de la loi contre le trafic illicite de migrants en 2016. La mise en œuvre de cette loi a affecté non seulement les conducteurs et les propriétaires de « ghettos », mais aussi une plus grande partie de la population qui dépendait de l'économie migratoire (par exemple, le transport, le transfert d'argent, le logement, la nourriture).</i></p> <p>Kits IGA pour la population (y compris pour les anciens passeurs dans le cadre d'un plan de reconversion) : La situation économique des bénéficiaires des kits IGA s'est généralement améliorée. Avant le projet, 86% des bénéficiaires de la PASSERAZ ont déclaré avoir dû emprunter de l'argent, alors que ce nombre était tombé à 14% après la fin du projet. Les bénéficiaires ont également signalé une augmentation de la stabilité de leur situation : 79% ont déclaré que leur situation socio-économique était instable avant le projet et ce nombre était tombé à moins de 1% à la fin du projet (73% des bénéficiaires ont déclaré que le soutien de l'accord intergouvernemental était la principale raison de l'amélioration de leur stabilité économique). Parmi les personnes spécifiquement ciblées par le plan de reconversion (anciens acteurs de l'industrie migratoire, AGAPAIR), 79% des répondants ont indiqué une volonté de rester dans l'activité soutenue par le projet.</p> <p><i>Meilleures pratiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Flexibilité – le projet PASSERAZ a pu réorienter une partie de son budget vers le plan de reconversion à l'appui d'AGAPAIR, qui avait épuisé son budget. • Confiance dans les partenaires de mise en œuvre – Avant le projet, le HACP (IP, AGAPAIR) avait déjà gagné la confiance de personnes importantes dans le secteur de la migration, dont beaucoup sont entrées en contact avec l'organisation alors qu'elles participaient à la rébellion touarègue. • Implication des autorités locales – Les relations du programme avec les responsables locaux ont d'abord été compliquées, car les autorités pensaient que les fonds de l'UE pour la reconversion leur seraient alloués plutôt que par l'intermédiaire d'organisations extérieures. Cependant, l'implication des autorités dans tous les aspects du projet et 			

¹ Le programme PAIERA comprend trois projets : *Pilotage du Plan d'Actions à Impact Économique Rapide dans la Région d'Agadez* (AGAPAIR, NE-08-01), *Projet d'Appui à la Stabilité Socioéconomique dans la Région d'Agadez* (PASSERAZ, NE-08-02) et *Projet d'intégration économique et sociale des jeunes: Emploi pour le patrimoine d'Agadez* (EPPA, NE-08-03).

² Cet encadré s'appuie sur les informations issues de l'évaluation d'AGAPAIR ('AGAPAIR – 1er bilan du Plan de reconversion, Juillet 2018), l'évaluation de PASSERAZ ('Rapport final d'évaluation externe du PASSERAZ', mars 2019), extrait du rapport à mi-parcours de l'EPPA ('Rapport narratif intermédiaire', Juin 2018) et d'entretiens menés par la MLS à Agadez en octobre 2019.

l'attention renouvelée portée à la transparence et à la communication ont permis aux deux parties d'aplanir leurs différends.

Défis

- **Sélection des bénéficiaires** – Des comités comprenant des représentants des bénéficiaires et des autorités ont identifié les bénéficiaires. Cela a permis un processus équitable mais a posé des difficultés pour accéder aux « vrais » acteurs de la migration. Certains ont été empêchés de postuler (parce qu'ils possédaient des voitures et n'étaient pas considérés comme « suffisamment » vulnérables ou parce qu'ils étaient des criminels de facto, tandis que d'autres craignaient que le processus de demande ne soit un moyen pour les autorités de les arrêter.
- **Sélection des IGA** – 35% des bénéficiaires ont signalé des problèmes lors de la vente de leurs produits dans leur région. La deuxième phase du plan de reconversion a soutenu une révision des plans d'affaires pour les bénéficiaires ultérieurs (projet PASP), afin de s'assurer que les IGA sont mieux adaptés aux besoins des domaines concernés. Dans le cas des IGA culturels (le projet EPPA a soutenu une revalorisation de l'artisanat dans la région), une fois que le CISP a cessé de commercialiser l'artisanat et que le projet a pris fin, les bénéficiaires ont réduit l'accès à des matériaux de qualité et perdu l'accès aux marchés de Niamey.
- **Procédures longues** – On a le sentiment que le temps qu'il a fallu pour commencer le soutien à l'IGA (près d'un an s'est écoulé entre la sélection des bénéficiaires et la livraison des premiers kits) était en partie dû aux procédures de l'UE et a réduit le temps alloué aux évaluations et aux études à la fin du projet.
- **Durée du projet** – Bien qu'il soit entendu que le programme PAIERA était destiné à être une intervention d'urgence, les IP ont estimé qu'il était trop court pour assurer un impact fort, et deux projets sur trois nécessitaient une prolongation. Alors que PAIERA était destiné à apporter un soulagement à court terme, le programme *de stabilisation Agadez* a été construit comme un programme à plus long terme destiné à poursuivre le plan de reconversion et à faciliter des changements socio-économiques durables dans la région. Les retards dans le début des trois projets de suivi (un n'est pas encore contracté et deux n'ont été contractés qu'en septembre 2019) ont également sapé les résultats du programme PAIERA.

5.10.3. LE NIGER ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

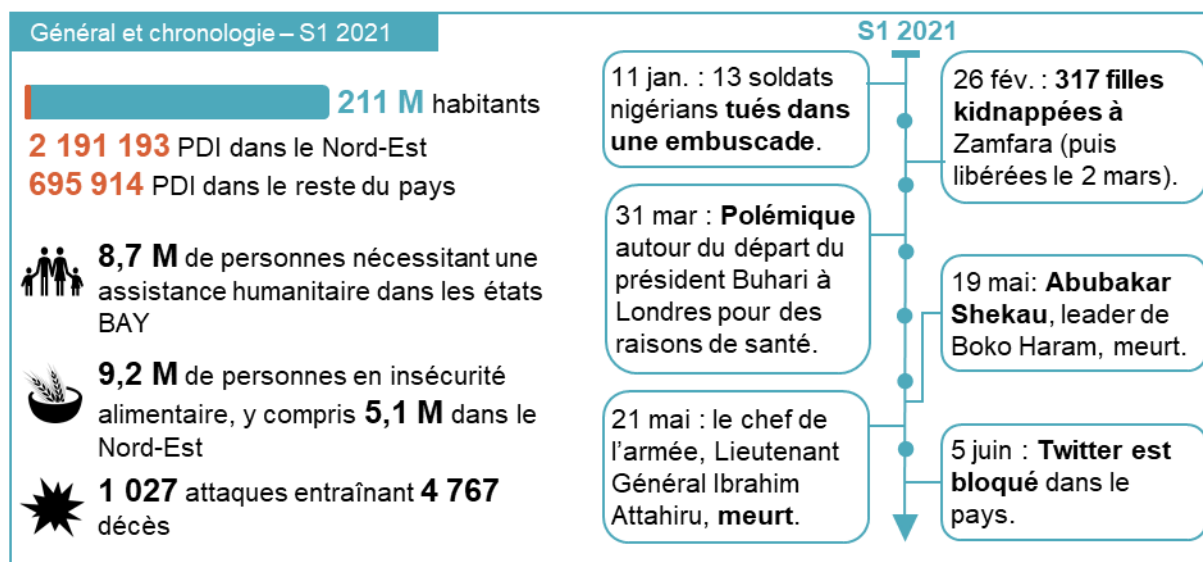
Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour le Niger, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4,831	4,550	8,260	2,495	20,136	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	91	127	668	280	1,166	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5,940	5,337	8,277	3,216	22,771	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	6,110	7,875	3,767	1,927	19,679	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	212	72	11	295	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	30	21	10	87	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	62	852	748	519	2,181	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	1,020	6,339	4,365	4,049	15,773	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	184	3,373	3,318	6,875	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	70,386	123,818	125,002	52,146	371,352	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	4,680	82,855	13,470	1,893	102,898	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	3,669	196,775	28,631	229,075	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	651	1,426	1,408	3,331	6,816	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	144,191	266,542	210,119	91,228	712,080	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1,642	1,165	659	4,451	7,917	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	263,488	199,745	8,806	24,775	496,814	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	24,468	14,166	7,497	3,531	49,662	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	5,219	1,643	864	79	7,805	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	285	487	529	432	1,733	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	45	14	10	5	74	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	639	672	291	204	1,806	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	2,915	1,395	583	98	4,991	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	6	4	4	14	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	9,233	2,996	22	0	12,251	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	10	0	0	14	24	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	489	1,082	1,433	10,025	13,029	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	1,607	1,768	803	1,135	5,313	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	395,666	78,233	49,516	115,419	638,833	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	40	16	12	75	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	46	40	88	47	221	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	48	58	451	17	574	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	29	18	14	1	62	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	7	5	3	23	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	3,713	1,570	5,283	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	867	625	1,492	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	20	0	20	

5.11. NIGÉRIA

5.11.1. NIGÉRIA EN S1 2021

Figure 62: Nigéria – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Au cours du 1er semestre 2021, la situation sécuritaire au Nigéria s'est détériorée et a été marquée par la mort du chef de Boko Haram par l'ISWAP. Il y a eu 1 027 attaques armées causant 4 767 décès au premier semestre de 2021, ce qui représente respectivement une augmentation de 29% et de 94% par rapport au S2 2020.¹ Les attaques ont été plus meurtrières à mesure que les bandits devenaient plus radicaux dans les régions du nord-ouest et du centre et augmentaient la coopération avec les combattants armés dans le nord-est, ce qui a conduit l'armée à renouveler ses opérations dans ces régions.² Le 19 mai, Abubakar Shekau, dirigeant de longue date de Boko Haram, est mort lors d'un affrontement avec la province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).³ Étant donné la préférence de Boko Haram pour attaquer les civils, par opposition à l'accent mis par l'ISWAP sur les cibles gouvernementales et étrangères, sa mort pourrait être un soulagement pour de nombreux habitants du nord-est du Nigéria.⁴ Pourtant, en juin 2021, le nombre d'événements violents perpétrés contre des civils n'avait pas diminué.⁵

Compte tenu de l'insécurité persistante au premier semestre 2021, le nombre de personnes déplacées et de réfugiés en provenance du Nigéria a encore augmenté. En juin 2021, il y avait près de 2,9 millions de personnes déplacées au Nigéria, dont 70% dans les États de Borno, Adamawa et Yobe (BAY).⁶ Le nombre de réfugiés nigériens dans les trois pays voisins que sont le Niger, le Tchad et le Cameroun a atteint 322 000 (contre 304 252 fin 2020).⁷

Le conflit armé en cours, combiné aux effets économiques de la pandémie de COVID-19, a encore exacerbé les besoins humanitaires des populations vulnérables. En juin 2021, environ 8,7 millions de personnes (sur 13,1 millions d'habitants) avaient besoin d'aide humanitaire dans les États de la BAY.⁸ L'insécurité alimentaire et la malnutrition se sont également aggravées, en particulier dans

¹ ACLED, Accessible [ici](#).

² Al Jazeera, 'Dozens dead after deadly attacks in northeast Nigeria', septembre 2021. Accessible [ici](#).

³ BBC, 'Abubakar Shekau: Nigeria's Boko Haram leader is dead, say rival militants', 7 juin 2021. Accessible [ici](#).

⁴ CSIS, 'Boko Haram's Leader Is Dead: What Are the Humanitarian and Security Implications?', 15 juin 2021. Accessible [ici](#).

⁵ ACLED, Accessible [ici](#).

⁶ HCR, 'Nigeria: All population Snapshot', juillet 2021. Accessible [ici](#).

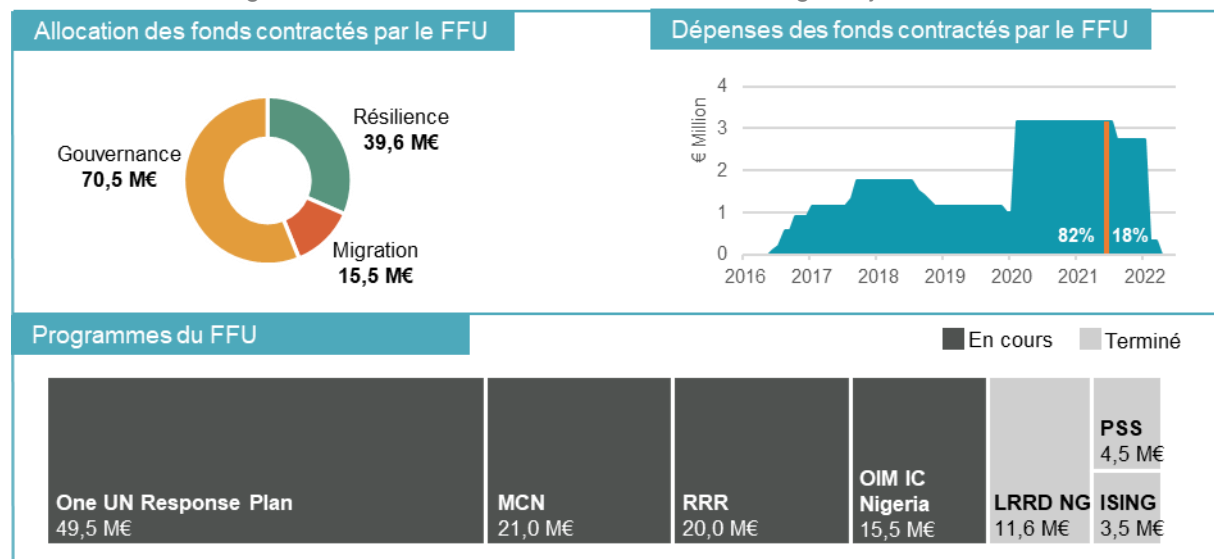
⁷ Ibid.

⁸ OCHA, 'North-East Nigeria: Borno, Adamawa and Yobe states - Humanitarian Dashboard – January to June 2021', juillet 2021. Accessible [ici](#).

les États de la BAY, où le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a atteint 9,2 millions en mai 2021.¹

5.11.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU NIGÉRIA

Figure 63: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Nigéria, juin 2021^{2,3}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 125,6 M€ au Nigéria, principalement pour des programmes liés à la sécurité, à la gouvernance et à la prévention des conflits (OS4, 56%) et à la résilience (OS2, 32%). Notamment, 49,5 M€ (39% du budget total) ont été alloués en 2020 à l'OS4 pour soutenir la mise en œuvre par le PNUD du Plan de réponse unique des Nations Unies (NG-09).⁴ Le MCN (NG-03)⁵ contribue également à l'OS4, ce qui porte le budget du Fonds Fiduciaire dans ce domaine à 70,5 M€. 39,6 M€ sont alloués au renforcement de la résilience des communautés et des plus vulnérables (OS2), le programme RRR représentant la moitié de ce budget. Des programmes tels que LRRD NG (NG-01),⁶ ISING (NG-02)⁷ et PSS (NG-06),⁸ qui sont maintenant achevés, ont également contribué à répondre à la crise des besoins fondamentaux dans les États de la BAY (OS2). En outre, 12% du budget du Fonds Fiduciaire nigérien est alloué à l'initiative conjointe UE-OIM (NG-04),⁹ qui contribue à la gestion des migrations (OS3). La plupart des projets en cours approchent des dernières étapes de leur mise en œuvre et on estime que 18% du budget du Fonds Fiduciaire au Nigéria n'a pas encore été dépensé.

¹ CILSS, 'Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle', avril 2021. Accessible [ici](#).

² Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

³ Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

⁴ Soutien de l'UE aux Nations Unies « Un plan de réponse des Nations Unies à la COVID-19 au Nigéria ».

⁵ Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau des États et des communautés dans le nord-est du Nigéria.

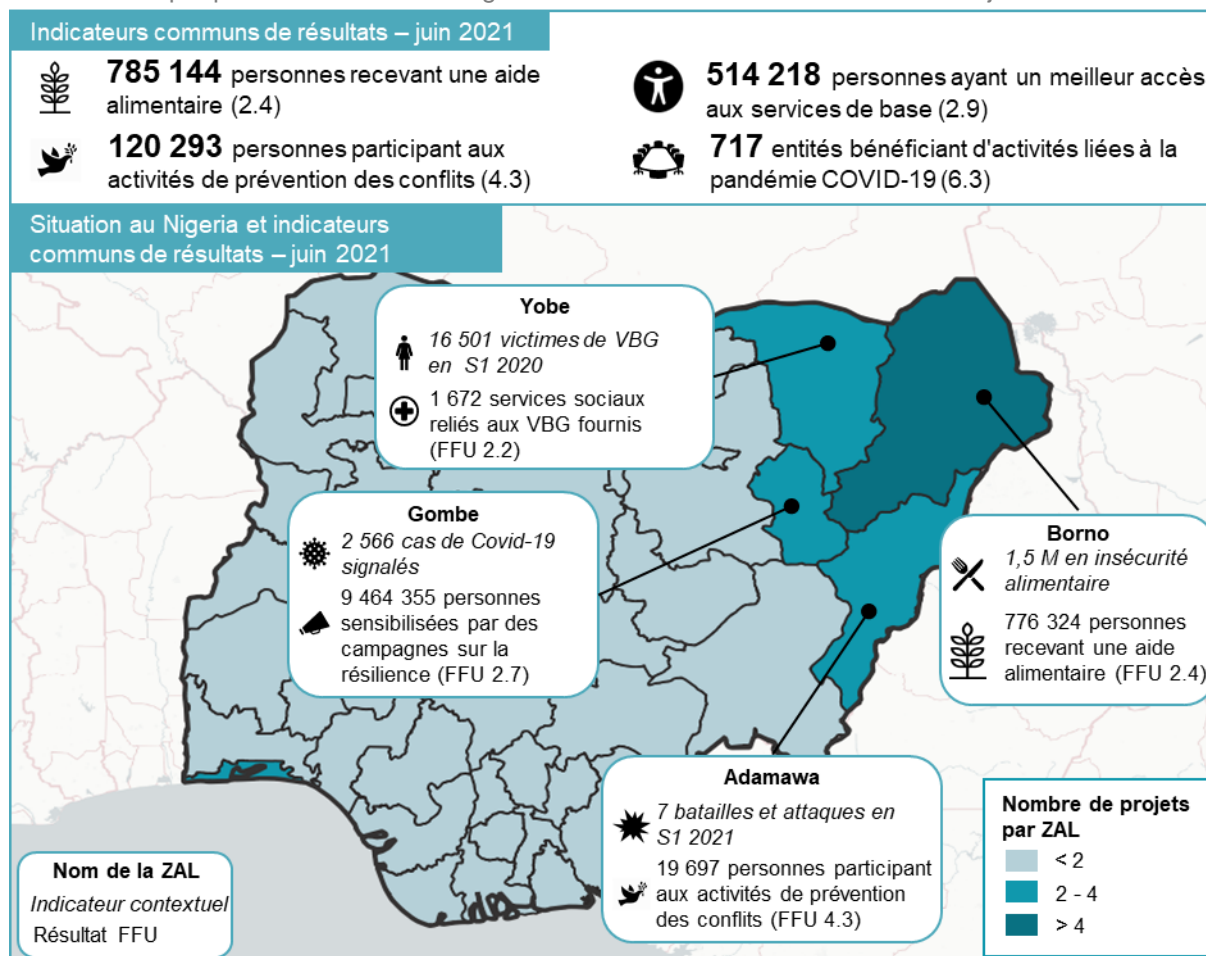
⁶ Établir un lien entre les secours, la réhabilitation et le développement et promouvoir la stabilité et la sécurité des communautés en déplacement dans le nord-est du Nigéria.

⁷ Investir dans la sécurité et l'intégrité des filles nigériennes.

⁸ Renforcer le soutien psychosocial, la santé mentale, la réinsertion et les services de protection pour les enfants de Borno, y compris les enfants associés à Boko Haram.

⁹ Renforcer la gestion et la gouvernance des migrations et la réintégration durable des migrants de retour au Nigéria.

Graphique 64 : Situation au Nigéria et résultats du Fonds Fiduciaire – en juin 2021



Faire face à l'aggravation de la crise de la sécurité alimentaire au Nigéria

Au cours du premier semestre 2021, l'insécurité alimentaire a augmenté au Nigéria et en particulier dans les États de la BAY alors que l'insécurité et l'impact de la pandémie de COVID-19 persistaient. En mai 2021, les données du Cadre Harmonisé indiquaient que 9,2 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire au Nigéria (phases 3 et 4 de l'IPC¹).² Ce chiffre est le plus élevé de la région du Sahel et du lac Tchad, et toutes les zones de crise de la région (phase 4) se trouvent à Borno.³ Le niveau élevé de malnutrition est largement accentué par la disponibilité limitée des stocks alimentaires et l'accès restreint aux marchés fonctionnels et aux services d'eau, de santé et d'assainissement.

Au cours du premier semestre 2021, le programme RRR (NG-07),⁴ financé par le Fonds Fiduciaire, a soutenu les habitants vulnérables de Borno avec un large éventail d'aides liées à la sécurité alimentaire. Au cours du S1 2021, 158 373 personnes ont bénéficié d'une aide liée à la sécurité alimentaire, atteignant 785 144 depuis le début des programmes financés par le Fonds Fiduciaire (indicateur 2.4). Tous les bénéficiaires du S1 2021 ont été aidés par RRR. Le programme, qui est mis en œuvre par la FAO, le PAM et ONU Femmes, vise à améliorer durablement la production et à atténuer les risques agro-pastoraux grâce au développement de l'agriculture à petite échelle et à l'agriculture familiale. La plupart de ces bénéficiaires étaient des membres des ménages ayant reçu

¹ Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire

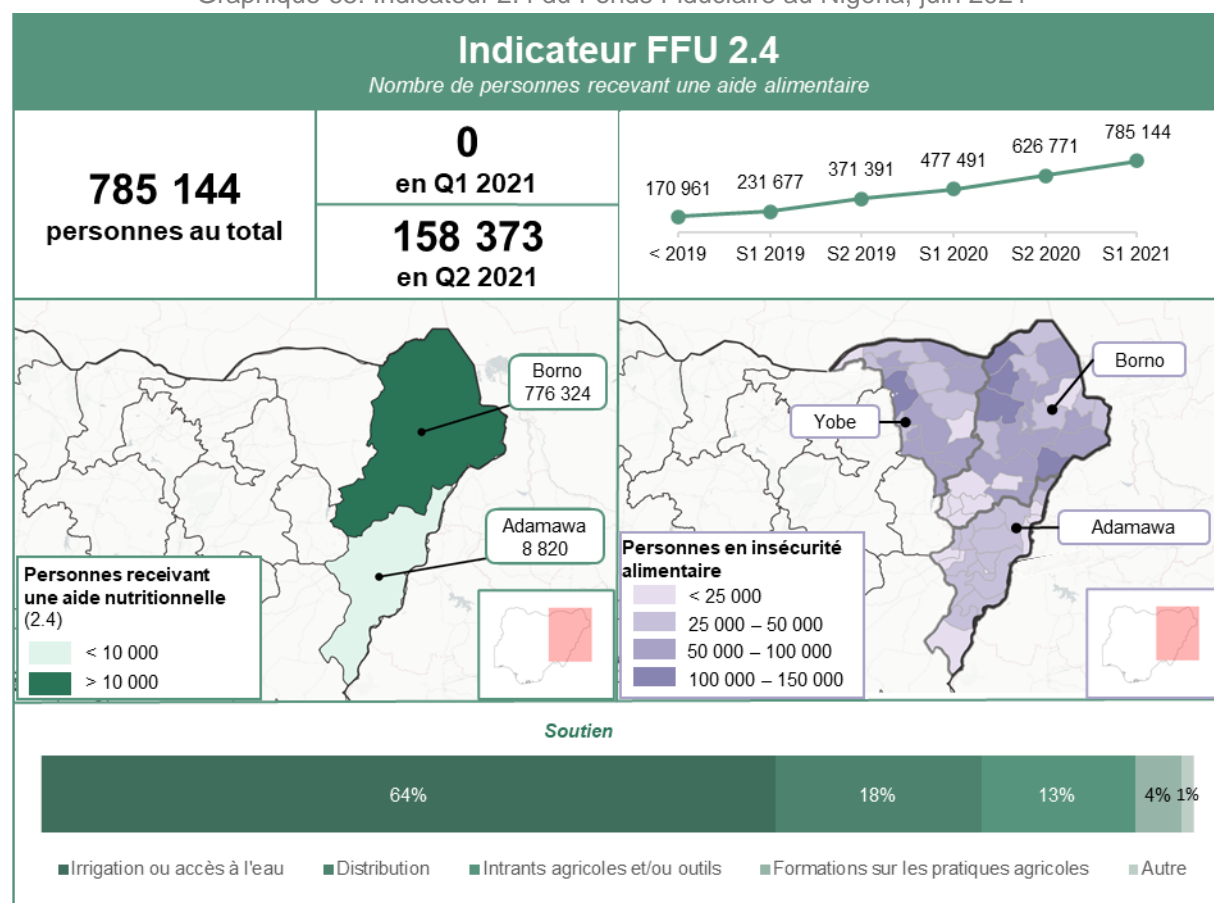
² CILSS, 'Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle', avril 2021. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ Soutien de l'UE à la réaction, au relèvement et à la résilience dans l'État de Borno.

des intrants agricoles de qualité (147 127, 43% de femmes). Cette activité est particulièrement pertinente au Nigéria, où l'agriculture est principalement pluviale et caractérisée par une faible productivité, une faible technologie et une forte intensité de main-d'œuvre.¹ Les autres bénéficiaires ont bénéficié de la distribution du bétail (10 266) ou ont été soutenus par la création d'unités de transformation du poisson (980). Comme le programme s'efforce non seulement d'apporter un soulagement aux populations, mais aussi au développement, ces actions ont été complétées par la création de liens commerciaux et l'amélioration des connaissances sur l'agriculture. Ainsi, au S1 2021, 141 PME ont été pourvues d'équipement de traitement (indicateur 1.2), et 150 membres du personnel d'ONG et de la communauté ont été formés à la prestation de services de santé animale simples, dont 28 femmes (indicateur 2.8).

Graphique 65: Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire au Nigéria, juin 2021







Au S1 2021, RRR et le One UN Response Plan (NG-09) visaient également à renforcer la résilience des ménages nigériens vulnérables à l'insécurité alimentaire grâce à la fourniture de transferts monétaires. Les prix des denrées alimentaires ont encore augmenté au S1 2021, causant des dommages au pouvoir d'achat des ménages vulnérables. En juin 2021, la valeur du panier de dépenses alimentaires minimales avait augmenté de plus de 20% par rapport à septembre 2020. Dans ce contexte, le cluster nigérien de la sécurité alimentaire a recommandé d'augmenter les transferts monétaires pour la nourriture des ménages vulnérables.² 208 366 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux prestations sociales de base au S1 2021, toutes par le biais de transferts monétaires (indicateur 2.9). Parmi eux, 125 507 personnes ont reçu des subventions en espèces inconditionnelles de 5 000 NGN (13 USD) par personne du Plan de Réponse One UN. Les observations préliminaires du programme ont indiqué que les bénéficiaires ont utilisé leurs transferts monétaires principalement

¹ Institut international d'agriculture tropicale, 'Rapport de synthèse de l'examen stratégique faim zéro au Nigéria', 2017. Accessible [ici](#).

² Programme Alimentaire Mondial, 'Nigeria Situation Report #65', juillet 2021. Accessible [ici](#).

sur les produits alimentaires, les soins de santé et la préservation de base du logement. Comme le programme fonctionne principalement autour de Lagos, il a pu compter sur les banques pour transférer l'argent, ce qui a contribué à accroître à la fois l'inclusion et les connaissances financières. Les 82 859 bénéficiaires restants ont reçu des transferts monétaires allant de 85 à 140 euros de RRR pour soutenir leur fourniture d'agriculture et d'intrants agricoles. Cependant, le manque d'infrastructure mobile, les nouvelles politiques concernant l'enregistrement des cartes SIM et les exigences administratives d'ouverture de comptes bancaires ont retardé les transferts, empêchant le projet de les synchroniser avec le reste de l'assistance fournie par le programme.

Analyse des résultats 6: I-SING programme au Nigéria¹

I-SING		Principaux	
 Investir dans la sécurité et l'intégrité des filles nigérianes	 De septembre 2016 à janvier 2019	 Adolescents, filles et garçons déplacés ou vulnérables	 Chefs communautaires, acteurs gouvernementaux et fournisseurs de services
 PMO : Corps de la Miséricorde	 Objectif : Améliorer la sécurité, les moyens de subsistance et l'action personnelle des adolescentes dans le nord-est du Nigéria		
 Budget : 3,5 M€			

L'évaluation finale du programme ISING suggère que des améliorations concrètes peuvent être attribuées à l'intervention du programme. Parmi les constatations notables, mentionnons :

Santé sexuelle des garçons et des filles : Le programme visait à améliorer la santé et les connaissances sexuelles et reproductives par la création de groupes d'espaces sûrs pour les filles et les garçons, la formation de mentors féminins et masculins et la création d'un programme adapté sur les compétences de la vie. L'évaluation de la ligne finale a noté une évolution positive des indices égalitaires (de 2,48 à 2,57 de la ligne de base à la ligne finale), les filles et les garçons bénéficiant de I-SING exprimant des idées plus égalitaires. En outre, filles et garçons étaient deux fois plus conscients de l'existence du VIH²/SIDA après avoir suivi le programme I-SING (44% à 86% de réponses correctes pour les garçons de la ligne de base à la ligne finale, 47% à 87% des réponses correctes pour les filles de la ligne de base à la ligne finale). Alors que la ligne finale note une augmentation des connaissances sur la grossesse et les menstruations (17% à 31% de réponses correctes pour les garçons de la ligne de base à la ligne finale, 36% à 50% de réponses correctes pour les filles de la ligne de base à la ligne finale), ces valeurs sont considérées comme faibles, reflétant peut-être des tabous sur l'activité sexuelle.

Bonnes pratiques

- **En utilisant les mentors et les coordonnateurs comme pierres angulaires du modèle d'espace sûr**– le programme a embauché et formé 693 mentors et coordonnateurs féminins, et 291 mentors et coordonnateurs masculins. Il a été signalé que tous les acteurs concernés étaient satisfaits du fait que des groupes de garçons étaient guidés par des mentors masculins et des groupes de filles par des mentors féminins, et que l'enthousiasme et l'engagement des mentors jouaient un rôle important dans le succès du programme.

Défis

- **Cibler les personnes déplacées** – le programme a noté qu'il était difficile d'organiser des sessions dans des espaces sûrs avec des adolescents de familles déplacées parce que les écoles ne leur permettaient pas de venir participer à la session puisqu'ils n'étaient pas inscrits. Pour surmonter ce défi, le gouvernement s'est adressé aux écoles et leur a expliqué les projets et leurs objectifs.

¹ Blas C., Ruiz Vallejo F., Rueda Gómez M., Acharya D., 'Rapport d'évaluation – Investir dans la sécurité et l'intégrité des filles nigérianes – Mercy Corps Nigeria', avril 2019.

² Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise.

- **Cibler les filles** – l’accent mis sur les filles a créé des conflits interfamiliaux, car les ménages avec plus d’une fille étaient prioritaires tandis que les ménages avec des garçons ne pouvaient pas participer.

Créer un environnement de soutien pour les adolescentes : I-SING a engagé les dirigeants communautaires, les acteurs gouvernementaux et les prestataires de services dans des activités liées aux problèmes de protection rencontrés par les adolescentes. I-SING a été efficace dans la promotion d’un environnement favorable avec les membres de la communauté et les fournisseurs de services. Cependant, il est également rapporté que les actions, les processus et les réalisations utiles n’ont pas été correctement surveillés et mis en évidence : il y a eu une occasion manquée de montrer certains résultats d’I-SING.

Meilleures pratiques

- **S’appuyant sur des structures communautaires** – les comités consultatifs ont joué un rôle fondamental dans le soutien des activités d’I-SING.

Défi

- **Calendrier des projets non aligné sur les saisons** – la saison des pluies a été considérée comme un obstacle empêchant les bénéficiaires de participer à certaines activités et entravant le suivi. L’équipe d’évaluation a recommandé de tenir compte des saisons et d’autres restrictions météorologiques pour le calendrier des activités à l’avenir.

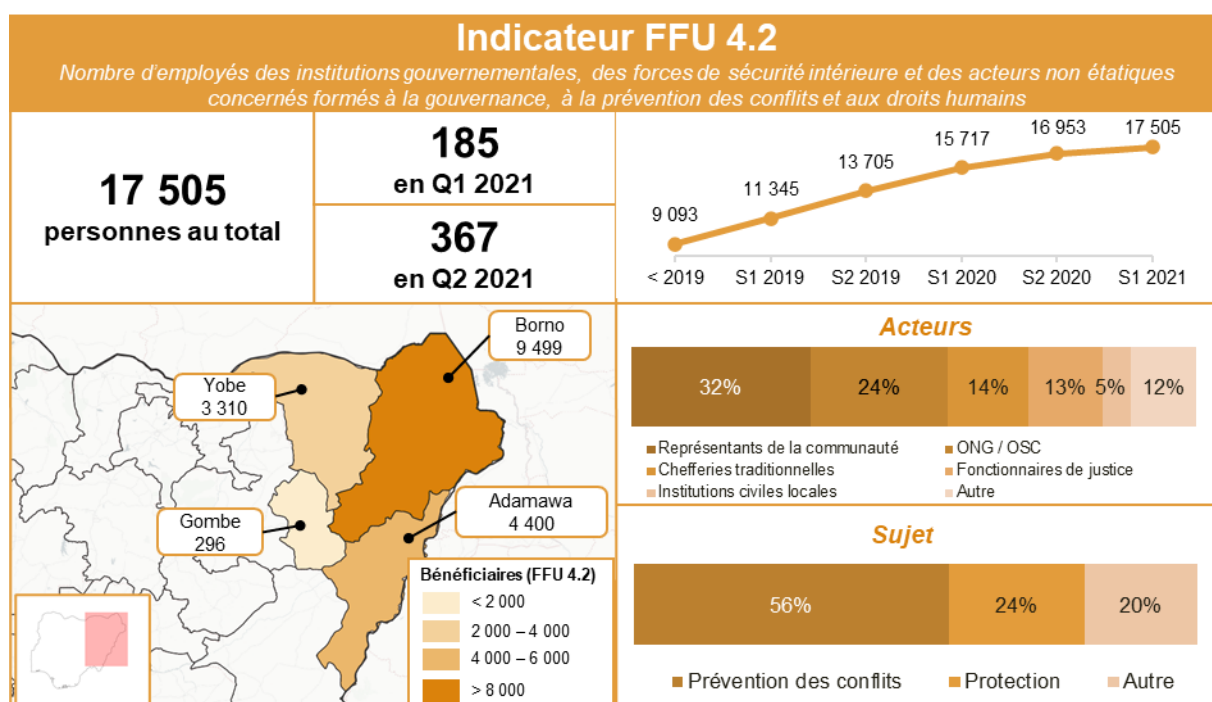
Promouvoir la paix par le dialogue communautaire et la sensibilisation

Comme la situation en matière de sécurité restait très instable dans le nord-est, la résolution des divisions par des activités de dialogue et de médiation visant à stabiliser les communautés restait une priorité pour le gouvernement et pour le Fonds Fiduciaire au S1 2021. A la date de juin 2021, 120 293 personnes avaient participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l’homme organisées par des programmes financés par le Fonds Fiduciaire, dont 16 061 au S1 2021 (indicateur 4.3). Au premier semestre 2021, le principal contributeur à cet indicateur est resté le MCN (NG-03), avec 10 945 participants. Le programme RESILAC (REG-05)¹ a contribué aux autres réalisations. Au S1 2021, les activités sont restées principalement mises en œuvre à Borno (65%) et Yobe (34%), qui sont à l’épicentre du conflit.

Au cours du premier semestre de 2021, les activités de prévention des conflits de MCN se sont concentrées sur les dialogues communautaires et les activités de médiation civile, tandis que RESILAC s’est engagé dans la sensibilisation. Au cours du S1 2021, MCN a engagé 10 322 personnes dans des dialogues communautaires, tandis que ses 173 bénéficiaires restants ont été impliqués dans des activités de médiation civile par le biais de diverses plateformes telles que les partenariats communautaires pour la paix et la sécurité dans les conseils locaux (indicateur 4.3), pour lesquels 201 membres du personnel ont été formés à S1 2021 dans les trois États BAY (indicateur 4.2). Le programme vise à renforcer la résilience des communautés aux conflits en engageant et en formant les chefs et les dirigeants traditionnels pour s’assurer que les mécanismes informels de résolution des conflits fonctionnent correctement. En 2020, RESILAC a élaboré des lignes directrices sur la sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Les activités mises en œuvre par la suite en 2021 ont permis de sensibiliser 5 566 personnes. Comme au S2 2020, les activités de sensibilisation mises en œuvre au premier semestre 2021 ont été adaptées pour se conformer aux mesures de distanciation sociale liées à la COVID-19. La sensibilisation RESILAC a donc consisté en la diffusion de 12 épisodes radiophoniques ouverts aux appels des auditeurs en haoussa et en kanouri, en une sensibilisation porte-à-porte et des sketches. Le programme a déclaré avoir pu atteindre le double de ses objectifs initiaux grâce à ces adaptations.

¹ RESILAC – Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad.

Graphique 66: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire au Nigéria, juin 2021



5.11.3. LE NIGÉRIA ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

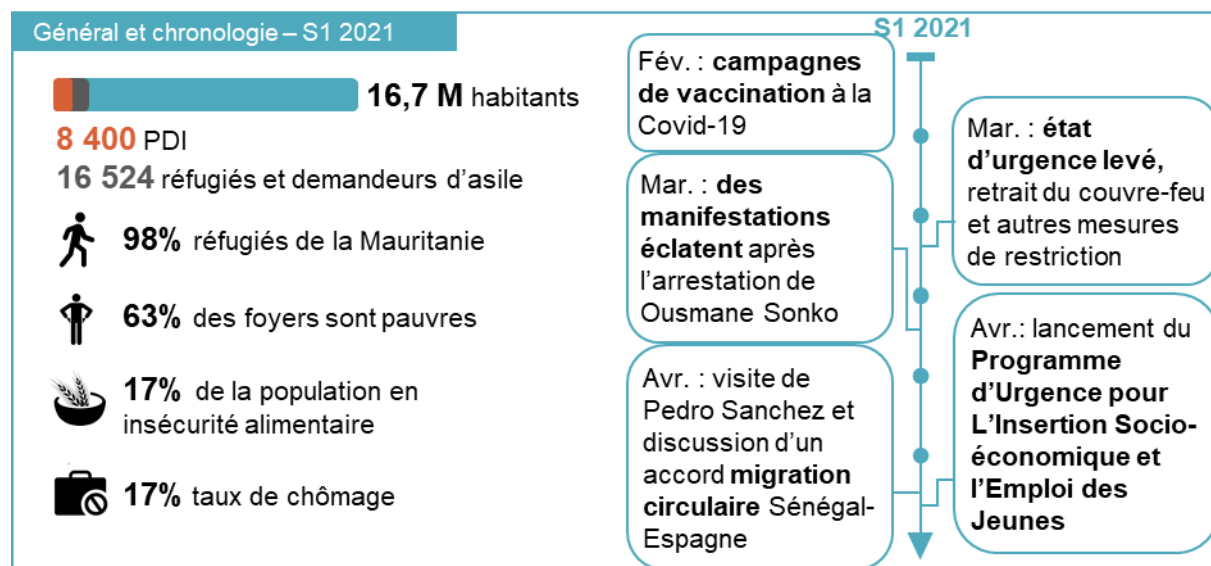
Tableau 12: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Nigéria, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4,575	75	0	0	4,650	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	257	27	37	141	462	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	17,101	5,511	5,386	252	28,250	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	774	1,322	286	24	2,406	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	12	0	0	0	12	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	431	24	1	2	458	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	186,085	315,828	67,028	5,491	574,432	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	10,000	0	10,000	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	170,961	200,430	255,380	158,373	785,144	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	600	740	0	1,340	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	114,224	9,388	111,565,879	93,700,931	205,390,422	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	5,624	1,774	404	220	8,022	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	169,560	17,965	118,327	208,366	514,218	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	1,196	10,415	55,316	3,193	70,119	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	7	5	12	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11,451	4,450	920	817	17,638	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	5,203	4,773	1,267	486	11,728	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	0	3	0	3	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	45	46	91	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	41	71	12	124	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10	65	129	149	353	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	4	17	3	0	24	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	60	0	60	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	9,093	4,612	3,248	552	17,505	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	24,587	16,939	62,706	16,061	120,293	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	9	2	6	1	18	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	33	1	23	0	57	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	16	12	4	2	34	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	28	9	6	0	44	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	10,769,181	1,973,249	12,742,430	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	425,784	0	425,784	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	502	215	717	

5.12. SÉNÉGAL

5.12.1. SÉNÉGAL EN S1 2021

Figure 67 : Sénégal – Tableau de bord faits et chiffres clés, juin 2021



Des manifestations sans précédent ont éclaté en mars 2021 pour plus de justice sociale après l'arrestation d'Ousmane Sonko, principale figure de l'opposition politique et leader du PASTEF.¹ Ses partisans et des membres de la société civile ont affirmé que son arrestation avait été orchestrée dans l'intention de l'exclure des prochaines élections présidentielles. En conséquence, des manifestations ont éclaté à Dakar et dans d'autres villes du pays contre ce qui était perçu comme une attaque contre la démocratie, entraînant la mort d'au moins huit personnes. Le gouvernement a suspendu deux chaînes de télévision publiques pendant 72 heures en raison de leur couverture des événements et a mis en garde les médias publics contre « une couverture biaisée de nature à inciter à la haine et à la violence », exacerbant davantage les tensions.^{2,3,4}

Bien que des motifs socio-politiques aient déclenché les manifestations, leur ampleur et leur intensité révèlent des difficultés économiques sous-jacentes. En 2020, le PIB du Sénégal n'a augmenté que de 1,5%, comparé à 4,4% l'année précédente.⁵ Les mesures COVID-19 ont gravement affecté les secteurs clés de l'économie sénégalaise, tels que le tourisme et ses activités auxiliaires.⁶ La jeunesse, particulièrement touchée, était largement représentée dans les protestataires qui ont envahi les rues en mars 2021. À la suite des manifestations, le président Macky Sall a annoncé lors d'un message à la nation le 8 mars qu'il réduirait les mesures de restriction en place. Le 19 mars, le couvre-feu et l'état d'urgence à l'échelle nationale sont levés.⁷

La situation économique a entraîné une augmentation des départs via la Route Atlantique, donnant lieu à des mesures répressives de la part du gouvernement sur le trafic de migrants. En mai 2021, un homme a été inculpé de trafic de migrants et condamné à deux ans de prison pour

¹ Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité.

² Sonko aurait été accusé d'avoir violé une femme dans un salon de massage et de l'avoir mise en danger. Il a été arrêté avec des membres de son parti en mars 2021 alors qu'il se dirigeait vers le tribunal pour « atteinte à l'ordre public » et « manifestation non autorisée ».

³ Amnesty International, 'Sénégal. Appel à manifester après la mort de huit personnes la semaine dernière : les forces de sécurité doivent faire preuve de retenue', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Présidence du Sénégal, 'Communiqué du gouvernement', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁵ RFI, 'Le FMI débloque 650 millions de dollars pour soutenir l'économie du Sénégal', mai 2021. Accessible [ici](#).

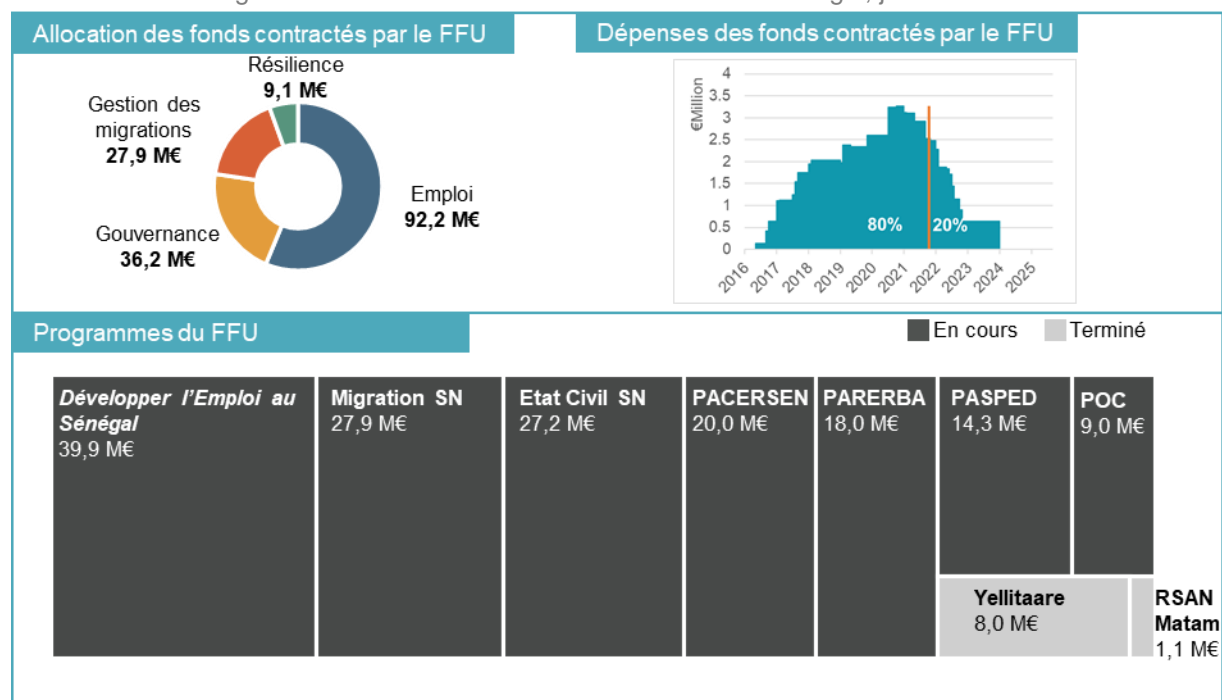
⁶ Ibid.

⁷ TV5 Monde, 'Sénégal : la levée de l'état d'urgence sanitaire accueillie avec soulagement', mars 2021. Accessible [ici](#).

avoir organisé la traversée de Doudou Faye, un garçon de 14 ans mort en tentant de rejoindre les îles Canaries par bateau en octobre 2020,¹ après que le père du garçon a témoigné avoir payé le passeur pour transporter son fils.²

5.12.2. LE FONDS FIDUCIAIRE AU SÉNÉGAL

Figure 68 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Sénégal, juin 2021^{3,4}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 165,4 M€ au Sénégal, dont 56 % pour des projets liés à l'emploi (OS 1), suivis par la sécurité et la gouvernance (OS 4 – 22 %) et des projets liés à la migration (OS 3 – 17 %). Le Fonds Fiduciaire vise à créer des opportunités économiques et des emplois, ainsi qu'à soutenir la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais d'initiatives de diversification alimentaire et d'accès aux services de base, notamment à travers les programmes Développer l'Emploi au Sénégal,⁵ PARERBA,⁶ PASPED⁷ et PACERSEN⁸ (SN-04, SN-08, SN-09 et SN-05, respectivement). Il vise également à assister les migrants de retour et à soutenir leur réintégration durable dans le cadre du programme Migration SN (SN-06). Au Sénégal, la prévention de la migration irrégulière, du trafic illicite de migrants et de la traite des êtres humains sont également des priorités qui sont soutenues par les programmes Etat Civil SN et POC (SN-07 et SN-10, respectivement), qui relèvent de l'OS 4. La majeure partie du budget contracté du Fonds Fiduciaire au Sénégal (80 %) a été dépensée et on estime que 20 % doivent encore être dépensés d'ici 2024.

¹ RFI, 'Sénégal : un passeur jugé dans l'affaire « Doudou Faye » condamné à deux ans de prison', mai 2021. Accessible [ici](#).

² Le père de Doudou Faye a été condamné à deux ans de prison pour avoir mis en danger la vie d'autrui en décembre 2020. Voir le rapport annuel 2020 du MLS pour plus d'informations.

³ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

⁴ Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

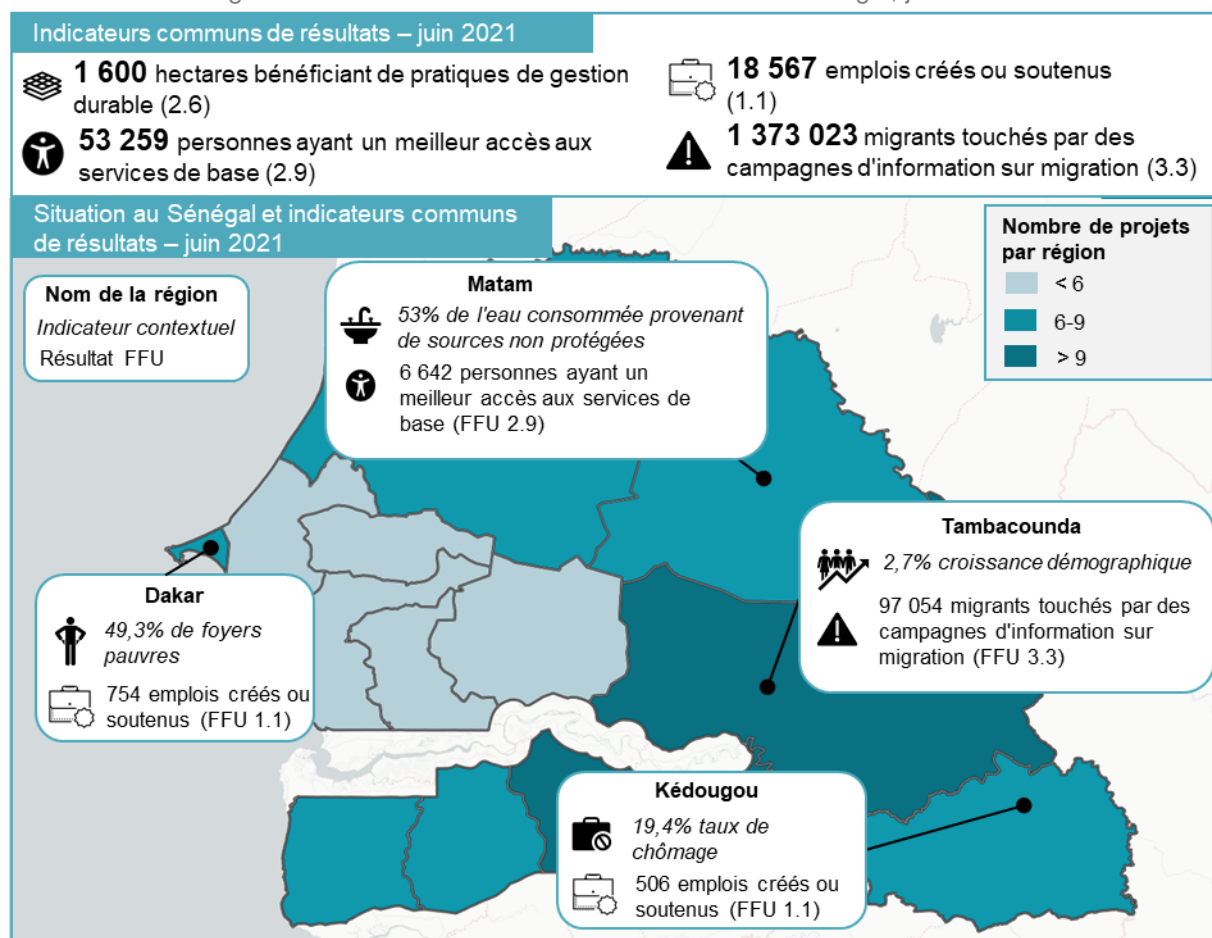
⁵ Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

⁶ Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

⁷ Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

⁸ Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal.

Figure 69 : Résultats clés du Fonds Fiduciaire au Sénégal, juin 2021



Comprendre le phénomène migratoire dans sa nature multidimensionnelle

Le Sénégal est à la fois un pays d'origine et de transit pour la migration irrégulière. Au premier semestre 2021, le Sénégal avait l'un des taux de départ les plus élevés pour la migration irrégulière.¹ La plupart des migrants potentiels sont des Sénégalais et des ressortissants d'autres pays de la CEDEAO qui peuvent transiter par le Sénégal sans visa et continuent sur la Route atlantique (des côtes sénégalaises vers les îles Canaries) ou par voie terrestre via la Libye et d'autres points de passage.

Les programmes du Fonds Fiduciaire visent à prévenir la migration irrégulière en sensibilisant les migrants potentiels aux risques de la migration irrégulière et en les informant des alternatives et des opportunités professionnelles existantes. Au total, 1 373 023 migrants potentiels ont été touchés par des campagnes de sensibilisation financées par le Fonds Fiduciaire (indicateur 3.3), dont 670 445 au S1 2021. Cela a été largement atteint à travers le programme Développer l'Emploi au Sénégal (SN-04),² qui avait touché 1 361 959 migrants potentiels en juin 2021, dont 665 130 en S1 2021. L'initiative *Tekki Fii*³ a diffusé des émissions de radio et fait circuler des caravanes de communication dans tout le pays pour sensibiliser les migrants potentiels et leurs familles aux risques de la migration irrégulière, mais aussi pour les informer sur les opportunités existantes dans leur région de résidence où les taux de départ sont les plus élevés.⁴ Au total, *Tekki Fii* a organisé

¹ FRONTEx, 'Carte migratoire', consulté en octobre 2021.

² Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

³ « Réussir ici » en wolof.

⁴ *Tekki Fii* opère à Kédougou, Kolda, Louga, Matam, Saint-Louis, Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor.

121 événements en S1 2021 sur la sensibilisation (indicateur 3.11), portant à 660 le nombre total d'événements depuis le début des activités au Sénégal. En outre, 2 596 migrants potentiels additionnels ont été touchés ce semestre par des événements de sensibilisation organisés dans le cadre de l'initiative conjointe UE-OIM.

Le Fonds Fiduciaire aide les autorités locales à démanteler les réseaux de trafic de migrants. Le programme POC (SN-10),¹ qui vise à prévenir la migration irrégulière, le trafic illicite de migrants et la traite des personnes au Sénégal, soutient les autorités nationales dans le renforcement des capacités : 596 fonctionnaires de la justice, forces de sécurité nationales et membres d'institutions civiles nationales ont été formés (indicateur 4.2) en juin 2021, dont 455 en S1 2021. Le programme travaille en étroite collaboration avec ses homologues nationaux, et plus particulièrement avec la Division Nationale de Lutte contre le Trafic de Migrants (DNLТ), créée en tant qu'unité spécialisée au sein de la police des frontières sénégalaise en 2018. La DNLТ a été active dans la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, dans la prévention des départs irréguliers sur la Route atlantique, ainsi que dans le démantèlement des réseaux de documentation frauduleuse. En février 2021, un réseau a été démantelé en France après que les autorités ont identifié de faux documents sénégalais.² 255 des 596 agents formés par POC ont été sensibilisés à la fraude documentaire, dont 144 en S1 2021.

Le phénomène migratoire au Sénégal se caractérise également par l'existence d'une diaspora importante. Il y a officiellement 533 000 Sénégalais à l'extérieur du Sénégal, principalement en Europe (France, Italie, Espagne) et en Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Gambie),³ mais les estimations non officielles varient entre 2,5 et 3 millions à travers le monde.⁴ La diaspora est un moteur du développement socio-économique du pays : les transferts de fonds représentent près de 10 % du PIB.⁵ Leur valorisation est une priorité pour le gouvernement sénégalais, qui vise à impliquer les Sénégalais de l'étranger dans les efforts de développement national en diffusant les opportunités d'investissement productif.⁶

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire au Sénégal visent à exploiter le potentiel de la diaspora en facilitant ses investissements. Les migrants sénégalais sont souvent confrontés à des difficultés pour investir dans leur pays d'origine, en raison de perceptions déformées de l'environnement des affaires, d'un manque de connaissances sur les opportunités d'investissement dans le pays et de difficultés à accéder à / préserver la terre. Promouvoir les investissements de la diaspora nécessite donc un soutien spécifique. Au cours du S1 2021, le programme Migration Sénégal (SN-06)⁷ a accompagné la diaspora pour mener à bien 44 projets au Sénégal (indicateur 3.1), ce qui a permis à 24 189 personnes de bénéficier d'un meilleur accès aux services de base (indicateur 2.9, soit 62 % du total depuis le début des activités financées par le Fonds Fiduciaire dans le pays). Le programme est mis en œuvre par l'AFD et co-géré par le gouvernement sénégalais et vise à aider la diaspora en Europe (France, Italie, Belgique et Espagne) à investir dans des projets de santé, d'eau et d'éducation dans leurs régions d'origine. Les projets sont d'abord sélectionnés par une plateforme de sélection en ligne, puis bénéficient d'un soutien technique et financier lors du lancement et de la mise en œuvre.⁸

Les initiatives sont développées au niveau régional, dans des zones où différentes dimensions du phénomène migratoire se recoupent. En 2014, le président Macky Sall a fait une tournée économique dans la région du fleuve Sénégal et a encouragé le gouvernement et les associations de

¹ Partenariat opérationnel conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic de migrants et de la traite des êtres humains au Sénégal.

² Le Figaro, 'Démantèlement d'un trafic d'immigration irrégulière et d'escroquerie dans le Grand Est', février 2021. Accessible [ici](#).

³ OIM & ANSD, 'Profil migratoire 2018', 2018. Consulté [ici](#).

⁴ UE, 'Convention de délégation', 2017.

⁵ EUDI, 'Cartographie de l'engagement de la diaspora – Sénégal', 2020.

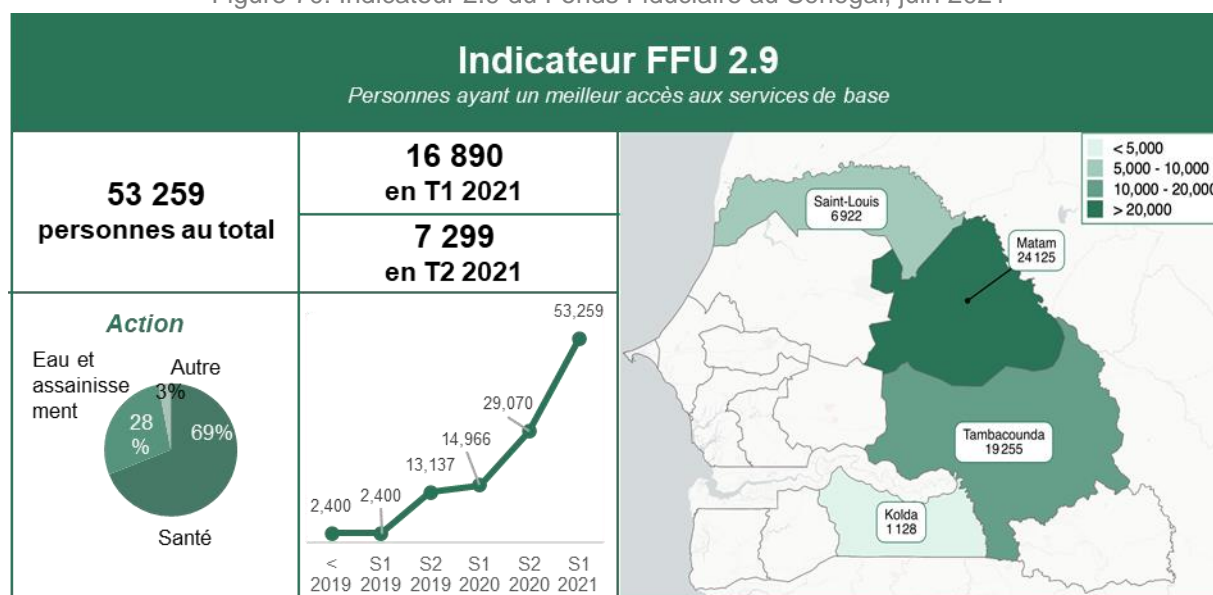
⁶ Gouvernement du Sénégal, 'Plan Sénégal Emergent', 2014. Accessible [ici](#).

⁷ Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

⁸ En continuant sur la lancée de la plateforme mise en place par la Banque Mondiale lors d'un concours de Business Plans au Sénégal.

la diaspora à renforcer leurs investissements productifs dans les secteurs porteurs d'emploi.¹ A Matam, situé dans la région du fleuve Sénégal près de la frontière mauritanienne, 16 765 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de santé et d'éducation (indicateur 2.9) grâce aux projets menés par la diaspora à travers Migration Sénégal au cours du premier semestre 2021, soit plus de vingt fois plus qu'en S2 2020. Le président a également identifié la région de Casamance comme une « priorité » pour les investissements de la diaspora. À Kolda, en Haute-Casamance, 1 128 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services éducatifs en S1 2021 (100% du total depuis sa création) grâce à des investissements de la diaspora. Enfin, à Tambacounda, où les taux de pauvreté peuvent atteindre 92% (à Ndogo Babacar, par exemple),² 6 296 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de santé, d'eau et d'éducation en S1 2021.

Figure 70: Indicateur 2.9 du Fonds Fiduciaire au Sénégal, juin 2021



Intervenir dans les zones rurales pour favoriser la création d'emplois et faciliter l'accès à l'eau

Au Sénégal, les zones rurales ont parmi les taux de pauvreté et de chômage les plus élevés du pays. Malgré des taux de croissance positifs au cours des dernières années, les progrès ont été inégaux. Selon une enquête nationale menée fin 2020 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, l'emploi est de 48% dans les zones urbaines contre 37% dans les zones rurales.³ Bien que l'agriculture soit une source majeure d'emploi dans le pays, elle continue d'être dominée par les emplois informels (64% du total des emplois dans les zones rurales).⁴ Dès lors, la création d'emplois attrayants et attractifs pour maintenir la main-d'œuvre – y compris des jeunes – dans les zones rurales est un enjeu.

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire visent à contribuer à fournir des emplois décents et des possibilités de génération de revenus aux habitants des zones rurales. Le programme PARERBA (SN-08),⁵ qui vise à développer l'économie rurale, a contribué à la création de 5 132 emplois en juin 2021 (indicateur 1.1), dont 982 en S1 2021 – une augmentation significative par rapport à 178 en S2 2020, lorsque la pandémie de COVID-19 avait ralenti les activités du programme.

¹ Gouvernement sénégalais, 'Conseil des Ministres du mercredi 12 novembre 2014', 2014. Accessible [ici](#).

² ANSD, 'Cartes de pauvreté 2011', 2011. Accessible [ici](#).

³ ANSD, 'Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal, quatrième trimestre 2020', janvier 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Ipar, 'L'agriculture, une alternative pour que le chômage des jeunes ne continue d'être une bombe à retardement', avril 2015. Accessible [ici](#).

⁵ Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration Rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

Il a également aidé 72 personnes à développer des activités génératrices de revenus (AGR) en S1 2021 (indicateur 1.3). Au Sénégal, les disparités entre les sexes persistent, avec 56 % des hommes employés contre 31 % des femmes.¹ Le programme PARERBA cible également le genre, avec plus de 52% de tous les emplois et 40% des activités génératrices de revenus créés par le programme détenus par des femmes. En outre, 27 PME ont été créées et soutenues (indicateur 1.2) par le programme en soutenant le micro-entrepreneuriat et la production de légumes/riz en S1 2021, soit 20 % du total atteint depuis le début de la mise en œuvre. De même, le programme PACERSEN (SN-05),² qui vise à réduire la migration par la création d'emplois dans les zones rurales, a contribué à la création de 557 emplois en S1 2021 (36 % du total depuis le début des opérations financées par le Fonds Fiduciaire), qui impliquent presque tous des emplois permanents ou à long terme dans l'agriculture, la pêche et la production et la transformation de l'élevage, et a contribué au développement de 596 activités génératrices de revenus en T1 2021.

L'agriculture est la principale activité économique dans les zones rurales, mais l'accès à l'eau pour l'irrigation est un défi. Au Sénégal, l'exploitation des ressources en eau à des fins agricoles utilise plus de 93% de l'eau douce disponible mais l'accès et la gestion de l'eau sont devenus de plus en plus problématiques ces dernières années.³ Les difficultés d'accès à l'eau sont particulièrement prononcées dans le bassin arachidier,⁴ caractérisé par des densités de population élevées dans les grands centres urbains mais aussi par des activités agricoles intensives.⁵

Dans le bassin arachidier, les programmes financés par le Fonds Fiduciaire facilitent l'accès à l'eau pour les ménages. En S1 2021, 330 hectares de terres ont bénéficié de pratiques de gestion durable (indicateur 2.6), entièrement grâce à PACERSEN et PARERBA, soit une augmentation de 175% par rapport à ce qui a été réalisé en S2 2020. Les deux programmes opèrent dans le bassin arachidier. PACERSEN œuvre à la construction de fermes agricoles (y compris les structures hydrauliques) et soutient les fermes individuelles et villageoises. PARERBA vise l'aménagement de périmètres irrigués, la création de micro-entreprises dans les filières agro-alimentaires et le soutien aux PME proposant des services d'insertion professionnelle pour les jeunes. Grâce aux deux programmes, 20 520 personnes ont reçu une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) en S1 2021, contre 1 582 au S2 2020. La majeure partie (86 %) du soutien fourni en S1 2021 était sous la forme d'une irrigation améliorée ou d'un meilleur accès à l'eau.

¹ ANSD, 2021. Op. cité.

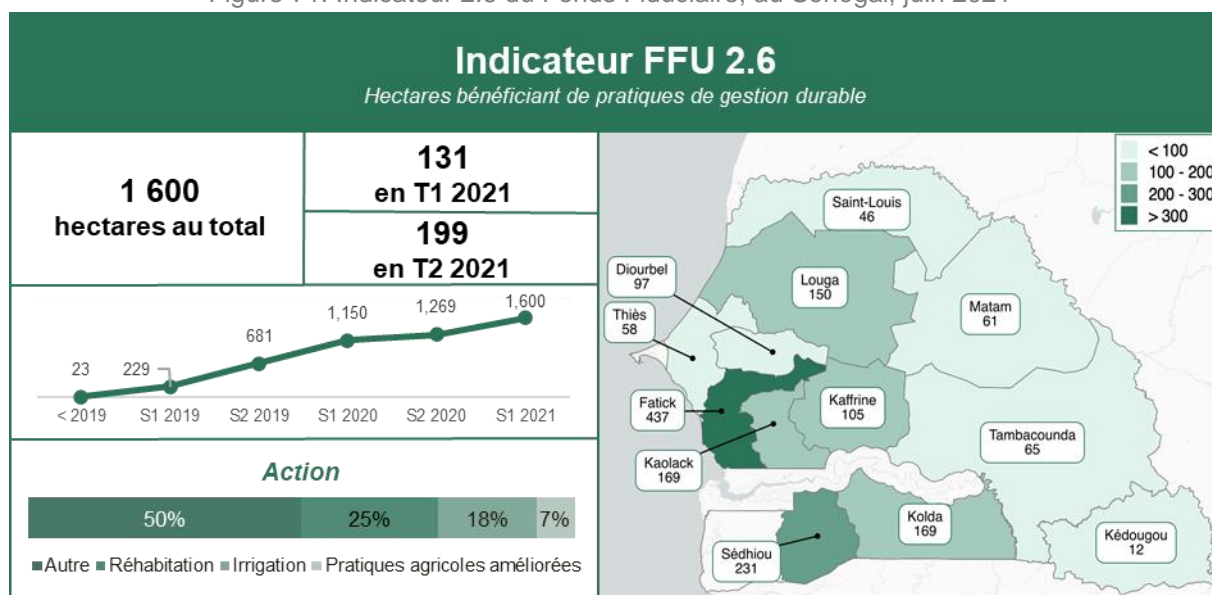
² Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles.

³ Enabel, 'De l'eau pour l'agriculture – Sénégal', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Le bassin arachidier s'étend sur Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack et Thiès.

⁵ Fonds Fiduciaire, 'Fiche d'action, projet PARERBA', consulté en octobre 2021.

Figure 71: Indicateur 2.6 du Fonds Fiduciaire, au Sénégal, juin 2021



Analyse des résultats 7 : projet RSAN Matam (SN-03-01)¹ au Sénégal²

RSAN Matam

Budget : 1,1 M€

Principaux

Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam

De **janvier 2017** à **avril 2019**

PMO : ACTED

Objectif : Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres de la région de Matam

Adultes issus de ménages pauvres

Enfants et adolescents

Enfants de moins de cinq ans

RSAN Matam visait à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres dans les zones Ferlo et Diéri de la région de Matam. Le projet lie étroitement l'agriculture et la nutrition et fonde ses opérations sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, la qualité des aliments et la régularité.

Les conclusions de l'évaluation du rapport indiquent que les groupes cibles et les bénéficiaires ont bénéficié d'un accès, d'une disponibilité et d'une diversité renforcés des aliments consommés dans les zones rurales. RSAN Matam a également diffusé des connaissances aux communautés sur les bonnes pratiques nutritionnelles par le biais d'initiatives qui ont permis d'augmenter la production pour l'auto-provisionnement et la diversité nutritionnelle (par exemple, par le développement d'initiatives de culture de légumes et de sensibilisation).

Indicateurs généraux. Le score individuel de diversité alimentaire moyen des Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes (FEFA) a atteint 14% contre une cible initiale de 70%. Cela est dû au fait que les FEFA suivent un régime alimentaire particulier (voir dernière section de la box), qui, malgré le haut apport nutritif, ne garantit pas nécessairement une grande diversité alimentaire. En outre, le pourcentage atteint pour l'indicateur *augmentation relative du score individuel de diversité alimentaire moyen des bénéficiaires* au cours du projet est de 24% alors que la valeur ciblée est de 70%. La cible n'a pas été atteinte car la situation de référence (score de 5,5 groupes d'aliments) était déjà bien au-delà du seuil acceptable (entre 4 et 4,5). Ainsi, une augmentation de 70%

¹ *Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam (RSAN Matam).*

² *'Rapport narratif final – projet RSAN Matam', 2020.*

signifierait un score moyen au-dessus de 9, ce qui est improbable au vu du contexte de la région de Matam.

Accroître la disponibilité et l'accès aux aliments pour les ménages très pauvres : en avril 2019, le projet avait fourni des produits alimentaires subventionnés à 3 300 ménages pauvres, pour un taux d'utilisation de 100%. Parmi les ménages bénéficiaires, 40% ont augmenté leur production alimentaire après la première campagne agricole, ce qui est inférieur à l'objectif de 70%. Le projet a toutefois dépassé son objectif de 50 % de bénéficiaires ayant déclaré une amélioration de la production agricole (68 % ont signalé une augmentation au cours de la durée du projet). De plus, 13 % des bénéficiaires ont signalé une augmentation de la surface cultivée (comparé à un objectif de 30 %). Il convient de noter qu'à la fin du projet les ménages ont déclaré avoir fait face à moins d'approvisionnement alimentaire, principalement en raison de contraintes climatiques (voir dans la section défis ci-dessous).

Bonnes pratiques

- **Le soutien et l'élargissement d'un réseau d'Agents Prestataires de Services (APS)** ont permis d'assurer la disponibilité des intrants pour 3 300 agriculteurs de la région. Les APS ont joué un rôle majeur dans la subvention des intrants et des outils agricoles pour les ménages très pauvres pendant la saison des pluies ; ils ont renforcé les capacités des producteurs en techniques culturales.
- **Impliquer les communautés et les autorités locales** pour identifier les initiatives communautaires actives visant à améliorer la qualité de la nutrition, par exemple en impliquant des groupes de femmes, actrices majeures de la promotion du développement local.

Défis

- **Contraintes climatiques, y compris des faibles précipitations, en particulier en 2017-2018.** Cela explique pourquoi l'indice des stratégies d'adaptation, au lieu de baisser, a connu une augmentation importante. Les ménages se sont adaptés en adoptant des stratégies pour s'assurer qu'ils étaient en mesure de recevoir un certain niveau de consommation alimentaire nécessaire à leur subsistance. Cela a également freiné la capacité des ménages à augmenter leur production agricole après la première campagne agricole.
- **L'indicateur sur le pourcentage de bénéficiaires rapportant une augmentation des surfaces cultivées** était de 13% contre une cible de 30%. Ceci est dû au fait que (i) les ménages ne disposaient pas de suffisamment de bras actifs (79% des ménages) ou (ii) de ressources financières (54%) pour être incités à augmenter les surfaces cultivables. A la fin du projet, une recommandation, consistant à mener un travail de sensibilisation de la part des différents acteurs locaux pour inciter les jeunes à s'investir davantage dans l'agriculture pour que les ménages disposent davantage de bras actifs, a été faite.

Soutenir les initiatives alimentaires dans les zones rurales : 30 initiatives villageoises ont été soutenues matériellement et accompagnées. L'objectif initial de 80 % d'initiatives ayant un impact clairement identifié sur la qualité nutritionnelle de l'alimentation n'a pas été atteint.

Bonnes pratiques

- **Renforcement des capacités et appui technique.** Les initiatives villageoises locales ont reçu le soutien d'un ingénieur de l'ASDEN.¹ Le recrutement d'un assistant supplémentaire du coordinateur technique a permis de renforcer l'appui apporté.

Défis

¹ Association pour le développement de Nguendar et villages environnants

- **Complexité de la formulation des indicateurs.** L'indicateur « part d'initiatives ayant un impact clairement identifié sur la qualité nutritionnelle de l'alimentation de ses détenteurs » comprend des caractéristiques telles que la qualité de la nourriture pour une personne ; le processus de production alimentaire ; et la façon dont les revenus de chaque initiative sont dirigés. Pour que l'indicateur soit atteint, toutes les caractéristiques devaient être validées, mais l'examen des sous-caractéristiques individuelles a révélé qu'une alimentation adéquate a en fait été respectée.

Promouvoir la diversité alimentaire : le projet a amélioré l'accès de 625 ménages au matériel de jardinage et aux semences pour l'exploitation des terres. RSAN Matam a également amélioré les bonnes pratiques nutritionnelles en communiquant des messages clés sur les bonnes pratiques aux bénéficiaires. A la fin du projet, 82% des bénéficiaires connaissaient trois messages clés en termes de pratique nutritionnelle et de bonne hygiène. En outre, 73% des bénéficiaires ont signalé une augmentation de la production des jardins maraîchers dès la première saison de maraîchage. Trente initiatives villageoises ont été soutenues matériellement et accompagnées, bien que le projet ait atteint 20% des initiatives ayant un impact clairement identifié sur la qualité nutritionnelle de l'alimentation de ses détenteurs, en dessous de l'objectif de 80%.

Défis

- **Pratiques locales dominantes.** Les pratiques culturelles (comme un régime à base de bouillie et de riz pour les femmes qui viennent d'accoucher) ont parfois été un obstacle à l'adoption de pratiques nutritives plus diverses.

5.12.3. LE SÉNÉGAL ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

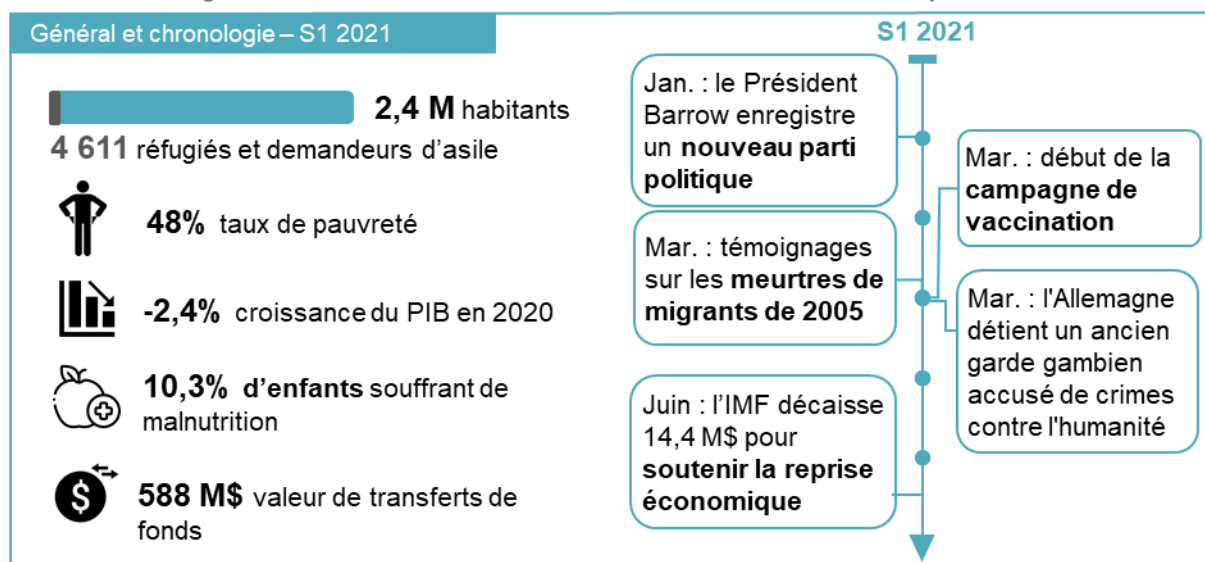
Table 13 : Indicateurs communs du Fonds Fiduciaire pour le Sénégal, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	553	3,344	9,102	5,568	18,567	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	1,688	1,146	4,218	524	7,576	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	6,207	7,356	3,194	743	17,501	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9,757	7,109	2,505	237	19,609	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	6	11	7	0	25	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	3	56	13	27	99	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	5,378	2,781	304	0	8,463	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	67,575	327,702	168,358	0	563,635	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	23,153	20,052	15,709	20,520	79,434	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	40	0	0	40	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	23	658	588	330	1,600	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	42,939	104,275	208,407	0	355,621	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	194	1,997	99	0	2,290	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2,400	10,737	15,933	24,189	53,259	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	15	44	114	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	442	1,272	1,714	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	103,918	506,419	92,241	670,445	1,373,023	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	7	119	30	156	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3,104	789	371	619	4,883	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1,139	1,043	18,287	2,053	22,522	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	8	0	0	8	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	147	160	71	378	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	36	50	41	127	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	221	73	548	121	963	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	34	0	702	155	891	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	150	50	141	455	796	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	8	28	10	8	54	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	44	9	6	59	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	8	9	3	2	22	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	14	5	16	1	36	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	84,525	0	84,525	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	252,686	0	252,686	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	93	0	93	

5.13. GAMBIE

5.13.1. LA GAMBIE EN S1 2021

Figure 72 : Gambie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021



Le président Adama Barrow a officiellement lancé son parti politique, le Parti National du Peuple (PNP) le 30 janvier 2021, envoyant un signal fort sur sa participation aux élections présidentielles de décembre 2021. Lors de sa participation à la campagne de 2016, Adama Barrow avait déclaré qu'il ne remplirait qu'un mandat de transition de trois ans et n'irait pas jusqu'au bout des cinq ans, ce qui l'aurait aidé à remporter les élections de décembre 2016 en étant inconnu des Gambiens.¹

La pandémie a gravement affecté les indicateurs socio-économiques dans le pays, notamment en raison d'une baisse de l'activité dans le secteur du tourisme, moteur de l'économie gambienne. La pandémie de COVID-19 a fait chuter le PIB de la Gambie d'environ 2,4% en 2020, après avoir augmenté de 6,2% en 2019, et a contribué à la perte d'environ 20 000 emplois.² Le tourisme (environ un tiers du PIB)³ a été l'un des secteurs les plus atteints en raison des restrictions de voyage. Les femmes, qui sont massivement représentées dans le secteur du tourisme, sont touchées de manière disproportionnée.⁴ Le PIB réel devrait croître de 3,2 % en 2021.⁵

Au début de l'année 2021, de nouvelles preuves ont lié l'ancien président Yahya Jammeh au meurtre de migrants ouest-africains dans le pays en 2005. Cinquante-neuf migrants du Ghana, de Côte d'Ivoire, du Libéria, du Nigéria, du Sénégal, de Sierra Leone et du Togo cherchant à atteindre l'Europe par la mer depuis la Gambie auraient été tués par des « Junglers », une unité militaire recevant des ordres de l'ancien président.⁶ Du 24 février au 11 mars 2021, des témoins ont témoigné devant la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations, accusant Yahya Jammeh d'avoir orchestré les meurtres. La Gambie reste à la fois un pays d'origine et de transit pour les migrants en situation irrégulière dans la région.⁷

¹ Africanews, 'Le président gambien Adama Barrow lance officiellement son parti politique', janvier 2021. Accessible [ici](#).

² Banque Africaine de Développement, 'Perspectives économiques de la Gambie', consulté en août 2021. Accessible [ici](#).

³ Bloomberg, 'Gambia's Record Remittances Make Up for Tourism Losses, IMF Says', février 2021. Accessible [ici](#).

⁴ The Point, 'Untold stories of women affected by Covid-19 in tourism', avril 2021. Accessible [ici](#).

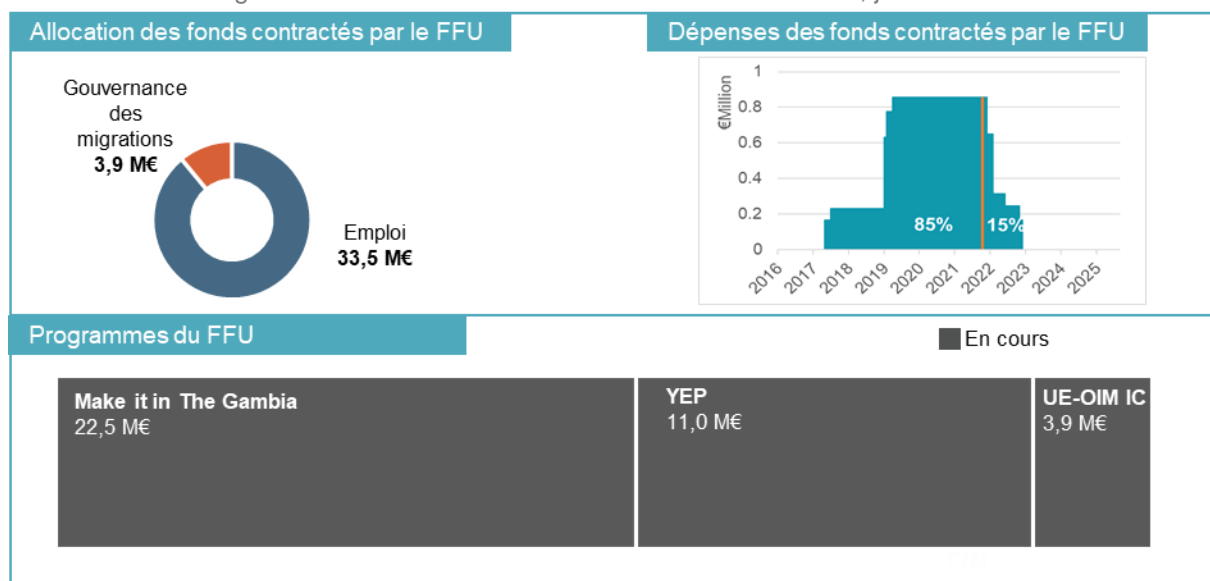
⁵ Banque Africaine de Développement, 2021. Op. Cit.

⁶ HRW, 'Gambie : L'ancien président impliqué dans le meurtre de 59 migrants', mars 2021. Accessible [ici](#).

⁷ Maastricht Graduate School of Governance, 'Étude sur les routes migratoires en Afrique de l'Ouest et du Centre', octobre 2017. Accessible [ici](#).

5.13.2. LE FONDS FIDUCIAIRE EN GAMBIE

Figure 73 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Gambie, juin 2021^{1,2}



Le Fonds Fiduciaire a contracté 37,4 M€ pour la Gambie, dont 90% pour les projets liés à l'emploi (OS 1), suivis des projets liés à la migration (OS 3, 10%). Par le biais des programmes YEP (GM-01)³ et MIITG (GM-03),⁴ le Fonds Fiduciaire vise à créer des opportunités économiques et des emplois, en particulier pour les jeunes et les populations des zones rurales. L'Initiative Conjointe UE-OIM en Gambie (GM-02) fournit un soutien post-arrivée et une aide à la réintégration aux migrants de retour et sensibilise aux risques de la migration irrégulière.⁵ Les projets en Gambie arrivent aux dernières phases de mise en œuvre, et on estime que 15 % du budget contracté du Fonds Fiduciaire dans le pays n'ont pas encore été dépensés.

¹ Les calculs du graphique sur les dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

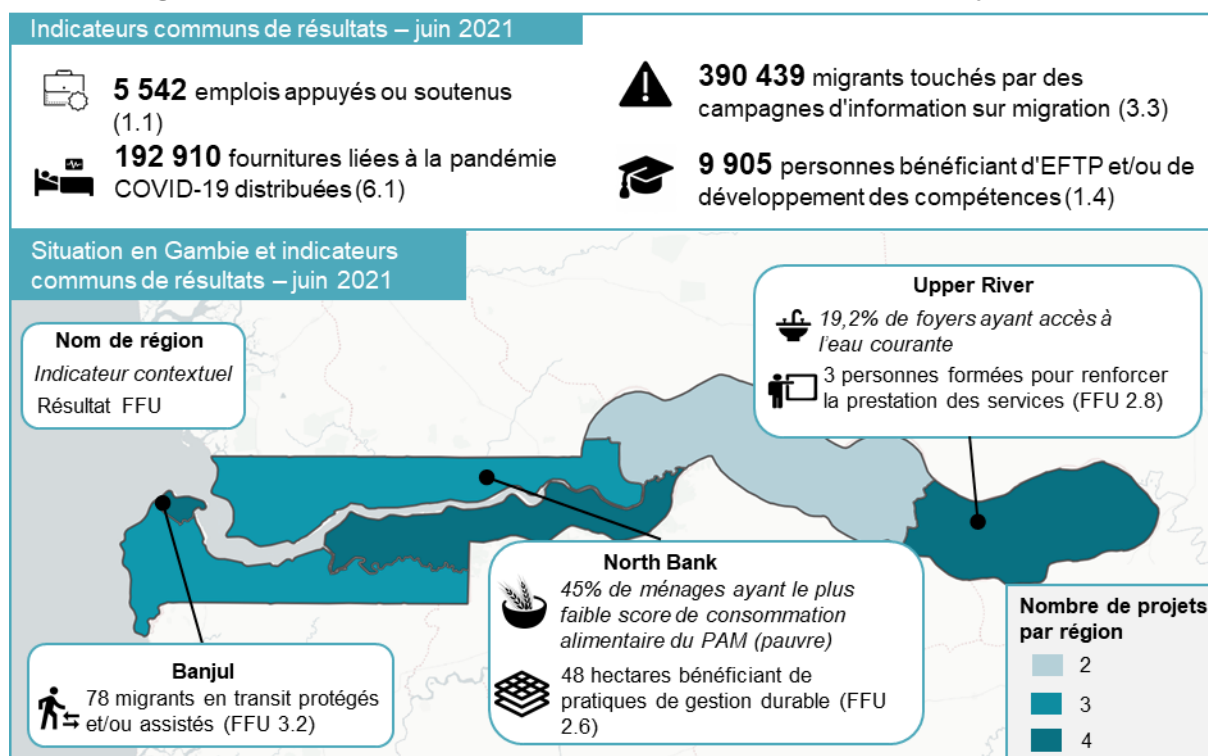
² Ces données ne se réfèrent qu'aux programmes sous contrat au niveau national et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ *Youth Employment Project*, Projet pour l'emploi des jeunes.

⁴ *Building a future - Make it in The Gambia*.

⁵ Commission européenne, 'Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE pour l'Afrique, la Gambie'. Accessible [ici](#).

Figure 74 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Gambie, juin 2021



Créer des emplois pour la jeunesse gambienne comme alternative à la migration

L'économie gambienne repose sur le tourisme et l'agriculture, deux secteurs très vulnérables aux chocs extérieurs. Les taux de chômage sont élevés. Selon la dernière enquête gambienne sur la population active en 2018, le taux de chômage était de 35,2% en 2018.¹ Les jeunes sont particulièrement touchés, les taux de chômage des jeunes s'élevant à 41,5% en 2018.²

Le manque d'opportunités d'emploi contribue à des taux de migration élevés à l'intérieur et à l'extérieur de la Gambie. Les migrants internes représentent environ un quart de la population gambienne. Ceux-ci se déplacent à Banjul à la recherche d'opportunités d'emploi ou pour migrer à l'extérieur de la Gambie.³ Dans l'ensemble, les taux de migration en provenance de Gambie restent également élevés, bien que les arrivées de migrants gambiens en situation irrégulière en Europe aient diminué depuis 2015-2016. En S1 2021, 125 Gambiens auraient atteint l'Europe par des canaux de migration irréguliers.⁴ À titre de comparaison, 163 arrivées de ressortissants sénégalais ont été signalées au cours de la même période,⁵ bien que la population sénégalaise soit huit fois plus importante que la population gambienne. Le manque de travail représente 81% des causes de migration externe, et le manque de travail associé à la migration irrégulière pour 60% de tous les départs.⁶

Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire en Gambie soutiennent le développement de l'économie locale par la création d'emplois et la formation professionnelle / le développement des compétences. En Gambie, l'absence de main-d'œuvre qualifiée et la faiblesse des liens entre le développement des compétences et le marché du travail sont des freins à l'employabilité des jeunes.

¹ Le Bureau gambien des statistiques, 'Gambia Labour Force Survey', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ Ibid.

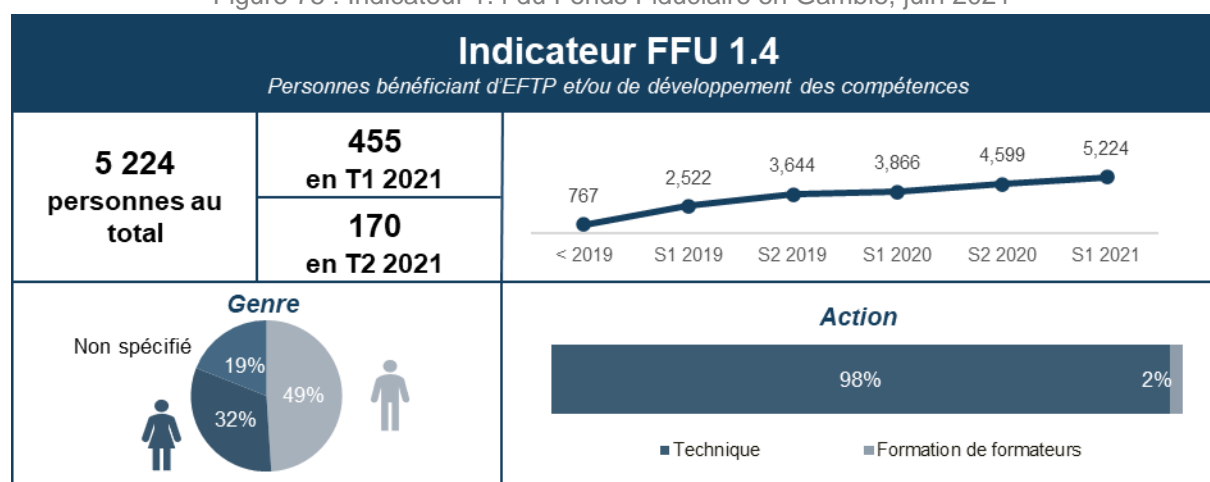
⁴ Frontex, 'Statistiques sur les détections de franchissements illégaux de frontières', 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ Le Bureau gambien des statistiques. Op. Cit.

Les programmes MIITG (GM-03)¹ et YEP (GM-01)² visent à développer les compétences techniques et professionnelles des jeunes afin d'améliorer leur employabilité et leurs perspectives d'emploi autonome. Pour combler le manque de compétences, YEP et MIITG développent la capacité des centres professionnels et renforcent les programmes de compétences techniques et professionnelles existants pour répondre aux besoins des entreprises dans des secteurs spécifiques. En juin 2021, 5 244 jeunes avaient bénéficié d'une formation et/ou d'un développement des compétences dans le domaine de l'EFTP (indicateur 1.4), dont 625 en S1 2021 (dont 44 % de femmes), et 1 976 emplois avaient été créés (indicateur 1.1). Les programmes visent à lier la formation, y compris dans le domaine de l'entrepreneuriat, à la création d'une entreprise ou à une activité génératrice de revenus, ce qui contribue à rendre la formation technique plus attrayante. En conséquence, 2 065 activités génératrices de revenus (indicateur 1.3) ont été soutenues au S1 2021, 62 % des bénéficiaires étant des femmes et 959 MPME ont été créées ou soutenues (indicateur 1.2).

Figure 75 : Indicateur 1.4 du Fonds Fiduciaire en Gambie, juin 2021



Lent début des campagnes de vaccination, efforts accrus de lutte contre la COVID-19

Plus d'un an après l'apparition de la pandémie de COVID-19 dans le pays en mars 2020, la situation semble sous contrôle, mais les faibles taux de vaccination appellent à la prudence. En juin 2021, le pays avait levé les mesures les plus restrictives et la propagation du virus semblait être sous contrôle, avec 2 279 contaminations supplémentaires en S1 2021 contre 3 748 nouvelles contaminations en S2 2020.³ Néanmoins, les taux de vaccination demeurent faibles, avec moins de 50 000 doses administrées⁴ et des stocks limités de vaccins.⁵

Les initiatives du Fonds Fiduciaire en Gambie ont intensifié leurs efforts pour soutenir la lutte contre la COVID-19. En S1 2021, 1 548 personnes ont directement bénéficié des activités liées à la COVID-19 (indicateur 6.2), soit une augmentation de 214 % par rapport aux résultats rapportés pour le S2 2020, et 80 114 fournitures liées à la pandémie de COVID-19 ont été fournies et/ou distribuées (indicateur 6.1), contre 51 820 en S2 2020. La distribution des fournitures a été en grande partie assurée par YEP, qui a produit et distribué 80 000 masques en tissu. Le programme a aidé sept établissements de formation technique et professionnelle du pays à produire les masques et a aidé le Bureau Gambien de Normalisation à assurer l'inspection et la certification des masques en tissu. Dans le cadre du processus de production, les jeunes ont été employés temporairement dans les institutions

¹ *Make it in The Gambia* – Réussir en Gambie.

² *Youth Employment Project* – Projet pour l'emploi des jeunes.

³ World in data, 'Coronavirus source data', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁴ Reuters, 'Covid-19 tracker', consulté en octobre 2021. Accessible [ici](#).

⁵ Bloomberg, 'Gambia Says It's Run Out of AstraZeneca's Covid-19 Vaccines', juin 2021. Accessible [ici](#).

d'EFTP, et les étudiants en couture ont également pu bénéficier d'une opportunité de formation en cours d'emploi.

5.13.3. LA GAMBIE ET LES INDICATEURS DE RÉALISATION COMMUNS DU FONDS FIDUCIAIRE

Tableau 14: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour la Gambie, juin 2021

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	S1 2021	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	370	1,681	1,514	1,976	5,542	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	335	306	1,633	959	3,233	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	1,770	2,956	3,114	2,065	9,905	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	767	2,877	955	625	5,224	
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	5	8	4	17	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	7	4	11	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	21	42	52	115	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	241,939	5,450	247,389	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	42	257	51	349	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	688	2,400	760	3,848	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	0	69	409	478	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	8,775	73,378	97,530	210,756	390,439	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	3	2	3	8	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3,440	729	217	405	4,791	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2,028	1,324	835	257	4,445	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	0	120	153	273	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	10	5	0	15	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	65	208	292	82	647	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	4	1	1	0	6	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	4	4	3	0	11	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	0	1	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	1	7	2	10	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	112,796	80,114	192,910	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	40,744	1,548	42,292	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	402	738	1,140	

CONCLUSIONS

La situation dans la région de la SLC a continué de se détériorer au premier semestre 2021 alors que l'insécurité qui affecte le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad depuis une décennie s'est intensifiée et s'est étendue à d'autres régions. Les chiffres des déplacements ont encore augmenté, et les deux zones ont accueilli près de 1 million de réfugiés/demandeurs d'asile et 4,6 millions de personnes déplacées à la fin du semestre. Les déplacements massifs, combinés aux effets du changement climatique, à la pauvreté endémique et aux conséquences des mesures préventives liées à la COVID-19, ont entraîné une augmentation du nombre de personnes ayant un besoin urgent d'aide humanitaire, atteignant 21,3 millions d'ici juin 2021.

LE PORTEFEUILLE DU FONDS FIDUCIAIRE DANS S1 2021

Le portefeuille de contrats du Fonds Fiduciaire de l'Union européenne dans le volet SLC a augmenté de 5% au S1 2021 en nombre de projets et de 4% en financement, passant de 193 contrats opérationnels d'une valeur de 1,90 G€ à la fin de 2020 à 202 contrats d'une valeur de 1,98 G€ en septembre 2021. Le Fonds d'affectation spéciale a atteint son sommet en matière de dépenses au cours du premier semestre de 2020, mais un budget important reste à mettre en œuvre.

De nouveaux projets ont été contractés pour couvrir tous les objectifs stratégiques.

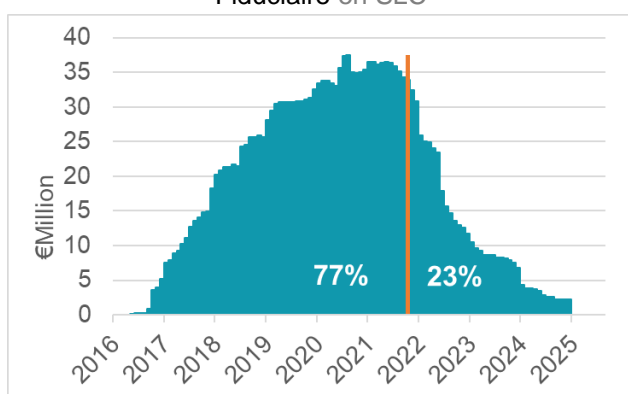
Six autres projets ont été engagés pour soutenir la gouvernance, la paix et la sécurité (deux au Burkina Faso, deux au niveau régional, un au Niger et un en Guinée); et deux autres contrats ont été signés pour soutenir la résilience des populations (toutes deux au niveau régional). Un projet a été signé pour soutenir la lutte contre le trafic de migrants au Sénégal (contribuant à l'OS3), et un projet a été signé pour soutenir le redressement des entreprises à la suite du COVID-19 en Côte d'Ivoire (contribuant à l'OS1).

Le Fonds Fiduciaire a également réagi pour atténuer l'impact de la pandémie sur les pays de la CPS en réorientant une partie de son financement vers la réponse à la COVID-19. Au total, 59 projets ont réorienté des fonds, soit 99,8M euros vers une réponse à la COVID-19 ; 56 projets avaient mis en œuvre des activités liées à la COVID à la fin de juin 2021 (contre 53 en S2 2020).²

LE MLS

Ce rapport est le résultat de la huitième série de collectes de données menée par l'équipe MLS pour la fenêtre SLC du Fonds Fiduciaire. En 2020, le MLS est passé d'un calendrier de rapports trimestriel à un calendrier de rapports semestriel, d'abord pour s'adapter au processus de changements méthodologiques mené en 2020, puis pour faire place à d'autres flux de travail complémentaires visant à soutenir le Fonds Fiduciaire et l'UE à moyen et à long terme. Le format de ce rapport suit en grande

Graphique 76: Dépenses des fonds du Fonds Fiduciaire en SLC¹



¹ Estimations basées sur les budgets et les dates de début et de fin des contrats connus. Seuls les projets contractés et opérationnels sont inclus.

² Les 59 projets ayant des fonds alloués à la réponse à la COVID-19 et les 56 projets avec des résultats liés à la réponse à la COVID-19 ne sont pas nécessairement les mêmes projets. Certains projets ont rapporté des résultats liés à la COVID-19 mais n'ont pas réaffecté de fonds et certains projets dotés de fonds alloués à la réponse à la COVID-19 n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du Fonds Fiduciaire.

partie le rapport S1 2020, qui adopte une approche plus narrative par rapport aux rapports trimestriels précédents en reliant les extraits du projet aux données contextuelles.

La collecte de données pour le rapport S1 2021 a duré de fin août à fin septembre 2021. En plus des demandes de collecte de données standard, les IP ont été invités à mettre à jour leur budget COVID-19 et leurs données de réponse, le cas échéant. Un certain nombre d'IP ont également fourni à l'équipe MLS des informations plus qualitatives sur la mise en œuvre du programme, ce qui a permis d'ajouter des détails qualitatifs et des explications supplémentaires aux données collectées.

Ce rapport comprend des données pour 178 projets, un nombre qui a augmenté progressivement, passant de 71 projets dans le premier rapport pour 2018 à 129 à la fin de 2019 et à 166 à la fin de 2020.

S1 2021 PRINCIPALES RÉALISATIONS

Des extraits substantiels ont été déclarés par rapport à tous les objectifs stratégiques du S1 2021.

- **Économie et emploi** : le Fonds Fiduciaire a soutenu la création de 14 335 emplois dans la région SLC au cours du S1 2021, pour un total de 88 062 emplois créés ou soutenus depuis le début des activités (indicateur 1.1). En outre, 39 414 personnes ont bénéficié d'une aide à des activités génératrices de revenus (indicateur 1.3) et 19 187 personnes ont bénéficié de l'EFTP et/ou du développement des compétences (indicateur 1.4). 3 318 MSP ont également été créées ou soutenues au S1 2021 (indicateur 1.2). Enfin, 77 infrastructures commerciales et productives ont été construites ou réhabilitées au premier semestre (indicateur 1.5).
- **Résilience** : les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont fourni à 378 542 personnes une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) et 107 284 une assistance nutritionnelle (indicateur 2.3) au S1 2021. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont également soutenu la fourniture de 12 668 services sociaux de base (indicateur 2.2), amélioré l'accès aux services de base pour 449 012 personnes (indicateur 2.9) et construit ou réhabilité 948 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis) au cours du S1 2021.
- **Migration** : les activités financées par le Fonds Fiduciaire ont aidé 4 096 rapatriements volontaires et rapatriements humanitaires (indicateur 3.4), soutenu 9 761 rapatriés avec une aide post-arrivée (indicateur 3.5) et 9 059 avec une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis) dans S1 2021. Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont également fourni une assistance ou une protection à 22 860 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées au cours du S1 2021 (indicateur 3.2). Afin d'améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination, les programmes ont également fourni un renforcement des capacités ou un soutien opérationnel à 32 institutions et acteurs non étatiques (indicateur 3.6) et à 1 798 fonctionnaires (indicateur 3.7) dans le S1 2021. 1 952 811 migrants et migrants potentiels ont été touchés par des campagnes sur les risques de la migration irrégulière au premier semestre.
- **Gouvernance, sécurité et prévention des conflits** : les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont soutenu la rédaction de 128 lois, plans et documents d'orientation visant à soutenir les efforts de gouvernance et d'élaboration des politiques au cours du S1 2021 (indicateur 4.6). En outre, 265 651 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix centrées sur la cohésion sociale, la résolution et la gestion des conflits au cours du S1 2021 (indicateur 4.3). Les programmes financés par le Fonds Fiduciaire ont également dispensé une formation liée à la prévention des conflits et à la sécurité à 9 601 membres du personnel et membres d'acteurs clés impliqués dans la cohésion sociale et la dynamique de la paix au cours du premier semestre de l'année (indicateur 4.2). Enfin, 18 infrastructures ont été construites (indicateur 4.1) et 10 668 équipements (indicateur 4.1 bis) ont été fournis pour soutenir la gouvernance et la sécurité dans le S1 2021.

- **Réponse à la COVID-19** : Afin d'atténuer l'impact de la pandémie dans la région SLC, 2 061 929 fournitures COVID-19 ont été fournies grâce à un financement du Fonds Fiduciaire au S1 2021, atteignant un total de 13 527 846 depuis le début de la pandémie (indicateur 6.1). En outre, 188 910 bénéficiaires individuels et 974 entités ont bénéficié d'activités spécifiques de réponse à la COVID-19 au cours du S1 2021, pour un total de 935 197 et 2 095 respectivement (indicateurs 6.2 et 6.3).

6. INDEX

6.1. TABLES

Tableau 1: Projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport S1 2021, juin 2021.....	13
Tableau 2: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour tous les projets SLC, juin 2021	22
Tableau 3: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour le Burkina Faso, juin 2021	57
Tableau 4: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour le Cameroun, juin 2021	63
Tableau 5: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Tchad, juin 2021	73
Tableau 6: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour la Côte d'Ivoire, juin 2021	77
Tableau 7: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Ghana, juin 2021	82
Tableau 8: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour la Guinée, juin 2021	89
Tableau 9: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Mali, juin 2021	100
Tableau 10: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour la Mauritanie, juin 2021	107
Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour le Niger, juin 2021	115
Tableau 12: Indicateurs de réalisation communs du Fonds Fiduciaire pour le Nigéria, juin 2021	122
Table 13 : Indicateurs communs du Fonds Fiduciaire pour le Sénégal, juin 2021	131
Tableau 14: Indicateurs communs de réalisation du Fonds Fiduciaire pour la Gambie, juin 2021	136

6.2. GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition du budget par pays et par objectif stratégique, septembre 2021	5
Figure 2: Projets admissibles à l'analyse des résultats, octobre 2021	11
Figure 3: Projets et budget couverts par le rapport actuel S1 2021 MLS, juin 2021	13
Figure 4: Évolution des projets et budgets couverts par le MLS en SLC, septembre 2021	15
Graphique 5: Projets contractuels du Fonds Fiduciaire SLC par budget et état d'exécution, septembre 2021	16
Figure 6: Répartition du budget par pays et partenaire de mise en œuvre, septembre 2021	17
Figure 7: Répartition du budget contractuel par objectif stratégique, septembre 2021	19
Figure 8: Budget alloué à la réponse à la COVID-19 dans le SLC, juin 2021,	20
Figure 9 l'objectif stratégique 1, SLC, juin 2021	23
Figure 10: Tableau de bord de l'objectif stratégique 2, SLC, juin 2021	29
Figure 11: Situations de sécurité alimentaire dans la région SLC en janvier – mai 2020 et 2021	31
Figure 12: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, juin 2021	34
Figure 13: Tableau de bord de l'objectif stratégique 4, SLC, juin 2021	39
Graphique 14 : Indicateur 4.2 du FFU, forces de sécurité, SLC, juin 2021	43
Figure 15 : COVID-19, tableau de bord des faits et chiffres clés, SLC, juin 2021	44
Figure 16: Burkina Faso – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	48
Graphique 17: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Burkina Faso, juin 2021	49
Graphique 18: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Burkina Faso, juin 2021	50
Graphique 19 : Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire, au Burkina Faso, juin 2021.....	51
Graphique 20: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire, au Burkina Faso, juin 2021.....	55
Graphique 21: Indicateur 3.2 du Fonds Fiduciaire, au Burkina Faso, juin 2021.....	56
Figure 22: Cameroun – Tableau de bord faits et chiffres clés, juin 2021	58

Graphique 23: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Cameroun, juin 2021	59
Graphique 24: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Cameroun, juin 2021	60
Graphique 25: Indicateur 1.1 du Fonds Fiduciaire au Cameroun, juin 2021	61
Graphique 26: Indicateur 3.5 du Fonds Fiduciaire, au Cameroun, juin 2021	62
Figure 27: Tchad – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	64
Graphique 28 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021	65
Graphique 29: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021	66
Graphique 30: Indicateur 1.4 du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021	68
Graphique 31: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire, au Tchad, juin 2021	70
Graphique 32: Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire au Tchad, juin 2021	71
Figure 33: Côte d'Ivoire – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	74
Graphique 34: Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Côte d'Ivoire, juin 2021	75
Graphique 35 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Côte d'Ivoire, juin 2021	75
Graphique 36: Indicateur 3.2 du FFU, en Côte d'Ivoire, juin 2021	77
Figure 37: Ghana – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	78
Figure 38: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Ghana, juin 2021	79
Graphique 39 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Ghana, juin 2021	80
Graphique 40: Indicateur 1.3 du Fonds Fiduciaire au Ghana, juin 2021	81
Figure 41: Guinée – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	83
Graphique 42: Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021	84
Graphique 43: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021	85
Graphique 44: Indicateur 1.4 du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021	87
Graphique 45: Indicateur 2.3 du Fonds Fiduciaire en Guinée, juin 2021	88
Figure 46: Mali – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	90
Graphique 47: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021	91
Graphique 48 : Situation au Mali et résultats du Fonds Fiduciaire – en juin 2021	92
Graphique 49: Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021	93
Graphique 50 : Indicateur 2.9 du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021	96
Graphique 51: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire au Mali, juin 2021	99
Figure 52: Mauritanie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	101
Graphique 53: Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Mauritanie, juin 2021	102
Graphique 54: Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Mauritanie, juin 2021	103
Graphique 55: Indicateur 1.2 du Fonds Fiduciaire, en Mauritanie, juin 2021	104
Graphique 56: Indicateur 3.2 du Fonds Fiduciaire en Mauritanie, juin 2021	105
Figure 57 : Niger – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	108
Graphique 58 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021	109
Graphique 59 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021	110
Graphique 60: Indicateur 2.3 du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021	111
Graphique 61 : Indicateur 3.2 du Fonds Fiduciaire au Niger, juin 2021	112
Figure 62: Nigéria – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	116
Figure 63: Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Nigéria, juin 2021	117
Graphique 64 : Situation au Nigéria et résultats du Fonds Fiduciaire – en juin 2021	118
Graphique 65: Indicateur 2.4 du Fonds Fiduciaire au Nigéria, juin 2021	119
Graphique 66: Indicateur 4.2 du Fonds Fiduciaire au Nigéria, juin 2021	122
Figure 67 : Sénégal – Tableau de bord faits et chiffres clés, juin 2021	123

Figure 68 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire au Sénégal, juin 2021	124
Figure 69 : Résultats clés du Fonds Fiduciaire au Sénégal, juin 2021	125
Figure 70: Indicateur 2.9 du Fonds Fiduciaire au Sénégal, juin 2021	127
Figure 71: Indicateur 2.6 du Fonds Fiduciaire, au Sénégal, juin 2021	129
Figure 72 : Gambie – Tableau de bord des faits et chiffres clés, juin 2021	132
Figure 73 : Portefeuille du Fonds Fiduciaire en Gambie, juin 2021	133
Figure 74 : Réalisations sélectionnées du Fonds Fiduciaire en Gambie, juin 2021	134
Figure 75 : Indicateur 1.4 du Fonds Fiduciaire en Gambie, juin 2021	135
Graphique 76: Dépenses des fonds du Fonds Fiduciaire en SLC	137